UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

« L'ALIÉNATION DE L'OUEST » : UNE SOCIOHISTOIRE DES TRAJECTOIRES IDÉOLOGIQUES DES RÉGIONALISMES DANS L'OUEST CANADIEN

THÈSE

PRÉSENTÉ(E)

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DOCTORAT DE SOCIOLOGIE

PAR

DJAMILA MONES

MARS 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont naturellement à Frédérick-Guillaume Dufour, qui a le premier eu l'idée de ce sujet dense, prenant et largement inexploré. Merci pour sa confiance, son sens pédagogique, et son souci constant de valoriser la relève en recherche. Ce sont des qualités rares et précieuses.

Aucun travail n'est possible sans amour inconditionnel: c'est celui que j'ai reçu de mon mari Tiago, de ma fille Elis. Immense merci à mes parents d'avoir cru que je devais faire de sérieuses études: merci donc à mon papa qui trouve systématiquement qu'étudier est une bonne idée; à ma maman qui sait qu'il faut aussi se pratiquer.

Sans structure efficace, rien bien sûr n'aurait pu advenir: sans écoles, transports et bibliothèques publiques, nous ne pourrions pas assouvir cette soif collective de connaissances. Je remercie donc les porteurs d'un projet de société solidaire, et toutes celles et ceux qui le font vivre au quotidien.

DÉDICACE

À ma fille, qu'elle sache que tout est possible et qu'elle ait le goût de comprendre tout ce qui lui est étranger.

À mon papa, humain trop blessé, qui a dans sa tête les rêves des hommes illustres et dans son cœur, la tendresse des hommes ordinaires.

À ma maman.

AVANT-PROPOS

Les recherches réalisées pour la rédaction de cette thèse n'auraient pas été possibles sans le précieux soutien financier de la **Chaire de recherche du Canada en sociologie des conflits sociaux**, des **Fonds de recherche du Québec en sciences sociales,** et du **Fonds de recherche de Frédérick-Guillaume Dufour**. Je les remercie infiniment d'avoir cru dans ce projet, et dans mes habiletés à produire ce travail.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS ..... **ii**

DÉDICACE ..... **iii**

AVANT-PROPOS ..... **iv**

TABLE DES MATIÈRES ..... **v**

LISTE DES TABLEAUX ..... **viii**

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES ..... **x**

RÉSUMÉ ..... **xi**

ABSTRACT ..... **xii**

INTRODUCTION Présentation des origines et des transformations de la recherche doctorale **1**

CHAPITRE 1 [PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE DOCTORALE] **7**

1.1 Objet de recherche 7

1.2 Mise en contexte historique 9

1.3 Recherches antérieures sur les régionalismes de l'ouest 14

1.4 Présentation du modèle d'analyse 21

1.4.1 Question de recherche générale 21

1.4.2 Questions de recherche spécifiques 21

1.4.2.1 Les conceptualisations contemporaines du populisme sont-elles pertinentes pour la compréhension des régionalismes historiques de l'ouest canadien ? 21

1.4.2.2 L'analyse des « clôtures sociales » (*social boundaries*) contenues dans les discours des régionalismes de l'ouest canadien, permet-elle d'en qualifier le contenu; d'en comprendre les variations et les trajectoires idéologiques ? 23

1.4.3 Problématique de recherche 24

1.4.4 Précisions sur le cadre d'analyse 24

1.4.5 Hypothèses de recherche 25

1.4.5.1 Première hypothèse 25

1.4.5.2 Seconde hypothèse 25

1.4.5.3 Troisième hypothèse 26

1.5 Objectif et originalité de la recherche 27

1.6 Potentiel de contribution de la recherche à l'avancement des connaissances 28

1.7 Choix de la thèse par articles 30

1.8 Lien entre les articles 32

CHAPITRE 2 [DISCUSSION-SYNTHÈSE] **45**

2.1 Article A : « Populismes et reconstruction de l'imaginaire politique : proposition de clarification conceptuelle » 45
2.1.1 Synthèse 45
2.1.2 Discussion 46
2.2 Article B. « Séparatisme et populisme dans l'ouest canadien : la mobilisation stratégique du discours sur l'aliénation de l'ouest » 50
2.2.1 Synthèse 50
2.2.2 Discussion 52
2.3 Article C : Les partis populistes de droites et les mouvements politiques de droite (« Right-Wing Populist Parties and Political Movements ») 56
2.3.1 Présentation générale 56
2.3.2 Cadre théorique et méthodologique 57
2.3.3 Présentation des résultats 57
2.3.4 Discussion 61
2.3.5 Présentation générale 66
2.3.6 Cadre théorique et méthodologique 67
2.3.7 Présentation des résultats 68
2.3.8 Discussion 75

CONCLUSION 83

ANNEXE A [CADRE THÉORIQUE, CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE] 95

ANNEXE B [REVUE DE LITTÉRATURE: LES DIFFÉRENTES APPROCHES SOCIOPOLITIQUES DES RÉGIONALISMES DE L'OUEST CANADIEN DANS LA LITTÉRATURE ACADÉMIQUE] 115

ANNEXE C [REVUE DE LITTÉRATURE: LES DIFFÉRENTES APPROCHES THÉORIQUES DU POPULISME] ... 138

ANNEXE D [TABLEAUX] 151

ANNEXE E [ARTICLE A: Le populisme comme stratégie de reconstruction de l'imaginaire politique] .. 163

ANNEXE F [ARTICLE B: Séparatisme et populisme dans l'ouest canadien: la mobilisation stratégique du discours de « l'aliénation de l'Ouest»] 177

ANNEXE G [ARTICLE C: Right-Wing Populist Parties and Movements] 206

ANNEXE H [ARTICLE D: Representations of Quebec in the political imaginary of Western Canadian politics] 225

RÉFÉRENCES 245

BIBLIOGRAPHIE 246

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Synthèse de la recherche doctorale 35

Tableau 2 Concept: Régionalisme 37

Tableau 3 Concept: Populisme 37

Tableau 4 Formations politiques analysées 21

Tableau 5 Documents analysés 38

Tableau 6 Grille d'analyse des clôtures sociales (en anglais) – par ordre alphabétique 39

Tableau 7 Grille d'analyse de textes. Liste de «clôtures sociales»identifiées dans les programmes politiques des régionalismes de l'ouest canadien 40

Tableau 8 Enquêtes relatives à l'insatisfaction régionale et aux attitudes populistes, dans l'ouest canadien (1984-2022). 41

Tableau 9 Vagues de régionalisme dans l'ouest canadien (1900-2020) 151

Tableau 10 Principales conceptualisations du populisme dans la littérature académique.....153

Tableau 11 Principaux travaux sur les régionalismes de l'ouest 155

Tableau 12 Premiers Ministres au Gouvernement fédéral, au Canada - de 1905 à 2021.....160

Tableau 13 Résultats électoraux du Maverick party – 44ème élections générales – Par province et par circonscription.....161

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

CCF : Cooperative commonwealth federation (Fédération du Commonwealth coopératif)

CCP : Canadian conservative Party (Parti conservateur du Canada)

CNES : Canadian national electoral study (Enquête nationale électorale canadienne)

PPC : People's Party of Canada (Parti populaire du Canada)

SCP: Social credit Party (Parti du crédit social)

SP : Saskatchewan Party (Parti Saskatchewanais)

UCP : United conservatives Party (Parti conservateur uni)

UFA: United farmers association (Association des fermiers unis)

RÉSUMÉ

La thèse présente les résultats d'une recherche doctorale, tels qu'ils ont été établis dans plusieurs articles scientifiques et chapitres d'ouvrages académiques. La recherche s'intéresse aux trajectoires idéologiques des régionalismes de l'ouest canadien : leurs continuités, leurs transformations, qu'ils soient séparatistes ou autonomistes, du début du XXème siècle au début du XXIème siècle.

Dans une perspective sociohistorique, la recherche établit une périodisation des régionalismes dans l'ouest, en fonction de certaines configurations sociopolitiques.

En réalisant une analyse de contenu d'un corpus de programmes politiques, concentrée sur les « clôtures sociales » (*social boundaries*), elle opère une classification entre plusieurs idéaux-types de régionalismes dans l'ouest canadien, en fonction notamment de leur rapport au gouvernement fédéral et à certaines thématiques politiques. En prenant la rhétorique historique de « l'aliénation de l'ouest » comme fil conducteur, la recherche explique les articulations entre populisme et régionalisme.

La recherche contribue à la théorie politique en clarifiant le concept de « populisme », aux fins de mieux comprendre les variations historiques et idéologiques des formations qui le mobilisent. Elle introduit le concept de pétropopulisme, essentiel pour comprendre les transformations contemporaines des formations politiques régionalistes ou conservatrices, au Canada.

Mots clés : sociologie historique, régionalisme, séparatisme; autonomisme; populisme, aliénation de l'ouest; trajectoires/continuités/transformations; idéologies; clôtures sociales.

ABSTRACT

The thesis presents the results of doctoral research, as established in several scientific articles and chapters of academic books. The research focuses on the ideological trajectories of regionalisms in Western Canada: their continuities and transformations, whether separatist or autonomist, from the early 20th century to the early 21st century.

From a socio-historical perspective, the research establishes a periodization of regionalisms in the West, according to certain socio-political configurations.

By conducting a content analysis of a corpus of political programs, focusing on « social boundaries » , it classifies several ideal types of regionalism in Western Canada, based on their relationship to the federal government and to certain political themes. Mobilizing the historical rhetoric of « western alienation » as a red thread, the research explains the articulations between populism and regionalism.

Finally, the research contributes to political theory by clarifying the concept of « populism » , to better understand the historical and ideological variations of the formations that mobilize it. The research introduces the concept of petropopulism, essential for understanding the contemporary transformations of regionalist or conservative political formations in Canada.

Keywords : historical sociology, regionalism, separatism; autonomism; populism, western alienation; trajectories/continuities/transformations; ideologies; social boundaries.

INTRODUCTION

Présentation des origines et des transformations de la recherche doctorale[1]

En 2019, on m'évoque pour la première fois l'existence de mouvements sociaux séparatistes dans l'ouest du Canada. Il est question de «Wexit», contraction de « West » et « Exit » (et référence directe au « Brexit » au sein de l'Union européenne). Dans l'ouest du Canada et plus spécifiquement en Alberta, un mouvement social organisé par plusieurs personnalités proches de l'alt-right américaine et séparatistes, fait grand bruit autour d'un projet de séparation pour les Provinces de l'Ouest: «Make Alberta great again »; « The West wants out » peut-on lire sur les pancartes des manifestants. Le mouvement est d'abord conduit par Peter Downing et Pat King, deux figures ouvertement séparatistes et situées très à droite de l'échiquier politique canadien (proches de l'alt-right américaine avec laquelle ils partagent des symboles et des références au sécessionnisme). Le mouvement social[2] critique alors autant le multiculturalisme (présenté comme lié à l'ingérence étrangère; au terrorisme) que les politiques économiques et fiscales fédérales (présentées comme un sabotage, un vol). Au cœur de ce mouvement social se niche un profond ressentiment suite à la réélection de Justin Trudeau à la tête du gouvernement fédéral, en 2019 (Élections Canada, 2020). Sa personne est toute entière associée à celle de son père (Pierre-Elliott Trudeau, promoteur du Programme énergétique national), aux libéraux, aux environnementalistes opposés à l'extension de pipelines et à l'extraction de ressources naturelles, et associé plus largement à l'Est du pays (Trudeau est député de la circonscription québécoise de Papineau). Quoique présent dans toutes les Provinces de l'ouest, ce sentiment d'injustice est alors surtout concentré en Alberta: en novembre 2019 selon Abacus Data, 75 % des Albertains estimaient que la province avait été traitée de manière inéquitable par le reste du pays, en termes d'énergie et de politiques de péréquation (Coletto, 2019). Les régionalismes de l'ouest mobilisant une rhétorique populiste se sont récemment exprimés à travers le mouvement social séparatiste en faveur du « Wexit », en 2019, à l'origine de nos recherches.

1 Dans cette section, nous présentons l'objet de la thèse par articles. Nous décrivons la contribution de cette thèse à l'avancement des connaissances et précisons les liens qui unissent entre eux les articles présentés, de manière à souligner la cohérence d'ensemble du travail de recherche.

2 Le mouvement social s'est ensuite constitué en parti fédéral, le Wexit party de Peter Downing; le parti a été renommé «Maverick Party»en juin 2020. Il a été porté de manière temporaire par l'ancien député conservateur Jay Hill, avant que le parti n'élise à sa tête Colin Krieger, en mai 2022.

Le sujet suscite immédiatement mon intérêt pour plusieurs raisons: la première est mon ignorance de l'existence de mouvements séparatistes au Canada, au-delà des formations indépendantistes ou nationalistes québécoises historiques ou contemporaines (par exemple Montigny, 2022; Montigny et Margineanu-Plante, 2022). J'y vois immédiatement une opportunité de voyager à l'intérieur de ma propre expérience migratoire au Canada. La seconde raison tient à ce que le sujet touche à une question qui me travaille depuis mes études de droit, celle du refus d'appartenir au collectif; celle de la négociation d'une autre redistribution du pouvoir et des droits dans un ensemble donné[3]. J'avais désormais l'opportunité de m'y intéresser au sein d'une fédération politique, à travers le rejet du pouvoir «central»et la revendication d'une autre répartition des compétences entre Provinces et Gouvernement fédéral, ce qui se traduisait par des revendications autonomistes et par des revendications de séparation pleine et entière du reste de la fédération canadienne. La dernière raison tenait au peu d'intérêt apparent de la recherche en français, pour les régionalismes de l'ouest canadien (un sujet qui avait été plusieurs fois qualifié d'obsolète par la littérature académique, mais qui était pourtant systématiquement réapparu dans la vie politique provinciale et fédérale canadienne). En 1980, Gibbins soutenait ainsi dans *Prairie politics and Society: Regionalism in Decline* que le régionalisme de l'ouest canadien connaissait un déclin inéluctable, qu'il attribuait à l'intégration nationale des économies de l'ouest et au développement de formations provinciales robustes:

> « [T]oday, the preconditions for both radicalism and regionalized political behavior have largely disintegrated [...] the near absence of regional political institutions in western Canada, coupled with growth of strong provincial governments, has fragmented the prairie region along the lines of provincial boundaries […] the effect of this fragmentation has been to reduce the regionalization of politics in the Canadian west ». (Gibbins, 1980, p. 3).

En disant ceci, Gibbins reprenait partiellement la thèse de Morton selon lequel les Prairies ont à la fois une histoire politique distincte en tant que *région* (« *western separateness* «), mais avaient été *intégrées* avec succès à la politique nationale canadienne (Gibbins, 1980).

3 Ces raisons objectives en effacent sans doute d'autres, inconscientes. Ces motivations conscientisées rappellent cependant qu'en tout état de cause, « [c]e qui est digne de connaissance, digne d'enquête pour le chercheur, c'est d'abord ce qui importe, ce qui fait sens et présente une certaine « valeur « à ses yeux. Face à l'enchevêtrement inextricable des faits, face à « la multitude infinie d'éléments singuliers « explique Weber, « ne met de l'ordre dans ce chaos que le seul fait que, dans chaque cas, une portion seulement de la réalité singulière prend de l'intérêt et de la signification à nos yeux, parce que seule cette portion est en rapport avec les idées de valeurs culturelles avec lesquelles nous abordons la réalité concrète « (Weber, cité dans Kalberg, 2010, p. 13).

Le projet de thèse, déposé à l'été 2021, s'intitule ainsi: « Les apports d'une sociologie politique à la compréhension du sentiment d'aliénation dans l'ouest canadien ». Le projet de recherche s'intéresse précisément aux manifestations en faveur du Wexit dans les Provinces de l'ouest canadien, depuis 2019. Le processus social observé est le *phénomène d'adhésion* à ce mouvement politique, qui appelle à la séparation du reste de la Confédération en mettant de l'avant l'aliénation de l'ouest. La recherche vise à comprendre les formes *contemporaines* de résistance politique dans l'ouest canadien, en observant spécifiquement les mobilisations séparatistes en faveur du Wexit, dans une perspective wébérienne. L'objectif est de comprendre ces mobilisations, à partir des valeurs mises en avant dans le discours sur le Wexit. Je projette alors de m'intéresser aux *valeurs* en tant que motif d'action. La recherche vise à interpréter le sens que les acteurs donnent à certaines situations, à certains enjeux; à reconstruire et comprendre le sens qu'ils se donnent du « nous » , du « eux » , de ce qui est compris comme semblable ou différent du groupe d'appartenance, les Canadiens de l'ouest.

Pour répondre à la question de recherche initiale, il était envisagé de mobiliser une méthodologie qualitative reposant sur la conduite d'une série d'entretiens libres ou semi-guidés avec des partisans du Wexit, pour saisir les cadres et processus de cadrage mis en œuvre par les « Wexiters » . L'objectif était de conduire ces entretiens avec les leaders et sympathisants des partis autonomistes ou séparatistes contemporains, fédéraux et provinciaux (avec une focalisation particulière en Alberta). Ces entretiens semi-guidés devaient permettre de saisir les variations de sens de l'aliénation de l'ouest et ses différentes mobilisations idéologiques ou politiques, en fonction d'une part du niveau de gouvernement (fédéral, provincial) et d'autre part de l'objectif du parti (autonomie, séparation). Suivant le modèle de départ, on se serait intéressé aux catégories d'évaluation suivantes[4] : le sens de la justice ; ce qui donne le sentiment d'être reconnu, important ; les politiques dont on se sent le plus fièr(e) ; ce qui « fait » un bon politicien; etc. Partant du postulat que les valeurs exprimées par les acteurs sociaux favorables au Wexit étaient distribuées de manière égale entre les Wexiters (la population ouvertement séparatiste dans l'Ouest canadien, au-delà des cadres politiques), on aurait mobilisé une méthode d'échantillonnage non

4 La production de la grille d'entretien se serait inspirée des travaux de Belkhodja. Dans ses recherches, ce dernier (Belkhodja, 1999) a produit une analyse des valeurs des membres du CoR au Nouveau-Brunswick, à partir de leurs attitudes par rapport à certains objets déterminés : volonté de participer à la vie politique; opinions quant à l'efficacité politique; perceptions du système politique; etc. Les échelles de valeurs sur le degré de confiance dans le gouvernement, sur la croyance dans l'efficacité politique, les traits de caractère associés au Premier Ministre (arrogance, sincérité, etc.) lui ont permit de mettre en lumière les valeurs des partisans du CoR.

probabiliste, volontaire. Cette méthode avait l'avantage d'ouvrir les possibilités d'entretiens à l'ensemble des Wexiters, indépendamment de leur affiliation ou non au parti « Wexit ».

La méthode[5] présentait par contre le désavantage de biaiser les entrevues en faveur des partisans ouverts à l'entretien, disponibles en personne ou en visioconférence, et possiblement les plus radicaux. La méthodologie initiale projetait de croiser ces entretiens à des questionnaires en ligne à destination des cadres politiques et partisans du Wexit, notamment ceux du Wild Rose Independence Party of Alberta (provincial) et du Maverick Party pour le Canada (fédéral). Les questionnaires auraient été l'occasion d'affiner les résultats obtenus par le biais des entretiens. Distribués en ligne *via* LimeSurvey, c'est-à-dire partagés auprès des partis politiques identifiés en leur proposant de renvoyer l'étude à leurs membres (envoi courriel); et sur les pages Web relatives au Wexit : VoteWexit.com et WEXITMovement.com (ces pages avaient été sélectionnées pour leur nombre de membres important, et parce qu'elles semblaient alors relativement fréquentées comparativement à un grand nombre de pages internet sur le séparatisme de l'ouest). La recherche devait ainsi établir un couplage entre données qualitatives et analyse de discours des acteurs sociaux, pour l'établissement d'une cartographie « perceptuelle » des formations régionalistes dans l'ouest canadien (Lamont, 2002). La recherche aurait été complétée par une enquête de terrain en observation directe (immersion dans le cadre de rencontres et évènements politiques; observation des comportements et attitudes politiques en situation).

La recherche mûrit au fur et à mesure de mes lectures - et à mesure de l'évolution de la pandémie qui empêche en fait toute mobilité même au sein du pays. La réalisation d'une approche de terrain dans l'ouest canadien est abandonnée; le cadre d'analyse évolue en même temps que l'objet de recherche. La première transformation porte sur la temporalité de la recherche. La récurrence et la variété des formations politiques, à l'ouest, rétives à entrer initialement ou à rester dans la fédération canadienne, nous conduisent à adopter une perspective sociohistorique comparée plutôt qu'à nous focaliser sur un épisode contemporain, le Wexit. La seconde transformation porte sur l'objet de la recherche. Puisque mes nouvelles questions de recherche et ma problématique vont désormais tourner davantage autour de *l'histoire* du séparatisme dans l'ouest, le travail d'enquête de terrain auprès des acteurs sociaux, pour qualifier les valeurs au cœur de la contestation, est impraticable dans une perspective historique. La

5 La méthode d'échantillonnage par quota (homme, femme, plus et moins de 50 ans par exemple) a également été envisagée (si l'échantillonnage volontaire n'avait pas produit de répondants).

recherche orientée sur les attitudes, les valeurs des sympathisants au Wexit est abandonnée; il est décidé de se concentrer plutôt sur les variétés *idéologiques* des régionalismes à l'ouest, à partir de leurs programmes, en fonction des *configurations* sociohistoriques. En conséquence, les concepts et la grille d'analyse d'abord envisagés, sont modifiés. Nous détaillons le modèle d'analyse finalement mobilisé en Annexe A. La transformation de l'objet implique aussi un effort de qualification, pour que le travail de comparaison sociohistorique demeure valable. La difficulté tenait à la qualification de ce que j'observe sous mes yeux (un mouvement de «contestation»du gouvernement fédéral, mobilisant une rhétorique historique), par rapport à d'autres formations politiques qui le précédaient, avec lesquelles j'identifiais un lien et un contenu motivant la comparaison. Devait-on parler de séparatisme ? De mouvements protestataires ? De populismes ? de mouvances d'extrême-droite ? De régionalismes culturels ? Prises largement, les contestations plus ou moins radicales de l'existence ou de la légitimité d'action du gouvernement fédéral canadien, à l'ouest, semblaient avoir toujours eu prise sur la politique provinciale à l'ouest (Social Credit Party), voire fédérale (Reform Party). Cette contestation traversait les discours et les programmes, depuis, semble-t-il, les débuts de la fédération (voir Annexe B). Selon les périodes, ces formations avaient fait l'objet de qualifications tout à fait différentes par la littérature académique (voir Annexe B). Mon projet de recherche initial évoque d'abord largement des « mouvements protestataires et contestataires », c'est-à-dire des mouvements sociaux mais surtout des partis politiques, à base régionale, qui ont remis en cause le pouvoir du gouvernement fédéral ou ses grandes politiques nationales (en matière fiscale, énergétique, sanitaire). La qualification était assez minimale et englobante pour tenir compte de formes tout à fait différentes de populismes, de séparatismes et de rejet du gouvernement fédéral, dans l'ouest canadien. La qualification évolue avec la recherche; on retient finalement le terme de « régionalisme » conceptualisé et opposé aux « fédéralismes » et scindé en deux grands idéaux-types: les autonomismes et les séparatismes (ces concepts sont détaillés et expliqués en Annexe A). La même problématique se pose pour qualifier le *contenu* et analyser les *variations idéologiques* des formations observées[6]. Nous butons notamment sur le fait que les termes de régionalisme, d'indépendantisme, de séparatisme, l'autonomisme, ne sont pas systématiquement mobilisés par la recherche contemporaine

6 Nous parlons de « formations politiques » plutôt que de « partis politiques » pour y inclure certains mouvements sociaux. Quoique leur organisation, leurs buts objectifs et leur financement diffèrent fondamentalement, nous comprenons ici toutes les « formations politiques» comme des organisations participant à une forme de compétition politique sur la scène politique canadienne, dans l'objectif d'obtenir une visibilité et un pouvoir politique. Cependant, notre recherche porte bien sur des partis politiques (Weiner et La Palombara, 1966): dotés d'une organisation durable; d'une organisation qui dépasse le niveau local; animés par la volonté explicite d'accéder au pouvoir politique; animés par la volonté délibérée de trouver un soutien populaire.

sur la politique de l'ouest canadien. En ce sens, le nombre et la qualité des formations observées dépend également du cadre conceptuel établi. Pour le dire autrement, si l'on s'en tient à une définition souple des *régionalismes*, on se concentrera avant tout sur les formations provinciales, tantôt séparatistes, tantôt autonomistes (quoique nous verrons que le Reform Party constitue une exception à cette règle, en se présentant comme un parti fédéral, défendant les intérêts de la région de l'ouest). Si l'on s'intéresse aux *séparatismes* exclusivement, on regardera des partis provinciaux et fédéraux, mais aussi des mouvements sociaux notamment sur la période très récente (2015-2023). Si l'on choisit de ne regarder que les *autonomismes*, on s'en tiendra certainement à quelques partis politiques provinciaux. Si l'on regarde les *populismes*, de droite comme de gauche, la focale se déplace: on regarde autant des formations provinciales que fédérales, des partis autant que des mouvements sociaux. Le choix de mobiliser une terminologie plutôt qu'une autre, un concept au détriment d'un autre, a donc eu des conséquences sur ce que l'on a finalement observé. Nous nous sommes finalement concentrés sur les formations politiques régionalistes (provinciales *et* fédérales) à l'ouest, depuis le début du XXè siècle au début du XXIè siècle, au Canada. Comme nous le verrons, la *dimension* populiste de ces formations est ressortie *de facto* de notre analyse de leurs programmes et de leurs discours, comme l'un des traits distinctifs des régionalismes de l'ouest, au Canada, pris dans une perspective historique.

CHAPITRE 1

[PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE DOCTORALE]

Dans ce chapitre, nous présentons l'objet de la thèse et la contribution de notre recherche à l'avancement des connaissances. Le modèle d'analyse fait l'objet d'une brève présentation, permettant de souligner nos questions de recherche, nos hypothèses de départ et le cadre d'analyse développé pour y répondre. Nous concluons le chapitre par une présentation des liens qui unissent entre eux les articles, soulignant la cohérence d'ensemble de la thèse.

1.1 Objet de recherche

La recherche s'intéresse aux formations politiques régionalistes dans l'ouest canadien (Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Colombie-Britannique), depuis le début du XXème siècle à la période contemporaine. Par régionalismes, comme nous aurons l'occasion de le préciser dans le cadre conceptuel en Annexe A, nous qualifions les formations politiques (partis fédéraux ou provinciaux, mouvements sociaux) qui se défendent un programme politique orienté autour de la *défense de l'intérêt* d'une ou des régions, ici la région de l'ouest canadien. Ces régionalismes de l'ouest portent tantôt des revendications autonomistes, tantôt un programme séparatiste (Pratt et Stevenson, 1981).

Parce que chacune des quatre provinces de l'ouest dispose d'une dynamique propre, et qu'aucune instance politique ne représente la région de l'ouest, l'existence même d'une région de l'ouest canadien, aux frontières précises et distincte du reste du pays, est sujette à débats[7]. Dans le cadre de nos recherches (comme nous le précisons dans le Chapitre 2, Article B), nous désignons par « ouest canadien » les provinces des Prairies ainsi que la Colombie Britannique. Cette région nous semble, pour notre objet, liée par deux points communs notables: une histoire partagée marquée par une arrivée tardive dans la Confédération ainsi qu'un rapport spécifique au gouvernement fédéral, qui peut être résumé par le concept de « politique du ressentiment[8] » (Resnick, 2000). En 2019, une grande majorité des résidents de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba étaient enclins à croire que

7 Voir par exemple Gibbins, 1980.

8 Par « politique du ressentiment », Resnick se réfère au régionalisme historique qui traverse la politique en Colombie-Britannique. Il explore les racines de son identité régionale et les ressorts de son ressentiment à l'endroit du gouvernement fédéral et du Québec en particulier (Resnick, 2000).

« l'Ouest » est belle et bien une région unique au sein du Canada (Angus Reid Institute, 2019). Quant à savoir qui est inclus dans l'Ouest canadien, 44% des Canadiens pensent que ce terme désigne les quatre provinces situées à l'ouest de l'Ontario; plus de la moitié des habitants de la Saskatchewan et du Manitoba affirment que les quatre provinces les plus à l'ouest constituent l'Ouest[9]. Le seul fil conducteur qui unirait les Provinces de l'Ouest serait ainsi la «conviction que [l'Ouest] n'est pas traité équitablement par le gouvernement fédéral » et « le sentiment d'être mal représenté par les institutions nationales du Canada » (Angus reid Institute 2019). Du point de vue électoral, de profondes différences existent aussi entre les provinces de l'Ouest. La Colombie-Britannique et le Manitoba connaissent des formes beaucoup plus discrètes de séparatisme que la Saskatchewan, et *a fortiori* l'Alberta[10]. Cette unité construite dans le sentiment collectif de vivre une situation d'injustice à l'égard du gouvernement central a justifié d'analyser ces quatre provinces comme un « ensemble » empreint d'une certaine cohérence. En effet, si l'ouest n'est pas doté d'institutions représentatives régionales, cela n'empêche pas la « région » d'être mobilisée comme symbole politique pour motiver l'autonomie ou la séparation de ces provinces. L'Ouest existe aussi par le regard extérieur qu'on porte sur lui en tant qu'espace de peuplement, notamment. Enfin, au-delà des variations électorales, démographiques, socioéconomiques, politiques que l'on trouve entre ces provinces, la région existe comme communauté politique « imaginée » (au sens de Anderson, 2006): une majorité des Canadiens de l'Ouest s'identifie à cette région, met en avant une identité régionale spécifique et s'accordant sur le fait que « l'Ouest est une région distincte, différente de multiples manières du reste du Canada ». (Gibbins et Berdahl, 2003).

9 En revanche, moins de la moitié des habitants de l'Alberta et de la Colombie-Britannique pensent que c'est le cas. En ce sens, moins de la moitié des Canadiens s'accordent sur une définition unique de ce qui constituerait exactement l'Ouest. Pour les enquêteurs, cette absence de consensus reflétait sans doute le fait que l'Ouest du Canada, bien qu'unique, ne présente pas d'unité: les quatre provinces de l'Ouest présentent des désaccords majeurs sur les questions de politique et d'identité.

10 Par exemple, aux 44ème élections générales de 2021, le seul parti fédéral séparatiste, le « Maverick Party », a présenté des candidats dans 29 circonscriptions - toutes à l'ouest. Aucun n'a été élu (Élections Canada, 2022). C'est bien en Alberta que le parti a présenté la grande majorité de ses candidats mais c'est en Saskatchewan qu'il a récolté son meilleur résultat (7%). En Colombie-Britannique et au Manitoba, la formation séparatiste était plus ou moins absente (y présentant 2 candidats et 1 candidat respectivement). Ces chiffres attestent ainsi d'une variation du séparatisme politique en fonction des provinces à l'ouest.

1.2 Mise en contexte historique

La recherche part d'un constat général: celui d'une contestation historique continue de l'existence, de la légitimité et des frontières de la fédération canadienne, et à plus forte raison dans l'ouest canadien. À bien des égards, lorsqu'on porte sur la vie politique et institutionnelle canadienne un regard sociohistorique, l'histoire de la fédération est celle d'une construction politique dont l'existence et les contours ont souvent été remis en cause par les entités qui la composent - des mouvements de protestation qui n'ont pas seulement existé à sa frontière sud, aux États-Unis (Clark, 1959[11]). Le rejet de la légitimité politique et des politiques nationales conduites par le gouvernement fédéral, la balise: en 1935, les Albertains votent déjà pour que leur province soit souveraine en matière monétaire (Clark, 1959); en 2023, la confiance dans les institutions canadiennes est faible[12]. Bien entendu, la discussion sur les formes institutionnelles de l'État ou le débat public sur la constitution d'un pays, ne devraient pas être prises comme des indicateurs d'un degré de cohésion nationale (ou de son absence); elle est d'ailleurs synonyme d'une forme de vitalité démocratique. Lorsque le désaccord est persistant dans le temps, en l'occurrence sur la répartition du pouvoir et les modalités du vivre ensemble, on peut cependant le comprendre comme l'un des signes de désaccords profonds sur ce que le Canada devrait être. L'un des indicateurs contemporains de ce pays « divisé » (la formule est de Brie et Mathieu, 2021, dans l'ouvrage du même nom) est ainsi la proportion de Canadiens qui défendent une autre répartition des compétences, en faveur des Provinces et donc d'une décentralisation (Confederation of Tomorrow, 2021). Un autre indicateur tient à la confiance modeste des Canadiens dans les institutions ou dans les leaders politiques, notamment au fédéral. En 2023, moins d'un Canadien sur deux déclarait avoir une grande ou une certaine confiance dans les gouvernements (43%), ou les dirigeants politiques (33%). Une plus grande proportion déclarait n'avoir que peu ou pas confiance[13].

11 Pour Clark, «The American revolution in Canada had not yet by 1850 come to an end. It had still perhaps not come to an end by 1935 when the people of Alberta marched to the polls and voted to make their province a sovereign state in the management of monetary affairs ». (Clark, 1959, p. 503)

12 Un nombre croissant de Canadiens disent ne faire confiance à aucun des deux niveaux de gouvernement pour traiter ces questions clés. Cette tendance se retrouve dans toutes les régions du pays. L'enquête de la Confederation of Tomorrow en date de 2023 montre que la proportion de personnes faisant davantage confiance au gouvernement fédéral qu'au provincial, ou faisant autant confiance aux deux niveaux de gouvernement, a diminué dans les dernières années. Malgré cela, il n'y a pas eu d'augmentation de la proportion de personnes faisant davantage confiance à leur gouvernement provincial. En d'autres termes, les Canadiens n'ont pas déplacé leur confiance du gouvernement fédéral vers leur gouvernement provincial. (Confederation of Tomorrow, 2023)

13 Ce niveau est plus bas qu'il y a quarante ans, en 1983, quoique cette baisse ne soit pas linéaire ; en réalité, le niveau de confiance serait plus ou moins stable dans le temps (Valois, 2016).

En avril 2024[14] (Angus Reid Institute, 2024), le niveau de confiance envers les leaders des trois principaux partis fédéraux était au plus bas niveau de son histoire.

La mobilisation et le débat sont au cœur de toute société démocratique: ces protestations continues pourraient aussi être qualifiées d'excellents signes vitaux pour la fédération canadienne. Le caractère distinctif des contestations du gouvernement fédéral tient sans doute - cela pourrait être discuté - à l'objet de la contestation: soit l'existence de la fédération canadienne elle-même, soit la légitimité d'une politique nationale ou de la légitimité à agir du gouvernement central, dans un système fédéral organisé selon plusieurs leviers de compétence politique (local, municipal, régional, provincial, national). On peut penser aux contestations politiques du projet canadien initial (Clark, 1959); aux mouvements indépendantistes québécois visant ultimement une sortie de la fédération; mais aussi plus récemment aux « politiques du refus » d'une forme de nationalisme autochtone, notamment en matière énergétique et environnementale (Wood et Rossiter, 2017); jusqu'au refus des politiques sanitaires en temps de pandémie (Gillies et al., 2023), spécifiquement à l'ouest. Dans l'ouest spécifiquement, pour Melnyk, le mécontentement des Prairies (*discontent, protest politics*) remonte :

> « […] au moins au massacre de Seven Oaks en 1816, suivi des vagues successives de conflit formées par les rébellions de Riel dans les années 1870 et 1880, le mouvement progressiste de la période qui a suivi la Première Guerre mondiale, le CCF et le Parti du Crédit social dans les années 1930 et 1940, les guerres de l'énergie dans les années 1970 et au début des années 1980, et le mécontentement régional exprimé par le Parti réformiste » (Melnyk, 1994, nous traduisons).

Rappelons en ce sens que la fédération canadienne est un ensemble politique et territorial récent. Elle est entre autres, le produit de colonisations de territoires autochtones mais aussi de rachats de terres commerciales privées, déjà habitées et qui sont ainsi entrées dans le dominion canadien (l'Encyclopédie

14 Angus Reid Institute a réalisé une analyse sur plus de 50 ans de données d'opinion publique. Leurs recherches indiquent que les Canadiens n'ont jamais été aussi critiques à l'égard des trois principaux chefs de partis fédéraux en même temps. En 2011, Jack Layton, Michael Ignatieff et Stephen Harper se trouvaient tous en territoire négatif, mais l'intensité de l'aversion à l'égard de Layton était relativement faible. À la fin des années 1980, John Turner et Brian Mulroney étaient tous deux fortement désapprouvés, mais Ed Broadbent montait en flèche dans les sondages d'opinion. En avril 2024, Pierre Poilievre est le plus « populaire» avec une cote nette négative de 12 (favorabilité moins défavorabilité), tandis que le chef du NPD, Jagmeet Singh, obtient la pire cote de son histoire avec une cote négative de 14. L'approbation du Premier ministre Trudeau a chuté à son point le plus bas, à seulement 28 %, avec une approbation nette de -38.

Canadienne, 2018). Ainsi, ce n'est qu'assez récemment que la Confédération canadienne prend forme autour d'une première constitution : l'Acte d'Amérique du Nord britannique, en 1867:

> « Le Canada ne naît ni d'une révolution ni d'une éclatante manifestation de l'ambition nationale, mais plutôt d'une série de conférences et de négociations régulières qui constitueront ultimement les termes de la Confédération le 1er juillet 1867. L'union des colonies de l'Amérique du Nord britannique, soit le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et la Province du Canada (qui est aujourd'hui l'Ontario et le Québec), est la première étape d'une lente, mais progressive, édification nationale [...] »(L'Encyclopédie Canadienne, 2018).

L'une des premières lois du pays vise à négocier la cession de deux territoires, les Territoires du Nord-Ouest et la Terre de Rupert, au gouvernement canadien, qui deviendront par la suite les « Provinces de l'ouest » : Manitoba, Saskatchewan, Colombie Britannique et Alberta. En 1869, les terrains privés passent légalement sous contrôle national (Rod, 1989). Intégrées au dominion canadien, les territoires de l'Ouest sont envisagés par le gouvernement national sous l'angle des ressources et des territoires qu'ils offrent à un pays en plein développement : ressources agricoles, forestières, énergétiques (dès 1920 en Alberta). L'Acte des terres fédérales de 1872 signe le début de l'exode ou de la conquête de l'ouest canadien. Tous les colons se voient offrir un terrain gratuit, les départs étant d'autant plus encouragés par la progression simultanée du chemin de fer du Canadien Pacifique, vers l'ouest (Rod, 1989). Ces premières décennies de la fédération canadienne sont marquées par des rejets de la logique d'intégration à la fédération, de méfiance à l'endroit du gouvernement central, et par des revendications d'autonomie ou de compétences à regagner sur différents terrains politiques:

> «[...] l'appui au projet confédératif n'est pas universel. Ainsi, la plupart des populations autochtones ne sont pas consultées afin de savoir si elles veulent se joindre à la Confédération, et bon nombre d'autres s'y opposent farouchement avant et après 1867. De la résistance autochtone à celle des francophones, les adversaires de la Confédération, tout comme les Pères de la Confédération , ont façonné notre façon de voir le Canada » (l'Encyclopédie Canadienne, 2018).

À l'ouest, cette revendication d'un contrôle s'exprime en matière agricole et fiscale, mais aussi énergétique. Comme le souligne Boily (Boily, 2010), le contrôle des ressources naturelles a structuré les relations entre les gouvernements de l'ouest du pays et le gouvernement fédéral, jusqu'aux années 1930, et jusqu'à la conclusion du Natural resources transfer agreement (NRTA)[15]. Cette « méfiance », écrit-il, se

15 Comme le souligne l'auteur, « [...] Les négociations qui ont donné lieu à la ratification du Natural Ressources Transfer Agreement (NRTA) ont été plutôt difficiles. Cet accord est crucial dans l'histoire politique albertaine parce qu'il est venu confirmer que le contrôle des ressources naturelles, comme le pétrole et le gaz naturel, mamelles de

réactive dans années 1960 avec la mise sur pied, par le gouvernement libéral, de la commission royale d'enquête Laurendeau-Dunton; cette-dernière n'apparaît pas défendre une vision du Canada conforme à la vision de l'ouest canadien, conforme à sa diversité socioculturelle. Au début des années 1980, c'est la mise en place du Programme national d'énergie (NEP) par un gouvernement libéral qui suscite de nouveau la colère des Canadiens de l'ouest (Lonie et al., 2023), qui accuseront le NEP d'avoir empêché leur développement économique en matière énergétique («Let the eastern bastards freeze in the dark»est un slogan de l'époque, titre de l'ouvrage éponyme de Mary Janigan, 2012). La contestation régionale s'illustre plus généralement dans le rejet de grandes politiques nationales: mise en place du chemin de fer, fixation des tarifs du blé; absence ou faiblesse d'aide gouvernementale en matière d'irrigation ou d'accès au crédit par exemple.

La remise en cause de la légitimité à agir du gouvernement national est aussi celle d'une remise en cause des frontières du Canada et de ses Provinces :

> « [Le Canada] est néanmoins miné depuis sa fondation par des conflits régionaux apparemment insolubles. Au mieux, ces conflits sommeillent sous forme de courants sous-jacents, communs à la plupart des débats politiques. Au pire, ils entravent la gouvernance du pays tout en érodant l'adhésion à un même idéal national dans un contexte mondial toujours plus compétitif » (Berdahl, 2010).

À l'ouest, cette remise en cause s'est entre traduite dans des revendications de séparation ou de renégociation des frontières des provinces et territoires. Le séparatisme de l'Ouest remonte aux débuts de la Confédération et nourrit les représentations collectives de ces Provinces, du projet d'une Province de Buffalo en 1904 (Payne, 2013) jusqu'aux références politiques ou culturelles à « Cascadia », une bio-région entre les États-Unis et la Colombie Britannique (Henkel, 1993; Cold-Ravnkilde et al., 2004; Smith, 2008).

l'économie albertaine d'aujourd'hui, relevait de la responsabilité des gouvernements des provinces de l'Ouest. Or il faut se rappeler que la conclusion de cet accord a confirmé, aux yeux de plusieurs, que les intérêts de l'Ouest étaient trop souvent sacrifiés sur l'autel des intérêts des provinces du centre, l'Ontario et le Québec au Association québécoise d'histoire politique 199 premier chef. Car les difficiles négociations qui ont mené à la conclusion du NRTA vont laisser croire, non sans bonnes raisons par ailleurs, qu'il y a eu une certaine subordination des intérêts de l'Ouest, au moins pour un moment, à ceux du Québec ». (Boily, 2010, p. 198-199)

Les régionalismes impliquent des résistances régionales à l'intégration dans la fédération canadienne (« The West wants out »), des revendications de sortie ou d'autonomie. Ils s'illustrent également dans ce que l'on pourrait qualifier de contre-mouvement d'intégration nationale («the West wants in», slogan du Reform Party lancé en 1987, voir Bright, 2002); de revendication d'une «autre vision nationale»pour le Canada (un « nationalisme frustré » pour Gibbins et Arrison, 1995; une perspective similaire est partagée par Melnyk, 1994[16]). Cette vision nationale, dans la période contemporaine, repose sur l'idée d'une unité culturelle et historique canadienne (opposée à la vision défendue par le Québec, selon lequel le Canada repose sur deux nations fondatrices, Gibbins, 1997). Dans la période contemporaine et dans ses formes conservatrices, les régionalismes de l'ouest adoptent également une perspective plus hostile à la centralité du multiculturalisme dans un Canada qui serait « post-national » et « multiculturel » (May, 2022; Ryan, 2010; Boily, 2016).

Le régionalisme de l'ouest se traduit dans une rhétorique spécifique, qui nous sert de fil conducteur pour l'ensemble de la recherche: celle de « l'aliénation de l'ouest » , soit l'expression d'un sentiment d'insatisfaction des régions de l'ouest à l'endroit du Canada central. Ce discours moral met de l'avant une opposition irréductible entre un peuple juste à l'ouest et des élites corrompues à l'est (Wong, 1982 ; Henry, 2000 ; McGrane, 2005 ; Berdahl, 2021), de facture franchement populiste (Boily, 2020). Au début du XXème siècle, le sentiment d'aliénation est entre autres illustré dans la presse régionale par des images d'une vache à lait volée de son travail par des financiers avides (les banquiers de l'est, récoltant indûment les bénéfices des agriculteurs et des travailleurs méritants). Dans la période contemporaine, c'est une diabolisation très personnelle de Justin Trudeau qui les a remplacés; le message principal - celui d'une spoliation par un pouvoir hostile, malfaisant ou incapable, n'a cependant pas changé.

Un premier sondage d'opinion sur l'aliénation des Canadiens de l'Ouest, mené auprès des Albertains en 1969, révélait que près de 60 % d'entre eux étaient d'accord avec l'opinion selon laquelle le gouvernement fédéral négligeait l'Ouest canadien et favorisait le Canada « central » (l'Ontario et le Québec), souvent aux dépens des habitants de l'Ouest (Kilgour, 1996). Ce sentiment n'a pas reculé au fil des années. Cette proportion a même largement augmenté depuis 2010, pour atteindre un pic à 48% en 2018[17] - alors même

16 Pour Melnyk, l'aliénation de l'Ouest est dans son essence un désir de plus grande inclusion dans le processus décisionnel national plutôt qu'un rejet de l'idée selon laquelle l'Ouest devrait rester dans le Canada, une caractéristique qui différencie la protestation de l'Ouest du nationalisme québécois.

17 Confederation of Tomorrow, 2021.

que le gouvernement fédéral était porté par un politique originaire de Calgary, Harper (PCC). En mars 2021, 64 % des Albertains estimaient que leur province recevait « moins que sa juste part des dépenses fédérales » et 68 % étaient d'accord avec l'affirmation selon laquelle « le nombre de personnes insatisfaites à propos de la façon dont Ottawa traite ma province est en augmentation » [18]. Selon l'enquête *Confederation of Tomorrow* de 2021, deux habitants de l'Ouest sur cinq, sur les quatre provinces confondues, étaient d'avis que leur région tire si peu d'avantages de son appartenance au Canada qu'elle pourrait tout aussi bien faire cavalier seul.

Les régionalismes de l'ouest et son pendant, l'aliénation de l'ouest, se retrouvent sous des formes plus ou moins visibles dans les discours de formations politiques variées: progressistes autant que conservatrices, depuis le début du XXè siècle à la période contemporaine. Progressistes, les régionalismes de l'ouest le sont dès les débuts du siècle dernier avec le mouvement des fermiers unis (McCracken, 2019), plus tard rassemblés dans le Parti Progressiste puis dans la Fédération du Commonwealth Coopératif. Ce mouvement social devenu parti fédéral a défendu ouvertement un agenda politique socialiste cherchant à unir les intérêts des classes ouvrières urbanisées et ceux des milieux agraires, encore majoritaires dans l'économie des provinces de l'ouest (Co-operative Commonwealth Federation, 1933 ; Lewis et Scott, 1943). Conservateurs, les régionalismes de l'ouest canadien le deviennent de manière durable à compter des années 1980, alors portés par de petites formations séparatistes et par le programme du Parti réformiste, au niveau fédéral (Dobbin, 1991 ; Farney, 2012a, 2012b ; Harrison, 1995 ; Laycock, 2002 ; Pratt et Stevenson, 1981 ; Wagner, 2009).

1.3 Recherches antérieures sur les régionalismes de l'ouest

Jusqu'ici, la majorité des travaux académiques sur les régionalismes dans l'ouest ont ainsi porté sur les populismes et régionalismes historiques, pris chacun isolément – ainsi des travaux sur le Cooperative Commonwealth Federation (Conway, 1978 ; Grantham, 1942 ; McCracken, 2019 ; Naylor, 2013 ; Sharp, 1948a et 1948b ; Sinclair, 1973; Young, 1969), sur le Progressive Party (Bronson, 1976 ; Morton, 1978), sur le Social Credit Party (Macpherson, 1962 ; Sinclair, 1972). Dans les années 1980-1990, d'autres recherches ont été conduites sur le Reform Party au niveau national, et sur la figure de Preston Manning

18 Wesley, K., Berdahl, L., Samson, K. (2021, 3 mai). *Western Alienation in Alberta & Saskatchewan.* Common Ground Politics. https://www.commongroundpolitics.ca/western-alienation. Citation exacte, dans le texte : « The number of people who are angry about Ottawa's treatment of my province is Increasing » .

spécifiquement (Harrison, 1995; Archer et Ellis, 1994; Laycock, 1994; Belkhodja, 2002). Par la suite, la littérature en français est quasi inexistante sur ces sujets : elle se concentre davantage sur le conservatisme canadien et la figure de Stephen Harper en particulier (Boily, 2013, 2014, 2016 ; Chwalisz, 2015 ; Farney, 2018 ; Peyton et Franks, 2016). À compter des années 2000, la littérature anglophone sur les régionalismes et les populismes de l'ouest canadien est plus limitée. Elle se concentre sur *l'expression* de l'aliénation de l'ouest (Angus Reid, 2019 ; Berdahl, 2010, 2021 ; Elton, David and Roger Gibbins, 1979 ; Henry, 2000 ; McGrane, 2005 ; Portengen, 2002) ou la « politique du ressentiment » (Resnick, 2000) telle que pratiquée au niveau provincial.

Plus généralement, l'analyse des régionalismes de l'ouest canadien s'articule aux recherches sur les populismes. Historiquement, comme nous le détaillons en Annexe B, la recherche a souvent retenu le qualificatif de «populisme»pour l'étude de formations provinciales comme fédérales: le CCF; le Progressive Party; le Social Credit Party; le Reform Party. Depuis, les populismes canadiens étaient plus ou moins absents des intérêts de recherche contemporains (sans avoir entièrement disparu cependant; voir Eberle, 2003). Ambrose et Mudde évoquent en 2015 l'inexistence de formes politiques radicales (de droite) dans le pays, et le déclin des populismes de droite au Canada, comme chez son voisin du sud, les États-Unis (Ambrose & Mudde, 2015). Dans les dernières décennies, peu de travaux académiques s'étaient ainsi intéressés au populisme canadien dans ses formes les plus récentes. Encore moins de recherches avaient été conduites sur les mouvements séparatistes dans l'Ouest canadien (c'est sous l'angle de l'aliénation de l'ouest ou de la question extractive que l'on pouvait identifier quelques travaux où ils étaient évoqués, voir Annexe B). Au-delà de ses seules formes de droite, avec lesquelles le populisme contemporain est souvent confondu (Dufour, 2021), d'autres auteurs sont allés jusqu'à s'interroger sur l'absence totale du populisme au Canada:

> « With the possible exception of former Toronto Mayor Rob Ford, in recent years, populism has not performed as well in Canada as in Europe and in the United States. Why is that? Certainly, frustrations with democracy and its unfulfilled promises also abound in Canada so why is not populism more central to our country's politics? « (Béland, 2017)

La même année, Adams (Adams, 2017) s'interroge d'ailleurs à son tour : *Could it happen here ?* (Est-ce que cela pourrait arriver ici [le populisme de droite]?) - question à laquelle il propose une réponse plutôt réservée : « appetite for that form of politics is limited [here] ». Pour d'autres auteurs (Gordon *et al.*, 2020), c'est le système de partis et le nationalisme québécois qui ont limité la vigueur de formations

politiques anti-immigration[19], et spécifiquement l'absence de formations populistes nativistes sur la scène fédérale. En fait, la politique canadienne contemporaine a été beaucoup plus généralement traitée sous l'angle de ses conservatismes (Boily, 2013, 2014, 2015), plutôt que sous l'angle régionaliste ou populiste, à quelques exceptions près (Tufts et Thomas, 2014[20]; Laycock et Weldon; 2019; Pruysers, 2020[21]). Cette présence relative du Canada dans la littérature académique consacrée aux populismes, jusqu'à très récemment, pouvait s'expliquer par l'absence de formes radicales[22] (d'extrême-droite) qu'ont pris les mouvements populistes dans les dernières années (Adams, 2022[23]; Markovich, 2021[24]). Les formes

19 Pour les auteurs, le nationalisme québécois a fracturé le sentiment anti-immigration le plus fort que l'on trouve dans les zones rurales et les petites zones urbaines du Québec et du Canada anglophone, empêchant ainsi les partis de droite de mobiliser ce sentiment d'une manière qui leur permette de gagner les élections. Ces partis ont donc été contraints de modérer leur message et de courtiser les « électeurs ethniques « dans les circonscriptions de la banlieue de Toronto et de Vancouver (Gordon et al., 2020).

20 Dans cet article, les auteurs adoptent une perspective assez rare dans la littérature nord-américaine sur la montée des populismes. En se focalisant sur les programmes d'austérité comprenant la réduction des services publics, l'imposition de restrictions salariales dans le secteur public et la réorganisation des conditions de travail et des relations professionnelles dans le secteur public; en observant les stratégies syndicales; et à l'aide d'un cadre sociogéographique et d'un examen des mesures législatives et politiques prises après 2008 aux niveaux fédéral, provincial et municipal au Canada, les auteurs explorent le lien entre, notamment, « austérité inégale» et montée du populisme.

21 Dans cet article, Pruysers s'appuie sur les données d'enquêtes menées auprès de plus de 2 500 Canadiens en âge de voter pour propose d'établir un lien théorique entre la personnalité et les attitudes populistes. Même en tenant compte de divers facteurs tels que l'âge, le sexe, le revenu, l'éducation, la situation sur le marché du travail et un certain nombre d'autres facteurs, les résultats de ses recherchent un rôle constant de la personnalité. En ce qui concerne la personnalité générale, les résultats soulignent une relation significative entre les attitudes populistes et notamment, l'honnêteté-humilité, l'émotivité, le caractère consciencieux, le narcissisme.

22 Dès la fin des années 1970, Conway remarquait la relative faiblesse de travaux sur les populismes canadiens, contrairement aux populismes européens et américains. » It is surprising since Populist movements in Europe and the United States were largely transitory and comparatively unsuccessful, whereas in Canada such movements not only won and held power in a number of provinces, but laid the foundations for political parties that have survived on the Canadian political stage» (Conway, 1978).

23 Adams confirme sa thèse, criticable et opposée à contre d'autres travaux concomitants sur le populisme au Canada. Pour l'auteur, le « nouveau populisme « qui prolifère dans de nombreuses régions du monde *n'existe pas* au Canada. Cela s'expliquerait par un sentiment ancien et généralisé de confiance dans les institutions et les dirigeants du pays; de solidarité au sein de la société et de respect des droits de l'homme des minorités et des réfugiés. Pour Adams, ce sont les valeurs traditionnelles de communautarisme du Canada qui empêchent la xénophobie.

24 Dans sa thèse doctorale, Markovich tente de répondre à la question de savoir dans quelle mesure l'influence populiste peut avoir déjà pénétré la politique des principaux partis canadiens, alors que le populisme est considéré comme absent de la politique nationale canadienne. En analysant le contenu des manifestes électoraux des trois dernières élections fédérales des principaux partis canadiens, il mesure la fréquence et l'intensité de l'utilisation du langage et de la rhétorique populistes de gauche et de droite. Il remarque que les trois grands partis fédéraux ont connu une augmentation globale de l'utilisation du langage et de la rhétorique populistes entre 2011 et 2019; tout en soulignant que si le populisme est de plus en plus utilisé dans les manifestes des principaux partis canadiens, la

subnationales ou régionales de populismes au Canada (à l'ouest mais pas uniquement) auraient peut-être été éclipsées par la multitude de travaux produits sur les États-Unis de Trump, sur la multiplication des formations national-populistes en Europe (Orban, Lepen, etc.), ou en Amérique latine (Bolsonaro). La confusion conceptuelle entre populisme, nativisme, nationalisme, a peut-être également participé à cette éclipse relative. Pour Kwak, l'idée selon laquelle le Canada a évité la montée du populisme de droite et du nationalisme blanc est liée à la fiction selon laquelle le Canada serait « une société sans race ». Pour l'auteure, les appels à la « diversité » symbolique et le déni de l'oppression systémique du Parti conservateur du Canada ont permis des formes plus manifestes de racisme. En examinant l'augmentation récente des crimes haineux, elle montre qu'un lien direct peut être établi entre les discours apparemment «neutres»du gouvernement conservateur sur la préservation du « patrimoine» canadien et des « valeurs communes» et la réémergence du populisme de droite et la réaffirmation du nationalisme blanc au Canada (Kwak, 2019).

Soulignons cependant que depuis le début de notre recherche doctorale en 2019, cette réserve académique a été nettement balayée. Qu'il s'agisse du populisme provincial en Ontario, porté par les frères Ford (Kipfer et Saberi 2014; King, 2020; Chouinard, 2021), de l'ascension du Parti populaire du Canada (Erl, 2021; Beer-Beauchamp, 2020; Medeiros et Gravelle, 2023), marque d'un « populisme ordonné »[25] (Graves et Smith, 2020); de l'ascension de Pierre Poilievre au niveau fédéral, en passant par

rhétorique et le langage utilisés s'inscrivent dans un cadre idéologique préexistant pour les trois partis. Il s'agit donc plus d'un artifice ou d'une stratégie rhétorique que d'un virage idéologique vers un populisme nativiste, ou un populisme de droite.

25 Le Canada n'a pas été épargné par un nouveau populisme «ordonné»(ordered), selon Graves et Smith (Graves et Smith, 2020). En se basant sur des enquêtes mesurant l'opinion publique canadienne, leur article constate que le populisme au Canada est une force politique importante au pays, qui a créé une polarisation partisane accrue et s'est également avéré être un puissant prédicteur du résultat des élections fédérales de 2019. Selon les auteurs, un certain nombre de facteurs ont contribué à la montée du populisme «ordonné»(ordered populism): la stagnation économique, la disparité croissante entre les riches et les classes moyennes et ouvrières, le sentiment que la société va dans le mauvais sens et une réaction contre la perte des valeurs fondamentales traditionnelles. Pour les auteurs, le populisme ordonné repose sur la croyance en une élite corrompue et sur l'idée que le pouvoir doit lui être arraché pour être rendu au peuple. Orienté vers l'autoritarisme, le populisme ordonné met en avant l'obéissance, l'hostilité à l'égard de ce qui est perçu comme extérieur ou étranger; le désir de revenir à une époque où l'ordre régnait dans la société et la recherche d'un «homme fort»pour y revenir. Fondamentalement xénophobe et méfiant à l'endroit des élites scientifiques ou journalistiques, le populisme ordonné présente un risque pour les démocraties occidentales.

le convoi « des camionneurs » (Gillies *et al.*, 2023[26]; Törnell, 2023), la littérature a davantage mobilisé la sociologie politique du populisme pour analyser ces transformations de la vie politique canadienne.

Populiste, le discours de ces mouvements sociaux l'est par sa forte dimension morale, forçant une conflictualité politique indépassable semble-t-il, entre les travailleurs méritants de l'industrie extractive ou du transport (dépendants dans les deux cas de l'énergie gazière et pétrolière), et les élites déconnectées à l'est : celles promouvant entre autres un agenda environnementaliste, une baisse des émissions carbone. Le discours invite systématiquement à défendre les intérêts de l'industrie extractive, confondue avec l'intérêt public – celle du bien commun.

La radicalité de l'agenda politique et des tactiques de ces mouvements sociaux, capables d'entrisme auprès de formations politiques conventionnelles (United conservatives en Alberta ; Conservative Party of Canada, au niveau fédéral) explique probablement que les populismes de droite (et de l'ouest) aient bénéficié de davantage d'intérêt médiatique et dans une certaine mesure, académique. Les prétentions séparatistes à l'ouest à partir de 2019 ont ceci d'original qu'elles reprennent à la fois une vieille antienne des régionalistes à l'ouest (leur dépossession par le Canada central), et des symboles ou discours davantage associés à l'alt-right américaine ou aux populistes de droite en Europe. Les résonances internationales de ces formations avec d'autres mouvances d'extrême-droite[27] ; l'arsenalisation des derniers mouvements sociaux régionalistes par l'alt-right américaine comme son souci de re-mobiliser et resignifier des thématiques politiques européennes (les gilets jaunes; le Brexit) interrogent sur le fonctionnement en réseau de ces formations, à l'international, comme sur leur impact politique réel. En ce sens, l'intérêt de nos recherches sur les régionalismes de l'ouest tient aussi à l'impact tout à fait réel des régionalistes séparatistes sur l'agenda politique de formations politiques conventionnelles au Canada. En Saskatchewan par exemple, le premier ministre Scott Moe a poussé l'adoption du Saskatchewan First Act en 2023, présentée comme un outil de défense de l'autonomie économique et du potentiel de la

26 Pour les auteurs, le Canada a été relativement épargné par les forces politiques populistes, contrant une dynamique globale où les formations politiques identitaires et nationalistes ont pris de l'ampleur. Cependant notent-ils, la pandémie de COVID-19 , associée à d'autres changements dans le paysage politique canadien et international, a modifié cette dynamique. En s'intéressant spécifiquement à la communication du Convoi de la liberté 2022, les auteurs estiment qu'il existe une articulation serrée entre ces mouvements de protestation et les politiques identitaires.

27 Les « Yellow Vests » dans l'Ouest reprenaient – en s'ancrant bien plus à droite – la contestation française des « Gilets jaunes » ; le « Wexit » faisait écho au « Brexiteers » en Grande-Bretagne ; le « Freedom Convoy » s'est abondamment nourri aux théories complotistes et sécessionnistes de l'alt-right américaine.

province, contre les excès du gouvernement fédéral (Government of Saskatchewan, 2023). En Alberta la même année, la première ministre Danielle Smith a porté, en campagne puis une fois élue, l' « Alberta Sovereignty within a United Canada Act »[28] (nous soulignons).

Certains auteurs ont parlé de *northern populism* (Graves & Smith, 2020), de *maple-glazed populism* (Budd, 2021), d'autres de *populisme extractif* (Gunster, 2019, Gunster et al., 2021d). D'autres auteurs évoquent une terminologie différente, évacuant la dimension populiste du discours (« petro-nationalism » chez Chen, 2023). Peu important la qualification, le populisme au Canada a néanmoins fait l'objet d'une attention beaucoup plus notable dans les dernières années (Boily, 2020).

Par ailleurs, au-delà de «l'attrape-tout»que constitue le concept de «populisme»(dont les contours font toujours l'objet de discussions académiques), la recherche académique a emprunté plusieurs perspectives pour analyser ces itérations récentes d'un populisme de droite à base régionale, au Canada. Une partie de la littérature s'est focalisée sur l'économie politique dans laquelle s'inscrivent ces mouvements et formations (Acuña *et al.*, 2015), celle d'un secteur énergétique qui concentre de nombreux pouvoirs économiques et politiques (Lecours et Béland, 2022; Gunster et al., 2021) et des *histoires profondes* (deep stories), collectives, qui expliquent l'attachement un secteur extractif et l'opposition à certaines formes d'écologie (Afanasyeva, 2018). En ce sens, l'articulation du discours populiste à la défense des intérêts privés de l'industrie extractive fait l'objet d'un intérêt appuyé de la recherche canadienne en sciences politiques. Comme nous l'expliquions d'ailleurs avec F.-G. Dufour (Dufour et Mones, 2023), ce discours pétropopuliste s'inscrit dans l'économie politique de l'ouest canadien, celui d'une dépendance structurelle au secteur énergétique.

Cette dépendance au secteur extractif[29] a fait porter une partie des intérêts de la recherche vers les variations du populisme à l'ouest et la prégnance du secteur pétrolier dans la conduite des affaires publiques (Carroll, 2020, Gunster, 2019 ; Gunster *et al.*, 2021a, 2021b ; Neubauer et Gunster, 2019).

28 Tait, C. (2023, 23 janvier) *Danielle Smith made sovereignty act her signature policy but appears increasingly reluctant to use it*, Globe and Mail. https://www.theglobeandmail.com/canada/alberta/article-danielle-smith-sovereignty-act-legislation/

29 En effet, depuis les années 1980, une part substantielle du PIB et des emplois de ces provinces est en effet liée à ces industries gazières et minières. « L'économie canadienne, en matière énergétique, comprend plusieurs sources d'énergie : pétrole, gaz naturel, hydroélectricité, charbon, nucléaire (uranium), solaire, éolienne, marémotrice et biomasse (Gouvernement du Canada 2021). 9,16% du PIB total du Canada provient du secteur de l'énergie; 55 % de

En revanche, peu d'auteurs se sont intéressés au *séparatisme*, ou au sécessionnisme de l'ouest contemporain[30], surtout en comparaison avec d'autres sécessionnismes dans le monde (voir par exemple Lecours, 2021; Conde et Gagnon, 2019). Depuis *Western separatism. The myths, realities and dangers*, publié en 1981 (Pratt et Stevenson, 1981), presque (Ferres, 2009) aucun travail académique n'avait directement porté sur le séparatisme de l'ouest canadien. Celui-ci était plutôt évoqué dans les quelques travaux sur l'aliénation de l'ouest conduits entre les années 1980 et 2000 (Wong, 1082; Henry, 2000; Portengen, 2002). Sur ce point, une étude de Boily et Van den Brink (2022) fait figure d'exception dans la littérature récente, *a fortiori* en français. Les deux auteurs s'étaient intéressés aux manifestations récentes du régionalisme dans l'Ouest canadien, notamment en Alberta, et interrogeaient les contours du concept de régionalisme.

Pour identifier les facteurs qui influencent la persistance et les trajectoires idéologiques des régionalismes dans l'ouest canadien, la littérature académique canadienne avançait quelques premières hypothèses explicatives au sentiment d'aliénation de l'ouest (voir Annexe B):

- des facteurs économiques (économie agraire; développement d'un capitalisme extractif…);

- des facteurs politiques (élection d'une couleur politique au fédéral; politique publique nationale ex. NEP ou taxe carbone; configuration politique au niveau provincial, international, national ex. Statut spécial pour le Québec, Guerre Russie/Ukraine, pandémie…);

- des facteurs culturels (l'aliénation de l'ouest serait une dimension culturelle de la politique de l'ouest canadien pour Gibbins; le populisme serait un mode politique propre à la politique de l'ouest canadien).

sa production d'énergie en 2019 provient du pétrole, 34 % du gaz et 11 % des gaz naturels liquéfiés (Hughes 2021) » (Dufour et Mones, 2023). Le pays se classe au troisième rang mondial pour les exportations de pétrole et de gaz; l'Alberta seule contient environ 97 % de toutes les réserves de pétrole du pays (Recherches-Ressources, 2020).

30 Ceci peut peut-être s'expliquer par l'absence de reconnaissance constitutionnelle explicite d'un droit à la sécession au pays. La fédération canadienne ne reconnaît pas de droit à la sécession de l'un de ses Territoires ou Provinces. Autrement dit, qu'il y ait même déclaration d'indépendance ou acte de sécession des Provinces de l'ouest canadien, celles-ci n'auraient de valeur juridique qu'à condition que la constitution soit modifiée en ce sens.

En revanche, la littérature existante (théories explicatives du populisme; travaux sur les régionalismesde l'ouest) ne nous permettait pas de comprendre les variations et les trajectoires des populismes dans l'ouest canadien (voir Annexe B).

Notre recherche s'inscrit ainsi dans la lignée des travaux récents conduits sur les populismes de droite et les régionalismes de l'ouest, au Canada. La recherche entreprend d'analyser pour la première fois dans une perspective sociohistorique, les trajectoires et les continuités des régionalismes de l'ouest canadien. Elle se concentre sur un corpus de formations politiques dans quatre provinces de l'ouest canadien : la Colombie-Britannique, le Manitoba, l'Alberta et la Saskatchewan.

Tableau 1 Formations politiques analysées

Vague	Échelle	Type	Nom
1	Fédérale	Autonomiste	CCF
1	Fédérale	Autonomiste	Social Credit Association
2	Fédérale	Autonomiste	Reform Party
2	Fédérale	Séparatiste	Western Canada concept
3	Fédérale	Séparatiste/autonomiste	Maverick party

1.4 Présentation du modèle d'analyse

1.4.1 Question de recherche générale

La question de recherche initiale est la suivante: comment expliquer la persistance et les trajectoires idéologiques des régionalismes dans l'ouest canadien ?

1.4.2 Questions de recherche spécifiques[31]

1.4.2.1 Les conceptualisations contemporaines du populisme sont-elles pertinentes pour la compréhension des régionalismes historiques de l'ouest canadien ?

La définition majoritaire dans le champ académique sur le populisme est celle dégagée par Mudde et Kaltwasser, selon lesquels le populisme est « […] une *idéologie* peu substantielle qui considère que la

31 Nous présentons ici les questions de recherche spécifiques que l'on adresse dans le cadre des articles présentées dans cette thèse. Pour référence, voici également les questions de recherche spécifiques qui ont plus généralement guidé mes recherches. Le « Wexit », qui revendique la séparation des provinces de l'Ouest au Canada en appelant à

société se divise en deux camps homogènes et antagonistes, « le peuple pur » et « l'élite corrompue»et qui affirme que la politique devrait être l'expression de la volonté générale du peuple » (Mudde & Rovira Kaltwasser, 2018). Par ailleurs, les théories explicatives du populisme mettent souvent l'accent sur la demande en valeurs: le populisme répondrait à un sentiment de privation, de perte de sens; à une perte d'identité. La thèse des perdants de la modernisation (Gidron et Hall 2017)[32]; la thèse du choc culturel (Norris et Inglehart 2018) et celle des identités économiques et sociales menacées (Engler et Weisstanner, 2021) sont souvent évoquées par la littérature. Le populisme serait une « politique du ressentiment » (Fassin, 2017). Cette conceptualisation et ces théories explicatives du populisme présentent plusieurs intérêts (voir Annexe C), mais elles ne permettent pas de saisir *pourquoi* le populisme est mobilisé de manière continue dans la politique intérieure canadienne. Elles ne permettent pas non plus de comprendre et de mettre au jour les fortes variations idéelles des mouvements populistes malgré la mobilisation de valeurs, d'émotions collectives communes (sentiment d'aliénation). Cette conceptualisation ne nous permet pas non plus d'expliquer l'émergence d'un mouvement populiste plutôt qu'une autre forme de protestation sociale.

En confrontant ces conceptualisations à plusieurs cas dans la politique de l'ouest canadien, ce travail les met à l'épreuve : la recherche se propose ensuite d'affiner la conceptualisation du populisme en sociologie politique, à partir de ses conceptualisations comme discours (De Cleen & Stavrakakis, 2017; Ekström et al., 2018; Hawkins, 2009) comme style politique (Jagers & Walgrave, 2007; Moffitt, 2016, 2020; Moffitt et Tormey, 2014) et comme stratégie (Fitzi, 2019). Nous répondons précisément à cette question de

un profond sentiment « d'aliénation », est-il un mouvement populiste ? Peut-on opérer une comparaison sociohistorique entre des formations politiques de droite et de gauche, séparatistes et autonomistes, sur une période longue, entre plusieurs provinces ? Les régionalismes, comme dynamique politique spécifique, sont-ils contingents à la période politique contemporaine (retour des nationalismes; repli identitaire) ? Les formes adoptées par les régionalismes de l'ouest canadien, comme le contenu idéologique de leurs programmes, sont-ils dépendants des contextes sociopolitiques dans lesquels ils s'inscrivent ? Les régionalismes de l'ouest canadien sont-ils un nationalisme canadien ?

32 La thèse de Gidron et Hall, selon lesquels le populisme correspond à un problème d'intégration sociale, réconcilie les explications culturelles et économiques du populisme. Dans un article daté de 2019, les deux auteurs constatent que les personnes qui se sentent marginalisées socialement (sentiment subjectif), par exemple par manque d'engagement social par manque de sentiment de respect, sont plus susceptibles d'être aliénées à la politique traditionnelle et donc plus susceptible de soutenir les partis populistes (Gidron et Hall, 2019).

recherche dans les articles A (conceptualisation du populisme) et B (articulation entre populisme, régionalisme, séparatisme).

1.4.2.2 L'analyse des « clôtures sociales » (*social boundaries*) contenues dans les discours des régionalismes de l'ouest canadien, permet-elle d'en qualifier le contenu; d'en comprendre les variations et les trajectoires idéologiques ?

Les régionalismes de l'ouest canadien présentent un caractère historique et continu, des mouvements agraires et progressistes, aux formations conservatrices comme réformistes. Tous mobilisent *un discours antagoniste* opposant le peuple (de l'ouest, des Prairies) aux élites (de l'Est, d'Ottawa). Ce discours présente une forte dimension morale.

Nous définissons les clôtures sociales comme l'ensemble des mécanismes qui limitent ou empêchent la compétition en vue de l'accès à certaines ressources et qui peuvent réguler des processus de communalisation ou de sociation (Weber, cité dans Dufour, 2019). Dans le discours politique, ces clôtures sociales participent de la formation de groupes sociaux (le peuple des Prairies; les élites; l'Est du Canada par exemple). Il peut y avoir « expansion » ou « contraction » de ces clôtures sociales, ces deux processus conduisant soit à inclure davantage dans un groupe donné, soit tendre à un rétrécissement de la taille du groupe (Dufour, 2019).

La question est ainsi la suivante : l'analyse de discours à partir des *clôtures sociales* peut-elle nous informer sur les variations *idéologiques* des régionalismes de l'ouest canadien ? Peut-elle nous permettre d'affiner notre analyse des régionalismes et des populismes, au-delà de ces concepts englobants ? L'analyse des clôtures sociales dans le contenu proposé par les régionalismes de l'ouest canadien peut-elle éclairer à la fois une forme de continuité discursive historique (la mobilisation de « régimes d'affects » communs: l'aliénation de l'ouest) et les trajectoires idéologiques des régionalismes de l'ouest ? Pour saisir les variations idéelles, nous devons réaliser une analyse de texte configurationnelle. Nous nous attachons à montrer comment les termes de « justice », de «nation», « d'élite » ou de « peuple », marqueurs sociaux et contenants «vides», ont été signifiés différemment selon les périodes. Nous répondons à cette question de recherche et détaillons les résultats de notre analyse de contenu dans les articles B (présentation des vagues de régionalisme dans l'ouest), C (présentation des formes contemporaines de populisme de droite au Canada) et D (le cas particulier du rapport au Québec dans l'imaginaire politique de l'ouest canadien).

1.4.3 Problématique de recherche

Quelle est la nature des transformations des régionalismes de l'ouest canadien et comment le concept de populisme peut-il nous informer sur les variations idéologiques des régionalismes de l'ouest canadien ?

1.4.4 Précisions sur le cadre d'analyse

Dans le cadre de cette recherche, nous considérons que l'ouest canadien (les Prairies et la Colombie Britannique) constitue une région spécifique. On part également du constat de l'existence de formations politiques *spécifiques* à l'ouest canadien, partageant historiquement une rhétorique, «l'aliénation de l'ouest». Ces formations ont en commun leur caractère régionaliste, c'est-à-dire la défense des intérêts de la région de l'ouest canadien; et la dimension populiste d'au moins certains de leurs discours. Toutes ces formations diffèrent en ce qu'elles agissent à différents paliers de gouvernement; et en ce qu'elles défendent des agendas politiques variés.

Comme nous le détaillons en Annexe A (Cadre théorique, méthodologique et conceptuel), nous avons dégagé un modèle d'interprétation de la continuité historique et des trajectoires idéologiques des régionalismes, à l'ouest. Nous avons développé les concepts de populisme et de régionalisme, auxquels nous avons ajouté les sous-concepts de séparatisme et d'autonomisme. À ces quatre concepts ont été associés des indicateurs, que nous avons ensuite identifiés à travers les programmes politiques des formations régionalistes retenues, et à travers plusieurs enquêtes d'opinion auprès des Canadiens. Notre grille d'analyse de textes observe le contenu populiste, régionaliste et progressiste ou conservateur de chaque programme politique. Les résultats qui sont présentés dans les articles et mis en discussion dans le Chapitre 2 dépendent des concepts que nous avons développé, de leurs dimensions et composantes et des indicateurs que l'on a retenus. La même remarque peut être faite concernant les hypothèses que l'on a choisies d'explorer dans certains articles. Par exemple, s'attacher à comprendre l'articulation entre la question extractive et les mouvements régionalistes de l'ouest, implique une focalisation sur la gestion des ressources naturelles (au détriment du projet identitaire, social, migratoire ou linguistique, que peuvent également défendre ses formations). La recherche ne s'intéresse pas aux spécificités démographiques ou socio-économiques qui pourraient déterminer le degré d'expression d'un sentiment d'aliénation (d'autres travaux sont conduits exactement sur ce sujet : voir Common Ground Project, pour l'Alberta).

1.4.5 Hypothèses de recherche

Le modèle d'analyse repose sur un corps d'hypothèses[33] que l'on a cherché à articuler logiquement entre elles, et à intégrer à notre problématique (« Quelle est la nature des transformations des régionalismes de l'ouest canadien et comment le concept de populisme peut-il nous informer sur les variations stratégiques et idéologiques des régionalismes de l'ouest canadien ? »).

1.4.5.1 Première hypothèse

Notre première hypothèse est que les théories du populisme contemporaines permettent de comprendre les variétés idéologiques et historiques des populismes au Canada. Nous y répondons par la négative, dans le cadre de l'article A. Les théories du populisme ne permettent pas avec précision de comprendre les variations idéologiques des populismes au Canada. Elles devraient être affinées pour prendre en compte la persistance historique du populisme dans certains espaces politiques, et leurs transformations idéologiques. L'effort de reconceptualisation proposé dans l'article A nous permet de mieux détacher et donc qualifier, le populisme et le contenu idéel porté par certaines formations politiques.

1.4.5.2 Seconde hypothèse

Notre seconde hypothèse est que le populisme et le régionalisme s'articulent dans l'espace politique de l'ouest canadien; le populisme sert de véhicule aux prétentions régionalistes dans l'ouest canadien. Par l'analyse de discours, nous cherchons ainsi à identifier si et comment le populisme est mobilisé par les régionalismes. Si cette hypothèse ne se vérifiait pas, nous aurions pu constater que populisme et régionalisme ne s'articulent pas; que le populisme sert un discours exclusivement de droite ou de gauche selon des référents économiques ou identitaires et non régionaux.

Nous répondons à cette hypothèse par l'affirmative dans l'article B, en établissant les liens de dépendance du régionalisme (de l'ouest canadien) au populisme (comme stratégie). Le régionalisme de l'ouest est dépendant historiquement d'une stratégie populiste, qui lui permet de capter un certain capital politique dans un système largement bipartisan.

33 Nos hypothèses devaient nous permettre d'anticipation une ou des relations entre plusieurs concepts; fournir une réponse partielle au problème posé; les hypothèses devaient pouvoir se confronter à des données (ici : les programmes politiques des formations retenues).

1.4.5.3 Troisième hypothèse

Notre troisième et dernière hypothèse est que les régionalismes de l'ouest canadien ont adopté des formes diverses depuis le début du XXè siècle. Dans les dernières décennies, ils ont emprunté une forme populiste de droite, qui s'explique par le contexte sociopolitique dans lequel ils s'inscrivent. Autrement dit, les régionalismes de l'ouest canadien empruntent des trajectoires idéologiques et stratégiques différenciées (autonomisme; séparatisme; progressisme, conservatisme) en fonction des configurations sociopolitiques dans lesquelles ils s'inscrivent. L'objectif est ici de formuler l'hypothèse d'une variabilité formelle et idéelle des régionalismes de l'ouest, en fonction de certaines configurations sociopolitiques : cette hypothèse se trouve testée en analysant les clôtures sociales contenues dans les discours. Cependant, il s'agit avant tout d'une hypothèse interprétative, qui, dans une logique wébérienne, doit me permettre non pas tant de tester une hypothèse dans une approche déductive que de me doter d'une approche visant à comprendre un phénomène social, en l'occurrence le régionalisme et le séparatisme, et à le situer dans son espace sociopolitique.

Nous répondons à cette hypothèse par l'affirmative dans les articles B, C et D, qui établissent une relation entre les formes prises par le régionalisme et la configuration sociopolitique dans laquelle il s'inscrit. La couleur politique du gouvernement central et la nature des politiques publiques nationales conduites constituent des facteurs explicatifs des *trajectoires* idéologiques des régionalismes de l'ouest (pas de leur aspect *continu*).

Notre modèle d'analyse suggère ainsi des relations entre plusieurs phénomènes :

- Une relation de *dépendance* du régionalisme au populisme, dans l'Ouest canadien (l'article A conceptualise le populisme comme stratégie discursive et idéologiquement dépendante; l'article B analyse les articulations du populisme au régionalisme dans l'Ouest canadien);
- Une relation de *causalité* entre le type de régionalisme et la nature des politiques publiques nationales (les articles B et C explicitent le sous-concept de pétropopulisme et l'articulation qu'il opère entre défense de l'intérêt régional, séparatisme et promotion du secteur extractif, associé à l'intérêt de l'ensemble du Canada).

Une relation de *causalité* entre une configuration sociopolitique donnée et les variations idéologiques des régional-populismes à l'ouest (ce point est esquissé dans les articles B, C et D, sans néanmoins faire l'objet d'une explication plus poussée. Nos recherches indiquent que la couleur politique au niveau fédéral a un

impact sur la radicalité du discours régionaliste à l'ouest, mais pas sur son existence. Le même constat peut être dressé quant au sentiment d'aliénation de l'ouest).

1.5 Objectif et originalité de la recherche

Comme mon expérience d'enseignement me l'a démontré, les séparatismes et autonomismes de l'ouest canadien sont inconnus de l'immense majorité des étudiants québécois, et plus largement francophones. Par ailleurs, lorsque les fragmentations au sein de la politique Canadienne sont évoqués par la littérature francophone, c'est presque systématiquement dans le cadre de l'analyse des souverainismes et nationalismes québécois: grands absents, les régionalismes de l'ouest sont presque toujours exclus.

En prenant la rhétorique de « l'aliénation de l'ouest » comme fil conducteur, la recherche vise à combler cette lacune, à comprendre les *trajectoires* des mouvements régionalistes dans l'ouest (séparatistes et autonomistes), leurs continuités et ruptures, et les *fondements* de leurs variations idéologiques en fonction de différentes *configurations politiques*.

Il s'agit de la première recherche en français et dans une perspective sociohistorique sur les régionalismes de l'ouest en particulier, et couvrant une période aussi longue. La collecte de données secondaires nous permet d'intégrer à la recherche des formations politique du début du XXème siècle ; le caractère limité de certaines données primaires ne nous permet pas, en revanche, de fournir des informations plus précises sur le sentiment d'aliénation et les régionalismes de l'ouest avant les années 1980 (voir Annexe A: cadre méthodologique).

L'originalité de la recherche tient à la perspective sociohistorique wébérienne (voir Annexe A) qui est portée sur un objet relativement discret dans la littérature scientifique francophone comme anglophone récente. À partir des «clôtures sociales»contenues dans les programmes politiques des formations politiques, la recherche observe et explicite le contenu idéologique des régionalismes à l'ouest dans une perspective sociohistorique. Elle s'intéresse à la continuité des régionalismes dans l'ouest et à ses articulations avec le populisme. C'est la première recherche conduite dans une perspective sociohistorique, qui identifie les *trajectoires* des mouvements régionalistes dans l'ouest canadien comme résistances au gouvernement fédéral; qui éclaire la nature des transformations des régionalismes de l'ouest canadien.

1.6 Potentiel de contribution de la recherche à l'avancement des connaissances

En septembre 2022, Pierre Poilievre devient chef de l'opposition officielle et leader du Parti conservateur du Canada. La sidération l'emporte chez beaucoup d'observateurs d'une politique canadienne perçue comme « modérée », immunisée contre les extrémismes. En effet, Poilievre s'était montré très proche du « Freedom Convoy » qui avait paralysé Ottawa; il usait d'une rhétorique populiste de droite valorisant les familles et travailleurs ordinaires contre les « élites » et les libéraux, ciblant fréquemment et personnellement Justin Trudeau. Comme nous l'illustrons dans l'Article C, la recherche doctorale met directement en relief l'explication du phénomène Poilievre au Canada. En établissant une généalogie du « contexte contestataire » actuel dans l'ouest, la recherche éclaire directement ses inspirations idéologiques, ses origines historiques profondes qui le lient à la Canadian Alliance et au Reform Party, comme aux formations régionalistes de l'ouest. L'incompréhension de l'ascension de Poilievre s'explique en partie parce qu'aucun travail académique n'avait encore été conduit sur la *persistance* et *les transformations* idéologiques des régionalismes dans l'ouest canadien, à partir de leurs discours.

La recherche vise ainsi à corriger cette lacune. Elle considère les régionalismes comme un fait, dont les variations sont comprises comme un phénomène sociohistorique que nous cherchons à comprendre. Partant du postulat que ces transformations idéologiques se traduisent dans des discours qui mettent en opposition des contenants et des contenus qui varient en fonction de ce contexte, la recherche cherche d'une part à *identifier* les variations idéologiques des régionalismes de l'ouest canadien, la nature de leurs transformations. Elle s'attelle également à déterminer la *mesure* selon laquelle les transformations des régionalismes dépendent de certains processus macro-sociologiques ou de certaines structures d'opportunité, du contexte sociopolitique national dont on présuppose qu'ils impactent à la fois la nature et la dynamique des régionalismes à l'ouest.

Le travail cherche à éclairer les variations dans le contenu idéel des formations régionalistes de l'ouest, à partir des clôtures sociales contenues dans leurs programmes politiques. Elle analyse le contenu programmatique des régionalismes de l'ouest. En identifiant les mises en opposition construites dans le texte, la recherche révèle le contenu idéologique de ces formations: rapport aux politiques nationales

structurantes, notamment énergétiques[34]; au multiculturalisme et à la nation canadienne; aux minorités notamment linguistiques et donc francophones ainsi qu'au Québec. Elle identifie la manière dont des contenants similaires (*workers, people, elite, fair*) sont mobilisés de manière différentes selon la formation politique et la période. En ce sens, la recherche rompt avec l'analyse « en silos » des populismes de droite contemporains, encore trop généralement présentés comme un projet idéologique clos dont l'historicité n'est pas mise de l'avant. Elle rétablit et clarifie les liens existants entre les régionalismes et populismes de droite, au Canada.

La recherche vise aussi à contribuer aux théories explicatives du populisme en prenant en compte, dans le cas canadien, la variabilité des populismes, et leur rapport à la question énergétique. Pratiquement, la recherche souhaite contribuer à comprendre les articulations entre régionalisme, populismes, et ressources stratégiques. Ce faisant, la recherche se situe au carrefour de multiples intérêts de recherche: compréhension des régionalismes au Canada; transformations idéologiques des populismes historiques; mais aussi compréhension des populismes en lien avec certains enjeux stratégiques (préservation de l'emploi; souveraineté énergétique; cohésion nationale; multiculturalisme; énergie; minorités francophones).

Aux fins de clarifications, soulignons en revanche que cette thèse ne s'intéresse pas directement et exclusivement aux causes de l'aliénation de l'ouest, aux causes du développement de l'autonomisme ou du séparatisme à l'ouest; aux trajectoires futures ou potentielles du séparatisme et de l'autonomisme de l'ouest canadien; aux motivations individuelles des acteurs sociaux contemporains de l'adhésion ou du soutien aux séparatismes de l'ouest; et plus spécifiquement aux réseaux d'influence, de négociation, de solidarité existants entre formations partisanes régionalistes et industrie extractive (voir: Carroll, 2021 et les travaux du Corporate Mapping Project; Adkin, 2018).

Il faut aussi relever que la recherche met en évidence la spécificité de l'Alberta dans le contexte plus général des provinces de l'ouest. Le cas de l'Alberta ressort fortement, les autres provinces demeurant *de facto* en retrait en dépit des efforts méthodologiques et conceptuels pour traiter de l'ensemble des

34 Les rapports entre populisme et environnement commencent à faire l'objet de recherches avancées et fructueuses en sociologie politique (voir par exemple, Marquardt, 2024)

provinces de manière équilibrée (Annexe A : choix des formations politiques; mobilisation de sondages pancanadiens).

De plus, le régionalisme s'avérant être une propriété diffuse des politiques de l'ouest canadien (Article D); la thèse ne se focalise pas sur une figure politique ou sur les formations provinciales contemporaines en particulier mais bien sur les discours de plusieurs formations jugées topiques et comparables entre elles, sur le temps long de l'histoire politique canadienne. Cela étant posé, il est évidemment juste de dire que l'ouest canadien abrite un écosystème robuste de groupes de réflexion et de mouvements sociaux, qui s'engagent directement auprès des partis et gouvernements provinciaux et qui dépasse le cadre de cette thèse.

Au fur et à mesure que les recherches progressent, l'analyse de contenu et l'analyse sociohistorique des données collectées conduisent à la rédaction de plusieurs articles, dont certains sont présentés dans le cadre de cette thèse. Il faut donc préciser d'emblée que cette thèse ne fournit que des résultats partiels aux hypothèses formulées initialement. En revanche, elle propose et détaille un cadre d'analyse pour la compréhension des régionalismes historiques dans l'ouest canadien, au-delà du contenu de ces articles. En ce sens, elle ouvre plus largement une porte pour la réalisation de travaux complémentaires. Ces enthousiasmantes perspectives de recherche sont détaillées en conclusion.

1.7 Choix de la thèse par articles

La décision de proposer une thèse par articles est le fruit de plusieurs réflexions, conduites conjointement avec ma direction de thèse. Le format de la thèse par articles se prêtait particulièrement bien à mon cas: j'avais déjà eu l'occasion de contribuer à plusieurs ouvrages et revues scientifiques et d'y partager les résultats de mes recherches. Au moment de la demande administrative, deux d'entre eux avaient été publiés, l'un était sous presse, le dernier ayant été soumis pour relecture. Cette « autre démarche de validation des résultats » (Canizarès et Fauré, 2023) nous semblait opportune pour plusieurs raisons.

La première tient aux avantages directs de la thèse par articles. Celle-ci m'a permis de me concentrer sur certaines dimensions de la recherche, de traiter certaines dimensions du sujet, ce qui m'a évité une dispersion dans la conduite de la recherche. Cela m'a aussi permis de rendre compte de mes premiers résultats de recherche dans un contexte de forte incertitude liée à la pandémie de Covid-19. Mon sujet de thèse avait été fortement modifié: le projet initial impliquait un déplacement sur le terrain, dans l'ouest

canadien, avec un volet qualitatif qui aurait permis de rencontrer des acteurs de formations séparatistes autant que des contributeurs à des think tanks autonomistes et/ou conservateurs, notamment en Alberta. La publication d'articles scientifiques m'a permis d'éviter de rester en attente d'un assouplissement des règles sanitaires, et d'adapter à la fois mon modèle d'analyse et mon mode de production de la thèse finale. La thèse par articles n'a pas empêché le développement et la mobilisation d'un cadre d'analyse précis (méthodologie, cadre théorique et conceptuel), transformé comme l'a été le sujet de recherche. Il demeure pertinent pour des recherches futures (Annexe A). De la même manière, il a fallu de toutes façons effectuer une recension exhaustive de la littérature pertinente pour l'objet de recherche. En tout état de cause, chaque article a dû être pensé comme un produit fini et s'articuler de manière logique avec les autres. Chacun devait également répondre, au moins partiellement, aux questions et hypothèses de recherche initiales.

La seconde raison est de nature plus stratégique et tient à la validation des résultats déjà produits. La rédaction et la publication des articles m'ont permis de clarifier, de rendre compte en temps réel des résultats de mes recherches. En effet, la majorité des articles présentés dans le cadre de cette thèse ont été publiés; ils ont tous fait l'objet d'une révision scientifique par les pairs. Cette validation et cette valorisation de mes recherches par la communauté scientifique m'a donné l'énergie mais aussi la visibilité nécessaire pour l'obtention, entre autres, de bourses de recherche (FRQSC, CSCS). La publication d'articles m'a également permis de m'engager auprès de la communauté universitaire et des experts dans ce domaine. Ces rencontres et débats sont venus enrichir ma réflexion en évitant une avancée cloisonnée, sans rétroaction constructive de la part de mes pairs. En ce sens, le choix d'une thèse par articles s'est présenté comme une manière d'augmenter la visibilité et la qualité des recherches.

La dernière raison tient à mon agenda personnel, qui ne m'aurait pas permis de retravailler l'ensemble de mes publications pour les mettre en forme autrement sous la forme d'une thèse classique. Nouvellement immigrée au Québec et sans ressource familiale extérieure, mère depuis quelques mois, le cadre de la thèse par articles me paraissait comme le moyen de concilier ma réussite académique et les exigences extra-académiques qui étaient les miennes. Il n'est cependant pas exclu que ces travaux fassent l'objet d'un travail de consolidation et de révision ultérieurement, au sein d'un ouvrage académique sur les régionalismes de l'ouest.

1.8 Lien entre les articles

Cette thèse comprend quatre articles publiés auprès de différentes revues et maisons d'édition. Chaque texte comprend une vingtaine de pages, et correspondent aux standards académiques. Au moment du dépôt initial de la thèse, trois des articles ont été publiés après révision par un comité scientifique (articles A, B et D). L'article C a été soumis pour publication au sein d'un ouvrage collectif; il a fait l'objet d'une évaluation par un comité scientifique (publication à l'automne 2024).

L'ensemble du contenu des articles est reproduit dans leur dernière version, en annexe (Annexes E, F, G et H). Nous avons modifié le format pour l'adapter au présent gabarit. Nous n'avons pas reproduit les références et notes bibliographiques, qui se retrouvent dans la bibliographie générale de cette thèse (Bibliographie). Pour l'article B, nous avons intégré deux tableaux qui figuraient en référence dans la version publiée. Nous avons également conservé le mode de citation privilégié par les Presses de l'Université Toulouse Capitole, bien que celui-ci diffère fortement du présent gabarit.

Le premier texte s'intitule « Populismes et reconstruction de l'imaginaire politique : proposition de clarification conceptuelle ». Il a été publié au sein de l'ouvrage collectif *Populisme et sciences sociales*, aux Presses de l'Université d'Ottawa (Dufour et Peker, 2023). Ce texte opère une recension des différentes conceptualisations du populisme dans la littérature académique. Il propose une conceptualisation renouvelée du populisme. Ce chapitre s'engage dans une conversation conceptuelle sur les caractéristiques définitionnelles du populisme. Nous soutenons qu'au lieu d'être un imaginaire ou une idéologie propre, même « fine », le populisme est en réalité *une stratégie* de reconstruction de l'imaginaire politique, principalement dans les démocraties libérales. La distinction analytique suggérée ouvre la voie à des avancées méthodologiques pour l'étude du populisme en combinant ses dimensions symbolique et axiologique, comme nous l'exemplifions avec le cas canadien.

Le second texte « Séparatisme et populisme dans l'ouest canadien : la mobilisation stratégique du discours sur l'aliénation de l'ouest », a été publié en novembre 2023 au sein de l'ouvrage collectif *Les nationalismes au tournant du XXIè siècle*, aux Presses Universitaires de Toulouse (Beylier, P.-A, et al., 2023). Il présente les résultats d'une analyse sociohistorique des transformations du régionalisme dans l'ouest canadien. Soutenu par la terminologie d'aliénation de l'ouest et par les concepts de populisme et de régionalisme, ce texte présente les différentes vagues de régionalisme dans l'ouest canadien. Ainsi, ce texte s'appuie directement sur le travail conceptuel effectué dans le premier texte (Article A). C'est cette

clarification du concept de «populisme»qui permet de saisir la manière dont le populisme a pu prendre une forme continue et variée dans l'espace politique de l'ouest canadien, en s'attachant à une rhétorique particulière et à plusieurs idéologies politiques, du socialisme au début du XXème siècle au conservatisme fiscal et social à compter des années 1975-80.

Le troisième texte, « Right-Wing Populist Parties and Political Movements », inclus dans l'ouvrage collectif *Canadian Parties in Transitions* (5th édition), a été soumis, révisé et corrigé. Il est actuellement sous presse, pour publication à l'automne 2024. Ce texte a été co-rédigé avec M. Frédérick-Guillaume Dufour; l'auteure en est la principale rédactrice. Le formulaire faisant état de la contribution de chacun des auteurs à la préparation de ce texte figure en annexe de la thèse. Le texte nous offre la possibilité d'opérer une focalisation sur la dernière vague de régionalisme dans l'ouest canadien, telle qu'elle a été identifiée dans le deuxième texte (Article B), sur la période contemporaine. Le chapitre présente ainsi les variations des populismes et ses articulations et dissociations avec les extrêmes droites dans la politique canadienne contemporaine. Il s'attache à montrer la manière dont le populisme de droite, articulé à des revendications régionalistes à l'ouest, s'illustre dans des formations politiques variées: partis politiques provinciaux; partis politiques fédéraux; mouvements sociaux mobilisant une rhétorique spécifique: le « pétropopulisme » (sur ce sujet, nous renvoyons également à Dufour et Mones, 2023).

Le dernier texte « Representations of Quebec in the political imaginary of Western Canadian politics », répond indirectement à l'une des hypothèses de recherche. Il correspond d'abord à une découverte réalisée de manière annexe sur la nature des régionalismes de l'ouest, à partir de l'analyse des réponses données par les canadiens de l'ouest, dans le cadre d'enquêtes nationales. Cet article analyse les données d'enquête présentées dans les « Enquêtes auprès des Canadiens » de 2019 et 2021 de l'Environics Institute ; dans l'étude de 2019 menée par IPSOS sur le soutien à la séparation au Canada (intitulée : « Canadians Across All Regions Feel Country More Divided than Ever ; Election Outcome Increases Support for Separation in Alberta and Saskatchewan »), et issues de l'enquête de 2019 menée par l'Angus Reid Institute, explorant et mesurant la nature et la dynamique de l'identité de l'Ouest canadien (« Fractured federation : Amid competing priorities, which provinces believe they give and get more from Canada ? »). Le texte souligne l'existence d'une relation de codépendance, de compétition et de résonance politiques entre l'ouest canadien (aliéné) le Québec (bénéficiaire indû). Il donne l'occasion d'explorer l'idée « d'imaginaire politique » travaillé par le discours populiste, dimension que nous évoquons dans le premier article. Sans répondre à l'une des hypothèses de recherche posées initialement, cet article se penche sur

les attitudes et les sentiments collectifs exprimés et requalifiés par la stratégie populiste, dans l'ouest canadien: le sentiment d'être ignoré; de ne pas avoir son mot à dire sur le fonctionnement de la fédération canadienne, etc. Quoique les données soient désormais datées (2020, 2021), la méthodologie utilisée et les conclusions soulignées restent d'actualité.

Tableau 2 Synthèse de la recherche doctorale

Objet de recherche	Les régionalismes dans l'ouest canadien	
Question générale	Quels sont les facteurs qui expliquent la persistance et les trajectoires idéologiques des régionalismes dans l'ouest canadien ?	
Problématique	Quelle est la nature des transformations des régionalismes de l'ouest canadien et comment le concept de populisme peut-il nous informer sur les variations idéologiques des régionalismes de l'ouest canadien ?	
Cadre théorique	Sociologie historique wébérienne	
	Théories contemporaines du populisme	
Cadre méthodologique	Méthode	Sources
	Revue de littérature : théories du populisme; régionalismes de l'ouest canadien	Voir: revue de littérature
	Analyse critique de sources secondaires sur les régionalismes de l'ouest	Voir: revue de littérature
	Analyse de données d'enquêtes qualitatives sur l'insatisfaction régionale dans l'ouest du Canada	Données d'enquêtes relatives à l'insatisfaction régionale (CNES pour consultation; Confederation of Tomorrow pour analyse).
	Analyse de discours de formations régionalistes (clôtures sociales)	CCF, Regina Manifesto. 1933. CCF, Co-operative Commonwealth Federation Platform, 1949. Social Credit Association; The Manifesto, 1950. Reform Party, « Platform Statement of Principles, 1988. Reform Party, « Principles and policies, the Blue book, 1991 . Western Canada Concept, 3 documents programmatiques en ligne : Principles and Goals ; 101 reasons ; why western independence is necessary. Maverick Party : platform. Programme politique du Maverick Party; Maverick Party Mission Statement; Maverick Party Twin Track Approach

Cadre conceptuel	Concept	Composantes	Indicateurs
	Régionalisme	Sentiment qu'il existe une région spécifique, cohérente, dotée d'une histoire, d'une culture et d'intérêts propres distincts du reste de l'ensemble politique dans lequel elle se constitue (1) + volonté politique de défendre les intérêts de cette région (2)	Fierté régionale; dissatisfaction à l'endroit du gouvernement fédéral; volonté de modifier le fonctionnement fédéral; demande de réforme institutionnelle;
	Autonomisme	Volonté politique d'attribuer davantage de pouvoirs à une entité politique donnée, au sein d'un État national auquel elle continue de se rattacher; rejet de certaines politiques publiques nationales perçues comme « injustes «	Appels à une réforme institutionnelle; demande de révision constitutionnelle;
	Séparatisme	Volonté politique d'organiser une sécession au profit d'une entité politique donnée, qui serait distincte de l'État national dans lequel elle est actuellement comprise; références à un référendum ou à un conflit sur la séparation;	Appels à la séparation: référendum; guerre; conflit; séparation
	Populisme	Un discours de nature stratégique; un discours essentiellement moral; un discours polarisant entre un peuple « pur « et des élites « corrompues «	Mise en opposition binaire; appels au peuple (sens commun / canadiens) contre les élites (bureaucrates, libéraux, riches)
	Pétropopulisme	Une stratégie rhétorique qui associe le pétrole canadien au bien commun et qui, inversement, diabolise les politiques environnementales associées aux élites déconnectées.	*Idem.* Variations de contenu (énergie; secteur extractif; politiques environnementales).
Termes clés	Clôtures sociales		
	Aliénation de l'ouest		

Tableau 3 Concept: Régionalisme

Concept 1: Régionalisme		
Dimension	Composantes	Indicateurs
Affective. Attachement à une identité régionale	Une primo-identité régionale plutôt que nationale	Se présenter comme « canadien de l'ouest « avant de se définir comme « Canadien « . Exprimer une fierté d'être issu de la région ou de la province Exprimer une volonté de valoriser cette identité régionale : culture, radio, politique, institutions…
	Une région présentée comme un « tout « cohérent et unifié	Insistance sur la cohérence/cohésion culturelle, historique de la région Insistance sur les défis spécifiques/transversaux de la région
Politique. Défense d'une spécificité ou d'un statut particulier pour sa région	Promotion des intérêts spécifiques et de l'identité spécifique de la région / province.	Programmes politiques ou discours autonomistes; défense de droits spéciaux pour la région ou la province (exemples : statut spécial; police provinciale; droit de battre monnaie; régimes de santé et de retraite spécifiques; exemptions de certaines politiques nationales/fédérales…)
	Promotion de la création d'une entité politique distincte, souveraine, aux intérêts distincts.	Programmes politiques ou discours séparatistes, défense d'une sortie, sécession, séparation de l'ensemble politique auquel la région est constitutionnellement rattachée

Tableau 4 Concept: Populisme

Concept 4 : Populisme		
Dimension	Composantes	Indicateurs
Discours	Morale [attribution de vices et vertus]	Termes à connotation vertueuse qui dépassent la simple appréciation ou jugement de fait
	Polarisante [Mise en opposition qui apparaît comme irréductible, irréconciliable]	Verbes accusateurs
Contexte	Présentation d'un enjeu politique fortement débattu	Un enjeu politique névralgique, présenté comme essentiel pour la survie, la cohésion, le fonctionnement politique, économique, social
	Existence d'une compétition impliquant des gains politiques	Élection, vote, audience à conquérir

Tableau 5 Documents analysés

Formation politique	Document	Source
Commonwealth Cooperation Federation (CCF) (fédéral)	« Regina Manifesto « . 1933.	PDF- en ligne
Commonwealth Cooperation Federation (CCF) (fédéral)	« Co-operative Commonwealth Federation Platform of 1949 «	PDF- issu de Poltext
Social Credit Association (fédéral)	The Manifesto, 1950	PDF- issu de Poltext
Reform Party (fédéral)	« Platform Statement of Principles, 1988 « « Principles and policies, the Blue book, 1991 «	PDF - issu de PolText. PDF - issu de PolText.
Western Canada Concept (fédéral)	WCC : 3 documents programmatiques en ligne : Principles and Goals ; 101 reasons ; why western independence is necessary.	En ligne. Site internet du Western Canada Concept.
Maverick Party (Wexit Party) (fédéral)	Maverick Party : platform. Programme politique du Maverick Party Maverick Party Mission Statement Maverick Party Twin Track Approach.	En ligne. Site internet du Maverick Party.

Tableau 6 Grille d'analyse des clôtures sociales (en anglais) – par ordre alphabétique[35]

Dimension régionaliste	Dimension populiste	Dimension progressiste	Dimension conservatrice
Alberta British Columbia Buffalo Canada Central Canada Manitoba North* Region Sask* West*	Cartel Common people Common sense Corrupt Connection Elite* Fair* Good Governing parties Just* Mainstream parties People Propaganda Special interests Strong Them (other country) Them (other sub-state : Quebec) Them They Us (country) Us (sub-state : region) Democrat*	Capitalis* Class Collective Distrib* Equality Equit* Health Human* Insur* Justice People Public* Safe* Social* Union Work	Abort* Bilinguism British Culture Canada Christian* Family French Heritage Histor* Independance Legacy Language Minorit* Multiculturalism Nation Nationhood Tradition* Women

[35] Cette grille d'analyse présente une liste non exhaustive de marqueurs pouvant être mobilisés lors de l'expansion, du rétrecissement, du déplacement ou de la consolidation des clôtures sociales dans le discours politique des formations politiques régionalistes de l'ouest.

Tableau 7 Liste de « clôtures sociales » identifiées dans les programmes politiques des régionalismes de l'ouest canadien

« nous » contre « eux »	
Alberta	Central
Albertans	Elites
Sask*	Environmental*
Manitoba	Governing parties
Columb*	Government
Common{sense, people]	Liberal
Us	Ottawa
Canadian Oil	Quebec
Resource	Them
Work*	They
	Trudeau
Qualifications	
Alienation	Bureaucrat*
Alienated	Cartel
Enslav*	Corrupt
Fed up with	Disconnect*
Free*	Establishment
Slave*	Greed*
Proud	Impose
Pride	Sold to
Strong	Tyran*
Fair	Unfair
Action de B vers A	
Attack	
War	
Propaganda	
Exploit*	
Action de A vers B	
Against	
Step up	
Fight back	
Represent	
Defend	
Stand up/stood up	

Tableau 8 Enquêtes relatives à l'insatisfaction régionale et aux attitudes populistes, dans l'ouest canadien (1984-2022).

Période | date de l'enquête	Contexte politique	Ressource	Questions spécifiques
Vague 1 | 1965	Période identifiée comme un «déclin du régionalisme»dans l'ouest. Enquête réalisée sous Pearson (libéral).	Canadian national election study	<u>Dimension affective du régionalisme:</u> Provinces better off Provinces worse off <u>Sensibilité au discours populiste:</u> Importance of strong leadership Political efficacy & cynicism: People in Government are crooked Does everyone receive a fair break from government government officials know what to do voting is an effective political weapon people like me gave no say in government elected officials lose touch with constituency too many intellectuals in government Respondent's concept of ideal party for Canada Respondent's concept of Liberal party; Conservative Party; New Democratic Party; Social Credit Party; Creditiste Party.
Vague 2 | 1993	Enquête réalisée sous Jean Chrétien (Libéral). Suit les répondants avant et après les élections générales de 1993, où le Reform Party (et le Bloc Québécois) se sont imposés sur la scène parlementaire fédérale.	Canadian national election study	<u>Dimension populiste</u> Section C: perception of how much influence groups have and should have in Canadian life. Section F: confidence in various institutions. <u>Dimension régionaliste:</u> How do you feel about CANADA? <u>Dimension conservatrice / progressiste</u> How do you feel about QUEBEC? How do you feel about immigrants ? women's movements ? Business community ? media ? unions ?

			Section G: views on various social matters. Section B: views about how the economy works
Vague 3 | 2010 [mobilisation des résultats de l'Enquête électorale nationale sur les Canadiens, 2004, 2006 et 2008]	Enquête qui couvre la période 2004-2008, avant l'élection de S. Harper au gouvernement fédéral.	*Whither Western Alienation ? Shifting patterns of western Canadian discontent with the federal government,* Canada West Foundation.	<u>Dimension affective du régionalisme:</u> Does the federal government treat your province better, worse, or about the same as other provinces?
Vague 3 | 2018	Enquête réalisée sous J. Trudeau (libéral), au pouvoir depuis 3 ans.	*Western Alienation,* IPSOS.	<u>Dimension affective du régionalisme:</u> Do you think that there is a unique Western Canadian identity? [*Please indicate how much you agree or disagree with each of the following statements on a 1-7 scale where 7 is Agree Completely and 1 is Disagree Completely*]: I think the views of western Canadians are adequately represented in Ottawa; My province does not get its fair share from Confederation; I feel more attached to my province than I do to Canada; My province would be better off if it separated from Canada.
Vague 3 | 2019	Enquête réalisée sous J. Trudeau (libéral), au pouvoir depuis 4 ans.	Canadian national election study	<u>Dimension affective du régionalisme:</u> Which do you prefer: Stronger Federal or Provincial government? Please indicate how much confidence you have in: the Federal government; your Provincial government; <u>Attitudes populistes:</u> The people, and not politicians, should make our most important policy decisions. Most politicians do not care about the people.

			Politicians are the main problem in Canada. Having a strong leader in government is good for Canada even if the leader bends the rules to get things done. The people, and not politicians, should make our most important policy decisions. Most politicians care only about the interests of the rich and powerful. Mainstream news media is largely controlled by elite interests. Even opinions that are not based on fact should be given consideration in public life. In a few words, what comes to mind immediately when you think about the People's Party?
Vague 3 | 2019	Enquête réalisée sous J. Trudeau (libéral), au pouvoir depuis 4 ans.	*2019 Survey of Canadians. Canada: pulling together or drifting apart ?*, Confederation of Tomorrow.	<u>Dimension affective du régionalisme:</u> Is your province/territory treated with the respect it deserves?; How much influence does your province/territory have on important national decisions?; Which region is favoured?; The West usually gets ignored in national politics; Western Canada gets so few benefits that it may as well go it on its own;
Vague 3 | 2020		*2020 Survey of Canadians,* Confederation of Tomorrow	<u>Dimension affective du régionalisme:</u> Which government best represents your interests?; Which government do you trust more?; What makes you feel more Canadian?;
Vague 3 | 2021		*2021 Survey of Canadians. Respect, influence and fairness in the Canadian federation,* Confederation of Tomorrow.	<u>Dimension affective du régionalisme:</u> Province/territory is not treated with respect; Province/territory has less than its fair share of influence on national decisions; Province/territory receives less than its fair share of federal spending; Are provinces treated equally?; Which one province or territory is favoured the most over the others?; Should the West go it on its own?;

			Should your province separate from Canada? Should your province separate from Canada ?
		2021 Survey of Canadians. Attachment and Advantages: How Canadians View their Country, their Province and their Neighbour, Confederation of Tomorrow.	<u>Dimension affective du régionalisme:</u> How attached do you feel to each of the following? (Canada; Province/Territory; town/city/region).
Vague 3 | 2022		*2022 Survey of Canadians*. *The Evolution of Prairie Discontent.* Confederation of Tomorrow.	<u>Dimension affective du régionalisme:</u> Western Canada gets so few benefits from being part of Canada that they might as well go it on their own. Is your province treated with the respect it deserves in Canada, or not ?

CHAPITRE 2
[DISCUSSION-SYNTHÈSE]

Dans ce chapitre, nous présentons le contenu de chacun des articles, en en résumant subtantiellement le contenu. Nous faisons ressortir le contexte de leur publication, les observations qu'elles avancent et les conclusions générales qui s'en dégagent. Conformément aux exigences de proposition d'une thèse par articles, l'exercice consiste à présenter les articles dans les grandes lignes, sans alourdir le texte avec les références qui se trouvent dans les textes originaux. Concernant les deux articles rédigés en anglais, nous en rédigeons un résumé détaillé en français; nous leur consacrons naturellement plus d'attention ici. Nous décrivons plus précisément les objectifs de recherche, la méthodologie retenue et les résultats obtenus. Une discussion, soulevant les principaux apports et limites de chaque texte, suit la présentation de leur contenu. La section discussion propose des annotations légères aux textes initiaux au regard des développements récents du sujet; elle met en perspective les articles par rapport à l'ensemble de la démarche de recherche.

2.1 Article A : « Populismes et reconstruction de l'imaginaire politique : proposition de clarification conceptuelle »

2.1.1 Synthèse

L'article « Populisme et reconstruction de l'imaginaire politique », est paru comme chapitre au sein de l'ouvrage *Populisme et sciences sociales. Perspectives québécoises, canadiennes et transatlantiques,* publié aux Presses de l'Université d'Ottawa en octobre 2023 (Dufour et Peker, 2023). L'ouvrage offre des contributions théoriques, empiriques et multidisciplinaires sur les populismes contemporains, et notamment de droite. L'ouvrage suggère des outils analytiques en sciences sociales pour comprendre le populisme, spécifiquement au Canada depuis la pandémie de COVID-19.

Dans notre chapitre nous avons d'abord opéré une analyse critique de la littérature existante en sociologie politique du populisme. Après une recension de la littérature, nous l'avons confrontée à un cas peu traité, en théorie comme empiriquement: celui des populismes canadiens, notamment régionalistes, dont l'existence présente la double spécificité de la continuité historique et de la variabilité idéologique. L'objectif de l'article est de proposer une nouvelle conceptualisation du populisme, entendu comme une stratégie discursive, dépendante d'idéologies qui lui sont extérieures. Le texte présente finalement le potentiel heuristique de cette reconceptualisation. La captation des idéologies à l'œuvre dans le discours

passe par une analyse holistique de la rhétorique populiste, en tenant compte des contextes de son expression et des marqueurs sociaux désignés pour déplacer et rigidifier les frontières sociales dans l'espace public. Cette conceptualisation insiste sur la part stratégique et symbolique du populisme. Elle doit ainsi permettre d'embrasser et de comparer, les cas nationaux ou régionaux que les conceptualisations dominantes dans le champ d'études, ne permettent pas de saisir avec finesse.

2.1.2 Discussion

La reconceptualisation du populisme proposée dans ce chapitre contribue à la littérature académique sur les populismes de plusieurs manières (pour une revue plus exhaustive des différentes théories et conceptualisations du populisme, nous renvoyons à l'Annexe B). En premier lieu, le texte montre les limites de l'approche idéelle (Mudde, 2017), actuellement dominante en sociologie politique du populisme. Sans évacuer complètement cette définition, notre proposition de clarification conceptuelle reprend l'architecture minimale du populisme dégagée par Mudde et Kaltwasser. Le populisme comme stratégie discursive repose effectivement sur l'opposition verticale entre le « peuple » et les « élites » , notions *creuses* que le discours populiste *réinvestit* dans une relation de codépendance. Cependant, contrairement à ces deux auteurs, nous estimons qu'il n'y a pas de contenu idéel dans cette seule dimension architecturale du populisme. Au contraire, nous défendons que le contenu idéel doit se déduire d'une analyse précise, contextualisée, des clôtures sociales (du contenu) des discours populistes. Présumer d'un contenu idéologique commun à l'ensemble des formations politiques mobilisant une rhétorique populiste, contribue à une forme de confusion qui nuit à l'analyse fine des populismes d'une part; à la prise en compte de l'espace politique dans lequel ils s'expriments; à la compréhension des trajectoires idéologiques des populismes à partir d'une comparaison sociohistorique (voir Annexe C: conceptualisations du populisme).

En dissociant le populisme de son contenu idéologique, elle permet de mieux faire ressortir la couleur politique *des* populismes, en évitant le confusionnisme entre, par exemple, populisme et conservatisme ou extrême-droite. Elle devrait aussi permettre, incidemment, de dissocier les populismes de la forme nationale qui leur est souvent associée (les national-populismes: les partis de droite dans l'espace politique occidental; voir Haute et al., 2018, sur la dépendance du populisme au nationalisme). Ce faisant, elle doit ouvrir la voie à l'analyse des populismes dans d'autres espaces ou selon d'autres modalités, dès lors que le populisme agit comme vecteur stratégique de la captation d'un pouvoir politique. L'étude des mouvements sociaux infra-étatiques (Freedom convoy); de la politique provinciale (UCP sous Danielle

Smith) s'en trouverait ainsi facilitée. Le cas canadien illustre effectivement le besoin de reconceptualiser le populisme pour prendre en compte des formes sub-nationales de populisme. C'est en ce sens que l'on parle *d'une dépendance du mode populiste, à d'autres formes idéologiques*. L'intérêt se porte ainsi si le contenu des clôtures sociales, que le discours, populiste, vient activer.

Élément important dans l'étude des populismes, notre texte insiste sur le caractère codépendant des deux catégories de « peuple » et d' « élite ». Celles-ci ne peuvent pas, dans la stratégie discursive populiste, être comprises l'une sans l'autre sans risquer de produire une analyse tronquée. La codépendance des termes s'explique entre autres par la relation de subordination du discours populiste à d'autres idéologies qui lui donnent une teneur idéelle, sans laquelle il ne saurait exister. Autrement dit, l'analyse exigera de comprendre l'élite à laquelle se réfèrent les partisans d'un « Wexit » en relation avec le « peuple » dont ils entendent exprimer la volonté. Ce point nous ramène aussi à la nécessité d'analyser le discours non pas isolément, mais dans un *contexte* et en fonction de ses auteurs, ses récepteurs, etc. En conséquence, dans le contexte canadien de l'ouest, l'analyse sociopolitique devrait considérer la portée qu'ont les termes du discours populiste sur ses destinataires; par exemple, les « intérêts spéciaux » auxquels s'opposait Preston Manning recouvraient en pratique des organismes, des structures, des communautés particulières: organisations syndicales; fonction publique d'État; communautés multiculturelles… (Laycock, 1990).

La reconceptualisation du populisme que l'on propose, permet aussi d'insister sur l'attractivité des populismes dans les démocraties libérales représentatives. En fonctionnant comme un mobilisateur des affects collectifs, le populisme *répond* et réactive systématiquement un besoin d'être *entendu*, à partir de *représentations* collectives du bien et du mal. Commencer à expliquer la « magie » du populisme, sa capacité d'attraction et de mobilisation, passe ainsi par l'analyse de l'imaginaire qu'il reconstruit et des oppositions qu'il consolide dans l'espace politique et social. En conséquence, la stratégie populiste peut permettre de mobiliser les individus qui se définiront comme des parties du « peuple » , si le marqueur social qui détermine l'appartenance au peuple ne les en exclut pas franchement. Par exemple, un populisme d'extrême droite pourra exclure expressément les minorités linguistiques, ethniques ou sexuelles de sa compréhension du « vrai peuple » . Dans le cas des populismes régionalistes au Canada, la rhétorique mobilisée n'exclut que très rarement, publiquement, les immigrés ou les francophones de la population. Cela contribue certainement à l'idée selon laquelle il n'existe ni populisme de droite, ni nativisme dans la politique canadienne contemporaine. Cette approche permet de comprendre comment s'établissent les identifications politiques aux populismes ; comment certains symboles ou une certaine rhétorique suscitent davantage l'adhésion que d'autres dans un espace donné. Cette reconceptualisation

devrait effectivement permettre d'ouvrir des portes pour l'analyse des phénomènes d'adhésion aux populismes, à partir des valeurs portées par ces derniers. Elle permettrait également de mieux comprendre les transferts de votes, entre partis producteurs ou mobilisateurs d'une rhétorique proche, ou de valeurs semblables. Par exemple, l'aliénation de l'ouest en appelle généralement à un sentiment de fierté régionale; de fierté du travail et de l'effort spolié par des puissances hostiles. Or, ce discours peut soutenir des idéologies tantôt progressistes, tantôt conservatrices. Ainsi une même rhétorique populiste, supportant des idéologies différentes mais mobilisant une terminologie commune (peuple, élites), par exemple producériste à l'ouest, pourrait expliquer (ou faciliter) le transfert de votes d'un côté à l'autre de l'échiquier politique. De manière théorique, on pourrait ainsi imaginer qu'une rhétorique populiste progressiste trouve ses électeurs dans l'ouest canadien. Cette conceptualisation devrait aussi ouvrir la porte à une analyse des valeurs, des symboles contenus dans la stratégie populiste – comme d'autres l'ont fait pour le fascisme (Paxton, 2011).

Le deuxième apport de cette reconceptualisation tient à son caractère globalisant. Elle permet d'envisager *des* populismes, produits dans des contextes socioculturels distincts, mobilisant des ressources qui peuvent devenir *contextuellement pertinentes* pour la production d'un style populiste (la notion d'aliénation, par exemple ; de *fairness* ou d'impartialité). Le populisme se présente comme l'exacerbation du travail de production symbolique ; du marquage de frontières symboliques et de clôtures sociales.

Troisièmement, et cette conclusion découle de la précédente, cette définition souple permet d'envisager un travail de comparaison sociohistorique entre des formes variables de populismes, qui peuvent prendre une forme continue dans un espace régional ou national donné. En envisageant le populisme non pas comme un «contenu»particulier, mais comme un véhicule discursif doté d'une visée spécifique (la captation du pouvoir politique) on peut envisager un travail de comparaison entre *des* populismes de natures idéologiques différentes, en évitant de confondre sous un seul concept, des formes politiques aux programmes et modes organisationnels éloignés. Par exemple, le Social credit party en Alberta et le CCF, qui mobilisent un populisme stratégique mais ne ne s'appuient pas sur la même organisation, les mêmes leaders, ou le même programme idéologique. On peut également s'intéresser aux *trajectoires* historiques des populismes dans un espace politique donné (le populisme régional dans l'ouest canadien par exemple).

Finalement, le texte ne fait pas l'impasse sur l'impact de la stratégie populiste sur les institutions à terme - sur l'ambivalence d'un discours à la fois mobilisateur et abrasif pour les institutions représentatives dans

les systèmes démocratiques (Akkerman, 2003), fonctionnant sur le temps long, le compromis, la négociation. Les populismes vont ainsi contribuer au délitement démocratique. En effet, comme nous le soulignons dans notre texte, l'un des impacts les plus durables et dommageables des populismes est la rigidification du débat public. Si la politique est un lieu de conflictualité, l'originalité du populisme tient à ce qu'il repense les points de conflit en simplifiant les oppositions entre des « camps » facilement identifiables.

Cette reconceptualisation permet de saisir la mobilisation sporadique et stratégique du populisme dans l'ouest canadien. On peut comprendre que le populisme se conjugue avec d'autres idéologies (conservatisme, socialisme, producérisme, nationalisme, néolibéralisme, etc.) desquelles il dépend. Le seul appel au peuple aliéné contre l'élite de l'Est, ne nous dit rien du contenu idéel. C'est le travail du sociopolitiste de faire une analyse du discours dans un contexte donné, auprès d'un public et dans un lieu donné, pour comprendre la teneur programmatique de la rhétorique populiste. En qualifiant le CCF, le Maverick Party ou le Reform Party de « populistes » , on ne dit rien (ou trop peu) sur le programme et l'idéologie qui est défendue.

Comme reconceptualisation du populisme, ce travail s'appuie sur les travaux antérieurs qui conceptualisent le populisme comme un *discours spécifique* et/ou comme une *stratégie*. Il tente de concilier ces deux approches. La conceptualisation du populisme comme stratégie est intéressante puisqu'elle prend en compte des éléments non discursif dans l'étude des populismes: rapports aux médias sociaux; codes vestimentaires; rythme ou tonalité vocale, accent mobilisé; pratiques culturelles sportives, etc. Cette conceptualisation présente sans doute une limite que le sociopolitiste doit avoir en tête. Elle pourrait tendre à une forme de dispersion, de « cherry-picking » et surtout à voir du populisme partout et en tout temps, dès lors qu'une personnalité politique mobilise un registre « populaire » pour susciter de l'adhésion à son programme politique (par exemple, se présenter à un match le football ou boire de l'alcool fort, etc.). Cela peut conduire à une confusion avec le simple clientélisme ou la démagogie, dont le populisme se distingue pourtant (Dufour, 2021). La conceptualisation du populisme comme discours est tout aussi fondamentale; nous lui avons annexé la dimension stratégique, donc la recherche dans le contenu analysé, d'une propension à la *captation d'un pouvoir politique*. Autrement dit, il s'agit d'une définition souple qui permet de capter le cadrage populiste dans ses expressions les plus diverses, éventuellement dans des contextes de non-compétition politique (mais de compétition pour la captation d'un pouvoir ou d'une forme de capital symbolique, voir par exemple Satrianingsih et Pratama, 2024). La

limite de cette reconceptualisation vient de ce qui en fait aussi la plasticité. Sans précautions, elle pourrait permettre d'isoler des éléments de discours à tonalité populiste et, par cueillette sélective, qualifier de populistes des formations ou des individus qui ne la mobilisent pas de manière récurrente ou systématique.

2.2 Article B. « Séparatisme et populisme dans l'ouest canadien : la mobilisation stratégique du discours sur l'aliénation de l'ouest »

2.2.1 Synthèse

Ce chapitre présente une analyse des régionalismes séparatistes de l'Ouest canadien. Il explicite la manière dont ces derniers mobilisent le logiciel populiste à des fins stratégiques. La méthode mobilisée est une analyse qualitative du contenu des programmes politiques de plusieurs formations politiques régionalistes entre 1980-2021: le Reform Party, le Maverick Party et le Western Canada Concept. Ces trois formations politiques se présentent comme défendant exclusivement les intérêts de l'Ouest. Les programmes du Reform Party ont été extraits de la base de données POLTEXT Electronic Manifestos de l'Université Laval[36]. Le Maverick Party étant une formation récente, il ne dispose que d'une documentation officielle limitée : nous nous sommes donc référés à leur programme politique disponible en ligne, comme pour le Western Canada Concept. On a procédé à une analyse de contenu configurationnelle, en insistant sur les clôtures sociales (*boundaries*)[37] présentes dans les programmes politiques de ces formations régionalistes, selon plusieurs configurations politiques spécifiques (pouvoir fédéral et provincial en place, politiques publiques conduites). Les éléments conjoncturels sont mis de l'avant dans la présentation des transformations des régionalismes à l'ouest (nature autonomiste ou séparatiste; contenu idéologique). Ce texte répond à trois objectifs: proposer une périodisation et une classification des régionalismes dans l'ouest canadien, en insistant spécifiquement sur les formations séparatistes; expliquer les articulations discursives entre populisme comme discours stratégique et rhétorique de l'aliénation de l'ouest; qualifier les caractéristiques communes aux populismes régionalistes de l'ouest canadien. Finalement, relevons que le chapitre est organisé en quatre parties. Après avoir présenté le cadre théorique, on présente les différentes vagues historiques de régionalisme séparatiste dans l'Ouest canadien. Ce travail est produit à partir d'une revue de littérature critique et d'une analyse des sources primaires. Nous présentons ensuite

36 POLTEXT est un dépôt électronique de documents de politiques de tous les principaux partis fédéraux canadiens de 1972 à aujourd'hui.

37 Voir Lamont et Fournier, 1992.

et plus spécifiquement les articulations qui existent entre populisme et rhétorique d'une « aliénation de l'Ouest » dans le contexte de l'Ouest canadien; nous finissons par souligner les caractéristiques communes, générales, aux populismes régionalistes de l'Ouest canadien. Le texte repose sur trois sections; pour simplifier, nous présentons plutôt ce contenu par blocs thématiques.

Régionalisme, séparatisme, autonomisme. Le chapitre présente une conceptualisation souple du régionalisme (la défense des intérêts perçus ou réels d'une région, à travers des pratiques ou des discours politiques), sans insister toutefois sur la dimension affective des régionalismes, que nous explorons davantage par ailleurs (voir Annexe A, cadre conceptuel; et Article D). Dans le texte, il est précisé que ce régionalisme prend des formes « douces » (autonomie) ou « dures » (séparation). Le séparatisme est présenté comme une équivalence aux sécessionnismes (établissement d'un espace politique souverain en dehors du Canada); l'autonomisme s'entend d'une demande d'une redistribution des compétences et des pouvoirs, entre les niveaux de gouvernement Provincial et Fédéral et au bénéfice des Provinces de l'Ouest.

Le populisme comme discours stratégique. La conceptualisation du populisme présentée dans l'Article A est mobilisée dans le cadre de ce chapitre. Dans le cas de l'ouest canadien, le populisme tend à remettre en cause l'existence du fédéralisme, la légitimité des politiques de santé publique présentées comme autoritaires; ou même des politiques environnementales. Ainsi conçu, le populisme apparaît dès les débuts de la Confédération canadienne. Il permet à des tiers-partis d'émerger sur la scène politique dans un système largement bipartisan, opposant les Libéraux aux Conservateurs. Il leur permet également de capter un certain capital politique et symbolique[38].

Aliénation de l'ouest. Le texte présente brièvement l'expression; ce à quoi elle se réfère et les différentes conceptualisations ou définitions dont elle a fait l'objet dans la littérature académique. Notre proposition consiste ici à *confondre* l'expression d'une aliénation de l'ouest dans l'expression d'une insatisfaction ou d'un mécontentement régional *à l'endroit du gouvernement fédéral et du fonctionnement de la Confédération canadienne.* « L'aliénation de l'ouest » est ainsi conçue comme un mode pratique d'expression politique d'un sentiment collectif. Moins qu'une variable explicative, l'aliénation de l'Ouest

38 À gauche, c'est par exemple le cas du CCF, qui influence durablement la politique canadienne (McCracken, 2019) en poussant notamment l'adoption de réformes en matière de pensions de retraite, de santé, d'assurance chômage (voir Canadian Labour Congress, en ligne).

est mobilisée comme un indicateur de la contestation d'une distribution du pouvoir au sein de la Confédération canadienne.

Caractéristiques partagées par l'ensemble des régionalismes de l'ouest canadien. Cette section analyse les caractéristiques partagées par les formations régionalistes dans l'ouest. Celles-ci opèrent sur la scène fédérale ou provinciale. Leur discours mobilise une opposition d'ordre moral entre un peuple bon et aliéné (à l'Ouest) et des élites corrompues, viles et oppressives (à l'Est). Reprenant la structure discursive de « l'aliénation de l'ouest », il s'agit d'un populisme à base géographique, plutôt qu'ethnique, quoique la mobilisation de « sifflets à chiens » ait aussi permis, selon les périodes, de mobiliser à l'extrême-droite.

Trois vagues de régionalismes dans l'ouest canadien. Le chapitre identifie trois grandes vagues de régionalisme39, dépendantes de configurations sociopolitiques spécifiques, notamment des politiques nationales mises en place et, dans une certaine mesure, de la couleur politique du gouvernement fédéral à la tête du pays.

Le chapitre se conclut en rappelant les objectifs du texte et ses principaux apports. Il formule plusieurs pistes de recherche, explorées également en conclusion, notamment celle relative à la nature des régionalismes de l'ouest canadien et leur ambivalence quant à l'appartenance à la nation Canadienne. Peut-on parler d'un nationalisme minoritaire, concurrent du projet national majoritaire ?

2.2.2 Discussion

Ce chapitre vise à présenter généralement les régionalismes de l'Ouest canadien, dans une perspective sociohistorique. L'objectif initial était d'insister sur les articulations stratégiques qui existent entre séparatisme et populisme, stratégie soutenue par la rhétorique de l'aliénation de l'Ouest. À partir des programmes politiques des formations régionalistes de l'Ouest, nous avons cherché à souligner les trajectoires et les continuités de ces régionalismes présents dans l'Ouest et insister sur les formes séparatistes de ces formations – comblant ainsi un « vide « dans la littérature académique. Ce chapitre contribue ainsi à la littérature académique de plusieurs manières. D'un point de vue théorique et conceptuel, le texte propose une conceptualisation souple du régionalisme et de ses sous-concepts, le

39 Le chapitre explique brièvement les balises temporelles que nous identifions pour chaque période. Les transformations idéologiques/programmatiques des formations régionalistes et les changements de couleur politique au gouvernement fédéral, sont utilisées pour déterminer les dates de début et de fin de chaque période.

séparatisme et l'autonomisme (la conceptualisation est présentée de manière détaillée en Annexe A). Le texte mobilise notre conceptualisation du populisme comme discours essentiellement stratégique et en illustre la portée explicative dans le contexte de l'ouest canadien. Le texte s'attache à montrer l'articulation du populisme avec l'aliénation de l'ouest (ce qui participe de sa dimension stratégique), autant qu'à définir cette dernière qui n'a pas fait l'objet d'une conceptualisation consensuelle en sciences sociales. Toujours d'un point de vue théorique, le chapitre fait l'effort de qualifier les éléments partagés par l'ensemble des régionalismes de l'ouest canadien. D'un point de vue empirique, le chapitre présente les trois vagues de régionalisme dans l'ouest canadien. Ce texte relève ainsi qu'il existe, dans l'Ouest canadien, des régionalismes qui ont pris une forme continue dans l'histoire de la Confédération. Ces régionalismes ont emprunté un agenda tantôt autonomiste, tantôt séparatiste. Le fil continu entre ces formations tient à la mobilisation d'une rhétorique spécifique, de facture populiste : l'aliénation des Canadiens de l'Ouest (moraux) aux intérêts de l'élite de l'Est (corrompue).

Incidemment, le chapitre permet de relever les grandes transformations qui ont marqué les régionalismes de l'ouest depuis la création de la fédération canadienne: mutations dans la forme (mouvements sociaux parfois même arsenalisés par l'industrie extractive) ; sur le fond idéologique (déplacement vers un discours systématiquement conservateur voire proche de l'alt-right ou d'une forme de libertarianisme politique) ; quant aux objets politiques considérés (une focalisation sur la question extractive, associée au bien commun régional ou national). Sur ce point et contrairement à ce que nous relevions au début de nos recherches, notons que l'articulation entre populisme, enjeux écologiques et changement climatique commence timidement à intéresser la recherche en sciences sociales (White, 2023).

Stratégiquement, le texte relève que les distinctions entre autonomismes et séparatismes sont davantage idéaltypiques que claires et nettes, dans le champ politique canadien. Les autonomismes (celui du Reform Party et des droites provinciales) sont influencés par les séparatismes et la confusion est souvent entretenue par les formations elles-mêmes quant à leurs objectifs politiques: la séparation, ou la dévolution de compétences, la première étant souvent présentée comme la conséquence logique de l'échec de la seconde.

Un autre point souvent écarté par la littérature académique sur les régionalismes de l'ouest, tient à leurs rapports aux questions ethniques, nationales, ou plus exactement au nativisme. En l'espèce, si les critères

ethniques ne sont pas explicitement présents 40 , la dimension ethnoculturelle n'est pas absente. Cependant, elle joue plutôt contre les minorités (culturelles, linguistiques; par exemple les francophones) et contre les politiques nationales du gouvernement fédéral (le multiculturalisme, accusé de nuire à l'unité culturelle canadienne) que contre un groupe ethnique étranger spécifique. Les Premières nations ne sont jamais ciblées comme des ennemis, plutôt comme des alliés économiques dans l'exploitation des territoires. Les réfugiés sont en revanche ciblés comme une menace.

Deux éléments méritent d'être mis en débat. Dans ce chapitre, l'expression d' « aliénation de l'ouest » a été assimilée à une forme d'insatisfaction régionale à l'endroit du gouvernement fédéral, de mécontentement collectif. Pour rappel, très peu de travaux académiques cherchent à quantifier, qualifier ou identifier les corrélats ou facteurs aggravants de l'aliénation de l'ouest (comme sentiment collectif exprimé ou comme discours mobilisé). L'expression est souvent utilisée comme variable explicative des régionalismes dans l'Ouest canadien. L'idée même de l'aliénation de l'ouest ne fait pas l'objet d'une analyse critique. Notre choix conceptuel conduit *de facto* à une relative invisibilisation de l'expression en tant que telle. Elle a l'avantage de nous éviter de l'envisager comme un sentiment politique spécifique, distinct d'autres formes de méfiance institutionnelle ou de rejet politique. L'autre intérêt est que cela nous évite de discuter de la réalité de l'aliénation de l'ouest aux intérêts de l'Est, aliénation qui est généralement prise pour acquis par une partie de la littérature académique qui traite de ce sujet. La réalité de l'aliénation n'a pas d'importance; c'est le sentiment collectif et sa portée politique qui sont objet d'analyse. Finalement, cette mise en équivalence avec l'insatisfaction régionale nous permet d'insister sur la dimension « anti-État » , anti-gouvernement central, soit sur la frustration qui existe à l'égard de l'État fédéral mêlée à la dimension libertarienne de la rhétorique, et sur la propension séparatiste de ses porte-paroles.

Pratiquement, retenir une équivalence entre aliénation de l'Ouest et mécontentement régional présente l'avantage de recouper les questions des grandes enquêtes nationales auprès des Canadiens. On ne recherchera donc pas explicitement l'expression « aliénation de l'Ouest » dans les programmes politiques à l'étude. On recherchera plutôt l'expression des affects ou des velléités suivantes : le sentiment d'être respecté/ignoré dans la Confédération, le sentiment que sa province/région est entendue ou non, la

40 Les Américains par exemple, sont au contraire souvent présentés par les séparatistes, à compter des années 1980, comme un « modèle » sur les questions institutionnelles, sur les prérogatives accordées aux États de l'Union, en matière de réglementations entourant le port d'armes à feux ou de liberté d'expression.

satisfaction/dissatisfaction à l'endroit du fonctionnement des institutions canadiennes, la satisfaction/dissatisfaction à l'endroit du gouvernement fédéral en place, et la volonté de séparation des provinces de l'Ouest.

L'autre point de discussion tient, nous semble-t-il, à l'identification des populismes régionalistes, soit l'articulation d'une velléité de représentation des intérêts régionaux à un logiciel populiste. Cette identification ne repose pas sur les catégories de pratique (aucune formation ne se présente comme régionaliste ou ouvertement populiste). Il s'agit donc surtout d'une catégorie d'analyse, qui permet de contenir un ensemble hétéroclite idéologiquement, mais consistant dans le temps, de formations aspirant à représenter l'Ouest contre le reste du pays. Par ailleurs, cette caractérisation nous semble assez souple pour contenir la grande majorité des formations politiques que l'on peut (ou que la littérature a pu) identifier comme populismes de l'Ouest canadien, sans pour autant que ces deux catégories se confondent exactement.

Finalement, plusieurs points mériteraient d'être davantage explorés dans le cadre de publications futures, le cadre contraint du chapitre d'ouvrage ne permettant pas d'aller plus en profondeur. La conceptualisation du régionalisme, et de ses sous-concepts, autonomisme et séparatisme, aurait certainement méritée d'être davantage précisée, comme nous nous efforçons de le faire dans l'Annexe A. Les illustrations choisies, extraites de programmes politiques, pourraient être davantage mises de l'avant, de manière à ce que le contenu populiste, stratégique, régionaliste figure plus clairement au lecteur. L'analyse de contenu configurationnelle, à partir des clôtures sociales, ne figure pas clairement pour le lecteur - elle se déduit de la lecture du texte. Par ailleurs, deux éléments méritaient d'être plus clairement expliqués. Le premier tient à la dépendance entre, d'une part, le type de régionalisme à l'ouest (séparatisme, autonomisme) et le contexte sociopolitique dans lequel on s'inscrit. Finalement, la dimension stratégique du populisme aurait pu ressortir plus clairement: quel capital politique cherche-t-on à gagner ? Pourquoi évoquer une stratégie, si les résultats électoraux sont quasi vains - et si le capital politique gagné est proche de zéro ? Quel capital est effectivement capté par les régionalismes de l'ouest ? Comme nous l'évoquons dans d'autres travaux (Dufour et Mones, 2023), la dimension stratégique des régionalismes de l'ouest, spécifiquement séparatistes, tient avant tout à la manière dont ils impactent brutalement et durablement le jeu politique conventionnel. Que ce soit en se multipliant comme formations satellites de partis conventionnels (UCP, CPC); en organisant des mouvements sociaux visibles,

audibles, et solidement financés (par l'industrie extractive ou les réseaux internationaux de l'alt-right).

2.3 Article C : Les partis populistes de droites et les mouvements politiques de droite (« Right-Wing Populist Parties and Political Movements »)

2.3.1 Présentation générale

Le texte « Right-Wing Populist Parties and Political Movements », inclus dans l'ouvrage collectif *Canadian Parties in Transitions* (5ème édition), est sous presse à la date du dépôt initial (août 2024). Ce texte a été co-rédigé avec M. Frédérick-Guillaume Dufour; l'auteure en est la principale rédactrice. Le formulaire faisant état de la contribution de chacun des auteurs à la préparation de ce texte figure en annexe de la thèse. Le texte se focalise sur la dernière vague de régionalismes dans l'ouest canadien, dans la période contemporaine. Il présente les variations des populismes et ses articulations et dissociations avec les extrêmes droites dans la politique canadienne contemporaine. En ce sens, le texte poursuit et approfondit l'analyse présentée dans l'Article B. Ce chapitre examine les formes empruntées par le populisme de droite au Canada et au Québec. Son point de départ est l'essor considérable qu'a connu, à l'international, la littérature académique sur les populismes, à la faveur de la montée des droites radicales dans le monde occidental (Trump, Brexit). Si le Canada a longtemps été considéré comme immunisé contre les populismes de droite ou les droites radicales (Ambrose et Mudde, 2015), on souligne cependant qu'un réexamen important des transformations récentes du conservatisme et de la politique de droite s'est produit au Canada (Belkhodja 2002 ; Boily 2020 ; Budd 2019, 2020, 2021 ; Chouinard,2023).

Le chapitre est divisé en trois sections. La première section passe en revue certaines caractéristiques du populisme de droite au Canada, en s'attardant sur les dynamiques populistes dans l'ouest, notamment en Alberta. En s'appuyant sur notre conceptualisation du populisme (Article A), le texte introduit également l'idée de « pétropopulisme « , un concept utile dans le contexte canadien, particulièrement à la lumière des récentes mobilisations en faveur du séparatisme de l'Ouest (« Wexit »). La deuxième section explore le populisme canadien en adoptant une perspective historique. En effet, le populisme, qu'il soit de droite ou de gauche, a une histoire plus longue dans le contexte canadien que ce qui est parfois reconnu dans la littérature comparative internationale sur le populisme de droite et la droite radicale. La dernière section traite du populisme de droite contemporain et de ses relations évolutives avec la droite radicale, tant au niveau fédéral que provincial.

2.3.2 Cadre théorique et méthodologique

Ce texte offre une perspective sociohistorique sur les manifestations contemporaines des populismes de droite au Canada. Il mobilise une méthodologie qualitative: collecte et analyse de documentation existante; analyse de discours et de programmes de formations politiques et discours de personnalités politiques populistes de droite, au Canada et au Québec.

2.3.3 Présentation des résultats

La première section s'intéresse à définir le populisme de droite au Canada, en précisant le concept de populisme; en établissant les liens entre populisme et droite radicale; en présentant le concept de pétropopulisme. On opère d'abord un retour critique sur la littérature académique définissant le concept de populisme. Nous soulignons d'abord que ce concept repose sur certains éléments généralement acceptés par la littérature, notamment en termes de *structure*. Il est généralement accepté par la littérature académique que le populisme se distingue par sa conception de la société comme séparée en deux camps homogènes et antagonistes, d'une part « le peuple pur » et de l'autre « l'élite corrompue » (Mudde et Kaltwasser, 2017). Il est aussi généralement admis que les populistes, de droite comme de gauche, vont chercher à *orienter* la politique en fonction de ce qu'ils présentent comme la « volonté générale du peuple », éventuellement au mépris de certains contre-pouvoirs généralement institutionnalisés au sein des démocraties libérales (Dufour 2021 ; Mudde et Kaltwasser 2017). Cependant, dans une littérature académique abondante, le concept de populisme souffre aussi d'une forme de « confusionnisme »; il est tantôt envisagé comme un style, un répertoire, une stratégie, une pathologie ou comme un contenu idéologique spécifique. Ce niveau de généralité conduit souvent certains à confondre le populisme avec d'autres concepts familiers : qu'il s'agisse du nationalisme, de la droite radicale ou de l'extrême droite, ou de démagogie.

Nous cherchons donc à distinguer le populisme de la droite radicale, avec laquelle il est souvent confondu. Reprenant ici Mudde et Kaltwasser, nous insistons sur le fait que le populisme ne doit pas être conçu comme un synonyme de la droite radicale, de l'extrême droite ou de la droite extrême. Plutôt, le populisme doit être considéré comme l'une des trois principales composantes des extrêmes droites contemporaines, aux côtés de l'autoritarisme (qui peut se confondre avec l'antiparlementarisme) et du nativisme. De ce point de vue, les populismes de droite contemporains, au Canada en particulier,

minimisent l'antiparlementarisme, ne mobilisent peu ou pas de logiciel nativiste[41], et ne s'expriment généralement pas en défaveur de l'immigration (mais plutôt en faveur d'une immigration choisie). L'un des éléments caractéristiques des populismes de droite au Canada tient ainsi davantage à la dimension libertarienne de leurs discours, les rapprochant en cela de l'alt-right américaine.

Nous présentons ensuite le concept de pétropopulisme, qui permet de mieux saisir les transformations contemporaines du populisme au Canada, à partir de ses relations à l'industrie privée extractive. Cette proposition s'appuie sur notre conceptualisation initiale du populisme comme stratégie avant tout discursive (voir Article A, *supra*). Elle y ajoute une dimension particulière, celle relative à l'objet énergétique et environnemental. La notion de pétropopulisme vise à mieux saisir le fonctionnement et les évolutions du populisme de droite contemporain au Canada.

La deuxième section du chapitre s'intéresse aux formes empruntées par le populisme au Canada, dans une perspective historique. Nous soulignons d'abord que le populisme de l'ouest canadien s'inscrit dans une dynamique interne à la fédération, dans le sens où il part d'un rejet de la légitimité à agir du gouvernement central et des politiques nationales qu'il porte, en particulier dans certains domaines régaliens[42]: économie et fiscalité; ressources naturelles et énergie; identité et citoyenneté, et plus récemment, défense des personnes (police, armes). Comme nous l'avions également développé dans l'Article B, les premières itérations du populisme au Canada prennent une forme régionale, à l'ouest, progressiste ou socialiste selon les périodes (CCF[43], Progressive party).

Ancré dans l'histoire de la fédération canadienne, ce populisme est dépendant d'une rhétorique particulière, celle de « l'aliénation de l'ouest » , rhétorique que nous avons également présentée dans le cadre du précédent texte. Ce chapitre nous donne l'occasion de l'explorer à nouveau. Ce sentiment

41 Par exemple, la plateforme politique du PCC, entraîné par Pierre Poilièvre, accueille favorablement le multiculturalisme et le recrutement de travailleurs étrangers temporaires. [disponible en ligne. URL: https://cpcassets.conservative.ca/wp-content/uploads/2023/11/23175001/990863517f7a575.pdf consulté le 15 avril 2024]

42 C'est un point mérite d'être mis de l'avant tant il est déterminant. Ce sont bien dans les domaines « régaliens» que les oppositions sont les plus fortes entre autonomistes-séparatistes d'une part, et gouvernement central de l'autre.

43 Par exemple, sur la place des femmes dans le CCF, voir Sangster, 1984, 9.

d'» aliénation de l'Ouest « est au cœur d'une opposition morale entre un peuple juste de l'Ouest et des élites corrompues du centre du Canada (Berdahl 2010 ; Henry 2000 ; Lawson 2005 ; McGrane 2005 ; Portengen, 2002 ; Resnick 1990 ; Wong, 1982). Le terme « aliénation de l'Ouest » , là encore explicité dans l'Article B, structure un récit de dépossession de l'Ouest par l'Est, mais l'expression en tant que telle ne fait pas l'objet d'une conceptualisation homogène. Nous insistons sur le fait que ce récit de l'aliénation est malléable et peut donc être mobilisé par différentes idéologies politiques.

Le chapitre présente ensuite les formes prises par le populisme de l'ouest canadien. Alors que les précédentes vagues de populisme comportaient des composantes de gauche (McCracken, 2019), depuis le milieu des années 1980, les populismes de l'Ouest canadien se sont *systématiquement* déplacés vers la droite du champ politique44, même si par ailleurs, les sentiments d'aliénation de l'Ouest canadien vont au-delà de son expression populiste de droite (Berdahl, 2010). Nous soulignons que les populismes contemporains à l'ouest empruntent dans une certaine mesure à un sentiment antiétatiste, libertarien - évolution particulièrement notable dans les discours et programmes du PCC, au niveau fédéral, et de l'UCP, au niveau provincial.

Finalement, nous présentons spécifiquement le cas québécois. Du Parti créditiste dans les années 1960 au Parti conservateur du Québec d'Éric Duhaime aujourd'hui, les partis populistes qui ont connu un certain succès électoral au Québec ont été fédéralistes, plutôt qu'indépendantistes. Cette désarticulation, à l'Est, entre populisme et sécessionnisme/indépendantisme est certainement l'un des points de rupture les plus importants avec l'ouest canadien, qui mériterait d'être creusée dans des recherches subséquentes. Dans la période contemporaine, le populisme de droite au Québec a surtout été associé à deux formations conservatrices: l'ADQ, et la CAQ.

La troisième section du chapitre s'intéresse aux formes contemporaines du populisme de droite au Canada. On observe d'abord le populisme de droite au Canada et à son articulation avec les régionalismes à l'ouest. Depuis les années 1980, le populisme au Canada s'est non seulement développé à droite; mais il en est venu à constituer une caractéristique des partis régionalistes de l'Ouest canadien, qu'ils soient

44 C'est d'ailleurs un sujet qui pourrait faire l'objet de futures recherches : pourquoi les formations politiques progressistes de l'ouest canadien n'ont plus mobilisé la rhétorique de l'aliénation de l'ouest ? Quels seraient les éventuels bénéfices électoraux d'un réinvestissement (vers la gauche) de l'expression d'une aliénation de l'ouest ?

autonomistes ou séparatistes. On souligne ici que la demande d'autonomie porte généralement sur les compétences dans des domaines régaliens: en matière de soins de santé; de services de police; de finances publiques[45]. Ce populisme de droite à base régionale reprend l'antienne de l'aliénation de l'ouest canadien, en la requalifiant. L'opposition entre le peuple et les élites se joue désormais sur le terrain fiscal, énergétique, institutionnel; elle se présente comme conservatrice sur le plan social; néolibérale sur le plan économique. Dans cette section, nous insistons sur une distinction clé entre ces formations provinciales, et les droites radicales européennes: celle qui tient à l'absence d'une rhétorique anti-immigration systématique. Cette perspective relativement favorable à l'immigration (ou une certaine forme d'immigration, liée au travail) est sans doute l'un des traits distinctifs des populismes de droite canadien[46]. Cependant, cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de mouvements nationalistes ou nativistes dans ces provinces, ni nécessairement que ces partis politiques ne mobilisent pas de soutien autour de revendications ethno-nationalistes (cependant, leur discours porte plutôt sur la préservation d'un héritage et d'une culture canadienne spécifiques; et les demandes d'autonomie ne portent généralement pas sur les politiques migratoires, comme cela peut être le cas à l'Est, au Québec).

Le texte présente ensuite, très brièvement, les transformations récentes du PPC au regard de l'héritage historique du Reform Party. La période contemporaine, on l'a souligné dans l'Article B, est notamment marquée par l'émergence de mouvements sociaux et la recrudescence de formations politiques séparatistes, elles-mêmes liées de près à l'industrie extractive. Le succès de Poilievre dans le déplacement du Parti conservateur vers la droite du spectre politique illustre le pouvoir politique indirect, mais réel, des formations séparatistes dans le jeu politique canadien.

C'est ce point qu'explore la section suivante, en présentant plusieurs formations provinciales séparatistes depuis les années 1980: Western Canada Concept en 1980 (Pratt et Stevenson, 1981); Western Independence Party (1987-2018); Western Canadian Party (contemporain). Nous présentons également deux partis fédéraux qui ont aspiré à défendre spécifiquement les régions canadiennes: le Confederation

45 Le texte initial parle des compétences en matière migratoire, mais de fait ce n'est plus central dans les demandes des régionalistes de l'ouest (comme cela a pu être le cas dans les années 1980-1990). C'est davantage une question pour le mouvement indépendantiste Québécois.

46 Deux hypothèses explicatives peuvent être posées, et mériteraient d'être creusées : l'une tenant au mode électoral au Canada et à la nécessité de séduire, notamment, l'électorat Ontarien [la Province accueille l'immense majorité des nouveaux entrants au pays]; l'autre tenant à la pénurie de main d'oeuvre récente.

of Regions Party (qui s'étendait au-delà de l'Ouest canadien) et le Reform Party, qui a connu un succès électoral important. Dans les dernières années, c'est sous la forme de mouvements sociaux dits «de terrain»que les régionalismes de l'ouest se sont d'abord exprimés: nous nous focalisons ici sur le Wexit et le Maverick Party, dont la stratégie politique oscille entre autonomisme et séparatisme. L'articulation entre pétropopulisme et les nouveaux mouvements sociaux est soulignée. Avant le «convoi des camionneurs»en 2021, d'autres mouvements sociaux soutenus par l'industrie extractive (comme United we Roll, Energy Citizens, I<3 Oil, ou les Yellow Vests) avaient déjà mobilisé le transport routier et à l'industrie extractive comme références symboliques en défense de l'ouest canadien. Tous ces mouvements sociaux partagent une rhétorique pétropopuliste de droite, dont les effets sont réels sur le jeu politique conventionnel.

Le chapitre se conclut sur une brève analyse des transformations du populisme au Canada. Dans ses dernières itérations, le populisme canadien s'est déplacé à la droite de l'échiquier politique, s'alignant dans une large mesure, sur les formations politiques de droite radicale observables dans le reste du monde cocidental. Nous concluons le texte sur les risques que présentent certaines formations politiques populistes de droite radicale, pour le bon fonctionnement des institutions démocratiques au Canada.

2.3.4 Discussion

Ce chapitre a une portée pédagogique; il vise principalement à informer un public étudiant. En conséquence, il ne détaille volontairement pas certains aspects des populismes de droite au Canada dans la période contemporaine. Nous ne donnons pas d'indications sur la structure organisationnelle, les résultats électoraux, les programmes de ces formations politiques. Nous n'en donnons pas davantage sur les mouvements sociaux dits «de terrain»auxquels nous nous référons. Une bibliographie complémentaire renvoie à des travaux plus étoffés sur chacun de ces éléments.

Ce chapitre présente néanmoins plusieurs éléments cruciaux pour l'étude des populismes contemporains au Canada. Le texte propose une perspective sociohistorique sur les manifestations contemporaines des populismes de droite au Canada; il vient ainsi souligner un élément rarement mis de l'avant dans l'étude des populismes en général: la dynamique historique dans laquelle ils s'inscrivent. Il permet par exemple de comprendre la teneur historique du programme et du leadership exercé par Poilievre au sein du Parti conservateur du Canada. Cela révèle également toute la nécessité et la richesse d'un travail de comparaison sociohistorique, de manière à révéler et comprendre les trajectoires, ruptures et continuités

des populismes de droite dans un même espace politique. L'introduction auprès d'un public étudiant du concept de « pétropopulisme », sur lequel nous revenons *infra*, donne l'opportunité d'en illustrer l'utilité. C'est bien l'articulation d'un discours stratégique (le populisme) et d'intérêts privés moralisés et nationalisés (les ressources extractives) qui donnent force de persuasion au discours pétropopuliste, mobilisé par de nouveaux mouvements sociaux autant que par des formations politiques conventionnelles. Incidemment, le chapitre interroge la différence historique entre le Québec et l'ouest canadien: comment expliquer l'existence modeste - et fédéraliste - de populismes d'un côté, et l'existence continue, régionaliste de populismes de l'autre ?

L'utilité du concept de pétropopulisme en sociologie politique

L'articulation entre le contrôle sur les ressources clés, ici extractives, et la souveraineté populaire ou nationale, balise l'histoire politique de l'ouest canadien et ne se cantonne pas à la période contemporaine. Le CCF avait ainsi clairement bâti son programme politique de 1944 autour du développement des ressources naturelles par le gouvernement (McCracken, 2019); l'exploitation de ressources forestières, énergétiques a occupé et continue d'occuper une place centrale dans le discours séparatiste à l'ouest (Western Canada Concept; Wexit Party) et autonomiste. Le terme de « pétropopulisme », que nous défendons, s'inscrit dans une littérature plus large qui s'intéresse au « nationalisme des ressources[47]» (Koch et Perreault 2019; Adkin, 2018), au pétronationalisme (Griffin, 2015; Chen, 2021; Gunster et al. 2021), et plus largement aux articulations entre les ressources extractives et les mouvements séparatistes ou la formation d'États souverains (Mukoyama, 2024). D'autres auteurs ont mobilisé le terme de pétropopulisme dans un sens différent - celui d'une gestion clientéliste du pouvoir politique, au niveau local ou national (voir Annexe B). Comme nous l'avons exploré et détaillé dans d'autres publications (Dufour et Mones, 2023; Mones, 2024), le pétropopulisme tel que nous le comprenons et tel que nous l'avons présenté dans ce chapitre, est un concept clé pour comprendre certaines transformations de la politique provinciale et fédérale au Canada. Il permet d'aller au-delà d'autres conceptualisations voisineset surtout - d'insister sur la dimension stratégique de ce discours; son potentiel de captation d'un pouvoir

47 Une terminologie davantage mobilisée pour parler d'États non-occidentaux. Voir par exemple le programme de la Conférence Resource Nationalism(s) in the 21st Century, Experiences, Innovations and Debates in the Global South, York University (Keele Campus), Toronto, Ontario, Canada, 28-30 May 2024. [URL: https://resourcenationalism.ca/conference/]

politique et symbolique puissant, a fortiori dans un espace régional dépendant de l'extraction de ressources (et qui historiquement, s'est perçu comme spolié par des élites extérieures).

Si l'on porte notre regard en sociologie politique du nationalisme, le « pétronationalisme » désigne « *un cadrage idéologique* promouvant l'extractivisme comme bien national public, et pointant les critiques comme [anti-canadiennes] et étrangères au corps politique » (Gunster et al. 2021, 58). Cette définition « permet de prendre en compte à la fois la distribution des profits tirés des ressources naturelles (vers des intérêts privés et la population nationale d'un pays donné) et l'expression de l'appartenance collective à la nation à travers l'idiome des ressources naturelles (Chen, 2021) » (Dufour et Mones, 2022). La rhétorique nationaliste permet à la fois de « marginaliser l'impact environnemental de l'extraction pétrolière, justifie les subventions publiques reçues par l'industrie et entrave les tentatives de transition énergétique, donc de réduction de la dépendance du Canada à l'égard de l'extraction des combustibles fossiles » (idem). Une partie de la littérature académique insiste ainsi sur le pétronationalisme de formations politiques provinciales et fédérales contemporaines au Canada (Centre on Hate, Bias and Extremism, 2023). Le discours politique suggère alors la destinée religieuse, voire messianique des Canadiens de l'ouest (« we Canadian have been blessed by the abundance of… oil and gas » [48] dit Jason Kenney, UCP). Profondément conservateur, le discours est dirigé vers le passé, mobilise les peurs de perdre, d'être dépossédé. C'est un discours qui valorise une certaine forme de travail (« Getting Alberta back to work », gouvernement de l'Alberta, en ligne), un « vrai » travail, celui associé aux industries lourdes plutôt qu'à celui des libéraux, ou des « environnementalistes ». Ce discours permet ainsi de construire une opposition entre les Canadiens eux-mêmes, méritants ou non. Ces premières conceptualisations mettent en lumière une articulation prometteuse entre la défense des intérêts d'industrie privée, et leur confusion avec un intérêt public nationalisé. En revanche, elles ne permettent pas de saisir la dimension dynamique, l'attractivité et la malléabilité des populismes contemporains à l'ouest.

C'est ici que nous mobilisons plutôt le terme de pétropopulisme, qui semble plus adapté au contexte de l'ouest canadien. Pourquoi ? D'abord, la dimension nationaliste n'est pas systématiquement présente dans

48 National Post, *Read Jason Kenney's prepared victory speech in full after UCP wins majority in Alberta election. Kenney defeated Rachel Notley and the NDP*, *National Post,* 17 avril 2019. https://nationalpost.com/news/canada/read-jason-kenneys-prepared-victory-speech-in-full-after-ucp-wins-majority-in-alberta-election.

les régionalismes de l'ouest : l'évocation d'un peuple « canadien » ou « canadien de l'ouest » , la vigueur d'une nation canadienne, ne sont pas toujours au cœur de la rhétorique régionaliste. Si la confusion est généralement entretenue entre les intérêts du Canada dans son ensemble, des Canadiens de l'Ouest, et la santé économique du secteur pétrolier et gazier, la revendication d'un imaginaire national n'est pas systématique. En revanche, les ressources énergétiques sont, elles, systématiquement mobilisées dans une perspective *stratégique,* c'est-à-dire permettant d'engranger des gains ou un capital politique auprès d'un public élargi. Le pétropopulisme (*extractive populism* chez Gunster, 2019, duquel nous reprenons largement l'architecture pour notre concept) repose ainsi sur trois revendications fondamentales. D'abord, l'affirmation selon laquelle l'extraction et l'exportation de ressources constituent le cœur de l'économie nationale. Or, si le secteur extractif représente effectivement le cœur de l'économie albertaine et que le Canada est parmi les premiers exportateurs mondiaux de pétrole, l'affirmation consiste ici à présenter les intérêts d'un secteur d'activité privé, comme étant ceux de la nation canadienne dans son ensemble : les intérêts du privé sont ici *nationalisés*. Comme nous l'écrivions en 2022, « peu importe que ce cadrage corresponde ou non à la réalité économique; il s'agit d'un travail de reconstruction de l'imaginaire politique, d'une nationalisation symbolique » (Dufour et Mones, 2023). Deuxièmement, le secteur extractif est mis en scène comme attaqué par des forces ennemies, de l'intérieur ou de l'extérieur. Le Québec et son complexe hydroélectrique auto-présenté comme « propre « , modèle et contre-modèle de l'ouest canadien, se retrouve fréquemment visé par les régional-populismes de l'ouest (Mones, 2022). Dernier élément pour Gunster, la mobilisation *par la base* (c'est-à-dire populaire) est présentée comme essentielle pour défendre des intérêts *publicisés,* rendus équivalents au bien commun. On pense par exemple ici aux *Energy Citizens* financés par l'Association Canadienne des producteurs pétroliers (CAPP). En associant le pétrole à d'autres notions morales (la liberté, la mobilité, la sécurité, la paix), le pétropopulisme associe « le pétrole canadien au bien, voire au sens commun (Gunster et al. 2021) « et démonise les politiques environnementales, qu'il s'agisse de taxe carbone ou du gel de constructions de pipelines (Keystone XL). Le pétropopulisme produit une nouvelle opposition polarisante et binaire entre d'un côté une ressource et le peuple qui y est attaché, et les opposants à son extraction/exploitation, par exemple les « environnementalistes « (Meyer, 2018), les élites «déconnectées», soupçonnées de collusion avec les puissances étrangères concurrentes (Arabie saoudite, Russie). Les campagnes dites « de terrain « comme Canada Action, dont le financement reste obscur (Linnitt, 2020) insistent sur la dimension éthique des ressources gazières et pétrolières canadiennes. L'énergie, son extraction, est associée à la propreté, la soutenabilité, à la réconciliation (*CAPP*, s. d.) avec les populations autochtones (proposition d'emplois, régénération économique des territoires) et à la paix (par opposition aux énergies « sales » ,

dans le contexte de la guerre en Ukraine). Moral, ce discours est aussi fortement polarisant. Comme nous le relevions dans une autre publication, « en reconfigurant l'objet environnemental, le pétropopulisme cadre le débat dans un espace politique donné et limite l'opposition, disqualifiée comme ennemie de la communauté politique (Peyton et Franks 2016) » (Dufour et Mones, 2023). Ce concept permet ainsi d'analyser précisément une forme de populisme, ancrée dans l'économie politique des ressources extractives. Il produit un imaginaire politique particulier au sein duquel sont cadrés les échanges politiques entre les acteurs : c'est dans ce cadre pétropopuliste que les formations politiques interagissent. D'autres thématiques ou d'autres enjeux politiques sont écartés puisqu'ils sortent de ce cadre de discussion, ou entrent en confrontation avec son existence même. Il devient dès lors plus difficile, voire impossible de proposer une critique aux politiques extractives, ou *a minima* de s'en écarter pour parler d'autres thématiques (par exemple : le logement, les salaires, le système de santé). Comme le pétronationalisme, le pétropopulisme se présente comme un discours politique stratégique, qui vise à gagner une forme de contrôle politique (voire une souveraineté territoriale), par le biais du contrôle sur les ressources extractives. C'est une rhétorique mobilisable par des acteurs et des formations variées, et qui dissimule aussi les intérêts réels de l'industrie extractive, privée. Le concept de pétropopulisme permet de capter la variété des acteurs et la capacité d'attraction d'un discours stratégique qui puise aussi, dans notre cas, aux racines d'un mécontentement historique à l'ouest.

Comme variante du concept de populisme (Article A), cette conceptualisation souple du pétropopulisme vient ajouter à la compréhension des populismes en dehors d'un axe idéologique « gauche-droite ». Si les pétropopulismes de l'ouest canadien sont (pour l'instant) systématiquement à droite de l'échiquier politique au Canada, le concept pourrait permettre d'analyser une mobilisation progressiste de cette rhétorique (rachat et nationalisation de compagnies extractives, investissements publics majeurs, redistribution fiscale des profits des compagnies extractives, etc.). Dit autrement, le concept pourrait s'appliquer à des pétropopulismes non-conservateurs, ou s'appliquer à d'autres ressources ou espaces politiques hors Alberta.

Finalement, ce concept nous permettrait peut-être de commencer à comprendre certaines incohérences statistiques. La vigueur du pétropopulisme, son pouvoir d'attraction auprès d'un électorat conservateur ou modéré (voir les succès de Danielle Smith ou Pierre Poilievre) pourrait laisser croire qu'une partie substantielle de Canadiens nie le lien de cause à effet entre la production et l'utilisation du pétrole d'une part, et les changements climatiques de l'autre. Pourtant, le Canada présente un taux relativement élevé

de citoyens qui acceptent la réalité du changement climatique (Coletto, 2021). Si les causes du changement climatique ne font pas l'objet d'un consensus, cela est aussi vrai également dans d'autres pays occidentaux qui ne dépendent pas de l'industrie extractive. En saisissant la logique du discours pétropopuliste, on peut peut-être lever le voile sur cette apparente contradiction : présentant le secteur extractif canadien comme « propre », « éthique » (contrairement au pétrole saoudien ou russe), comme un facteur de réconciliation (Flanagan, 2021) avec les populations autochtones et comme un vecteur de croissance économique pour tous, le pétropopulisme décline la responsabilité du secteur extractif dans l'émission de gaz à effets de serre, permettant donc à ses récepteurs de défendre la lutte aux changements climatiques en même temps que l'extraction pétrolière. Le concept permet aussi de mieux comprendre comment et pourquoi cette ressource naturelle « équivalente à l'intérêt collectif » , est présentée comme devant être défendue contre toute attaque qui lui serait extérieure, même dans une région marquée par l'insatisfaction régionale d'une part; tout en faisant pourtant confiance au gouvernement fédéral pour agir en matière environnementale[49].

Article D : « Les représentations du Québec dans l'imaginaire politique de la politique canadienne de l'ouest » (Representations of Quebec in the political imaginary of Western canadian politics)

2.3.5 Présentation générale

Cet article fait suite à une présentation au colloque « Québec d'hier et d'aujourd'hui » de l'Université Bishop's. En utilisant le Québec comme fil conducteur, l'objectif académique de l'article est de participer à la compréhension du populisme et des mouvements régionalistes de l'Ouest canadien. Le texte examine comment le Québec est perçu et mobilisé en tant qu'objet politique dans l'imaginaire politique des provinces de l'Ouest canadien, et comment il est particulièrement mobilisé par le discours populiste. S'appuyant principalement sur des données de l'Environics Institute (Confederation of Tomorrow), et de manière annexe sur celles des CNES, d'Ipsos et d'Angus Reid (2019, 2021) et sur la littérature existante qui s'intéresse au sujet de « l'aliénation » des Canadiens de l'Ouest, ce chapitre explore l'idée que le Québec est perçu à la fois comme un modèle rejeté d'un point de vue moral (une province plus pauvre, allié aux élites libérales de l'Est et bénéficiant du système actuel de péréquation), mais aussi comme un modèle

49 En 2022, les habitants des Prairies étaient presque trois fois plus susceptibles de dire qu'ils font confiance au gouvernement fédéral (plutôt qu'à leur gouvernement provincial) pour lutter contre les changements climatiques... De plus cette proportion des habitants des Prairies qui font davantage confiance au gouvernement fédéral est en augmentation: elle plus élevée en 2022 qu'elle ne l'était en 2019 (Confederation of Tomorrow, 2022).

politique du point de vue des réformes institutionnelles souhaitables (celui d'une « société distincte », qui bénéficie aussi d'une présence politique au Parlement national par le biais du Bloc Québécois). Le texte illustre comment la mobilisation du Québec comme objet politique, dans le discours politique de l'ouest canadien, alimente un type de populisme à base régionale, consolidant une opposition entre les provinces de l'Ouest du Canada et celles de l'Est du Canada.

2.3.6 Cadre théorique et méthodologique

Cet article adopte, dans une perspective wébérienne, une approche explicative basée sur les valeurs partagées par les acteurs sociaux[50]. L'accent mis sur les perceptions n'exclut pas une compréhension plus globale du contexte sociopolitique et économique[51] de ces provinces (dimensions que nous avons exploré avec F.-G. Dufour en nous intéressant à l'économie politique du pétrole au Canada. Voir Dufour et Mones, 2023). D'autres travaux s'intéressent de fait davantage aux fondements institutionnels et économiques de l'aliénation de l'ouest (voir Annexe B).

Notre cadre théorique s'appuie sur les recherches menées par Michèle Lamont en sociologie culturelle (Lamont, 2002 ; Lamont & Fournier, 1992), conceptualisant la résistance des travailleurs comme le résultat de leurs tentatives de protéger leur dignité et de gagner le respect des autres groupes sociaux, soutiennent notre analyse. Nous basons également notre analyse sur la « théorie des 4D » proposée par Eatwell et Goodwin (Eatwell & Goodwin, 2018) comme premier modèle explicatif du populisme, centré sur la demande politique. Nous l'utilisons principalement pour comprendre les sentiments de privation (le sentiment subjectif que la situation économique d'un groupe d'appartenance se détériore par rapport à celle d'autres groupes) et de méfiance (à l'égard des élites, généralement libérales) exprimés par les Canadiens de l'ouest.

50 Chez Weber et comme le souligne Kalberg, « l'homme est intéressé par ce qui a du sens et de la valeur pour lui, à un certain moment historique » […] Si le sens est premier par rapport à la perception (et à la satisfaction de l'intérêt », c'est parce que l'homme est d'abord « un animal symbolique, un *homo symbolicus*, avant d'être un *homo oeconomicus* » (Kalberg, 2010, p. 31). Comme nous le comprenons dans cet article, c'est parce que certaines valeurs et transgressions sont perçues par les acteurs sociaux, que la transgression (réelle, imaginée; par le Québec) suscite leur intérêt.

51 Comme le souligne Kalberg, « même si Weber affirme la domination hiérarchique des idées sur les intérêts, il s'agit d'une hiérarchie enchevêtrée ». Il y a à la fois autonomie et hétéronomie des idées: « les idées cadrent les intérêts mais les intérêts les portent. C'est dans cet esprit que Weber souligne notamment toute l'importance des « porteurs sociaux » (Träger) – groupes, classes, strates – qui assurent la diffusion des idées et visions du monde » (Kalberg, 2010, p. 31-32).

Comme indiqué *supra*, l'article ne se réfère pas à un matériel de recherche empirique original ; il mobilise des données et des travaux antérieurs dans le domaine. Pour étayer notre hypothèse, nous utilisons principalement les données présentées dans les « Enquêtes auprès des Canadiens » de 2019 et 2021 de l'Environics Institute ; l'étude de 2019 menée par IPSOS sur le soutien à la séparation au Canada (intitulée : « Canadians Across All Regions Feel Country More Divided than Ever ; Election Outcome Increases Support for Separation in Alberta and Saskatchewan »), et l'enquête de 2019 menée par l'Angus Reid Institute, explorant et mesurant la nature et la dynamique de l'identité de l'Ouest canadien (« Fractured federation : Amid competing priorities, which provinces believe they give and get more from Canada ? »). Les données ont été sélectionnées comme des sources fiables afin d'obtenir une image large et contemporaine de l'imaginaire politique des Canadiens de l'Ouest. Nous nous référerons également à des articles de presse et à des discours de partis populistes régionalistes à titre d'illustration.

2.3.7 Présentation des résultats

Nous introduisons d'abord de manière générale le concept d'aliénation de l'ouest, en nous focalisant sur l'une de ces dimensions en particulier: le rejet du bilinguisme officiel ou de la mise en œuvre du système métrique, et parfois par des discours plus radicaux à l'égard des minorités francophones52. Dans une étude désormais datée, Portengen s'était appuyé sur les données d'enquête recueillies dans le cadre de l'Étude électorale canadienne (EEC) de 1997, pour quantifier de manière substantielle l'aliénation régionale de l'Ouest canadien et identifier ses corrélats. Ses conclusions relevaient que « l'antipathie envers le Québec et les groupes marginaux s'avèrent être les prédicteurs les plus importants de l'aliénation régionale [dans l'Ouest canadien] - tandis que les attitudes concernant l'économie, le populisme, les programmes sociaux, la loi et l'ordre et le continentalisme ont un effet plus faible» (Portengen, 2002). En fait, depuis les années 1980 et le virage droitier des populismes dans l'ouest canadien, le Québec en tant qu'objet politique est apparu comme une cible récurrente dans l'expression de l'aliénation des Canadiens de l'ouest. Plusieurs hypothèses explicatives peuvent être avancées: cela pourrait s'expliquer par l'importance de la politique québécoise dans le paysage national (sa quête de souveraineté et d'une répartition différente des pouvoirs au sein de la fédération), associée à son nombre d'électeurs lors des élections générales fédérales (ce qui confère aux Québécois un rôle déterminant de facto dans le paysage

52 Cependant, il est nécessaire de rappeler que cette opposition ouverte est aujourd'hui marginale dans le discours politique *mainstram* de l'ouest canadien. C'est une dimension du discours qui était beaucoup plus forte dans les années 1980.

politique canadien). C'est du moins ce que suggèrent les données d'enquêtes en fonction de l'âge: la génération d'appartenance semble avoir un impact immédiat sur la perception du rôle joué par chaque autre Province dans le jeu politique national.

La question initiale était la suivante: qu'est-ce qui motive l'aliénation de l'Ouest canadien ? Comment expliquer que certaines provinces se mobilisent autour de l'idée d'aliénation à l'égard du gouvernement fédéral et d'autres provinces ? Plus spécifiquement, notre problématique de recherche était la suivante: comment une approche sociopolitique wébérienne peut nous informer sur le contenu et l'objectif de l'aliénation contemporaine dans l'ouest du Canada ? Notre hypothèse était que le sentiment d'aliénation de l'Ouest canadien, qui anime aujourd'hui le populisme à base régionaliste, bénéficierait d'une analyse des perceptions des Canadiens de l'Ouest à l'égard des Canadiens de l'Est, du Québec en particulier.

Le texte se divise ensuite en quatre sections. La première explicite le cadre conceptuel mobilisé. Comme nous l'avons fait pour l'ensemble de nos recherches, nous précisons d'abord pourquoi l'ouest canadien peut effectivement être compris comme une «région»et nous revenons sur notre conceptualisation du populisme comme stratégie politique. Cette section nous donne également l'occasion de développer la notion d'imaginaire politique. De nombreuses recherches sur les mouvements fermiers et progressistes dans les Prairies et le populisme de l'Ouest canadien reposent sur l'idée que les provinces de l'Ouest ont une *identité commune* (Gibbins, 1980). Morton «considère les rébellions de Riel comme le début d'un *parti pris régional distinctif dans la politique des Prairies*, un parti pris fondé sur la protestation agraire régionale contre les politiques et parfois les institutions du gouvernement fédéral » (Gibbins, 1980). La même idée se retrouve dans d'autres travaux (Simeon & Elkins, 1974), y compris des travaux récents (Brie & Mathieu, 2021). L'aliénation de l'Ouest canadien se trouve ainsi fortement articulée à l'idée d'une identité partagée entre les provinces: elle est, comme nous l'expliquons dans d'autres travaux, l'expression politique d'un mécontentement régional, notamment à l'égard de l'État fédéral et de ses politiques, autant qu'elle est ancrée dans l'imaginaire politique de l'Ouest canadien. Nous suivons en cela la conceptualisation donnée par Bottici, selon laquelle l'imaginaire politique renvoie à « l'idée qu'il existe un ensemble plus ou moins inconscient de significations, de symboles, de valeurs, de récits et de représentations du monde qui influencent la manière dont les gens font l'expérience de leur monde politique « (Bottici 2010, 686). Ou, comme le dit Taylor, « l'imaginaire social n'est pas un ensemble d'idées ; c'est plutôt ce qui permet, en leur donnant un sens, les pratiques de la société « (Taylor, 2002). En ce sens, l'aliénation de l'ouest est comprise comme l'un des éléments d'un imaginaire politique de l'ouest canadien; ses représentations

politiques collectives et, plus précisément, les constructions intellectuelles qui donnent un sens aux actions et aux discours politiques dans l'ouest canadien.

Dans un second temps, nous explorons l'idée selon laquelle le Québec fait l'objet d'un rejet de nature morale. Nous nous basons ici sur les travaux de Michèle Lamont, selon laquelle les « normes morales» peuvent permettre aux acteurs sociaux de définir qui ils sont et qui ils ne sont pas. Ces normes permettent de tracer la frontière qui délimite une communauté imaginée de personnes qui «sont comme nous», qui partagent les mêmes valeurs sacrées, et elles permettent enfin de nommer qui défie les normes morales (qui est donc en dehors de notre communauté d'appartenance). Nous montrons ainsi que le rejet politique du Québec dans la politique de l'Ouest canadien peut se comprendre d'un point de vue moral. Il ne s'agit pas de dire que cela est justifié en fait, mais de saisir ce que les acteurs sociaux expriment. Le Québec est perçu comme enfreignant certaines normes morales et, par conséquent, comme s'opposant aux intérêts, ou à ce qui fait sens à l'intérieur d'une autre communauté imaginée, celle des Canadiens de l'ouest. À partir d'une analyse de données d'enquêtes récentes (Angus Reid, 2019 ; Confederation of Tomorrow, 2021 ; Environics Institute for Survey Research, 2019 ; IPSOS, 2019), nous identifions que les Canadiens de l'Ouest expriment trois principaux points de vue sur le Québec, perçu comme un transgresseur de plusieurs «normes morales».

La première transgression concerne la reconnaissance, la représentation politique et la visibilité: cela s'exprime à l'ouest dans le sentiment d'être ignoré, de ne pas être entendu, de ne pas être écouté, ou d'être subordonné aux intérêts de l'Est du Canada et du Québec en particulier[53]. Dit autrement, le Québec obtient des règlements politiques en sa faveur et domine l'agenda fédéral (l'ouest se percevant comme étant « réduit au silence » (Resnick, 2000)). Dans ce contexte, le Québec est perçu comme détenant trop de pouvoir, contrôlant souvent le gouvernement fédéral ou demandant un statut spécial, n'offrant rien « en retour » aux Canadiens de l'ouest. Le rejet moral du pouvoir perçu du Québec au niveau fédéral se mêle à l'insatisfaction institutionnelle concernant la représentation, alimentant l'idée que les élites du

53 En 2021, 74% des Albertains pensent que le gouvernement fédéral favorise une province par rapport aux autres. À la question "Quelle province est favorisée par rapport aux autres ?" le Québec est la première réponse des répondants de la Saskatchewan (53 %), de l'Alberta (56 %) et du Manitoba (51 %). Le pourcentage a varié au fil des ans, mais a généralement augmenté depuis 1987, pour atteindre plus de 30 % de tous les répondants canadiens considérant le Québec comme la province la plus favorisée (avec deux " creux " en 2000 et 2012, qui nécessiteraient des recherches plus approfondies pour une explication complète) (Brie & Mathieu, 2021, p. 133).

Québec et de l'Ontario se sont « alliées » contre l'ouest canadien - l'alliance des minorités et des élites étant un thème récurrent dans les discours populistes, comme nous le soulignons par la suite. Un exemple: en 2019, seuls 18 % des Albertains étaient d'accord avec l'affirmation suivante : « Je pense que les points de vue de ma province sont adéquatement représentés à Ottawa» (contre 44% pour l'Ontario et 36% pour le Québec). Plus de 82% des Albertains et 85% des Saskatchewanais estiment alors que l'Ouest canadien est ignoré dans la politique canadienne (contre 80% des Albertains en 1989, et plus de 85% des Saskatchewanais à la même date). La *continuité*[54] de ce sentiment (Brie & Mathieu, 2021, p. 136) ainsi que son lien avec le statut du Québec en particulier, est notable. Lorsqu'on leur demande s'ils pensent que leur province ou territoire est traité avec le respect qu'il mérite, les résultats sont sensiblement bas dans l'Ouest canadien (en 2019, 71 % des Albertains répondent par la négative). Au Manitoba, la même proportion en 2021 (49 %) qu'en 2001 (50 %) déclare que la province n'est pas traitée avec respect. Il en va de même pour les Saskatchewanais (53 % estiment que leur province n'est pas traitée avec le respect qu'elle mérite). En 2021, les Albertains sont les plus susceptibles d'être d'accord avec cette affirmation, 62% d'entre eux étant de cet avis (Confederation of Tomorrow, 2021, p. 7).

La seconde transgression est liée à l'idée de justice, plus particulièrement à la justice sociale, et à la juste rétribution au sein de la Confédération. La Province est vue comme rompant une promesse d'égalité entre les Provinces et territoires du Canada: elle serait privilégiée. Cela se traduit dans l'expression d'un sentiment de perte, de privation: l'ouest n'obtiendrait pas un traitement équitable alors que le Québec obtiendrait des privilèges indus. En 2019 (Environics Institute for Survey Research, 2019), 65 % des Albertains et 62 % des résidents de la Saskatchewan étaient d'accord avec l'énoncé : « ma province ne reçoit pas sa juste part » , alors que la moyenne nationale était de 35 % (34 % pour le Québec). Sans surprise et significativement, le Québec est perçu comme « hostile » par 81 % des Albertains et 74 % des résidents de la Saskatchewan (une proportion bien plus élevée que pour les autres provinces: Angus Reid, 2019). Le Québec est également dépeint comme une province plus pauvre bénéficiant des ressources de l'Ouest canadien grâce aux paiements de péréquation. En 2020, en réponse à la question « quelles provinces reçoivent plus d'avantages que leurs contributions au Canada ?» 83 % des Albertains pensaient

54 Il atteint un pic sous le gouvernement Mulroney, responsable du contrat d'entretien des CF-18 et de la négociation de l'Accord du lac Meech, reconnaissant le Québec comme une société distincte. Au contraire, elle décline radicalement sous le gouvernement Harper (2006-2015) - proche des régionalistes de l'ouest dont il est lui même issu.

que le Québec avait reçu plus que ce qu'il avait apporté, tout comme 73% des Saskatchewanais, 62% des Manitobains et 60% des Britanno-Colombiens. De plus, les provinces de l'Ouest font souvent référence en disant qu'elles ne reçoivent pas du Canada autant qu'elles y investissent. Par conséquent, les provinces de l'Ouest canadien peuvent se présenter comme ce que Goodwin et Eatwell appellent une « minorité majoritaire »: elles se sentent comme une majorité économique, mais comme une minorité politique (Eatwell et Goodwin, 2018). Le sentiment d'être traité injustement s'accompagne également d'un fort sentiment de *perte*, l'un des « quatre D » à l'origine des poussées populistes selon le modèle explicatif d'Eatwell et Goodwin.

Finalement, le Québec est perçu comme transgressant des normes morales liées à la fierté et à l'unité nationales, notamment en se présentant et en se défendant comme une « société distincte » au sein du Canada. Cette transgression est celle qui touche à une certaine idée de la nation (et nous renvoie en fait à l'idée de nationalismes minoritaires et concurrents au sein du Canada). L'attachement à l'unité canadienne[55] sur la reconnaissance identitaire nous donne une autre indication sur la place du Québec dans l'imaginaire politique de l'Ouest canadien. L'opposition à tout privilège ou statut spécial pour le Québec peut être comprise d'un point de vue moral : le Canada doit être uni, et cela implique autant l'égalité entre les provinces que la fierté d'être Canadien, contre une volonté perçue de le « défaire « . Nous citons ici les travaux antérieurs menés en Colombie-Britannique (Resnick, 2000) qui illustrent le fait que c'est au nom de la justice que les Canadiens de l'Ouest peuvent s'opposer à toute sorte de droits spéciaux pour les Québécois: « tous les Canadiens doivent être égaux » (citoyen de la Colombie-Britannique cité dans Resnick, 2000, p. 24) ; ils devraient donc s'opposer aux « privilèges spéciaux » (Ibid, p. 80) ; ou encore, nous « ne voulons pas d'accords spéciaux ni de traitement spécial pour le Québec » puisque nous sommes « très égalitaires » (Ibid, p. 43). La défense de l'unité canadienne, la fierté d'être Canadien, s'accompagne d'un rejet des politiques souverainistes québécoises.

Dans un troisième temps, nous explorons l'idée du Québec comme modèle politique. Le Québec est mobilisé dans les représentations collectives comme modèle politique en matière de représentation

55 Comme le relèvent Brie et Mathieu (2021), les données d'enquêtes récentes sur la primo-identité exprimée par les Canadiens (régionale, provinciale, nationale) et sur la fierté d'être Canadien, nous révèlent que lorsque les Canadiens de l'Ouest s'identifient à leur identité régionale, ils sont également *moins susceptibles de dire qu'ils sont fortement attachés à leur province ou territoire que de dire qu'ils sont fortement attachés au Canada* (The Confederation of Tomorrow, 2021).

politique et de réformes institutionnelles. Le Bloc Québécois et le Reform Party (aujourd'hui, ce serait le Maverick Party) se présentent tous deux les visages du mécontentement régional dans la politique canadienne, d'est en ouest. Premièrement, l'insatisfaction à l'égard du gouvernement fédéral alimente un désir d'être *distingué* au même titre que le Québec, sous la forme d'une reprise de compétences, d'une décentralisation et d'une réduction du pouvoir du gouvernement fédéral. Tant en Alberta qu'au Québec, près d'un citoyen sur deux estime que sa province devrait exercer certains des pouvoirs actuellement détenus par le gouvernement fédéral. Cela est particulièrement vrai dans certains domaines régaliens (police, fiscalité) et en matière de politiques énergétique et environnementale. En 2019, près de la moitié des résidents de l'Ouest canadien étaient fortement (19 %) ou plutôt (29 %) d'accord avec l'affirmation selon laquelle « l'Ouest canadien tire si peu d'avantages de son appartenance au Canada qu'ils pourraient tout aussi bien être seul » (Environics Institute for Survey Research, 2019). La même année, les Albertains étaient deux fois plus susceptibles d'être insatisfaits de l'état du Canada que les Québécois. Les données montrent également que la Saskatchewan et l'Alberta comptent plus de personnes favorables à l'indépendance que le Québec.

Le Québec se trouve ainsi au cœur d'un renouveau d'un populisme à base régionale, dans l'ouest canadien. C'est ce que nous développons dans une dernière section. La structure polarisante et morale de la rhétorique de l'aliénation de l'ouest reproduit la structure du discours populiste. Au début du 20ème siècle,, c'est le « Centre du Canada » ou « l'Est du Canada » qui étaient la cible d'un ressentiment politique historique visant principalement l'Ontario ou le gouvernement fédéral.

Jusque dans les années 1980[56], le Québec n'a fait l'objet d'aucune mention particulière, dans aucun discours ou programme politique. Il fait l'objet de mentions alors que le populisme de l'Ouest canadien se

56 Voir ainsi dans le programme politique du Western Canada Concept, *Principles and Goals* [en ligne] : « Western Canada has always been drained by the east. With 27% of Canada's population we produce 52% of Canada's fishery, forestry, mining and agriculture and 80% of Canada's petroleum and natural gas. These resources have been taxed heavily, upon export, to the benefit of Ontario and Quebec, where 80% of Canada's manufacturing is located. The population of Ontario and Quebec have majority control of the House of Commons and so control spending which returns more revenue, jobs and control to Ontario and Quebec. This vicious economic cycle, robbing the west to feed the east, will never be broken without political independence for the west.

With independence, the resources, purchasing power and control of our economy returns to the land of Western Canada. We begin to control our own monetary, fiscal and economic policy. We trade more freely with the Pacific Rim countries and negotiate all arrangements to our advantage, not to Ontario and Quebec's. No more will equalization payments subsidize Quebec while they burden us with their language » (nous soulignons).

déplace vers la droite du champ politique, s'opposant plus généralement aux intérêts « spéciaux », au multiculturalisme ou aux politiques linguistiques. Nous explorons ainsi plusieurs hypothèses qui peuvent expliquer ce déplacement et cette nouvelle focalisation sur le Québec: la conjonction du nationalisme québécois sur la scène fédérale, la mise en œuvre de politiques nationales perçues comme bénéficiant à l'Est du Canada au détriment des Canadiens de l'ouest (Programme énergétique national par exemple, dans les années 1980), la consolidation de la politique conservatrice dans l'Ouest canadien (avec le déclin du parti libéral dans les Prairies). Ces éléments conjoncturels ont pu participer à alimenter un populisme plus identitaire, défendu autant par des groupes séparatistes marginaux (Pratt et Stevenson, 1981) que par un régionalisme conservateur au niveau fédéral.

Sur le fond, le discours populiste à base régionale à l'ouest nourrit ainsi, tacitement, l'idée d'une « alliance de classes » contre les intérêts de « l'ouest », entendu comme ayant des intérêts homogènes. Cette alliance de classe serait celle entre les minorités francophones de l'Est et les élites libérales (basées à Toronto ou à Ottawa). Intégrant une forte dimension producériste, ce discours oppose généralement les provinces qui travaillent dur et basées sur l'exploitation des ressources, aux autres qui en bénéficient sur un marché protégé: le Québec, dont les ressources naturelles essentielles à sa production hydroélectrique, ne font pas l'objet du même traitement que les ressources pétrolières de l'ouest. En ce sens, l'imaginaire du Québec, de son nationalisme et de ses transgressions morales tels que perçus à l'Ouest alimente un type singulier de populisme: un populisme régional ou « infra-étatique », organisé non seulement contre les élites libérales, mais aussi contre les bénéficiaires perçus des avantages que l'Ouest canadien cherche à obtenir - en particulier en matière énergétique et fiscale.

Nous revenons finalement brièvement sur les objectifs et principales conclusions de l'article. À partir d'une analyse de récents sondages réalisés auprès des Canadiens, le texte a souligné que l'image du « Québec » dans l'imaginaire politique de l'Ouest canadien en fait à la fois un modèle politique à suivre lorsqu'il s'agit d'obtenir le « respect » de la Confédération et un modèle moral rejeté lorsqu'il est question d'unité, d'égalité et d'équité au sein de la nation canadienne. Nous avons montré les articulations entre les représentations collectives du « Québec » dans la politique de l'Ouest canadien et un type unique de populisme régional, allant de l'autonomisme au séparatisme.

2.3.8 Discussion

Ce texte aborde un sujet annexe à notre problématique de recherche initiale et ne répond pas directement à l'une de nos hypothèses de recherche. Il approfondit plutôt notre postulat de départ, selon lequel les régionalismes à l'ouest connaissent des variations idéelles (de contenu) dans le temps long. Plusieurs causes explicatives de ces trajectoires idéelles sont évoquées dans l'article. Toutes touchent à la configuration sociopolitique particulière qui a consolidé le rôle des conservateurs dans la politique provinciale en même temps que la centralité de la question québécoise dans le débat national. Les causes économiques, par exemple la vigueur du secteur extractif ou le niveau d'inflation, ne semblent pas avoir d'impact sur le niveau d'insatisfaction des Canadiens de l'ouest à l'endroit du gouvernement fédéral: il est relativement constant sur les cinquante dernières années, indépendamment des chiffres de l'emploi et de la croissance économique à l'ouest. Les variations observables semblent ainsi plutôt liées à la couleur politique au gouvernement fédéral; et à la nature des politiques nationales portées par ce dernier. Lorsque celles-ci touchent à des domaines « régaliens », la fiscalité, les politiques économiques et énergétiques, la liberté de circulation des personnes, c'est ce qui apparaît impacter le plus fortement le sentiment d'aliénation à l'ouest.

Les conclusions tirées dans cet article sont le résultat d'une analyse d'un corpus de données d'enquêtes qui nous permet de faire ressortir une dimension affective, au cœur des populismes régionalistes à l'ouest (voir: Cadre conceptuel, Annexe A). En reprenant le cadre d'analyse développé par Lamont d'une part; par Eatwell et Goodwin de l'autre, nous avons mis en lumière l'existence de sentiments de *perte*, de *privation*, de moralité transgressée qui sont au coeur d'une rhétorique populiste dans l'ouest canadien. Le sentiment de privation participe ainsi à comprendre le rejet des politiques environnementales (sur les histoires profondes des Albertains en relation avec les programmes énergétiques, voir Afanasyeva, 2018).

En mobilisant des données d'enquêtes nationales auprès des Canadiens de 2019 et 2021. L'article nous informe en fait sur le *contenu* du sentiment général d'aliénation de l'ouest, sentiment d'aliénation qui est animé par un populisme à base régionale. Ce faisant, l'article permet de mieux saisir l'existence d'un écosystème politique régionaliste à l'ouest, à partir d'un d'un imaginaire politique qui transcende plusieurs périodes et qui semble aussi transcender les partis. Quant à la place du Québec dans cet imaginaire, il est clair qu'il ne s'agit pas d'une critique d'un Québec « réel » mais plutôt d'une perception collective du Québec, comme altérité politique (donc pas d'une critique structurée d'une culture ou d'une société).

Autrement dit, ce n'est pas la société ou la culture québécoise qui est visée : en revanche, le Québec comme objet politique, est au cœur de certaines perceptions collectives qui alimentent un populisme à base régionale dans l'ouest.

Le modèle analytique mobilisé semble souple et fécond à d'autres égards. Il peut permettre d'analyser non pas seulement un état des lieux à un moment donné, mais des *trajectoires* idéologiques du discours populiste à partir des variations de contenu de certaines « normes morales ». Par exemple, la norme morale de justice a évolué dans les discours populistes, modifiant la perception de ce qui est juste et de ce que devrait être la justice (sociale, économique). Dans le Manifeste de Regina[57] porté par le CCF (1933), la justice se réfère au renversement du système capitaliste perçu comme inhumain: on parle de justice sociale, et d'une redistribution égalitaire des ressources économiques. La norme de justice se déplace à compter de 1980 pour signifier spécifiquement une redistribution du pouvoir politique et économique entre les niveaux de gouvernement, au bénéfice des provinces. La justice fait également référence à l'autonomie, à la liberté de produire et de vendre (libre marché). Il s'agit principalement de libérer les économies de l'Ouest canadien d'un « carcan » fédéral et du « fardeau » des provinces de l'Est perçues comme coûteuses, ou dépensières. La même remarque peut être formulée concernant la norme morale d'équité, qui fait référence, à compter des années 1980, à un État fédéral impartial (ou à un État-providence réduit, voir Laycock, 2002) qui ne s'immiscerait pas dans les affaires provinciales et qui réparerait ainsi les inégalités sociales.

D'un point de vue conceptuel, nous évoquons dans ce texte la notion de populisme protestataire, telle que mobilisée par ailleurs par d'autres auteurs (Boily, 2020; Sinclair, 1975; McMath, 1995). Dans la suite de nos travaux, nous avons préféré laisser de côté cette dénomination pour lui préférer celle de populisme (de droite ou de gauche: l'analyse de contenu devant permettre d'opérer cette qualification). Nous avons également développé, dans des articles subséquents, le sous-concept de pétropopulisme, qui permet à notre sens de mieux rendre compte de la particularité du populisme de droite dans la période contemporaine, au Canada.

57 « We aim to replace the present capitalist system, with its inherent injustice and inhumanity, by a social order from which the domination and exploitation of one class by another will be eliminated » (Cooperative Commonwealth Federation, *Regina* Manifesto, 1933).

Depuis la rédaction de ce texte, de nouvelles données d'enquêtes ont confirmé nos premières conclusions: celles d'une continuité historique du sentiment de perte, de manque de reconnaissance de manque de respect au sein de la fédération canadienne. En 2022 (Confederation of Tomorrow, 2022), 42% des résidents des trois provinces des Prairies sont d'accord pour dire que l'Ouest canadien tire si peu d'avantages de son appartenance au Canada qu'il ferait mieux de faire cavalier seul (contre 45% en 2021, 41% en 2020 et 51% en 2019). On note là encore une certaine sensibilité de ces sentiments à la conjoncture socio-politique (bien plus qu'économique): en 2019, Justin Trudeau est réélu, ce qui suscite un rejet très fort à l'ouest. À l'exception du sud de la Colombie-Britannique, les libéraux ne sont jamais arrivés en tête, dans aucune des provinces de l'ouest (Élections Canada, 2020)[58]. En 2022, les gouvernements provinciaux de Saskatchewan et d'Alberta mobilisent une rhétorique que l'on pourrait qualifier de *séparatisme stratégique*, c'est-à-dire l'option d'une séparation de dernier recours si les revendications d'autonomie et de protection de leur souveraineté n'étaient pas respectées au sein de la fédération. Alors que les provinces de l'ouest optent pour un agenda plus régionaliste, le sentiment d'aliénation diminue également: à la question « votre province est-elle traitée avec le respect qu'elle mérite ? » 65% des résidents des Prairies répondaient par la négative en 2019. Ce taux a seulement décru depuis: 59% en 2020, 58% en 2021 et 56% en 2022.

D'autres évolutions propres aux populismes régionalistes de l'ouest ont rendu une partie de nos conclusions obsolètes. Le rejet des minorités francophones, du bilinguisme officiel et plus largement le rejet du multiculturalisme officiel occupaient une place tout à fait centrale dans la rhétorique des formations séparatistes de l'ouest à compter des années 1980 (Western Canada Concept, par exemple). On en trouvait aussi certaines traces dans le programme ou dans le discours du Reform Party (rejet des « intérêts spéciaux » et des « privilèges » accordés à une « société distincte »). Le même discours anti-multiculturaliste et rejetant le bilinguisme ou les concessions politiques aux minorités linguistiques, avait

58 Cependant, ces données ne doivent pas être confondues avec une satisfaction des Canadiens de l'ouest à l'endroit de leur propre gouvernement. C'est l'inverse. En 2022, dans chacune des trois provinces des Prairies, la proportion de personnes affirmant que le gouvernement provincial représente le mieux leurs intérêts a diminué de façon significative au cours des deux dernières années : elle a diminué de 10 points au Manitoba, de 15 points en Saskatchewan et de 9 points en Alberta. Dans l'ensemble de la région, la proportion a diminué de 10 points. Aucune autre province n'a connu une baisse aussi importante. C'est bien à une diminution du soutien aux deux paliers de gouvernement que l'on assiste - et à une hausse du mécontentement à l'égard de tous les gouvernements (Confederation of Tomorrow, 2022).

été repris par le People's Party of Canada dès 2019[59] (People's Party of Canada, en ligne), une formation fédéraliste populiste de droite (mais pas régionaliste et ne prétendant pas représenter spécifiquement les Canadiens de l'ouest). En revanche, cette stratégie semble avoir été complètement évacuée par le PCC actuellement conduit par Poilievre. Héritier politique direct de Preston Manning (Reform Party) et de Stephen Harper (Canadian Alliance), tous deux proches des revendications régionalistes à l'ouest, Poilievre s'est illustré en défendant ouvertement le Freedom Convoy et les mouvements anti-vaccins au Canada, et en affichant une certaine proximité avec les formations séparatistes à l'origine de l'organisation du Convoi. Une fois élu chef de la formation conservatrice fédérale, Poilievre a modifié sa stratégie politique. Populiste de droite, il conduit une formation qui porte un programme conservateur mais qui prend soin d'éviter les thématiques nativistes, francophobes ou qui pourraient généralement l'associer à l'alt-right. La plateforme politique du PCC (Conservative Party of Canada, 2023), insiste par exemple sur l'apport de l'immigration à la société canadienne:

> The Conservative Party wants to ensure that immigrants have the best possible opportunity to contribute to Canada's economic and social well-being. Support from settlement organizations and the broader community play an important role (*162, Settlement Support*).

Sur les questions relatives à la francophonie et au bilinguisme (*144. Official Languages*):

> The Conservative Party believes that Canada's official languages constitute unique and significant social and economic advantages that benefit all Canadians. We recognize and support the important contributions of official language minority communities to Canada. We support the Official Languages Act ensuring that English and French have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the Parliament and Government of Canada. We encourage the government to continue working with the provinces and territories to enhance opportunities for Canadians to learn and use both official languages.

Quant au multiculturalisme, contrairement à d'autres formations régionalistes, le parti l'accueille favorablement (*O. Celebrating Canada's Diversity*):

---

59 People'sParty of Canada. *Platform*. *Canadian Identity.* People's Party of Canada. https://www.peoplespartyofcanada.ca/canadian-identity. « […] the government of Canada has pursued a policy of official multiculturalism that encourages immigrants to keep the values and culture they left behind instead of integrating into Canadian society and adopting Canadian values and culture.
With his cult of diversity, Justin Trudeau has pushed this ideology even further into a form of extreme multiculturalism. He described Canada as the first post-national state, with no core identity.
In a free society, immigrants have the right to cherish and maintain their cultural heritage. However, that doesn't mean we have any obligation to help them preserve it, with government programs and taxpayers' money. The vast majority of Canadians rightly expect them to learn about our history and culture, master one of our official languages, and adopt widely shared Canadian values ».

> The Conservative Party believes that Canada's multicultural society is a valued reality and accepts the need to foster understanding and equality of opportunity, while expecting Canadians to adopt Canadian common values such as equality, democracy, and the rule of law.
> [...] The Conservative Party recognizes the rich, diverse make-up of the Canadian population and the contribution of these communities to our history and the Canadian way of life. The government should ensure that each community is able to enhance and contribute to Canada without discrimination and barriers.

Finalement, ce texte ouvre de stimulantes perspectives de recherche en sociologie politique.

En sociologie comparée et d'un point de vue électoral, peut-on expliquer pourquoi la fracture morale entre l'Est et l'Ouest du Canada semble exclusivement mobilisée et représentée par le populisme de droite ? Dit autrement, les questions morales de justice et d'égalité apparaissent comme l'un des moteurs de l'aliénation de l'Ouest; pourquoi les formations libérales et progressistes provinciales ne sont pas parvenu à bénéficier, ou à capter ce sentiment d'aliénation à leur avantage, comme l'avaient fait d'autres formations politiques historiques (CCF, Progressive Party) ? Une partie substantielle de travaux académiques, à l'international porte sur le déclin de la social-démocratie et des formations progressistes, et leur substitution par des formations national-populistes ou de populistes de droite, notamment dans des bastions électoraux historiquement acquis à la gauche. Dans l'Union européenne seulement, cette question a occupé les milieux de recherche alors que progressent des formations très conservatrices, voire fondamentalement opposées au modèle démocratique et libéral (par exemple en France, en Grande-Bretagne, plus récemment au Portugal, etc.). Une revue de littérature pourrait être effectuée sur le déclin des formations social-démocrates ou largement progressistes dans l'ouest canadien.

Ce texte soulève par ailleurs une question théorique plus profonde : celle de la moralité et des valeurs comme moteurs des mouvements populistes et de la consolidation des identités collectives dans la politique contemporaine canadienne. La question de l'articulation entre affects et engagement politique, centrale dans les travaux en sociologie politique des émotions, a occupé une partie de la littérature qui a cherché à expliquer la montée des populismes de droite selon une demande en *valeurs*. Une partie substantielle de la littérature académique dans ce champ cherche à expliquer la montée des populismes par le retour des émotions en politique (Rosanvallon, 2020); des affects de perte et de privation, des sentiments de désalignement que l'on peut associer à des bouleversements structurels (Eatwell et Goodwin, 2018); la transformation du régime des inégalités (Dubet, 2019). Ces pistes sont intéressantes mais n'expliquent pas la continuité des populismes dans l'ouest canadien, et leur articulation à des projets politiques variés. Plusieurs autres pistes de recherche peuvent être explorées. Historiquement, les

premières explications du populisme articulent en effet les attitudes et comportements électoraux d'une part, à des changements conjoncturels de l'autre: « le soutien des partis populistes de droite radicale reposerait sur des « pathologies structurellement déterminées » (Scheuch & Klingemann 1967, p. 18). Autrement dit, les attitudes populistes de droite radicale ne s'exprimeraient sous une forme politique que sous certaines conditions (des changements sociaux ou environnementaux rapides et extrêmes). Ceux-ci exerceraient une pression constante sur l'individu qui, s'il ne peut répondre à cette injonction à la *transformation*, réagirait avec une inquiétude croissante, de l'anxiété ou de l'agressivité.

> [...] les fondements clés de la thèse de la pathologie normale ont dominé l'étude académique de la droite radicale populiste d'après-guerre en Europe (occidentale). Ils comprennent au moins les aspects suivants: (1) les valeurs de la droite radicale populiste sont étrangères aux démocraties occidentales; (2) un petit potentiel existe toujours dans toutes les sociétés; et (3) le soutien aux partis populistes de droite radicale s'explique par des « pathologies structurellement déterminées » , qui sont déclenchées par des « conditions extrêmes » (c'est-à-dire des crises). (Mudde, 2010, p. 1171, traduction personnelle).

Selon Mudde, la droite radicale populiste doit être considérée comme une interprétation radicale des *valeurs dominantes* (Mudde, 2010). En se référant à des études longitudinales de l'opinion publique en Europe, Mudde montre que la droite radicale populiste constitue *une radicalisation des opinions dominantes*. En fait, il n'y aurait pas d'opposition fondamentale entre droite radicale populiste et démocratie occidentale, mais une différence de degrés; on aurait des versions modérées ou plus radicales des mêmes *visions*. « Les attitudes et les idées de la droite radicale populiste ne sont pas marginales dans des conditions normales; elles sont assez répandues, bien que souvent sous une forme plus modérée que celle exprimée par les partis populistes de droite radicale » (Mudde, 2010, p. 1178, traduction personnelle). Dans le contexte de l'ouest canadien, cela pourrait signifier que les attitudes et comportements électoraux « populistes » ou « populistes de droite » sont avant tout des interprétations radicales de valeurs dominantes pour la société canadienne, ou pour l'espace politique de l'ouest canadien spécifiquement, au sens où Wesley parle de « codes politiques ». Il s'agirait de valeurs de liberté[60]; de

60 Par exemple, dans le cas de l'Alberta: « Alberta's campaigns have highlighted the importance of preserving freedom. Leaders from William Aberhart and Ernest Manning to Peter Lougheed and Ralph Klein have used events such as the Depression, the discovery of oil at Leduc, the federal government's National Energy Policy, and the 1980s recession, along with the province's American liberal political culture and resource based economy, to create a dominant discourse based on the concepts of individualism, populism and autonomy. According to this code, the Alberta government - and by extension, the party in power - serves as the defender of provincial interests against external, oppressive forces, be they the federal government, a socialist menace, or any other Big Shot foe of the Alberta community ». (Wesley, 2014, p. 236).

sécurité; de modération (Wesley, 2014). La piste de la *radicalisation* d'opinions et valeurs dominantes permet de sortir d'une approche strictement culturaliste (la culture politique de l'ouest serait intrinsèquement populiste). Associée à une analyse des «codes politiques»dans l'ouest canadien, elle permet aussi de comprendre l'aspect continu des régionalismes et populismes dans cet espace politique.

CONCLUSION

Rappel des objectifs de la recherche

La recherche doctorale cherchait à expliquer la persistance et les trajectoires idéologiques des régionalismes dans l'ouest canadien depuis le début du 20ème siècle à la période contemporaine. Sans prétendre à un « savoir absolu »qui aurait laissé Weber sceptique[61], nous avons initialement cherché à *identifier les facteurs* explicatifs de la persistance et des trajectoires idéologiques des régionalismes dans l'ouest canadien. Pour cela, nous souhaitions identifier *la nature des transformations* des régionalismes de l'ouest canadien (les moments de rupture ou de transition dans la nature des régionalismes). Nous avons également mobilisé le concept de populisme en l'affinant, de manière à ce qu'il puisse nous informer sur les variations stratégiques et idéologiques des régionalismes de l'ouest canadien, dans le temps.

Nos recherches ont globalement contribué à mettre en lumière la persistance des régionalismes, dans une perspective sociohistorique qui prend en compte le contexte sociopolitique (Articles B et C) autant que les attitudes et comportements électoraux (Article D). Les recherches ont également contribué à clarifier les variations des régionalismes à l'ouest, à partir d'une conceptualisation renouvelée du populisme. Le travail de recherche final emprunte finalement une nature théorique et descriptive davantage qu'explicative. Nos hypothèses de départ étaient les suivantes:

Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3
Les théories du populisme contemporaines permettent de comprendre les variétés idéologiques et historiques des populismes au Canada.	Le populisme et le régionalisme s'articulent dans l'espace politique de l'ouest canadien; le populisme sert de véhicule aux prétentions régionalistes dans l'ouest canadien.	Les régionalismes de l'ouest canadien empruntent des trajectoires idéologiques ou stratégiques différenciées (autonomisme; séparatisme; progressisme; conservatisme) en fonction des configurations sociopolitiques dans lesquelles ils s'inscrivent.

61 « [t]u ne prétendras pas avoir accès au « sens du sens », sens de l'histoire ou des faits sociaux ; […] et jamais tu ne prétendras pouvoir capturer le réel social-historique dans les filets de tes concepts et de tes lois » (Weber, cité dans Kalberg, 2010, p. 12).

Pour tester ces hypothèses, nous avons développé un modèle d'analyse qui reposait sur plusieurs concepts que nous avons opérationnalisés: ceux de populisme, de régionalisme avec deux sous-concepts, ceux d'autonomisme et de séparatisme, nous ont permis de préciser plus finement les variétés de régionalismes dans l'ouest canadien. Nous avons opéré une requalification du populisme, conçu comme une *stratégie* de captation du pouvoir politique, d'abord discursive et dont les fondements sont d'ordre moral, opérant à partir de contenants «creux»que le discours populiste investit idéologiquement. Nous avons développé le sous-concept de pétropopulisme qui nous a permis d'observer une variation particulière du populisme de l'ouest canadien, à compter des années 1980. Notre cadre théorique reposait sur une perspective sociohistorique wébérienne et sur les théories contemporaines du populisme. Du point de vue de la méthode, nous avons opéré une analyse de contenu des programmes politiques d'une série de formations populistes régionalistes dans l'ouest canadien, autonomistes et séparatistes. Cette analyse qualitative s'est focalisée sur les clôtures sociales dans le discours politique des formations régionalistes, sur le déplacement de ces clôtures et sur les variations des objets identifiés d'un côté et de l'autre de ces clôtures.

Les quatre articles présentés dans le cadre de cette thèse ont permis de souligner la persistance historique et les différentes trajectoires idéologiques des régionalismes dans l'ouest canadien, selon différentes configurations sociopolitiques. Cette persistante du régionalisme de l'ouest se vérifie d'ailleurs dans les enquêtes récentes. En Alberta en 2022, le soutien à la séparation était majoritaire chez les partisans de l'UCP (quoique le soutien à la séparation ait diminué depuis l'accession de Danielle Smith à la tête du parti provincial, voir Young et Wesley, 2022). Dans le même temps, l'enquête de ViewPoint Alberta (Young et Wesley, 2022) montre que les séparatistes et les autonomistes représentaient ensemble environ 40 % des Albertains: une portion loin d'être minoritaire. Pour l'ensemble de l'ouest canadien, une autre enquête montre que le soutien à la souveraineté pure et simple était cependant plus faible chez les résidents de la Saskatchewan et du Manitoba (28 %, quoiqu'en forte augmentation de +10 points par rapport à 2021) et de la Colombie-Britannique (19 %, +3) (Research Co., 2022).

De nouvelles connaissances théoriques

La problématique et le cadre analytique retenus ont permis de nouveaux apports de connaissances relatifs aux régionalismes historiques et contemporains dans l'ouest canadien. La recherche a permis de mettre en évidence quelques limites des théories contemporaines du populisme. Suivant la clarification

conceptuelle proposée dans l'article A, la recherche a permis d'affiner les théories du populisme de manière à prendre en compte les variations idéelles des populismes, lorsque ceux-ci prennent une forme continue dans un espace politique donné (évitant ainsi de se retrouver avec une catégorie fourre-tout : « les populismes »). En précisant la dimension stratégique et malléable des populismes à l'ouest (Article A), les recherches ont incidemment écarté la thèse explicative « culturelle » des régionalismes de l'ouest (Gibbins), selon laquelle le populisme serait un trait de la culture politique de l'ouest canadien. Plutôt que de considérer la dimension continue des régionalismes populistes de l'ouest comme une preuve de la dimension *culturelle,* la recherche soulève plutôt la possibilité que le régionalisme de l'ouest soit l'une des dynamiques internes au fédéralisme canadien, qui s'explique par l'histoire, les institutions et par les structures d'opportunités politiques et économiques au Canada. La recherche souligne que le populisme, compris comme un mode *stratégique* de captation du pouvoir politique, est mobilisable et mobilisé par les tiers-partis régionalistes pour pouvoir exister politiquement[62] dans un espace politique national très largement bipartisan.

En développant le concept de pétropopulisme, mobilisé dans des sens différents par les sciences sociales jusqu'ici[63], la recherche a pu contribuer à la littérature académique sur les articulations historiques entre régionalisme, populisme et extraction de ressources naturelles (Article B). En travaillant à reconfigurer l'objet environnemental, le pétropopulisme, nous l'avons souligné, cadre le débat dans un espace politique donné et limite l'opposition, disqualifiée comme ennemie de la communauté politique (Peyton et Franks 2016). Le développement de ce concept nous a amené à comprendre les articulations contemporaines entre populisme stratégique, régionalisme, défense de ressources extractives (ce point a d'ailleurs fait l'objet d'un article, absent de la thèse, mais qui revient spécifiquement sur ce sujet: voir Dufour et Mones, 2023). Le concept de pétropopulisme nous informe aussi très concrètement sur les modes et sur les motivations du rejet des politiques environnementales au Canada. En prenant en compte notre conceptualisation initiale du populisme (comme stratégie de cadrage, appuyée sur des valeurs

62 Cependant, cette possibilité n'explique pas, dans une perspective comparée, pour le populisme a eu a contrario si peu de prises sur la politique québécoise. Au Québec, ce sont des formations fédéralistes plutôt qu'autonomistes ou indépendantistes, qui ont mobilisé une rhétorique populiste historiquement. Une autre hypothèse de recherche, à étayer, repose davantage sur les résonances idéelles, programmatiques et organisationnelles continues entre les États-Unis et l'ouest canadien.

63 Rappelons néanmoins une fois encore qu'une partie de la littérature académique mobilise une terminologie proche, qui recouvre plus ou moins la même réalité sociale: « populisme énergétique » (Collomb, 2023); « extractive populism » (Gunster et al., 2023).

spécifiques), on peut davantage analyser (et comprendre) *comment* le refus de l'action en matière climatique, est possible, en dépit d'une acceptation assez générale de la réalité du changement climatique et de la nécessité d'agir politiquement, même à l'ouest.

Théoriquement toujours, la recherche a illustré la manière dont le concept de régionalisme, comme terme «chapeau», permettait d'opérer un travail d'analyse et de comparaison historique entre des formations politiques partageant des similitudes et des variations idéologiques, organisationnelles et stratégiques dans l'ouest canadien. Le concept de régionalisme se trouve ainsi au fondement de notre travail de comparaison sociohistorique entre des formations politiques aussi diversifiées que le CCF et le Maverick Party, qui n'ont à première vue que peu de choses en commun.

La recherche a étoffé le concept de régionalisme, en lui donnant deux dimensions. D'abord, une dimension politique active (la promotion des intérêts spécifiques et de l'identité régionale; la promotion de la création d'une entité politique distincte, souveraine, aux intérêts distincts). Ensuite, une dimension affective ou identitaire (le cœur de « l'aliénation de l'ouest », ce mécontentement régional à l'endroit du gouvernement fédéral et du fonctionnement de la Confédération canadienne). Cette dimension affective et identitaire a informé l'ensemble de nos travaux; elle a été en particulier explorée dans l'Article D. Cette intégration d'une dimension affective/comportementale dans notre conceptualisation des régionalismes (voir: cadre conceptuel, en annexe A), basée sur les résultats d'enquêtes auprès des Canadiens, est un ajout substantiel aux théories explicatives du régionalisme.

De nouvelles connaissances relatives aux régionalismes de l'ouest canadien

La recherche a permis de développer le corpus de connaissances empiriques sur les régionalismes de l'ouest, notamment dans leur utilisation d'un populisme stratégique. Nous avons classé, systématisé et ordonné les connaissances sur les régionalismes de l'ouest canadien. Nous avons souligné que les formations politiques qui mobilisent la rhétorique de l'aliénation de l'ouest présentent toutes des caractéristiques communes et différenciées d'un point de vue idéologique d'une part, et du point de vue de l'intensité du régionalisme de l'autre (séparatisme ou autonomisme). En premier lieu, les mouvements régionalistes de l'ouest s'incarnent dans des personnes (Aberhart, Ernest et Preston Manning, Doug Christie), dans des partis politiques autant que des mouvements sociaux. Il ne s'agit pas d'un régionalisme qui se présente au sein d'institutions interprovinciales/régionales, ou dans des politiques publiques qui

seraient conçues au bénéfice de, ou couvrant plusieurs provinces de l'ouest. (Le régionalisme de l'ouest peut en revanche s'exprimer dans des formations provinciales autonomistes, comme on l'observe dans la période contemporaine en Saskatchewan et en Alberta). Il s'agit d'abord de mouvements de contestation historiques, qui travaillent l'idée d'une opposition ancienne, *en valeurs*, entre les provinces aliénées de l'Ouest, et les intérêts du Canada central (Ontario, Québec, et plus généralement « Ottawa »). Ces formations reposent sur la captation et la mobilisation d'un fort sentiment *d'aliénation de l'ouest aux intérêts de l'est*, sentiment qui repose sur une fracture géographique et politique (l'Est contre l'Ouest, les élites libérales d'Ottawa contre le « Peuple des Prairies »). Pour cette raison, les partis régionalistes vont souvent mettre de l'avant une réforme de la représentation politique – sur la forme: procédure de révocation des élus, référendums ou initiatives populaires, et sur le fond: « Triple-E Senate » ; « Alberta Agenda », « Sovereignty Act »; etc.), insistant sur l'autonomie politique dont devraient bénéficier les Provinces de l'ouest, sur le modèle québécois. Ces formations sont indissociables d'un discours moral de rejet à l'endroit des élites économiques et financières de l'Est. Ces formations s'expriment avant tout sur la scène provinciale (comme en atteste la multiplicité de micro-partis provinciaux), même si le sentiment d'aliénation lui-même est mobilisé également par des partis conventionnels et/ou fédéraux (conservateurs ; Reform party ; People's Party). La rhétorique des partis contestataires dans l'ouest canadien, *a fortiori* dans la dernière vague, mobilise une rhétorique qu'on peut qualifier « producériste » , dans laquelle l'éthique de travail est identifiée « comme un critère d'appartenance ou d'exclusion communautaire » (Dufour, 2021). L'éthique de travail à l'ouest est mise de l'avant, surtout si le travail est lié au travail dans l'industrie extractive: (« Les gens dans l'Ouest sont honnêtes, travaillants et ils ne veulent pas profiter de la richesse des autres »: Martin, 2019). Le travail dans le secteur énergétique est associé à la fierté régionale voire nationale, à la participation au développement économique de la Province (Gunster et al., 2021). Cet ethos se traduit aussi par une opposition morale entre d'un côté les producteurs, de l'autre les profiteurs (ainsi de l'opposition à l'égalisation fiscale : les provinces de l'Ouest devraient arrêter de subventionner les dépenses sociales du Québec, par exemple). Parallèlement, la question de la distribution des ressources naturelles (agricoles, pétrolières, ou liées à la pêche) et fiscales (demande de réforme de la péréquation et de la collecte de l'impôt sur le revenu) est centrale pour comprendre les régionalismes de l'ouest. Finalement, il s'agit de formations qui n'adoptent pas systématiquement un populisme « identitaire » (Boily, 2020) - même si la fierté régionale ou des « dog whistles » comme la défense des valeurs chrétiennes, permettent de classer certains partis comme tels. Il n'est pas question de race ou d'ethnie canadienne de l'ouest, mais plutôt d'un modèle culturel et d'une spécificité régionale, politique et économique, qu'il s'agirait de défendre. En ce sens, il s'agit bien de « régionalisme » comme

le présente sous certaines formes la Ligue du Nord en Italie (Newth, 2019). Cette fracture, d'abord régionale ou géographique, avant même d'être investie par des signifiants ethniques ou linguistiques, s'appuie sur un populisme stratégique, qui lui met reprend l'antienne d'une aliénation de l'ouest, idéologiquement creuse - ce qui explique son association à des idéologies « hôtes » variées (du socialisme à un conservatisme économique et social marqué). Ce régionalisme de l'ouest, plutôt distinct des ethnonationalismes ou nativismes contemporains, n'exclut pas, dans certains cas, la mobilisation d'un discours profondément excluant, proche de l'alt-right américaine. Ce peut être contre les « parasite of Eastern Canada « (Peter Downing), présentés comme des ennemis. La séparation sera alors présentée comme une option « salvatrice » pour les habitants de l'Ouest. Ce discours catastrophiste aux tonalités religieuses est associé à de fréquents appels à l'action démocratique, populaire, au terrain - ou au droit de choisir sa destinée, dans une visée davantage apocalyptique. « Anybody who stands in the way of western self-determination, Alberta self-determination, you're our enemy and we're going to run you over » (Peter Downing, cité dans Anderson, 2019b). En ce sens, la recherche vient aussi nuancer l'idée d'un populisme canadien monolithique, dans le temps et dans l'espace.

La recherche répond à notre hypothèse de recherche selon laquelle les régionalismes de l'ouest canadien empruntent *des trajectoires idéologiques et des formes différenciées* en fonction des configurations sociopolitiques dans lesquelles ils s'inscrivent. En particulier, deux facteurs explicatifs des variations historiques des régionalismes de l'ouest ont été avancés: la nature des politiques nationales (ressources, libertés individuelles, commerce: celle-ci doit toucher à un domaine « régalien ») et la couleur politique au niveau fédéral (conservateur ou libéral). Les politiques nationales, en matière économique et particulièrement énergétique, tendent à produire à une variation de la trajectoire idéologique des régionalismes dans l'ouest canadien. Par exemple, le Programme national énergétique comme la taxe carbone agissent non seulement comme des *révélateurs* d'un régionalisme de l'ouest latent, mais aussi comme des *déclencheurs* du régionalisme (progressiste ou conservateur; séparatiste ou autonomiste). Notre recherche écarte ainsi les variables explicatives culturelles et affectives.

En revanche, nous devons nuancer l'hypothèse selon laquelle la couleur politique du gouvernement fédéral impacte directement et durablement *l'existence* même des régionalismes à l'ouest. L'accession au pouvoir d'une certaine couleur politique a pu avoir un impact sur le sentiment d'aliénation de l'ouest (baisse relative sour Harper; augmentation sous Trudeau). Elle a pu également conduire au déplacement de l'expression de ce sentiment d'aliénation vers d'autres bassins électoraux (Berdahl, 2010). Cependant,

c'est bien sous le règne du conservateur Mulroney (conservateur) que s'est développé le Reform Party; les succès électoraux de Preston Manning n'ont pas conduit à la disparition des formations séparatistes à l'ouest, plutôt à la consolidation d'un réseau de formations satellites séparatistes autour du Reform Party. L'accession au pouvoir de Stephen Harper ne s'est pas accompagnée d'une decrudescence des régionalismes à l'ouest. Le leadership de Poilievre au sein du CPC, porté en partie par les mouvements anti-vaccins et le convoi dit «de la liberté», n'a pas conduit à l'extinction de ces discours ou à leur limitation dans l'espace public.

Dit autrement, la configuration politique nationale influence les formes des régionalismes de l'ouest. Elle contribue à la variation de contenu idéel des régionalismes de l'ouest; et elle impacte le rapport des régionalismes à d'autres formations politiques, notamment le Parti conservateur du Canada. En ce sens, la recherche souligne l'influence des régionalismes sur l'échiquier politique conventionnel (voir notamment Article D). La recherche prend ici un tour plus normatif et alerte sur le pouvoir réel de petites formations séparatistes sur la construction et la déconstruction des politiques nationales au Canada. Les séparatismes contemporains semblent radicaliser le discours des conservateurs[64] et donc pousser ces derniers vers des positions plus autonomistes. Jason Kenney par exemple, a rejeté l'idée séparatiste comme « irrationnelle[65] » mais a repris l'idée d'aliénation de l'ouest, notamment autour de la notion de « fairness[66] » . Plus généralement, la robustesse des séparatismes de l'Ouest semble alimenter une reprise

64 En opposition à l'idée d'un statut spécial (un clin d'oeil évident au Québec), Jason Kenney indiquait en 2019, au sujet d'une rencontre avec le Premier Ministre Trudeau: « We need to see action and we are not seeking a special deal — we're seeking a fair deal ». (Villani, M. (2019). *Kenney meeting Trudeau in Ottawa to fight for 'fair deal' for Alberta*. CTVNewsCalgary.ca.https://calgary.ctvnews.ca/kenney-meeting-trudeau-in-ottawa-to-fight-for-fair-deal-for-alberta-1.4721389?cache=%3FautoPlay%3Dtrue%3FclipId%3D1766506).

65 « Let me be clear, not only am I patriotic Canadian, sort of in my heart, but I also think the whole notion of separation is irrational […] Making Alberta a landlocked place within this continent, leaving the Canadian federation, leaving any argument for market access for coastal pipelines, leaving NAFTA as the broader market in North America, none of that makes sense to me » (Anderson, D. (2019, 10 octobre). *Alberta separation makes no sense, says Kenney, but leverage does.* CBC News. https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/jason-kenney-federalism-separation-1.5316082)

66 Le « Fair Deal Panel » (Panel pour un Accord équitable, traduction de l'auteure) consistait dans la consultation par le biais de réunions publiques en personne, d'un sondage en ligne et d'entretiens avec les citoyens albertains, afin d'obtenir leur avis sur la meilleure façon de définir et de garantir un accord équitable pour l'Alberta au sein de la Confédération. Le panel a remis son rapport final au gouvernement de l'Alberta, en mai 2020. Les recommandations ont porté, notamment, sur la réforme de la représentation de l'Alberta à la Chambre des communes et la mise en place d'un régime de retraite et d'un service de police propres à l'Alberta.

Fair Deal Panel. (2020, mai). *Report to government* [Rapport au Gouvernement de l'Alberta]. https://open.alberta.ca/publications/fair-deal-panel-report-to-government

de l'agenda autonomiste sur la scène provinciale comme fédérale. Tom Flanagan s'est par exemple récemment exprimé en faveur d'une reprise de l'Alberta Agenda (la « Firewall Letter »). L'ancien conseiller de Manning et proche de Harper se prononce, notamment, en faveur de la création d'un service de police provincial, de manière à ce que la police reflète mieux les « opinions de la Province « et qui ne s'encombrerait plus des règles actuelles en faveur du recrutement de minorités (francophones, femmes, minorités raciales, autochtones).

Puisque c'est bien le pluralisme causal qui était envisagé d'emblée, les articles auraient pu insister davantage sur un autre facteur explicatif de la persistance des régionalismes dans l'ouest, celui qu'on pourrait qualifier d'»institutionnel»ou de juridique. Le point de départ est que le régionalisme entretient un rapport de dépendance stratégique au populisme (idée développée dans l'Article B). Nous avons aussi insisté sur la malléabilité du populisme, permettant à ses locuteurs de le mobiliser tantôt en articulation avec un discours socialiste, conservateur ou libertarien. Flexible, il est davantage garanti de se transformer pour s'adapter à la conjoncture dans laquelle le régionalisme évolue. De plus, le populisme se présente comme une *stratégie* de captation du pouvoir politique, dans un système institutionnel largement bipartisan (Article A). On comprend ainsi que les régionalismes de l'ouest canadien perdurent, notamment dans une forme *populiste* parce que les règles institutionnelles au Canada continuent de favoriser l'existence de deux grands partis de gouvernement: le Parti libéral du Canada et le Parti Conservateur du Canada. Le mode de suffrage aux élections générales contribue aussi à invisibiliser le vote rural, au profit de grands ensembles urbains (le nombre de bulletins de votes déposés au nom d'une formation ne lui garantit pas de gouverner). En ce sens, le régionalisme de l'ouest se présente aussi comme un *mode de représentation des intérêts* dans un système fédéral qui permet son développement (à l'est, le succès du Bloc Québécois au Québec illustre ce point). La persistance des régionalismes populistes à l'ouest équivaut ainsi à un mode d'existence politique pour des «tiers partis», dans la politique canadienne[67].

67 Pour Smith, « The architecture of the House of Commons in Ottawa may mirror that at Westminster, with MPs in both locations aligned in groupings that face each other, but in Canada for over ninety years there have been intermediate shades of colour in the legislative spectrum rather than the dominant two-party system of the model Parliament. There are two explanations for the deviation: the strength of regionalism in Canadian politics, particularly as manifested in the recurring, weak hold the country's governing parties have on western Canadian voters, and the imperative to accommodate Quebec's interests through partisan and governmental structures at Ottaw ». (Smith, 2013, p. 101)

Pour finir, la recherche a contribué spécifiquement à la compréhension des régionalismes contemporains dans l'ouest canadien et à leurs rapports avec d'autres régions du Canada – « l'altérité québécoise » (Articles B, C et D). La recherche a permis de mettre en évidence un phénomène qui a été parfois souligné par la littérature académique : le phénomène de résonance entre l'ouest canadien et le Québec (Gibbins, 1997; Cleroux dans Pratt et Stevenson, 1981), objet politique construit à la fois comme repoussoir et comme modèle (un statut particulier au sein de la fédération canadienne). Cette résonance des modèles politiques au sein de la fédération canadienne se vérifiait en juillet 2022: un tiers des résidents de l'Alberta (33 %) et du Québec (32%) avaient des sentiments positifs à l'égard de la notion de souveraineté (Research Co., 2022) et affirmaient que leurs provinces respectives se porteraient mieux en tant que pays indépendants (un chiffre nettement plus élevé que pour les autres provinces).

Limites du modèle d'analyse

Le modèle d'analyse nous a permis de déterminer les moments de rupture (« quand ») et la nature des régionalismes de l'ouest canadien (« quoi »); il nous a également permis d'illustrer les articulations dynamiques entre populisme et régionalisme (« comment »).

Cependant, les articles proposés dans le cadre de la thèse ne permettent que partiellement d'identifier les facteurs explicatifs de la persistance et des trajectoires idéologiques des régionalismes dans l'ouest canadien. Comme nous l'avons souligné plus haut, les facteurs explicatifs de la persistance des régionalismes auraient pu être davantage testés et développés. Le facteur institutionnel/électoral est peut être le plus important, mais il n'explique pas, en tout état de cause, pourquoi un populisme régional ou territorial ne s'est pas manifesté de manière constante dans d'autres territoires et provinces canadiens. L'économie politique des provinces de l'Ouest, la dépendance stratégique à certaines ressources, est le deuxième facteur pouvant expliquer la persistance des régionalismes. Dans notre article publié avec F.-G Dufour dans la revue *ZKS*, en 2023, nous explicitons davantage le lien entre régionalisme, populisme et économie politique du pétrole au Canada. Nous avons volontairement écarté la thèse culturelle. Il est indéniable qu'il existe une culture politique propre aux Prairies et la proximité historique avec les plaines de l'ouest américain. La revue de littérature illustre ce point. En revanche, l'explication d'une culture par elle-même ne paraît pas satisfaisante : la culture régionale expliquerait la culture politique, l'expliquant et l'expliqué se confondant.

En fait, dans la multiplicité des causes explicatives du régionalisme et de ses transformations (un système constitutionnel fédéral dans une démocratie libérale représentative; l'existence de « porteurs sociaux » du régionalisme, à l'ouest; la promotion de politiques nationales sur un terrain « régalien »; la représentation politique limitée, au gouvernement fédéral de la couleur majoritaire dans la région de l'ouest), il aurait fallu identifier plus nettement entre les facteurs facilitants, ces « forces d'arrière-plan pertinentes pour l'essor et la propagation des formes de configurations de l'action spécifiques »(Kalberg, 2010), c'est-à-dire l'essor du régionalisme et les facteurs nécessaires à l'émergence et la persistance des régionalismes de l'ouest.

Les facteurs explicatifs des trajectoires idéologiques des régionalismes dans l'ouest auraient mérité d'être davantage explicités et mesurés. Nous avons identifié les politiques nationales et la couleur politique au fédéral comme facteurs impactant la forme et l'intensité des régionalismes. Nous aurions dû écarter en premier lieu d'autres variables explicatives : la croissance économique; le taux de chômage; la taille des centres urbains et la dispersion démographique; le degré de religiosité; l'implantation syndicale; les flux migratoires. De plus, notre cadre d'analyse ne nous a pas permis d'expliquer clairement l'échec d'un populisme de gauche à l'ouest, ou d'un régionalisme progressiste sur la période récente. Pourquoi le NPD n'est-il pas parvenu, par exemple, à mobiliser la rhétorique de l'aliénation de l'ouest ou un populisme de gauche pour gagner une certaine attention politique ? Cette question mériterait d'être davantage traitée dans le cadre de recherches futures. Un autre cadre d'analyse aurait dû être développé pour ce faire.

Troisièmement, les travaux ont mis en évidence la spécificité de l'Alberta et de la Saskatchewan, mais que peu d'évidences ont été recueillies dans la période récente sur le Manitoba et la Colombie-Britannique (quoiqu'historiquement, ces provinces aient bien été traversées par les vagues de régionalisme que nous décrivons). En ce sens, peut-on vraiment généraliser et proposer une analyse cohérente de la dynamique sociohistorique de la politique régionaliste dans les quatre provinces de l'ouest ? Comment distinguer les modèles politiques des quatre provinces de l'ouest, dont nous avons postulé qu'elles partagent une histoire, des traditions politiques et des tendances régionalistes ? Des travaux ultérieurs pourraient se pencher plus spécifiquement sur les politiques provinciales en matière de gestion des ressources naturelles et sur les relations entretenues par chaque gouvernement provincial avec le gouvernement central.

Perspectives de recherche

Outre les limites identifiées au cadre d'analyse, ma recherche a ouvert de nombreuses perspectives pour de futurs travaux en sociologie politique. La première porte sur les populismes régionalistes de droite dans la période contemporaine. Elle devrait s'intéresser aux *réseaux* des populismes de droite canadiens, au sein duquel coexistent autant des formations politiques fédérales (PCC, CPC) que provinciales (PCQ, UCP), des mouvements sociaux (United we roll, Freedom convoy), des revues et magazines (C2C Journal, True North) ou des think tanks (Western Canada Foundation). Quels liens financiers, organisationnels et personnels unissent ces formations ? Comment le système de financement des partis favorise l'implication de petites formations dans la définition de la ligne politique des formations politiques conventionnelles ? Une telle recherche permettrait d'analyser plus spécifiquement les stratégies des partis et des mouvements sociaux provinciaux, ce qui permettrait d'obtenir davantage de données sur le pétropopulisme; et d'approfondir l'analyse de l'impact des mouvements sociaux dans l'expression du régionalisme de l'ouest (ancrage dans les programmes politiques des partis, concessions idéologiques).

La seconde perspective de recherche porte sur la variabilité inter-provinciale des régionalismes de l'ouest, un sujet qui avait fait l'objet de la thèse de Portengen en 1998, et ressort en fait des enquêtes qualitatives conduites par provinces sur la période récente (Confederation of Tomorrow Surveys). Nous pourrions appliquer le cadre d'analyse proposé ici à une analyse comparative du rôle du populisme dans les régionalismes distincts de l'ouest canadien. En évaluant les revendications politiques et les récits régionaux, nous pourrions notamment mettre de l'avant les variations dans les « codes » d'une province à l'autre et d'une formation politique à l'autre. Cette recherche complémentaire mettrait en évidence certains des principaux thèmes de la thèse: les différentes façons dont le populisme croise l'idéologie dans différentes contextes sociaux et politiques; les différentes manifestations du pétropopulisme dans les provinces de l'ouest, dépendamment des conditions d'exploitation des ressources extractives.

Finalement, une autre piste concerne l'échec d'un régionalisme populiste progressiste dans l'ouest canadien[68]. Une dernière piste de recherche, davantage théorique, concerne la nature *nationale* des régionalismes de l'ouest. Paradoxalement, « l'aliénation de l'ouest est une source potentielle à la fois de désunion et d'intégration » (Henry, 2000, p. 7). Le paradoxe apparent se traduit dans les enquêtes. Comme l'a noté Henry,

> Un fort sentiment d'aliénation de l'ouest n'implique pas nécessairement un désengagement de la nationalité politique. Elkins note [...] que l'aliénation et les attachements subjectifs au « Canada « en tant qu'entité nationale ne sont pas liés, et en effet David Elton et Roger Gibbins poussent cette observation un peu plus loin en affirmant qu'« au fond, la culture politique de l'Ouest canadien est fédéraliste « , qu'il « ...représente une exigence d'une plus grande inclusion plutôt que d'un retrait de la société canadienne dans son ensemble . (Henry, 2000, p. 7).

Cette contradiction apparente apparaît dans les enquêtes nationales auprès des Canadiens. Les provinces des Prairies constituent ainsi une exception par rapport à l'ensemble du pays: c'est la seule région où la proportion de personnes se sentant attachées au Canada, mais pas à leur province ou territoire, dépasse 10 % (14 % dans l'ensemble; 9 % au Manitoba, 13 % en Saskatchewan et 15 % en Alberta) (Confederation of Tomorrow, 2021). Exceptionnelles en ce sens, les provinces de l'ouest méritent encore toute notre attention.

68 Voir encore ici les travaux de Gunster (Gunster et al., 2021): après avoir présenté le concept de pétronationalisme et ses implications au Canada, les auteurs s'interrogent sur l'intérêt et les possibilités d'intensifier le discours de la gauche populiste sur l'énergie et le climat pour contester le pétronationalisme.

ANNEXE A

[CADRE THÉORIQUE, CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE]

Cette annexe présente les informations détaillées, méthodologiques, théoriques, conceptuelles, qui ont précédé et permis la rédaction des articles présentés dans le cadre de la thèse. Ces informations auraient du normalement figurer dans le corps de la thèse, et n'ont pas pu trouver place dans les articles pour des raisons de forme.

Cadre théorique : le choix d'une sociologie historique wébérienne

Décrire, comprendre, expliquer

La pensée de Max Weber, « notre contemporain si méconnu » (Caillé, préface à Kalberg, 2002) échappe souvent aux francophones: complexe, dispersée dans une œuvre inachevée, sa réception dans la francophonie a aussi souffert de traductions incomplètes. C'est le travail d'interprétation, de clarification et de synthèse effectué par Stephen Kalberg (2002, 2010) qui donne au lecteur francophone accès à la richesse de ses écrits. Les élaborations épistémologiques et méthodologiques de Weber sont éparses, ce qui rend complexe l'opération de systématisation et de mise en cohérence de ses pratiques scientifiques; nous devons donc largement aux travaux de Kalberg pour appréhender clairement la méthode wébérienne appliquée à notre objet. Ce travail de recherche doctoral s'inscrit ainsi dans le cadre d'une une sociologie se donnant pour ambition de dépasser les cas particuliers et les frontières disciplinaires (histoire, sociologie, sciences politiques), entretenant une proximité avec l'effort macrosociologique cher aux politologues, et dépassant l'opposition simple entre holisme et individualisme méthodologique de l'autre. Nous espérons que le cadre conceptuel présenté *infra* rende justice à cet effort de dépassement. Ce choix théorique a plusieurs implications par rapport à notre objet de recherche.

S’engager dans le comparatisme historique

D’abord, cela implique, pour notre objet, de mettre le comparatisme historique[69] au cœur de notre démarche.

> on pourrait sans doute poser que la sociologie, pour Weber, n’est rien d’autre que cette discipline de l’esprit qui oblige à replacer toutes les réalités sociales dans leur historicité en soupesant à chaque fois, grâce à la méthode comparative, respectivement leur part de nouveauté spécifique et leur part de répétitivité (Caillé, dans Kalberg, 2002, p. 10)

Sans surprise, c’est le comparatisme historique qui est au cœur de la recherche doctorale, pour envisager les continuités et les trajectoires, les basculements idéologiques de formations politiques que nous qualifions de régionalistes, à l’ouest.

Accueillir le pluralisme causal dans l’explication des faits sociaux

La recherche cherche d’abord à éviter deux pièges en sociologie historique (Kalberg, 2002) faciles lorsque l’on s’intéresse à un sujet aussi complexe et diversement entendu que le sont les régionalismes dans une fédération politique, sur le temps long. Le premier consisterait à tomber dans une conceptualisation ou une théorisation rigoureuse, mais qui déforme en fait la réalité sociale observée. Le second reviendrait à s’abstenir de toute forme de théorisation, au prétexte de la complexité du réel et de l’unicité des faits historiques.

Ensuite, en contribuant aux efforts théoriques de compréhension des régionalismes dans l’ouest canadien, la recherche vise à rendre compte de la multiplicité des causes explicatives qui motivent les trajectoires et la continuité des régionalismes, à l’ouest. On s’écarte donc des explications selon une cause structurelle unique (le capitalisme comme système de production et d’échange; les rapports socioéconomiques dans les Prairies: des approches qui ont prédominé dans la première vague de littérature sur les régionalismes de l’ouest, voir Annexe B). Sans renoncer à l’imputation causale, la recherche essaie au contraire de souligner que les causalités sont multiples et que le poids des facteurs explicatifs change constamment;

69 C’est ce que nous avons cherché à établir relativement aux dispositions communes et aux variations historiques des régionalismes de l’ouest. Nous avons aussi cherché à encadrer et justifier l'utilisation des termes de populisme et de régionalisme dans une perspective sociohistorique qui ne déforme ni ne force les phénomènes sociaux en observation.

que chaque configuration sociopolitique « constitue le lieu d'un entrelacs de causalités partielles et potentiellement réversibles, puisque ce qui est cause à tel moment ou en tel lieu cesse de l'être à d'autres ou devient effet » (Caillé, dans Kalberg, 2002, p. 13), ce que ce dernier nomme « l'interdépendantisme général et le multicausalisme » de la sociologie wébérienne.

Ce cadre théorique ambitieux implique une connaissance profonde du sujet, des acteurs, du contexte, sur lesquels nous avons dû nous former (l'avantage comparatif étant notre absence quasi-complète de prénotions, biais ou préjugés sur l'ouest canadien, n'étant pas canadienne). Cela implique également un aller-retour entre nos données (enquêtes, programmes politiques), les trajectoires observées, et le cadre théorique et conceptuel suggéré ici.

Prendre au sérieux les valeurs: la dimension «affective»des régionalismes de l'ouest

Weber nous invite à nous intéresser au rôle déterminant des valeurs dans la vie sociale, à la manière dont l'action sociale fait sens pour les acteurs sociaux. L'approche wébérienne des valeurs permet d'envisager leur articulation aux enjeux économiques, plutôt que de chercher à les en dissocier (Weber, 2019). En conséquence, les valeurs (le sens de la justice, de l'égalité) ne sont pas réductibles à des intérêts économiques dissimulés (par exemple: le turfing, la promotion de l'industrie extractive) ou à une idéologie (le néolibéralisme). Une perspective semblable se retrouve dans les travaux contemporains en sociologie des valeurs (Heinich, 2010, 2018) et en sociologie politique (Lamont, 2002; Tilly, 2005, 2008b, 2008a), perspectives que nous avons mobilisé à notre tour.

Le travail doctoral vise à reconstruire le sens, les valeurs réellement attachées par les acteurs sociaux à certains discours, programmes politiques. Prenons l'exemple des termes de *work, justice, freedom*. Le sens que les acteurs sociaux leur attribuaient dans le cadre du Manifeste de Regina (CCF, 1933) et dans le contexte contemporain du « Freedom Convoy », apparaît, d'emblée, probablement différent. C'est donc à un travail de reconstruction du sens que nous nous attelons, dans notre analyse des *clôtures sociales* contenues dans les programmes politiques des régionalismes de l'ouest canadien. Nous cherchons aussi à rendre compte et comprendre l'appui au régionalisme à l'ouest à partir de la manière dont les Canadiens de l'ouest font sens de leur place dans la Confédération et du traitement qui leur semblait réservé (les normes morales transgressées, que nous évoquons dans l'Article D). Notre conceptualisation du régionalisme prend en compte à la fois ses dimensions politiques et affectives ou en valeurs; elle fait le

pont entre les valeurs (ou les affects collectifs: le sentiment d'aliénation) et leur appropriation par des groupes qui les portent (les formations politiques régionalistes, dans ce cas précis).

Les apports théoriques d'une sociologie politique du nationalisme et du populisme

Si l'objet de notre recherche ne porte pas sur les nationalismes canadiens, il emprunte toutefois à la sociologie politique du nationalisme. À Anderson (Anderson, 2006), nous devons l'idée d'une région « imaginée » (*imagined community*), attestant du caractère parfaitement modulaire, piratable de la nation à un niveau sub-national, permettant de mobiliser des affects collectifs autour d'un projet régional. Aux ethnosymbolistes, nous reprenons la thèse d'un nationalisme (ici, d'un régionalisme) comme *cadre d'interprétation* du monde social (permettant entre autres de classer, d' interpréter, de regrouper, de cadrer ce qui relève du « nous » et du « eux », du « moral » et de l' « amoral »).

La recherche se fonde également sur le corpus théorique en sociologie du populisme (voir Annexe C), et sur les différentes conceptualisations du populisme qu'elle aborde de manière critique.

Cadre conceptuel

Nous isolons certains termes que nous élevons au rang de « concept » . Nous leur accordons la capacité de rendre compte du réel, au moins de manière « approximative »[70] par le biais de certains indicateurs. Nous avons expliqué en introduction le choix du terme de *régionalisme* comme terme « chapeau « permettant d'intégrer à la fois des formations politiques séparatistes, et autonomistes. Ici, on se réfère aux « régionalismes » , « séparatismes » et « autonomismes » comme catégories *d'analyse* qui ne rendent pas nécessairement compte des catégories de pratique (sécessionnisme, irrédentisme, indépendantisme par exemple). La recherche s'appuie sur plusieurs concepts clés. Ces concepts ont été construits de manière abstraite, par déduction et synthèse, à partir des premiers matériaux de recherche initialement récoltés lors de la recension de littérature. Nous présentons les dimensions de chacun des

70 « Le chercheur, pour avoir prise sur la réalité sociale, est voué à produire des conceptualisations approximatives, à mettre en forme le flux ininterrompu des occurrences et des évènements sous des types homogènes et non contradictoires, afin de le doter d'une unité, d'en produire une synthèse. [Les concepts] sont et ne sauraient être que des moyens intellectuels en vue d'aider l'esprit à se rendre maître du donné empirique » (Weber, cité dans Kalberg, 2010, p. 14).

concepts, leurs composantes et les indicateurs qui permettent la visualisation de ces composantes dans le matériel de recherche. Ces concepts représentent une opération d'abstraction qui nous permet de rendre compte de la réalité sociale observée dans l'ouest canadien sur une période longue. En nous concentrant sur ce qui nous apparaît comme « essentiel » par rapport à notre problématique de recherche, les aspects retenus nous permettent de classifier les formations et d'observer certaines trajectoires historiques. En tout état de cause, les concepts ne prétendent pas à épuiser les débats sur la qualification ou dimensions de certaines formations politiques ou sur les choix discursifs et stratégiques empruntés par leurs représentants (par exemple, la dimension nationaliste, sexiste de certains discours).

Les concepts sont dissociés des *termes* clés : contrairement à ces derniers, les concepts ont un pouvoir de captation du réel, et d'explication. Dans cette section, nous détaillons et expliquons nos concepts clés de régionalisme et de populisme sont nos premiers concepts, desquels dérivent les sous-concepts d'autonomisme, de séparatisme et de pétropopulisme.

Régionalisme

Pour conceptualiser le régionalisme, notre postulat de départ a été l'existence d'une « région » de l'ouest canadien, au moins « imaginée » au sens où l'entend Benedict Anderson (Anderson, 2006): « Yet even if the nature and significance of regionalism have changed, still the concept exists in both the academic and popular imaginations » (Bright, 2002). Peu importe qu'il existe ou non des institutions régionales[71], des conférences ou rencontres promouvant l'existence d'une « région » de l'Ouest, tant que les formations politiques, leurs représentants et leurs électeurs reconnaissent l'existence d'une région spécifique de l'ouest canadien. Dans le cadre de la thèse, nous entendons par « ouest canadien » l'ensemble des Prairies auxquelles nous ajoutons la Colombie-Britannique (quoique les Prairies et l'Ouest canadien sont souvent utilisées de manière interchangeable[72], par les journalistes ou la littérature académique). Bien que sa

71 Une autre problématique tient à l'inexistence politique et institutionnelle des régions au Canada. Si l'ouest existe en tant que concept politique mobilisateur; en tant que réalité imaginée pour les Canadiens de l'ouest; il n'a pas d'élus, de structures spécifiques, ou de cohérence socioéconomique interne – rien qui différencie fondamentalement l'ouest du reste du Canada.

72 Nous rejoignons ici Bright (Bright, 2002): « Some clarification is necessary, as to what exactly constitutes 'the West'. Is it synonymous with the three so-called "prairie provinces" of Manitoba, Saskatchewan, and Alberta ? A tendency to slip back and forth between "the West" and "the Prairies" is common enough, as a recent editorial in the Globe and Mail demonstrated when it repeatedly used the two phrases interchangeably. Or should the West also embrace British Columbia ? That province's distinct colonial history, its orientation to the Pacific, and its separate

culture politique, son économie actuelle pourrait conduire à la dissocier des Prairies. Leur histoire partagée - territoires cédés au dominion, entrée forcée et tardive dans la fédération; leur rapport politique spécifique au gouvernement fédéral (Rutan, 1982[73]); au-delà de variations économiques, géographiques ou démographiques, justifiait d'analyser ces provinces comme un ensemble doté d'une certaine cohérence. Cette cohérence régionale n'est pas dotée d'une institution représentative régionale (Gibbins 1980), mais cela n'empêche pas la « région de l'ouest » d'être mobilisée comme symbole politique pour motiver l'autonomie ou la séparation de ces provinces: le régionalisme s'apparenterait ainsi à une forme de mouvement social de l'intérieur[74], dirigé vers le gouvernement central (Rutan, 1982). En outre, une majorité des canadiens de l'Ouest s'auto-identifie à cette identité régionale et s'accorde sur le fait que « l'ouest est une région distincte, différente de multiples manières du reste du Canada » (Gibbins et Berdahl 2003). Finalement, l'Ouest existe aussi par le regard extérieur porté sur lui: dans les sondages récents, l'ouest du Canada est souvent envisagé de manière indistincte par les répondants des autres provinces (Confederation of Tomorrow, 2021).

La conceptualisation proposée du régionalisme[75] s'appuie aussi sur la littérature académique en sociologie et en sciences politiques, notamment sur les travaux récents du *Common Ground Project* porté par Wesley

---

economic, political, and cultural evolution are all good reasons for responding in the negative. But to the extent that all four provinces face eastwards towards Ottawa and a federal government that they believe pays insufficient attention to their needs, problems, and aspirations, it is reasonable to regard them as a single region » (nous soulignons).

73 « British Columbia, Alberta, Saskatchewan, and Manitoba constitute a vast area of different climates and terrains. The population mixtures are more varied than anywhere else in Canada. The economies run from the heavily rural and agri- cultural to the most urban and technically sophisticated. Yet there is a binding tie, a linkage, between these provinces. Both the governments and the populations of each share, to one degree or another, the perception of Ottawa as the seat of a power at least disinterested in western frustrations and problems, if not outright in its hostility to western aspirations. Western Canada constitutes a region, defined in the most general way as «any more or less extensive, continuous part of a surface or space ». (Rutan, 1982, nous soulignons)

74 Pour Vance « […] 'A region is a homogenous area with physical and cultural characteristics distinct from those of neighboring areas. As a part of a national domain a region is sufficiently unified to have a consciousness of its customs and ideals and thus possesses a sense of identity distinct from the rest of the country.' He goes on to note that the concept of region»inaction»can become an ideology (a myth, a construct of ideas, and a guide to action) in its own right, a kind of social movement which can then serve in part as the basis for regional demands upon and regional expectations toward the rest of the country at large, and the national government in particular" (Vance, cité dans Rutan, 1982).

75 Souligner que dans Article B, nous n'allons pas dans ce degré de détail pour présenter notre conceptualisation du régionalisme. Notamment, la dimension affective est incluse mais pas explicitée. Nous expliquons que l'objectif du régionalisme est de poursuivre et de promouvoir des objectifs communs dans un ou plusieurs domaines. Ainsi, il va de la promotion d'un sentiment de conscience ou de communauté régionale (régionalisme doux), en passant par la

et Young. Elle prend également acte de l'absence de consensus (Mansfield et Solingen, 2010) sur ce que le régionalisme peut recouvrir, absence qui s'explique aussi par les différentes conceptions du terme selon les disciplines qui le mobilisent - géographie, sciences politiques, droit. Conceptualiser le régionalisme à partir des affects des locuteurs (expression d'une fierté, sentiment d'unité) et des discours politiques (en rapport avec les intérêts de cette région), permet d'adopter une conception souple du régionalisme – qui à son tour, intègre des variations séparatistes, et autonomistes. Elle permet enfin de dissocier clairement le régionalisme du nationalisme, quoique les deux registres puissent être mobilisés par une même formation, ou même se combiner.

Le régionalisme comprend deux dimensions : une dimension affective ou identitaire et une dimension politique. La première dimension se décline en deux composantes. D'abord, une composante identitaire (se définir prioritairement comme un canadien « de l'ouest ») et une composante affective, ou si l'on veut, «imaginée»(la région est conçue comme un tout cohérent, historiquement, culturellement). La première composante s'illustre dans des indicateurs qualitatifs (CNES, Confederation of Tomorrow) : la revendication d'une primo-identité « de l'ouest » ; l'expression d'une « fierté » régionale, d'un sentiment d'attachement plus important à la Province de l'Ouest qu'au Canada. Une seconde composante s'exprime de manière plus discrète dans les sondages et statistiques nationales : elle se déduit des réponses liées au sentiment que la région n'est *pas considérée selon sa juste valeur*. Par exemple: « *In general, does the federal government treat Alberta better, worse, or about the same as other provinces?* » *;* « *In your opinion, is Alberta treated with the respect it deserves in Canada?* »*;* « *Thinking about all the money the federal government spends on different programs and on transfers to the provinces, Alberta receives [less than its fair share].* » (Alberta ViewPoint, CommonGround project, 2022); Cela suppose aussi qu'elle représente bien un « tout unifié ». Elle se déduit de la terminologie mobilisée dans les discours et programmes politiques (« The West », « western canadian », associés à un verbe vollutif qui sous-tend l'existence d'un intérêt particulier).

La seconde dimension se décline également en deux composantes, soit alternatives au sens où l'une existe sans l'autre, soit successives au sens où l'une des composantes est mobilisée en complément de l'autre. Ce serait le cas si un discours est présenté comme une défense des intérêts de l'ouest, la séparation étant envisagée comme « un dernier recours » si les demandes de réforme politique n'étaient pas accueillies

consolidation de groupes et de réseaux régionaux, à des groupes pan- ou sous-régionaux formalisés par des arrangements et des organisations interétatiques (régionalisme dur) ». (Mones, 2023, nous soulignons).

favorablement. Cette forme de séparatisme «stratégique»est assez courante auprès des formations politiques des dernières vagues. La première composante repose sur la *promotion des intérêts* spécifiques et de l'identité régionale. Les indicateurs qui permettent de la visualiser sont les discours ou programmes visant la défense de droits spéciaux pour la région ou la province. Par exemple, un statut constitutionnel à part; un droit d'exemption pour l'application de politiques fédérales ou une loi de protection de la souveraineté provinciale; la revendication de création de programmes spécifiques dans les domaines « régaliens » (armée, police, pensions)… La seconde composante vise la *promotion de la création d'une entité politique* distincte, souveraine, aux intérêts distincts. Par exemple: une autre fédération; un autre État; la sécession pour devenir un des États américains, confédéré.

On conçoit le régionalisme comme un terme « chapeau » qui prend des formes tantôt séparatistes, tantôt autonomistes, en fonction de configurations et de structures d'opportunité spécifiques.

Autonomisme

Si d'autres conceptualisations de ce terme existent dans la littérature académique[76], nous faisons le choix de concevoir l'autonomisme comme l'une des formes prises par le régionalisme. Il se traduit par des discours et pratiques qui visent à promouvoir une autre répartition des pouvoirs et des compétences au sein d'un État parent (en l'espèce État fédéral), en faveur de l'échelon local (en l'espèce la Province).

76 Par exemple, Lecours (Lecours, 2021) différencie l'autonomie statique et l'autonomie dynamique (« static autonomy and dynamic autonomy »). Dans le cas de l'autonomie statique, la structure institutionnelle générale est perçue comme n'étant pas susceptible d'être transformée. Dans ce cas, la transformation du mouvement nationaliste en un mouvement sécessionniste est beaucoup plus facile et plus probable. Cette mutation d'un nationalisme en un mouvement sécessionniste commence lorsque la région autonome pense que son autonomie par rapport au gouvernement central a atteint un point où elle n'évoluera plus ou ne changera plus. Autrement dit, la probabilité réelle ou perçue d'une réforme des institutions (répartition des compétences, regain de contrôle sur certaines thématiques) affecte l'essence du mouvement nationaliste. Inversement, dans le cas de l'autonomie dynamique, l'ouverture à une transformation du cadre institutionnel évite la transformation de mouvements nationalistes en mouvements sécessionnistes. Selon Lecours, les régions perçoivent que leur langue, leur culture et leur autonomie ne seront pas limitées; la recherche de la création d'un autre État souverain n'intervient pas tant qu'une certaine autonomie politique leur est garantie.

Séparatisme

L'autonomisme est conceptualisé comme l'une des formes prises par les régionalismes. On fait le choix de mobiliser le concept de « séparatisme » plutôt que celui de sécessionnisme ou d'indépendantisme, pour plusieurs raisons. D'abord, dans le contexte de l'ouest canadien, le terme de sécession a été écarté car il évoque directement l'imaginaire politique de la guerre civile américaine, imaginaire que certains séparatistes de l'ouest vont mobiliser volontairement. Nous avons cherché à distinguer catégories d'analyse et de pratiques, pour éviter d'épouser le langage politique et normatif des formations régionalistes de l'ouest. Par ailleurs, le sécessionnisme renvoie plus largement aux mécanismes juridiques de « retrait » d'un État ou d'une fédération d'États. Or, les séparatismes de l'ouest sont souvent relativement flous sur les contours de la séparation qu'ils appellent de leurs vœux : quelles Provinces ? quel peuple ? Quelle nation ? Le projet «national»est souvent absent dans la rhétorique des régionalismes de l'ouest. Nous préférons le terme de «séparatisme»qui permet de distinguer notre objet d'études des « indépendantismes » au Québec, en Catalogne ou en Irlande par exemple, qui recouvre des réalités politiques, culturelles et organisationnelles très éloignées. Par ailleurs, le terme de sécession comprend une autre acceptation en droit et en sciences sociales. En droit international, la sécession est envisagée comme le *départ* d'un groupe aux fins de créer un nouvel État : elle consiste dans « *l'amputation* du territoire d'un État, dont la partie retranchée constituera l'assiette spatiale de l'État nouveau » (Combacau, cité dans Combe et Gagnon, 2019). Autrement dit, le sécessionnisme n'existe en droit international public qu'à la condition de « réussir » à la formation d'un État indépendant. Par ailleurs, le droit public ne considère la sécession que dans une perspective nationale : il n'y a de sécession que celle portée par un groupe qui se revendique nation. Or, on l'a dit, les séparatistes de l'ouest ne revendiquent que peu ou pas l'existence d'une nation « canadienne de l'ouest » distincte. Au mieux revendiquent-ils qu'ils représentent davantage le Canada que ne le font les autres provinces du centre et de l'Est du pays. La sécession serait « un type d'action collective par lequel un groupe (qu'il soit ou non officiellement reconnu comme sous-entité [sub-unit] politique légitime) tente de devenir indépendant de l'État qui revendique présentement sur lui sa juridiction, et qui cherche à séparer la partie de son territoire de l'État dont il relève » (Buchanan, cité dans Combe et Gagnon, 2019).

« La sécession exprime donc la revendication d'un (petit) ensemble collectif à se séparer du plus grand ensemble politique auquel il appartient. Une telle prétention est énoncée au nom, non pas de droits individuels, mais d'un droit collectif, c'est-à-dire d'un groupe ou d'un groupement le plus souvent

territorial. En fait, la sécession est perçue comme la revendication légitime d'une nation à se voir reconnaître comme un État-nation » (ibid, p. 66).

Il est vrai que la Cour suprême du Canada adopte une conceptualisation plus processuelle de la sécession. Pour elle, il s'agit de « la *démarche* par laquelle un groupe ou une partie d'un État *cherche à* se détacher de l'autorité politique et constitutionnelle de cet État en vue de former un nouvel État doté d'une assise territoriale et reconnu au niveau international » (paragraphe 83, Avis, 1998). Cependant et aux fins de clarté que nous venons d'évoquer, dans le cadre de cette thèse, nous faisons le choix de comprendre le séparatisme comme un équivalent du sécessionnisme en droit constitutionnel, et comme une *démarche* politique - soit comme « *une remise en cause* de l'appartenance à l'État par un groupement qui revendique un droit à l'autodétermination » (Combe et Gagnon, 2019), aboutie, ou non.

Populisme et pétropopulisme

Comme nous le relevons dans la revue de littérature, le populisme a fait l'objet de nombreuses conceptualisations par la littérature académique (comme style, idéologie, stratégie ou dimension de la culture politique notamment). En nous appuyant sur les travaux qui conceptualisent le populisme comme style (Moffitt, 2016) et ceux qui le conceptualisent comme une stratégie (Weyland, 2021), nous conceptualisons le populisme comme une stratégie, avant tout discursive, généralement mise en œuvre dans un contexte de délitement social. Remettant en cause l'orthodoxie politique, cette stratégie repose sur l'opposition binaire peuple/élite, dans une perspective morale (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2018 ; Müller, 2016), les deux termes étant eux-mêmes des contenants imaginés et codépendants. Orientée vers la captation d'un « capital politique « , cette stratégie est par essence dépendante d'autres idéologies qui lui fournissent un contenu idéel. Ces idéologies permettent d'inférer non seulement le choix de marqueurs sociaux spécifiques pour la qualification de ce qui s'apparente à « nous » et à « eux » , mais aussi un certain degré de fermeture des clôtures sociales.

Cette conceptualisation du populisme repose sur deux dimensions : une dimension discursive (le discours); une dimension contextuelle, qui permettra de déceler la dimension stratégique de la performance (course politique impliquant de potentiels gains politiques : élection fédérale, provinciale, interne au Parti ; débat entre leaders; crise institutionnelle ; réforme politique).

La dimension discursive comprend une composante morale (vertus contre vices) et une composante polarisante (une opposition présentée comme irréductible, indépassable, inévitable). La composante morale du discours populiste se traduit dans des termes à connotation vertueuse. Autrement dit, les termes dépassent le jugement de valeur (« une bonne politique » , « une politique désastreuse » , « un mauvais choix » …) : il s'agit d'une critique d'un groupe ou d'une personne, selon des fondements *moraux*, et non pas économiques, sociaux ou environnementaux par exemple. La terminologie morale varie selon les époques, les formations politiques. L'analyse de contenu permet de déceler ces termes. Par exemple : « corrupt » , « evil » , « authoritarian » … La composante polarisante du discours populiste se traduit dans une mise en opposition discursive qui apparaît inéluctable, irréversible, indépassable : c'est *l'objectif* du discours qui est observé. Les deux camps sont mis en opposition de manière irréconciliable. Cela se traduit dans des verbes *accusateurs* (« steal » , « profit » , « taking advantage of » et au contraire, « disposessed » , « victimized » …).

La dimension contextuelle comprend deux composantes : un enjeu politique spécifique (taxe carbone; système de péréquation; politique linguistique; politique migratoire par exemple); une course/compétition politique, impliquant des gains politiques (symboliques, sièges, votes, visibilité). La composante politique de la dimension contextuelle se traduit dans des thématiques « brûlantes « : il doit s'agir d'un enjeu politique débattu ou faisant l'objet de discussions vives dans l'espace public. Le thème politique peut être amené ou imposé dans l'arène politique, par le locuteur lui-même, qu'il s'agisse de la politique sanitaire, des droits des personnes LGBTQ à l'école, de la taxe carbone, etc. Autrement dit, le thème n'a pas à pré-exister comme « sujet brûlant » dans l'espace public. Le discours populiste peut contribuer à sa centralité dans le débat public. La composante « compétition » de la dimension contextuelle se déduit d'une connaissance plus large de la politique canadienne et internationale : compréhension de l'agenda électoral, des enjeux de pouvoir au sein d'une formation politique, de l'audience d'une émission télévisée ou d'une tribune journalistique…

Du point de vue de la méthode, le concept de populisme implique l'analyse de discours (programmes, interventions publiques) de manière contextualisée (son irruption dans un contexte politique donné qu'il faut expliciter pour révéler la dimension stratégique). Pour ce faire, nous effectuons une analyse des clôtures sociales dans les discours des formations politiques qualifiées comme régionalistes (voir : concept 1; Annexe A, cadre méthodologique), qui nous permet d'analyser les rapports entretenus par les termes entre eux. Par exemple, l'analyse nous permet de mettre en lumière les rapports de compétition, de rejet.

Le pétropopulisme se présente comme l'une des variantes de notre concept de populisme. Il consiste en une stratégie rhétorique qui associe le pétrole canadien au bien, voire au sens commun (Gunster et al. 2021) et qui, inversement, diabolise les politiques environnementales associées aux élites déconnectées. Autrement dit, les dimensions (discours, contexte) et les composantes demeurent. Les indicateurs se précisent puisque la dimension morale et polarisante doit *nécessairement* s'attacher à la thématique environnementale et/ou à celle des ressources naturelles (minerais, gaz, bois, produits de la pêche). Dans le cadre de notre recherche, le pétropopulisme se traduit souvent par l'accent mis sur la dimension éthique et nationaliste des ressources en gaz et en pétrole (voir Oil Sands Action 2023; Oil Respect 2023).

Relevons que le pétropopulisme pourrait s'attacher (comme la stratégie populiste) à des idéologies variables (socialisme, néolibéralisme) et s'appliquer à des espaces géographiques et politiques différents (il s'applique tout aussi bien en Alberta qu'en Saskatchewan). « Normatif », le concept l'est uniquement dans la mesure où nous tenons aussi compte des impacts de la stratégie populiste sur l'érosion du débat démocratique (en l'espèce, sur la qualité des discussions collectives en matière de transition énergétique juste, par exemple).

Cadre méthodologique

Remarques préliminaires

Le cadre méthodologique s'articule à nos questions de recherche (voir Chapitre 1) et nous permet de tester nos hypothèses de recherche. Il vise à comprendre les variations historiques du sentiment d'aliénation de l'ouest, à partir du discours des formations régionalistes à l'ouest. En observant particulièrement les déplacements des clôtures sociales présentes dans les programmes des formations régionalistes, nous cherchons à opérer une *classification* et une *périodisation* des régionalismes de l'ouest canadien. Ont été sélectionnées plusieurs formations politiques qui nous sont apparues *topiques* du régionalisme de l'ouest canadien, à partir de la lecture de la littérature académique correspondante, de leurs résultats électoraux et de leur programme politique. L'accessibilité et la fiabilité des données sont également prises en compte pour la réalisation d'une analyse de contenu. En effet, de nombreux textes sont accessibles exclusivement de manière partielle, dans des ouvrages spécialisés ou moyennant des requêtes auprès de fonds d'archives privés. C'est le cas des programmes des United Farmers. Autre exemple, le Western independence Party qui demandait la séparation des provinces et territoires du nord-ouest, du reste du Canada, ne dispose

plus de plateforme en ligne et nous n'avons pas pu trouver les archives de ce petit parti crépusculaire, qui ressurgit en 2005 mais ne dispose pas de documents accessibles en ligne. La méthodologie que l'on emploie ne vise pas et ne permet pas de réaliser une historiographie exhaustive des partis politiques régionalistes au Canada. Il ne s'agit pas non plus de réaliser un compte-rendu détaillé de leurs programmes, sur l'entièreté des thèmes abordés dans les plateformes politiques. Relevons finalement que la recherche est rédigée en français à partir de sources qui sont quasiment toutes anglophones, ce qui explique que certains termes ne soient pas traduits dans le texte.

Méthodologie mobilisée

La recherche proposée repose sur une méthodologie mixte. On effectue une revue de littérature et opérons une collecte de données primaires: programmes politiques des partis séparatistes dans l'Ouest ; entrevues publiques; enquêtes et sondages sur les émotions, croyances et perceptions politiques dans l'ouest canadien (le sentiment d'aliénation; la confiance dans l'avenir; l'attachement à la Confédération). Une recension des formations politiques ayant cherché à traduire ce sentiment d'aliénation à l'ouest du Canada, complète ces premières recherches. Une littérature académique abondante (en anglais en grande majorité) s'est intéressée aux régionalismes historiques dans l'ouest canadien – « populismes « ou « radicalisme » des fermiers au début du siècle, tiers-partis provinciaux, etc. Cette revue de littérature critique doit permettre de dégager une vision d'ensemble et d'inscrire nos travaux de recherche dans la continuité des travaux sur les mouvements régionalistes originaires de l'ouest canadien. Par ailleurs, cela doit nous permettre de réfléchir aux qualifications, classifications, conceptualisations de ces mouvements. À la manière dont la littérature les a successivement qualifiés – en fonction de l'idéologie (socialisme agraire), du style politique (populismes), des revendications de réformes institutionnelles (démocratiques), etc. Nous renvoyons ici aux Annexes B et C qui présentent les travaux, approches et conceptualisations mobilisées par la littérature académique qui s'est intéressée aux régionalismes de l'ouest; et aux théories et conceptualisations du populisme.

On opère ensuite une analyse de données d'enquêtes qualitatives sur l'insatisfaction régionale dans l'ouest du Canada. Le matériel disponible et analysable est constitué des données issues des données d'enquêtes CNES; Environics Institute; Confederation of Tomorrow. On sélectionne les questions relatives à l'insatisfaction régionale spécifiquement (voir tableau). Ces données sont croisées avec des données configurationnelles : pouvoir fédéral en place (libéral, conservateur), politiques nationales qui ont été

conduites et réception par la population de l'ouest canadien (exemples : négociations du Lac Meech; conclusion du contrat CF-18 avec Bombardier sous B. Mulroney; Politique énergétique nationale sous P.-E. Trudeau).

L'insatisfaction régionale apparaît *a priori* comme une réaction à certaines politiques nationales ou une réaction politique aux résultats électoraux lors des élections générales. L'analyse de ces données d'enquête doit permettre d'observer les variations de l'insatisfaction régionale dans l'ouest canadien, en fonction des configurations politiques, sur le temps long. Elle doit permettre de périodiser et classer les types de régionalisme en fonction de la configuration sociopolitique en place.

Les dates des enquêtes sont choisies en fonction de la configuration sociopolitique dans laquelle on s'inscrit au moment de réalisation de l'enquête. Par exemple, pour les enquêtes CNES, avant chaque élection fédérale, donc à la fin d'un cycle électoral (ce qui permet d'évaluer les politiques conduites au niveau fédéral sur la dernière période écoulée, et leur réception dans l'ouest). Par ailleurs, notons que cette analyse qualitative n'est réalisée qu'à compter de 1984. Il n'existe pas de données fiables avant 1965, date des premières enquêtes CNES. S'il existe bien des sondages sur le sentiment séparatiste, le sentiment d'aliénation ou la volonté de séparation, auxquels il est souvent fait référence dans la littérature académique, ont pu être réalisés par un journal - *The Globe and Mail, The National Post* pour sonder leur lectorat. Cependant, nous n'avons pas accès à la méthodologie employée, à la méthode d'échantillonnage, et l'enquête n'est souvent pas disponible en ligne. Finalement, la variation des questions et de la taille du bassin de répondants, ne permet pas de comparaison sociohistorique fine.

1984	Fin du mandat de P.-E Trudeau au gouvernement fédéral
1988	Fin du premier mandat de B. Mulroney au gouvernement fédéral
1993	Fin du second mandat de B. Mulroney au gouvernement fédéral (veille d'un succès électoral pour le Reform Party)
2004/2006	Veille du succès électoral de S. Harper (2006)
2019	Veille réélection de J. Trudeau
2021	Veille réélection de J. Trudeau

Comme le sentiment d'aliénation de l'ouest n'est pas toujours strictement mentionné, nous faisons le choix (voir Articles) de rendre équivalentes l'expression d'un sentiment d'aliénation à l'ouest, et

l'insatisfaction régionale à l'endroit du gouvernement fédéral. On choisit de regarder l'insatisfaction régionale en fonction de certains marqueurs. Voici les questions que l'on observe dans les enquêtes sélectionnées :

- Sentiment d'être respecté / ignoré dans la Fédération
- Sentiment que sa province / région est entendue
- Satisfaction à l'endroit du fonctionnement des institutions canadiennes
- Satisfaction à l'endroit du gouvernement fédéral en place
- Volonté de séparation des provinces de l'ouest
- Confiance dans le gouvernement fédéral
- Préférence quant à la répartition des pouvoirs entre Fédéral/Provincial

On effectue finalement une analyse de contenu du *discours (programmes, plateformes)* de plusieurs formations identifiées comme régionalistes, dans l'ouest canadien. L'objectif est de comprendre d'une part le contenu idéologique des régionalismes de l'ouest et d'autre part, les variations dans le temps, en fonction des configurations socio-politiques, des discours portés par les régionalismes de l'ouest. Nous partons du présupposé que le discours populiste comme régionaliste contient une forte dimension polarisante entre un « nous » et un « eux ». Cette dimension « duale » explique que l'analyse se concentre sur les clôtures sociales contenues dans le discours politique des formations régionalistes « topiques « (formations politiques fédérales et provinciales régionalistes). Les clôtures sociales sont choisies comme mode de captation des variétés idéologiques de régionalismes/séparatismes dans l'ouest. On regarde quelles sont les lignes de fracture entre « eux » et « nous » , conçus comme des contenants « vides » - cf. notre définition du populisme (analyse des marqueurs moraux mobilisés pour la désignation du « nous » et l'exclusion d'un « eux »). On vient repérer *les occurrences* et les *variations* de contenu. On sélectionne les éléments discursifs relatifs à l'aliénation de l'ouest, à un contenu régionaliste ou populiste. Cela veut dire que l'on écarte de l'analyse de discours certaines dimensions des programmes et discours en ligne. On se focalise sur les clôtures sociales, relatives à l'aliénation de l'ouest par rapport à une « altérité », spécifiquement. Le livre de codes est construit en utilisant une stratégie adductive. En fonction de ce que la feuille de codage remplie va mettre au jour, nous pourrons déterminer plus finement la dimension nationaliste et/ou régionaliste et le contenu idéologique (droite/gauche) des discours des formations régionalistes observées dans la thèse. Cette analyse intègre là encore les configurations politiques dans lesquelles ces discours s'inscrivent: pouvoir fédéral et provincial en place; politiques

nationales; situation socio-économique des Prairies; compétition électorale en cours; etc. Elle est dépendante de notre conceptualisation du populisme et du régionalisme (voir Annexe A, *supra*).

Corpus analysé

Formations politiques

La méthodologie fait le choix d'observer exclusivement les discours de formations fédérales (supra-régionales). En ne retenant que des partis fédéraux, l'intérêt est de mettre en lumière les éventuelles articulations entre des discours nationaliste et régionaliste, et une confusion stratégique qui peut être entretenue par une seule et même formation politique (c'est le cas en Italie, avec la Ligue du Nord). Cela permet de penser le régionalisme en tant que dynamique au sein de la fédération canadienne, comme discours à destination de l'ensemble des provinces de l'ouest et dépassant le cadre provincial. Inversement, l'une des limites majeures tient à l'inexistence de formations fédérales et autonomistes pour la période contemporaine, si l'on fait abstraction du Maverick Party qui entretient une confusion sur ses objectifs constitutionnels. En effet, le Reform party, fédéral et autonomiste, n'a pas connu d'équivalent depuis sa fusion dans l'Alliance canadienne, elle-même fondue dans le nouveau Parti conservateur du Canada. Dans la période récente, le discours autonomiste trouve surtout à s'exprimer par l'entremise des partis conventionnels (Parti conservateur du Canada au Canada, United conservative Party en Alberta) en revendiquant une forme une décentralisation ou du moins de limitation de l'intervention du gouvernement fédéral. Si l'on n'avait regardé que des formations provinciales (sub-régionales), cela aurait présenté une facilité: les partis autonomistes se situent plutôt à ce niveau (Alberta, Saskatchewan, et même Colombie-Britannique). En revanche, la limite que l'on aurait rencontrée plus ou moins immédiatement est de deux ordres. D'abord, se concentrer sur l'échelon provincial aurait obligé à sélectionner des formations politiques séparatistes et autonomistes pour *chaque* province de l'ouest canadien, pour *toutes* les périodes, ce qui complique énormément le travail de comparaison socio historique, au risque d'une forme d'éparpillement dans la qualité des comparaisons produites. Ensuite, les formations séparatistes provinciales *dupliquent* le discours des formations fédérales séparatistes, ce qui rendrait le corpus au mieux limité – les plateformes provinciales sont moins étoffées et les partis « à éclipses », changent très souvent – au pire redondantes avec le niveau fédéral, dans l'hypothèse où l'on chercherait à intégrer aussi cet échelon dans notre corpus. Pour cette raison, le choix a été fait d'analyser uniquement le contenu politique de formations fédérales, en spécifiant s'il s'agit de formations

autonomistes, ou séparatistes. Les formations politiques retenues sont régionalistes au sens entendu dans la section « cadre conceptuel ». Toutes les formations politiques retenues ont la spécificité d'être particulièrement ancrées à l'ouest – voire de se présenter comme défendant exclusivement les intérêts de l'ouest, sur le modèle du Bloc québécois pour le Québec. Ce n'est pas exactement le cas du CCF (envergure nationale), du Social credit Party (qui se résume néanmoins largement au règne du Social Credit Party en Alberta, pendant 35 ans) et du Reform Party (prétentions de gouvernement national), qui ont aussi cherché à obtenir des sièges dans des provinces du centre et de l'Est du Canada.

Remarquons que nous ne retenons pas certaines formations politiques qui pourraient être qualifiées de « régionalistes » :

- Le Confederation of Regions Party: le CoR existe politiquement entre 1984 et 1988. Formé à l'ouest, comme un successeur de l'association « West-Fed » - séparatiste – la formation enregistre pourtant peu de succès à l'ouest. Son discours est proche du Western Canada Concept pour ce qui concerne l'ouest, les régions, le rapport au multiculturalisme et au gouvernement fédéral. À compter de 1988, le parti se fonde plus ou moins dans le Reform party, dont nous analysons les programmes. Pour ces raisons, nous avons fait le choix de ne pas l'inclure dans notre corpus.
- Le People's Party of Canada : populiste, le Parti trouve surtout ses soutiens électoraux en Ontario, plutôt que dans l'ouest. Il n'est pas régionaliste; n'affiche pas de prétention à la représentation des intérêts de provinces ou de l'ouest spécifiquement.
- La Canadian Alliance : elle reprend le logiciel idéologique du Reform Party, préfigure le Canadian Conservative Party et présente une forte dimension populiste ainsi que des appuis à l'ouest. Cependant, nous n'identifions pas de prétention régionaliste et/ou spécifiquement séparatiste.

Documents analysés

Les ressources choisies sont les plateformes ou programmes politiques, qui présentent l'intérêt d'avoir une forme relativement similaire dans le temps long – division thématique – ce qui facilite la comparaison historique. Contrairement aux discours de congrès, ou aux propos rapportés, les plateformes politiques s'adressent à tout l'électorat potentiel, pas seulement aux militants convaincus. Dit autrement, ces documents visent à convaincre, à persuader, plutôt qu'à *mobiliser* un groupe restreint d'individus, pour l'action politique, ce qui nous permet d'observer la stratégie électorale dans le discours (la dimension stratégique étant une dimension de notre concept de populisme). Les plateformes ont été extraites de la

base de données POLTEXT Electronic Manifestos de l'Université Laval. POLTEXT est un dépôt électronique de documents de politiques de tous les principaux partis fédéraux canadiens de 1972 à aujourd'hui. Le Parti Maverick, étant récemment fondé, dispose d'une documentation officielle limitée ; ses livrets de politique finalisés ne seront pas disponibles avant la fin de ce projet. Tout en résistant à la tentation du « cherry picking », le choix de textes « topiques » plutôt que d'autres atteint aussi ses limites. Il peut être délicat de résumer le propos d'un parti régionaliste en un seul discours, même s'il s'agit d'un programme politique à un moment historique fondamental pour son développement (juste avant une élection générale, notamment).

Grille d'analyse des programmes politiques

L'analyse de contenu doit nous permettre deux choses: observer le moment et la nature des transformations des régionalismes, à l'ouest, à partir des variations programmatiques; identifier les articulations entre le discours populiste et le contenu idéologique des régionalismes de l'ouest canadien. Pour identifier l'articulation entre la dimension populiste et régionaliste d'une part, le contenu idéologique des formations politiques de l'autre, nous avons établi une liste de mots qui se réfèrent au « populisme », au « régionalisme de l'ouest », au progressisme et au conservatisme, liste basée sur la recension de littérature; sur notre cadrage théorique et conceptuel et sur notre lecture du corpus de textes. L'analyse de contenu réalisée se partage en deux temps, en commençant par la *quantification* de l'existence du régionalisme, du populisme, du conservatisme ou du progressisme dans le texte. Elle est réalisée en observant la *fréquence* de certains mots. On regarde le nombre d'occurrences d'une même unité, dans une même communication (décompte manuel des occurrences de chaque terme dans la feuille de codage, lorsqu'elles sont utilisées dans un sens attendu). L'objectif est d'obtenir une feuille de codage remplie, avec le nombre d'occurrences / de références aux termes pré-listés, pour chaque texte identifié. Notons qu'on ne cherche pas nécessairement à identifier comment régionalisme et populisme se combinent (l'analyse sociopolitique en fonction du contexte, permet d'établir cette relation ou non). Ensuite, ce qui nous intéresse est la *variation de contenu idéologique*. Celle-ci est identifiée par la transformation des oppositions en valeurs entre deux contenants qui varient dans le temps et en fonction de différentes configurations sociopolitiques. C'est l'une des difficultés du travail analytique, qui explique le contenu de notre grille d'analyse: une partie importante de termes sont employés dans des sens idéels tout à fait différents d'une période et d'une formation à l'autre. C'est le cas des termes de « justice », « work », « domination », « exploitation », « security », « freedom », « democratic », employés à la fois par le CCF et

par le Maverick Party. On pourrait y voir ici une preuve du contenu idéel «fin»partagé par les populistes indépendamment de leur facture idéologique générale; nous estimons plutôt qu'il s'agit d'un langage politique spécifique qui mérite d'être analysé dans son contexte - comme nous le ferions pour d'autres espaces politiques[77].

Données d'enquêtes qualitatives sur l'insatisfaction régionale

Dans cette section, nous présentons les enquêtes et les questions spécifiques mobilisées pour identifier le régionalisme de l'ouest, ses trajectoires dans le temps, à partir des attitudes des acteurs sociaux dans l'ouest (primo-identité, valeurs et transgressions). Ces données d'enquêtes qualitatives nous permettent d'identifier les *moments* et la *nature* des transformations des régionalismes de l'ouest. Ces enquêtes nous permettent d'observer:

- Les variations du sentiment d'aliénation de l'ouest (insatisfaction/mécontentement régional) dans l'ouest canadien: Perception du poids de la région de l'ouest/province dans la fédération canadienne; perceptions des provinces comme « mieux dotées » ou « mal dotées » (better off, worse off); perception du traitement reçu par le gouvernement fédéral; sentiment de confiance dans le gouvernement fédéral.
- Le soutien au régionalisme (autonomisme; séparatisme): Opinion quant à la répartition des pouvoirs entre les paliers fédéral et provincial; volonté de séparation pour la province ou la région d'appartenance.

Plusieurs remarques liminaires. D'abord, les données d'enquête ne couvrent que la période 1965 à nos jours, faute de données qualitatives satisfaisantes pour la période antérieure. Ensuite, les enquêtes électorales sur les Canadiens (Canadian national election studies, CNES), ici identifiées, n'ont pas été explicitement mobilisées dans nos articles - nous les avons consultées et utilisées pour notre compréhension générale des programmes et du contexte sociopolitique propre à chaque formation. Cela s'explique car selon les années, les questions aux canadiens n'entretiennent pas systématiquement de lien direct avec régionalisme/populisme dans l'ouest canadien, mais pourrait nous informer sur la sensibilité/attitudes populistes dans les Prairies/ouest canadien. Nous renvoyons ici au tableau 8.

77 Par exemple, dans le cas français, la référence à la République, à l'arc républicain ou à la défense des principes républicains est tantôt convoquée par l'extrême-droite, la droite conventionnelle, la gauche social-démocrate. Seule une analyse contextualisée permet de comprendre le sens donné par les acteurs, à cette terminologie (et les mises en opposition politiques que le discours implique).

Cependant, elles contiennent des résultats qui nous informent généralement sur la confiance/méfiance dans les institutions canadiennes, la démocratie, les élites; sur l'attachement à la démocratie ou à l'ordre et l'autorité, donc également sur les « prédispositions » au vote populiste. Elles permettent, pour les années 1965, 1993 et 2013, de prendre le « pouls » des Canadiens et d'identifier les attitudes ou perceptions qu'on peut qualifier de populistes. Elles pourront donc être mobilisées dans des recherches ultérieures, croisées aux données existantes sur le soutien au séparatisme dans l'ouest canadien pour mettre plus finement en lumière les articulations entre populisme et régionalisme chez les électeurs, et pas seulement dans le discours des formations politiques. Enfin, certaines données d'enquête ne sont pas mentionnées dans ce tableau[78], mais figurent toutefois dans le corps des articles ou dans la thèse en général, car elles ont plus largement abondé notre réflexion.

78 C'est le cas, par exemple, des travaux conduits par le Common ground project. En ligne. [URL] https://www.commongroundpolitics.ca/western-alienation.

ANNEXE B

[REVUE DE LITTÉRATURE: LES DIFFÉRENTES APPROCHES SOCIOPOLITIQUES DES RÉGIONALISMES DE L'OUEST CANADIEN DANS LA LITTÉRATURE ACADÉMIQUE]

Dans cette annexe, nous présentons les différentes approches des régionalismes de l'ouest canadien, dans la littérature académique. Cette revue de littérature ne pouvait pas figurer dans le cadre des articles, mais aurait figuré au sein d'une thèse classique. Elle donnera au lecteur davantage de ressources. Cette présentation synthétise de manière non exhaustive le traitement académique des régionalismes de l'ouest canadien, peu important que le terme de «régionalisme»soit ou non celui retenu par les auteurs. Les sources sont présentées en fonction de leur lien avec l'objet de recherche principal; en ce qu'elles permettent de répondre aux questions de recherche que l'on se pose et en ce qu'elles permettent de tester nos hypothèses de recherche. Après avoir formulé quelques remarques générales sur la littérature existante sur cette thématique (1), nous présentons la recherche comme suit: travaux portant sur les régionalismes historiques à l'ouest (2); sur les régionalismes de droite au Canada (3), sur les séparatismes, l'aliénation de l'ouest et la question extractive (4). Cet objet de recherche a fait l'objet de davantage d'attention académique dans les dernières années, suite à l'apparition du People's Party of Canada de Maxime Bernier, suite à l'ascension de Pierre Poilievre au sein du PCC et de mouvements sociaux comme le Wexit ou le Convoi des camionneurs sur la scène fédérale. En annexe, un tableau synthétise les différentes approches théoriques et conceptuelles des régionalismes de l'ouest; un autre tableau synthétise les différentes approches des populismes canadiens en général (Annexe D).

Remarques générales

Nous avons déterminé en Annexe A les modalités de sélection et de comparaison de différentes formations régionalistes de l'ouest, au Canada (Annexe A). Ces régionalismes se sont manifestés historiquement dans une diversité de formations politiques, de droite et de gauche, mais aussi plus récemment de mouvements sociaux qui gravitent, notamment, autour du Parti conservateur du Canada. La revue de littérature porte donc sur les travaux qui ont traité de ces formations politiques en général, leurs leaders, leur mode d'organisation et leurs relations avec les formations politiques conventionnelles.

Peu important la période considérée, les travaux conduits sur cette thématique sont majoritairement

écrits en anglais. La littérature francophone est à la fois plus limitée et plus récente. On y compte les travaux des sociologues québécois en sociologie du nationalisme, en politique comparée (Béland et Lecours, 2006; 2013), et surtout les travaux conduits sur les conservatismes canadiens dans leur globalité (voir notamment Boily, 2014, 2020). La collection *Perspectives de l'Ouest* offre par ailleurs de nombreux travaux en français sur la politique de l'ouest canadien, mais comparativement peu de recherches récentes sur les mouvements régionalistes, notamment séparatistes[79]. Les séparatismes de l'ouest spécifiquement n'ont que peu intéressé la recherche: la littérature académique sur les indépendantismes et sécessionnismes contemporains se concentre généralement sur les cas topiques (et européens) suivants: l'Ecosse, la Catalogne, les Flandres, et dans une bien moindre mesure, le Tyrol du Sud. Les séparatismes extra-européens[80] font plus généralement l'objet d'une moindre attention scolastique.

Populismes historiques dans les Prairies

La littérature académique sur les mouvements de contestation régionale dans l'ouest canadien émerge dans les années 1960-1970. Elle s'intéresse rétrospectivement aux régionalismes historiques issus de l'ouest canadien: Progressive Party; Social Credit Party ; Cooperative Commonwealth Federation (CCF)

79 Dans les dernières décennies, la littérature académique sur les sécessionnismes s'est développée, notamment dans le cadre de la chute du mur de Berlin et de la dissolution du bloc soviétique (Lukic & Lynch, 1996). La littérature académique sur le séparatisme, ou le sécessionnisme (dépendamment de la langue et de la discipline) est animée par trois types de questions de recherche : normatives, explicatives et pragmatiques (Requejo, F. et Sanjaume-Calvet, M., 2021). Comme le rappellent ces auteurs :

Les théoriciens politiques travaillent principalement sur le droit moral et politique de faire unilatéralement sécession (Conde et Gagnon, 2019), ce qui n'est pas l'objet de notre recherche ici. Autrement dit, c'est la question des conditions, de la légitimité et du dépositaire de ce droit moral qui sont au coeur de ces travaux. Ces théories n'expliquent pas et ne cherchent pas à expliquer l'émergence, le succès ou les causes du sécessionnisme. Celles-ci sont sous-jacentes et impliquées dans les travaux de recherche. Le sécessionnisme existe et connaît certains développements que le droit et la théorie politique mettent en discussion du point de vue institutionnel ou éthique.

Le champ des théories explicatives de la sécession se concentre principalement sur les conditions préalables et les variables qui sont en corrélation (ou non) avec la présence (ou l'absence) de mouvements sécessionnistes dans des territoires spécifiques - par exemple, la présence de ressources extractives sur le territoire considéré; une langue commune.

Finalement, la littérature empirique se penche plutôt sur les modes de gestion ou de résolution du conflit territorial issu du sécessionnisme.

80 Quoique, là encore, cela mérite d'être nuancé: il existe bien sûr des travaux sur les séparatismes en Inde (Capoccia et al., 2012); en Afrique (Vries et al., 2018); dans les îles (Baldachinno, 2016), pour ne citer que quelques récents travaux.

(Lipset, 1968). Très majoritairement anglophone, la littérature adopte des perspectives idéologiques et théoriques diverses (Wiseman, 2015). Elle est globalement moins abondante que celle qui porte sur les populismes russes et américains, à la même période. D'une manière générale, les transferts et ressemblances entre les populismes canadiens et américains sont souvent mentionnés, notamment en Alberta (Lipset, 1968[81]; Morton, 1978; Sharp, 1997; Young, 1969; et plus récemment, Wiseman, 2011[82]; Banack, 2013[83]) ou dans une perspective canadienne plus large, en établissant des liens avec les mouvements agraires en Ontario (Bronson, 1976; Conway, 1978; Wood, 1975; Conway, 1978). En insistant par exemple sur leur héritage partagé, McMath compare les populismes agraires des plaines américaines et de l'ouest canadien et leurs issues (McMath, 1995), en fonction du contexte politique national: New Deal porté par Roosevelt d'un côté, répression et succès électoraux des formations populistes agraires, de l'autre. Des décennies plus tard, les travaux comparatifs portent également sur le cas Australien[84]; ou

81 Pour Lipset, les histoires religieuses distinctes du Canada et des États-Unis ont contribué à façonner les valeurs politiques dans chacun des deux États. Après leur rupture révolutionnaire avec la Grande-Bretagne, les États-Unis aurait adopté un style de protestantisme qui encourageait un esprit populiste et égalitaire, enclin à protester lorsqu'il se heurtait à la hiérarchie traditionnelle. Pour Lipset, le Canada a résisté à la révolution et a continué de maintenir des liens étroits avec les églises de l'Ancien Monde et leurs structures hiérarchiques qui encourageaient la déférence envers les sources traditionnelles d'autorité parmi les adhérents. Cette différence explique cette "fracture continentale" (continental divide) entre les deux États, notamment le développement de cultures politiques différentes.

82 « Alberta's early American settlers were pivotal in shaping Alberta's political culture [...] Albertans have demonstrated a particular affinity for American political ideas and movements. Alberta came to resemble the liberal society in Tocqueville's Democracy in America: high status was accorded the self made man, laissez-faire defined the economic order, and a multiplicity of religious sects competed in the market for salvation » (Wiseman, 2011).

83 La qualification de « populisme » des mouvements des fermiers à l'ouest a, pour l'auteur, négligé le fondement chrétien protestant du populisme agraire américain et les tendances conservatrices qu'il a encouragées. Banack démontre les liens entre la vaste tradition protestante américaine et les tendances conservatrices qu'elle a permises, notamment au sein des United Farmers of Alberta (UFA) avec Henry Wise Wood et de l'Alberta Social Credit League avec William Aberhart et Ernest Manning. Pour l'auteur, malgré d'importantes différences, cet héritage « protestant américain » partagé a permis aux deux formations de se construire sur une base populiste conservatrice similaire, issue de cette tradition religieuse. Banack offre finalement quelques réflexions fertiles sur la persistance du sentiment populiste conservateur dans l'Alberta contemporaine.

84 Dans Pratt et Stevenson (1981), un chapitre rédigé par Stevenson intitulé « Western Alienation in Australia and Canada » propose une analyse comparée du séparatisme dans les deux pays. Il s'interroge sur les impacts d'une réforme institutionnelle sur le sentiment d'aliénation d'une partie des citoyens; pour l'auteur, ce sont plutôt les transformations de l'économie nationale qui auront un impact sur cette dynamique historique. Dans la littérature académique plus récente, des recherches comparatives ont été conduites sur les nouveaux conservatismes aux États-Unis (Farney, 2012) et en Australie (Sawer & Laycock, 2009).

encore sur les différentes trajectoires politiques, entre le Canada et les États-Unis, regardant les politiques extractives (Béland et Lecours, 202285).

Plusieurs ouvrages majeurs marquent cette première vague de recherches sur les régionalismes à l'ouest: *The Agrarian Revolt in Western Canada: A survey Showing American Parallels* (Sharp, 1948); *Democracy in Alberta: social credit and the party system* (Macpherson, 1962); *Continental divide: the values and institutions of the United States and Canada* (Lipset, 1968); *The anatomy of a Party: the National C.C.F., 1932-61* (Young, 1969); *Progressive party in Canada* (Morton, 1978).

Modèles explicatifs du développement et des trajectoires des régionalismes à l'ouest

Comment expliquer le développement et les succès de formations comme les UFA, le CCF et le Social credit Party ? La littérature historique adopte majoritairement une lecture marxiste du phénomène, insistant sur une explication structurale. Chez Sinclair, le développement du Crédit social et du CCF en Alberta et en Saskatchewan pourrait s'expliquer par l'attrait que leurs idéologies populistes exercent sur la population petite-bourgeoise86, à la fois engagée et exploitée au sein d'un système capitaliste - une position sur laquelle il revient finalement deux décennies plus tard. Pour Sinclair initialement, le CCF comme le Crédit social correspondent à « une protestation populiste de certaines sections de la petite bourgeoisie » (Sinclair, 1975). À l'époque, les fermiers de l'ouest canadien:

> form part of the petite bourgeoisie, a concept which denotes a class of small scale entrepreneurs who are self-employed and employ little or no labour from outside the family. [...] The various sections of the class are united by their insecurity and their belief that they are independent. As Macpherson (1953) noted, the belief in independence, although it is an important determinant of their action, is an illusion, because the petit bourgeois class is subordinant to large scale, labour-utilizing capitalists, who control the price system. The small

85 En 2022, les politistes Béland et Lecours proposaient d'expliquer une différence politique notable entre le Canada et les États-Unis: la place centrale et controversée accordée à la politique des oléoducs au Canada; le développement de nouveaux oléoducs et gazoducs aux États-Unis, sans controverses nationales ni conflits intergouvernementaux. Les auteurs identifient trois facteurs qui ont contribué à ce que les projets d'oléoducs déclenchent de graves conflits intergouvernementaux au Canada autour du pétrole de l'Alberta, mais pas aux États Unis en ce qui concerne le transport du pétrole du Texas : les structures des oléoducs et le cadre réglementaire pour le pétrole et le gaz ; le soutien idéologique et politique, ou l'opposition, à l'exploitation du pétrole et du gaz ; le niveau d'opposition des indigènes aux projets d'oléoducs (Lecours et Béland, 2022).

86 Les deux formations ont bien une base sociale commune. « The emergence of Social Credit and the CCF from similar social conditions in Alberta and Saskatchewan is best explained by stressing how the populist elements in each were consistent with the petit bourgeois character of the most numerous class in each province » (Sinclair, 1975).

> producer is independent, perhaps, in that he may still be able to decide for himself when and how to use his own labour. (Sinclair, 1975)

Toutefois, ces deux formations devraient être distinguées: «Differences in the historical development of each province prior to the depression explain the acceptance of separate expressions of populism in Alberta and Saskatchewan (Sinclair, 1975). Si les deux formations sont considérées comme des protestations populistes, il défend que le CCF commence comme un mouvement socialiste (pour devenir plus tard un parti populiste progressiste); le Social Credit Party en revanche, était d'emblée un parti populiste autoritaire, fruit de l'échec d'un populisme agraire modelé sur les populismes américains, en Alberta (les UFA). Quelques années plus tôt, Naylor (1972) avait également souligné la similitude entre le Crédit Social et le CCF, qu'il analysait déjà comme étant des réponses aux problèmes rencontrés par la petite bourgeoisie agraire:

> As to the contradiction between Social Credit and the CCF emerging from identical conditions, it ceases to exist once these movements are viewed in terms of objective class standards rather than the subjective standards of the leaders. The two movements are indistinguishable. For the farm constituency, the policy proposals of both groups were identical (Naylor, 1972).

De son côté, Macpherson analyse là encore le populisme du Crédit social comme une *lutte de classes* au profit de la petite bourgeoisie agraire albertaine – opposée à « l'impérialisme de l'est » , mais pas à la propriété privée en tant que telle, qu'elle protège. Il insiste également sur le système de partis pour expliquer l'émergence du CCF et du Social Credit Party. Pour lui, le statut socioéconomique et les croyances des fermiers dans leur indépendance et dans la propriété privée expliquent les oscillations entre radicalisme progressiste et conservatisme dans le discours des mouvements des fermiers:

> The radicalism of both was that of a quasi-colonial society of independent producers, in rebellion against eastern imperialism but not against the property system.... It was not that the exigencies of government, as such, caused the leaders, on attaining office, to become orthodox both in their economic policies and in their practice of democracy. Rather, the exigencies of governing a society of independent producers, in revolt against outside domination but not against property, brought out the conservatism inherent in petit-bourgeois radicalism. (Macpherson & Wiseman, 2013, p. 220[87])

Sharp (1948) met de l'avant un pluralisme causal dans l'avènement des régionalismes historiques à l'ouest, en insistant sur les déterminants géographiques, économiques et sociaux qui ont motivé les mouvements

87 Voir aussi, dans Conway, 1978: « Macpherson does locate the particular political developments in Alberta in the struggles of the agrarian petit-bourgeoisie for survival and prosperity against the inimical forces of the "eastern financial domination and the party system ».

des fermiers en Amérique du Nord (au Canada et aux États-Unis) : difficile accès au crédit ; obstacles tarifaires ; contraintes climatiques, etc… Cependant pour lui, ce sont avant tout le populisme américain et les migrations de fermiers américains vers l'ouest canadien, qui expliquent le transfert de ces revendications vers l'Alberta (un point sur lequel s'accorde généralement le reste de la littérature; voir Young, 1969; Morton, 1978).

La recherche amène d'autres facteurs explicatifs au développement d'un populisme agraire dans l'ouest canadien, outre le transfert d'expérience politique entre les fermiers américains et canadiens, par le biais des migrations de travail, des moyens de communication et de diffusion d'information[88] qui ont permis de développer un sentiment d'identité commune entre les fermiers des prairies; une expérience généralisée de privation (une insécurité des revenus) (Sinclair, 1975). Plutôt que des liens de causalité économique ou de classe, Morton convoque l'idée d'un « biais » historique dans la politique des Prairies:

> [...] the explanation [of a difference of politics of the three Prairie Provinces and those of other regions of Canada] is historical and not merely economic or sociological. [...] the difference between prairie and other Canadian politics is the result of an initial bias, which, by cumulative historical process - the process which takes account of sequence, conjuncture, and will, as well as of logic, category and necessity - has resulted in traditions and attitudes even more distinctive than the original bias. (Morton, 1970)

Comment expliquer les trajectoires des populismes de l'ouest canadien ? Leurs variations interprovinciales ? Lipset (1968) estime qu'il n'y avait pas eu « d'explication adéquate, ou même un compte rendu descriptif détaillé des facteurs qui ont donné lieu à des réactions aussi différentes de la part de deux unités sociales assez semblables » (nous traduisons, xxii). Un même constat est dressé par Conway (1978), pour lequel « aucune perspective théorique viable pour analyser et expliquer de tels phénomènes n'a été produite par la sociologie politique canadienne. Toutes les études existantes ont été faites à partir de cadres théoriques différents, sans concept unificateur ». Smith (1969) soulève l'hypothèse selon laquelle le système fédéral de gouvernement est un facteur explicatif clé du développement des populismes agraires. Cependant, comme le rappelle Sinclair (1975), si le système a bien rendu possible un développement politique distinct,

88 « Although interaction in Alberta and Saskatchewan was limited by geographical factors until telephones, radios, and cars became numerous, agrarian problems were constantly aired in widely circulated farm journals, such as the Grain Growers Guide. Political ideas were also promoted through the co-operative associations and grain growers' associations which emerged after the turn of the century (Boyd, 1938; Lipset, 1968; Mackintosh, 1924; Patton, 1928; Sharp, 1948). These organizations were the training ground for protest leaders among the farmers; the roots of CCF and Social Credit populism lie there » (Sinclair, 1975).

il n'explique pas en tant que tel la *nature* de ce développement, et notamment de ce développement différencié selon les provinces. À la question « Pourquoi un populisme autoritaire a-t-il émergé en Alberta » (et pas en Saskatchewan) Sinclair (1975), répond en insistant sur la *dynamique historique régionale* dans laquelle s'inscrit le Social Credit Party de l'époque. «Social Credit sprouted from the failure of an earlier democratic populism, the United Farmers of Alberta (UFA), to control the effects of the depression», explique-t-il. Les UFA sont alors dominés par les croyances politiques de Henry Wise Wood[89], lui-même proche des traditions populistes du Mid-West Américain et attachant une importance considérable à la production coopérative et l'organisation de classe, pour prévenir l'exploitation des masses agraires par une ploutocratie. Cependant, l'incapacité des UFA à résoudre la crise socio-économique traversée par les fermiers dans le contexte de la Dépression et sa proximité avec le socialisme défendu par le CCF, ont finalement raison, selon Sinclair, de sa longévité politique (1921-1935). C'est le vide politique laissé par les UFA qui aurait ainsi permit à un populisme conservateur et autoritaire d'émerger en Alberta[90].

> The situation of Alberta in the thirties made possible the development of a kind of populism in which allegiance is given to an authoritarian leader, who claims divine inspiration for his simple plan to solve the unsolvable-in this case, William Aberhart and Social Credit. From the conjunction of economic crisis and the failure of democratic populism, Social Credit was able to develop as a powerful authoritarian populism. (Sinclair, 1975)

À la même époque, la situation était différente en Saskatchewan91: les Libéraux bénéficient et mobilisent à leur avantage une fenêtre d'opportunité leur permettant d'exclure le mouvement des fermiers de l'accès

89 Wood soutenait un système de représentation politique par des groupes professionnels organisés démocratiquement, chacun nommant ses délégués à la législature et leur donnant des instructions sur ce qu'ils doivent soutenir. En cas de non-respect de ces instructions, le député serait révoqué. L'organisation d'un nouveau parti a été rejetée, suivant l'idée que les partis conduisent inévitablement à la corruption.

90 « The UFA had been directly involved with the founding of the CCF and was stigmatized by its association with the early CCF socialism. Therefore, with all existing political associations discredited for some reason, there was a political vacuum in Alberta. It could not be filled by a revolutionary movement because of the petit bourgeois commitment to existing property institutions; any new mass movement would have to be consistent with this commitment » (Sinclair, 1975).

91 « Saskatchewan history was such that the development of authoritarian populism was unlikely. In 1921, a year of much discontent, the Liberal government called an election before the Grain Growers Association met, thereby eliminating the possibility of a farmers' government like that of the UFA in Alberta. When the first depression election was held in 1934, however, the Liberals were out of office and were not tarnished by the economic disaster. Although the Liberals were linked by many people to the monopolies of eastern Canada, the provincial party had absorbed many of the most able farm leaders and had been receptive to the demands of agrarian spokesmen to some extent. Therefore, the Liberals were returned to power in 1934 with a large majority over the new CCF, which suffered mainly from a lack of funds and from popular opposition to its socialist land policy » (Sinclair, 1975).

au pouvoir au niveau provincial (le calendrier électoral), tout en absorbant en leur sein les figures et une partie des revendications portées par les mouvements agraires.

Conway (1978) explore d'autres facteurs explicatifs aux trajectoires des populismes dans l'ouest. Pour l'auteur, qui définit le populisme comme une critique du capitalisme92, ce sont les travaux de Lénine qui présentent la perspective théorique la plus riche, puisqu'ils nous permettent de comprendre le CCF et le Social Credit party comme des réactions populistes à la forme prise par le capitalisme industriel au Canada[93], comme cela a été le cas en Russie[94].

> For Lenin, Populism was a theoretical doctrine that gives a particular solution to highly important sociological and economic problems... The essence of the particular solution had as its starting point a protest against serfdom... and bourgeoisdom [capitalism] from the peasant's, the small producer's point of view [...]
>
> While not denying the progressive features of Populism, Lenin attempts to explain such features, as well as the seemingly contradictory reactionary excesses of the phenomenon, not by an analysis of the good or bad intentions of the leaders, not by a psychological explanation discussing the limitations of the leaders or the limitations imposed by the era; but rather by attempting to locate the movement and its supporters in the concrete class structure of a developing capitalism and by teasing out the consequences of an unfettered development of modern capitalism for the class of small producers . (Conway, 1978, nous soulignons)

Sans creuser cette hypothèse, Conway pose néanmoins une hypothèse fertile: le CCF en Saskatchewan et le Social Credit Party en Alberta pourraient être analysés comme des réponses populistes à la Politique

92 « By Populist, like Lenin, we mean the political expression of a critique of capitalism and a proposeddevelopmental alternative from the point of view of the agrarian petit-bourgeoisie » (Conway, 1978).

93 Conway (Conway, 1978) citant les travaux sur les populismes russes: « Walicki's classic, The Controversy over Capitalism: studies in the social philosophy of the Russian Populists, takes very serious account of Lenin's work on Populism. Much of Walicki's work, through an analysis of primary sources in Russian Populism, essentially confirms Lenin's view. At one point Walicki concedes: "It was Lenin who gave it a more concrete historical and sociological connotation by pointing out that Populism was a protest against capitalism from the point of view of the small immediate producers who, being ruined by capitalist development, saw in it only a retrogression but, at the same time demanded the abolition of the older, feudal forms of exploitation ».

94 « The Populists extolled the ethics of the thrifty peasant" as the basis and bedrock of a permanent social morality. Rejecting, on the one hand, feudalism, it "regarded small-scale production as a natural system" and, on the other, "was up in arms against big capital" which it regarded as foreign, un-Russian, "an extraneous element". Populism glorified the small peasant economy, extolling small production, arguing that such a form of social and economic organization ensured the independence of the producers and consequently eliminated the unnatural contradictions in the social structure being introduced by this "extraneous element", big capital. As the foundation of a safeguard against the ravages of big capital, the Populists held true individualism up as the watchword and banner of the peasant movement » (Conway, 1978).

nationale canadienne («Can these phenomena best be analyzed as the response of the Canadian agrarian petit-bourgeoisie to the structure and content of capitalist modernization as imposed by the National Policy ?»).

Pour MacPherson (2013), c'est l'évolution des structures économiques des Provinces de l'Ouest[95] qui explique les transformations du populisme. À compter de la moitié du 20ème siècle, les revenus pétroliers et les transformations des structures agricoles ont un impact sur le marché du travail et transforment les modes d'exploitation, impactant les formes et les discours populistes dans l'Ouest qui tendent vers davantage de conservatisme et de libéralisme. Le même argument est porté par McGrane pour la Saskatchewan (2005). L'argument de l'auteur est que l'oscillation des sociaux-démocrates de Saskatchewan, entre aliénation de l'ouest et simple *critique* du gouvernement fédéral, s'explique par les transformations de l'économie politique de la province, au 20ème siècle.

Qualifications du CCF et du Social credit Party

Le Cooperative Commonwealth Federation (CCF), issu des premiers mouvements de fermiers, réunit des groupes syndicaux et socialistes. La littérature académique le présente généralement comme le premier parti socialiste du Canada (Grantham, 1942; Lipset, 1968; McCracken, 2019; Naylor, 2013, 2016; Sinclair, 1973). Le « Manifeste de Regina », le programme politique du Parti, est de fait très progressiste : il se prononce notamment en faveur de l'établissement d'une pension universelle, d'une assurance maladie et d'une protection sociale, d'une assurance chômage, d'un salaire minimum, d'une sécurité agricole.

Morton s'écarte cependant d'une qualification idéologique de ces premières formations régionalistes (Morton, 1978): pour lui, le mouvement des fermiers n'est ni conservateur, ni libéral - au sens nord-américain du terme. Ces organisations visaient en revanche à organiser, éduquer et collectiviser les intérêts des fermiers proches du Parti progressiste du Canada, et s'opposaient à ce qui était considéré comme une politique économique nationale conduite au détriment de l'ouest. En fait, plus largement, les auteurs ne s'entendent pas sur la dimension *strictement populiste* du mouvement. Certains le classent

95 *A contrario*, la gouvernance politique en Saskatchewan (CCF) et en Alberta (Social credit Party) n'expliquerait pas les trajectoires économiques de ces deux provinces, la seconde ayant connu un progrès économique beaucoup plus important. Pour d'autres auteurs (Emery et Kneebone, 2008), les facteurs géographiques et institutionnels expliquent davantage cette évolution différente entre les deux provinces des prairies - les gouvernements provinciaux n'ayant pas conduit de politiques radicalement différentes.

exclusivement comme parti *strictement socialiste* (Naylor, 2013), accueillant la dimension radicale du programme du CCF dans un contexte d'effervescence socialiste global:

> «The world of socialist activists in the 1930s was rooted in a clear notion – based on decades of experience – that class was fundamental. For labour socialists, a society was either capitalist or socialist, and it was potentially possible to replace a society organized around wage labour and the pursuit of profit by a cooperative society led by the working class. The general strikes and self-consciously named labour parties that rallied vast numbers of workers across Canada, and around the industrialized capitalist world, raised the promise of a working-class future. This working-class social imaginary was shared among a range of organization from the Industrial Workers of the World to the wartime Socialist and Social Democratic parties, from the One Big Union to the Communist Party, and by the spate of labour parties that emerged in towns and cities across the country, usually sponsored by local unions or trades councils. (Naylor, 2013, 303)

Lipset (Lipset, 1968) estime lui aussi que le CCF en Saskatchewan, qui prend ses racines dans les premiers mouvements des fermiers, correspond à un « socialisme agraire » plutôt qu'un mouvement populiste. Selon lui, les fermiers de l'ouest auraient « tourné » socialistes (Lipset, 1968, p. 97-117), donnant naissance à un phénomène politique entièrement détaché du populisme historique. La qualification efface les transformations du mouvement-parti: Conway insiste pour sa part sur l'abandon de références socialistes dès le début des années 1930, classant le CCF comme un parti strictement populiste (Conway, 1978, p. 122). D'autres auteurs arrivent à une conclusion similaire et qualifient le CCF de parti populiste progressiste, ou autoritaire (Sinclair, 1972; Teeple, 2019). Pour Sinclair (1975), le CCF comme le parti du Crédit social, qu'il envisage simultanément, sont des formations *populistes protestataires* (« populist protest parties »).

> Although the CCF began as a socialist party and the Social Credit League was eventually transformed into a conventional conservative party, the conclusion is warranted that from 1934 to 1944 both were populist parties, advocating reform wherever necessary to protect or restore the way of life of the petite bourgeoisie. (Sinclair, 1975)

Quoique divergentes, notamment en ce qui concerne la démocratie interne, le rapport à l'autorité personnelle du leader, le programme politique, les deux formations sont bien *populistes* pour l'auteur. Elles en épousent les quatre caractéristiques principales: la suprématie politique et la valeur morale intrinsèque du « peuple »; le rejet des intermédiaires entre les masses et le dirigeant; une protestation politique dirigée contre un ennemi extérieur au groupe; la réforme du système capitaliste plutôt que la révolution. Il faudrait d'ailleurs comprendre le terme de « socialiste » dans le contexte particulier des

Prairies[96] pour saisir l'idéologie portée par le CCF: le socialisme défendu par le CCF ne revenait pas à renverser le capitalisme, mais plutôt à s'opposer au capitalisme monopolistique et à défendre le mouvement coopératif.

> When CCF leaders attacked capitalism, they were not attacking the idea of private ownership of productive property or the private accumulation of profit, which is essential for a long term commitment to socialism. [...] To be against capitalism in Saskatchewan meant to be against monopoly exploitation; it did not mean to be against small scale private enterprise, because this would have meant challenging the whole way of life of prairie farmers. (Sinclair, 1975, nous soulignons)

En 1978, Conway[97] s'attelle à réaliser une synthèse théorique des travaux académiques réalisés sur les populismes historiques de l'ouest canadien; à son tour, il souligne que la dimension «populiste»du Crédit social en Alberta et de la Fédération du Commonwealth coopératif (CCF) en Saskatchewan est plus centrale que ne l'a laissé croire la littérature historique sur le sujet:

> The CCF and Social Credit can be best viewed as Populist resistance to the effects of the National Policy on the agrarian prairie West. (By « National Policy » we refer to those persisting policies of the federal government to settle the West, to build an all-Canada transcontinental railway, and to industrialize central Canada behind a wall of proactive tariffs.) (Conway, 1978)

Finalement, Macpherson insiste sur le fait que le Parti du Crédit social attire à lui l'électorat des United Farmers dont il partage la *dimension populiste*: le parti se caractérise par son *hétérodoxie politique*, son rejet du système de partis traditionnel, bipartisan (Macpherson & Wiseman, 2013). Quant à sa forme institutionnelle, le CCF a tantôt été qualifié de parti (Sinclair, 1973), de « mouvement social » (Zakuta, 1964) ou de « mouvement-parti » (Young, 1969).

---

96 Il semble que le socialisme s'apparente parfois à l'opposition au capitalism monopolistique. « The meaning of capitalism is made clear in a statement by T. C. Douglas, replying to a charge that his new government's proposals to help private enterprise were in contradiction with the official CCF policy of eradicating capitalism: Premier Douglas said "private enterprise" and "capitalism" were not synonomous terms. The reference to capitalism meant monopoly capitalism where a small group of men were able to control the whole economy of a community.... The government recognized three types of enterprise, public, cooperative and private, and all had a place in the province's economy. It was the government's intention to encourage private enterprise wherever it did not interfere with the welfare of the people (Regina Leader-Post, April 11) ».

97 « The third parties which emerged in the prairie West of Canada - the Social Credit in Alberta and the CCF in Saskatchewan and their predecessors are among the most studied political, social and economic phenomena in Canadian scholarship. Indeed, no single region, historical period, or political agitation in the country has been the subject of so many articles, books, theses, and dissertations. Yet despite this plethora of scholarly attention, no generally accepted theoretical organizing principle has emerged to make this work a coherent whole ».(Conway, 1978).

Régionalismes de droite

Dans les années 1980 et 1990, la recherche s'intéresse aux succès électoraux de deux partis fédéraux: le Reform Party de Preston Manning, et le parti Confederation of Regions (CoR). À partir des années 1990, les auteurs cherchent à conceptualiser le populisme dans un contexte canadien, en se référant aux mouvements du début du 20ème siècle dans les Prairies (Barney & Laycock, 1999; Laycock, 1990; Laycock et al., 1985; Macpherson & Wiseman, 2013; Morton, 1978). Le Reform party, créé en 1987, postule que l'Ouest est marginalisé politiquement et économiquement (« The West wants in »). Au cœur du programme du Reform Party comme du Confederation of Regions Party, on trouve la demande de réforme institutionnelle et notamment du Sénat, la revendication d'un pouvoir repris sur la gestion des affaires économiques par les régions, notamment à l'ouest. Pour le Reform Party, les droits des minorités notamment immigrées et francophones, comme la place accordée aux « intérêts spéciaux « (féministes, autochtones, syndicats) doivent être remis en cause puisqu'ils s'opposent à « l'unité » du peuple dans son ensemble:

> David Laycock, an authority on western canadian populism, has written: « For the Reform Party, the people are those who are not members of or represented by the 'special interests'. A recent RPC pamphlet states on its cover that 'In Ottawa, every special interest group counts except one: Canadians'. The Reform Party presents itself as the representative of the unrepresented ». (Flanagan, 2009)

La séparation n'est pas privilégiée mais elle est envisagée en dernier ressort, à défaut de solution satisfaisante pour les régions. Par exemple, en 1982, Ramsay, le chef du Parti de la Confédération des Régions, plaide en faveur d'une réforme du Sénat (le « Triple-E Senate ») comme alternative à la séparation; il revient finalement à une position séparatiste en 1986. En réalité, les partis régionalistes de cette vague se présentent comme des partis de gouvernement national, pour le Canada - non pas comme le fer de lance d'un séparatisme politique organisé. McRoberts en parlera comme d'un « nationalisme frustré » (McRoberts, 1995).

Sur le Reform Party en particulier, une quantité d'articles et d'ouvrages ont été rédigés. La formation est systématiquement présentée comme « populiste »: « If there is any consensus in the popular and academic literature on the Reform Party of Canada, it is that Reform is a « populist » party (Patten, 2016). Le programme du parti va en ce sens: il propose par exemple de réformer l'organisation de la Confédération (organisation décentralisée); mais aussi de lutter contre ces fameux « intérêts spéciaux » (autochtones, féministes, etc.) qui minent l'unité nationale; rhétorique populiste classique,

dans laquelle un peuple et son gouvernement ne s'encombrent pas d'intermédiaires mais expriment le « common sense of the common people » (Boily, 2020, p. 106-107). Boily le décrit comme « une forme de populisme plébiscitaire » (*plebiscitarian,*voir aussi Barney & Laycock, 1999a), « c'est-à-dire une forme qui, plutôt que de s'inscrire sur des lignes de fractures sociales ou ethniques, s'installe sur une base régionaliste (Ouest/Est) tout en prônant un ensemble de mécanismes démocratiques, comme les référendums, afin de de se donner un levier pour rendre la parole confisquée à l'Ouest » (Boily, 2020, p. 107). L'utilisation des méthodes modernes de communication a également favorisé l'exercice d'une « démocratie » voulue plus directe entre le leader et sa base électorale (Barney, 1996). En ce sens, insiste Laycock, le projet du Reform consiste ainsi en *une redéfinition de la sphère publique* et du fonctionnement de la démocratie canadienne:

> [t]he major thrust of the Reform party is to redefine Canadian public life by substantially contracting political - and often democratic-modes of decision-making in policy spheres that deal with distributional issues. (Laycock, 1994)

Pour la quasi-totalité de la littérature académique, le Reform Party exprime un populisme de *droite* (Barney & Laycock, 1999; voir aussi Clough, 1994, pour lequel le Reform Party défend un populisme réactionnaire); notons cependant que la propension uniquement droitière de ses membres ait parfois fait l'objet de débats (Archer & Ellis, 1994). Pour Dobbin, le programme du Reform Party est dominé par le conservatisme fiscal, son idéologie libérale, « pro-business » , individualiste (Dobbin, 1991). L'auteur insiste également sur les réseaux ultra-conservateurs du Reform, parfois proches de mouvements néonazis. Chez Patten, la filiation idéologique entre le Reform Party et la « nouvelle droite » est également claire:

> There is no doubt that the Reform Party's policy agenda constitutes an extension of the New Right agenda of the 1980s. Less clear to many observers are the ways in which the populist character of Reform's ideological and political interventions serve to redefine common sense in a manner that entrenches New Right politics as the Canadian mainstream. (Patten, 2016)

Dans cette perspective, les politiques de redistribution sociale, de représentation des intérêts de groupes minoritaires, sont autant de mécanismes inutiles voire nuisibles au bon fonctionnement de l'économie canadienne:

> [T]he Reform critique of the deficit and patterns of government spending expresses a politically compelling account of welfare state failure. Central to this is an insistence on the *futility of state intervention in civil society*, and hence *rejection of what reform liberals had*

> *broadly defined as social justice*. On this view, attempts to enhance representation by disadvantaged groups, or to alter distributions of wealth or opportunity, are fundamentally mistaken on grounds of *economic utility and morality.* Reform sees resource distributions and social relations created by the interplay of market forces as natural; political tampering with such forces produces unnatural and undesirable social and political outcomes. (Laycock, 1994).

Comme le souligne Laycock:

> The Reform view is broadly consistent with neo-conservative positions regarding the essential incompatibility between negative liberty and substantive equality in a democratic polity. Liberty as the primary political value is anchored in a neo-classical liberal position centered on almost unrestricted private property rights. Such liberty is as clearly supported by formal legal equality as it is undermined by the state's attempts to reduce substantive inequality. (Laycock, 1994).

Dans une perspective holiste, Harrison (Harrison, 1995) s'est intéressé à la manière dont la culture politique régionale, l'influence de quelques personnalités politiques, la récession économique, les intérêts stratégiques de l'ouest et certaines politiques fédérales comme les échecs du gouvernement conservateur de Mulroney, ont *interagi* pour finalement aboutir dans la création du parti en 1987. L'auteur insiste également sur la dimension identitaire, « « nativiste anglo-canadienne », chez les réformistes. Dans une autre publication, Harrison et Krahn[98] (1995) s'intéressent aux déterminants du soutien au Reform Party en Alberta et au profil de ses supporters. Notamment, leur article souligne que les Albertains qui ont de fortes convictions sur certains dossiers sociaux et politiques (multiculturalisme, égalité des sexes, statut distinct du Québec, indulgence envers les criminels) sont également attirés par le Reform Party, ainsi que les personnes qui se sentent généralement aliénées sur le plan politique. Kirkham (Kirkham, 1994) s'est intéressée au contenu racial ou ethnique du discours du Reform, à partir de ses positions sur le multiculturalisme, l'immigration, les droits des autochtones, des femmes et des minorités linguistiques. Plutôt que de conceptualiser le Reform comme un parti nativiste, l'auteure insiste là encore sur sa dimension « populiste », promouvant le « sens commun » des « gens ordinaires ». Finalement, notons cette étude d'Harrison et Krahn (Harrison & Krahn, 1995) dans laquelle les auteurs ont observé les ressorts du vote en faveur du Reform Party. Les auteurs montrent que les agriculteurs (un segment particulier de

98 En mobilisant des données d'enquête effectuée en 1991, les auteurs montrent que les agriculteurs sont les plus enclins à accorder leur vote au Reform Party. Par ailleurs, les Albertains qui se décrivent comme «Canadiens» plutôt qu'appartenant à un groupe ethnique ou racial particulier et, à un degré moindre, les répondants d'origine anglo-saxonne ou celtique, semblent un peu plus enclins à soutenir le Reform Party.

la petite bourgeoisie), comme les Albertains se décrivant comme « Canadiens » plutôt qu'appartenant à un groupe ethnique ou racial spécifique, étaient plus enclins à soutenir le Reform Party. Leurs travaux ont également insisté sur le fait que le parti attirait les individus se sentant *aliénés* politiquement et ceux présentant des convictions fortes sur certains thèmes sociaux (multiculturalisme, femmes, statut du Québec).

Sans doute parce qu'il a d'abord connu un succès électoral au Nouveau Brunswick, la littérature académique s'est parallèlement très peu penchée sur les succès électoraux du Confederation of Regions Party, d'abord fondé en Alberta en 1983 avant qu'il devienne un parti fédéral en 1984. En anglais, les travaux se sont surtout intéressés au CoR au Nouveau Brunswick (Martin, 1998; Baglole, 2002). En français, Belkhodja est le seul à s'y être sérieusement intéressé (Belkhodja, 1996, 1999, 2002). C'est une formation qu'il qualifie de « populiste de droite » - participant en ce sens de l'introduction du terme de « populisme » dans la littérature académique francophone canadienne (Mazot-Oudin, 2017). Le parti est marqué par son opposition au bilinguisme et sa francophobie, souvent sous couvert de « bon sens économique »; son opposition à l'égalisation fiscale; sa proposition d'abolition du Sénat et sa demande d'une représentation égale des quatre régions.

Séparatisme, aliénation de l'ouest et extractivisme

Séparatismes dans l'ouest canadien

Depuis les années 1980, la multiplication de formations séparatistes au contenu programmatique proche de l'alt-right, comme le développement de mouvements sociaux séparatistes à l'ouest, n'ont pas fait l'objet d'une forte attention académique. L'ouvrage de Pratt et Stevenson (Pratt et Stevenson, 1981) *Western separatism: the myths, realities & dangers,* est le seul et dernier ouvrage académique consacré exclusivement au séparatisme de l'ouest canadien dans une perspective sociopolitique. C'est aussi celui qui pose clairement les difficultés conceptuelles associées à l'analyse des mouvements politiques régionalistes dans l'ouest canadien. L'ouvrage ne propose pas d'explication unique ou systématique du séparatisme dans l'ouest canadien, mais plutôt une collection de perspectives sur le sujet. Dans un chapitre, Gibbins y analyse les tendances dans le mouvement séparatiste de l'ouest canadien qui font écho à celles qui ont conduit à la résurgence d'une droite radicale aux États-Unis (Gibbins, 1981). D'autres chapitres creusent les contradictions économiques du discours séparatiste de l'ouest (par exemple, la

défense du néolibéralisme en même temps que la critique des effets du néolibéralisme). Plus récemment, l'émergence du Western Canada Concept Party a été problématisée du point de vue de l'offre, à partir des insatisfactions régionales autour de problématiques socio-économiques, auxquelles les partis conventionnels ne répondaient pas, laissant le champ libre à des entrepreneurs politiques pour capter cette frustration (Grabarkiewicz-Davis, 2000). En 2009, Ferres (2009) s'intéressait aux sources littéraires du séparatisme de l'ouest canadien. Pour la période contemporaine, aucune recherche n'avait encore été conduite sur le Wexit Party (Maverick Party) au départ de notre recherche doctorale. Quelques travaux ont été publiés depuis: une recherche sur l'émergence du Maverick Party (Carlson, 2021); un article de Ruiz-Soler et Chun sur le Wexit (*Separation calls will grow in western Canada*, 2020; Ruiz-Soler et Chun, 2022). On relève surtout une quantité notable de travaux non-académiques, qu'il s'agisse d'articles parus sur la CBC, auprès de Global Newsqui mentionnent les séparatismes de l'ouest. Comme nous le supposons en introduction (Chapitre 1), une hypothèse explicative tient certainement au fait que le Canada a longtemps été considéré comme « immunisé » contre les partis d'extrême-droite du fait de sa politique multiculturaliste (Ambrose & Mudde, 2015). Ces formations séparatistes n'ont souvent connu que des résultats électoraux limités, voire complètement nuls. Leur intérêt académique tient plutôt à l'influence qu'elles exercent sur d'autres formations politiques, ou sur les enjeux politiques priorisés au niveau provincial ou fédéral (la politique sanitaire; la politique extractive par exemple).

Extractivisme, régionalisme, séparatisme à l'ouest

Parallèlement, une part non négligeable de travaux très récents s'est intéressée à des thématiques directement liées au séparatisme dans l'ouest canadien. Plusieurs recherches en anglais ont été publiées sur le poids du secteur extractif dans la politique canadienne, depuis les années 1980 (« Whose oil is it ?», Pratt, dans Pratt et Stevenson, 1981). Notons ainsi les travaux récents sur le pétronationalisme (Adkin, 2018; Gunster et al., 2021[99]), le « capitalisme fossile » de l'ouest (Carroll, 2020), la « démocratie carbone » (LeQuesne, 2019), ou sur les rapports entre l'industrie extractive et l'exercice de la démocratie au Canada (Acuña *et al.*, 2015). Ces travaux sont importants puisqu'ils permettent de saisir la manière dont les intérêts privés de l'industrie extractive sont mobilisés par un discours ouvertement séparatiste ou autonomiste, opposant entre autres des travailleurs de l'ouest (« energy citizens ») à des

99 Le « pétronationalisme » est présenté ici comme une stratégie de l'industrie extractive et une instrumentalisation de l'identité nationale canadienne. Elle vise à promouvoir l'extractivisme comme un bien public et diaboliser les critiques de l'industrie (présentées comme anti-canadiennes).

environnementalistes déconnectés « en guerre » contre les ressources de l'Ouest (Flanagan, 2019). Le pétropopulisme, terme d'abord mobilisé dans un contexte hors-Canada, a été introduit par Parenti en 2005 pour décrire le régime et les politiques publiques d'Hugo Chávez au Venezuela (Kappeler, 2024). Le qualificatif a aussi et notamment été appliqué à Mahmoud Ahmadinejad en Iran (Alizadeh, 2013; McCully, 2016) et à Vladimir Poutine en Russie; aux politiques nationales en Bolivie; aux politiques internes à certains États américains ou en Équateur (Lyall et Valdivia, 2020; Kingsbury *et al.*, 2019, Grayson, 1975), comme au Mexique (Tornel, 2020). Dans sa première acceptation, le pétropopulisme est compris comme un *mode de gestion clientéliste du pouvoir politique,* une utilisation excessive des revenus pétroliers pour obtenir un soutien politique, soit un mode politique dans lequel les élites politiques utilisent les revenus des ressources pour se maintenir au pouvoir, renverser les règles démocratiques et distribuer des biens publics à leurs partisans (Stølan *et al.*, 2017): « Petro populism is the economically excessive use of natural resource revenues to buy political support » (Matsen et al., 2016). Dans le cas canadien, la compréhension des liens entre populisme et économie extractive diffère sensiblement. Les travaux de Gunster, que nous mobilisons largement dans nos travaux, (Gunster et al., 2021; voir aussi Gunster, 2019) explorent les contours d'un populisme extractif tel qu'il s'exprime dans les médias sociaux canadiens. Le populisme extractif est défini est *une stratégie industrielle* pour cibler et « activer » des groupes clés de partisans, opposés au « populisme écologique régional » qui aurait déjà porté ses fruits à l'ouest (voir Neubauer et Gunster, 2019). Neubauer, Gunster et Graham (Neubauer et al., 2023) ont en ce sens analysé le contenu discursif de défenseurs des combustibles fossiles au Canada. Ils analysent les stratégies de plusieurs groupes Facebook qui promeuvent activement un populisme extractif, en se focalisant sur la manière dont leur discours cadre la question extractive. Ils s'intéressent spécifiquement aux groupes dits «de terrain»financés par l'industrie (ce qu'ils nomment une « stratégie publique subventionnée »). Leur argument principal est que les groupes de défense pro-extraction utilisent les réseaux sociaux (Facebook) pour exercer ce qu'ils appellent un « leadership connectif » , dans lequel quelques principaux comptes sur les réseaux sociaux façonnent stratégiquement les mouvements sociaux en mettant de l'avant les opportunités de mobilisation, en connectant les partisans avec un contenu diversifié et en recadrant ce contenu en faveur de l'extraction pétrolière - présentant « l'énergie canadienne » comme un bien public national attaqué par des puissances étrangères et par les élites.

Conceptualisation de l'aliénation de l'ouest

En parallèle des enquêtes nationales qui portent incidemment sur le sentiment d'aliénation de l'ouest, la littérature académique s'y est régulièrement intéressée. Certains travaux ont conceptualisé et identifié plusieurs facteurs généralement considérés comme propices au développement du sentiment d'aliénation et pouvant expliquer « l'exceptionnalisme » de l'ouest par rapport au reste du pays. Pour Gibbins, qui s'est intéressé très largement au régionalisme de l'ouest (rendu équivalent à une forme de nationalisme, voir Gibbins, 1977), l'aliénation de l'ouest est un *type exceptionnel d'aliénation régionale*, plus saillant pour les Canadiens de l'Ouest que d'autres types d'aliénation. L'aliénation des Canadiens de l'Ouest fait référence à un ensemble cohérent de *croyances partagées*, avec un fond culturel et une histoire particulière:

> a set of interrelated beliefs shared by society, with some degree of cultural embodiment and intellectual articulation, with a recognized history and constituency, and with recognized spokespersons and creed bearers. Western Canadian alienation encompasses a sense of political, economic and, to a lesser extent, cultural estrangement from the heartland of Canada (Gibbins, 1980, 169).

Gibbins n'est cependant pas constant dans sa conceptualisation de l'aliénation de l'ouest, qu'il réfère aussi comme étant une *idéologie* (Gibbins, 1980), différente de l'aliénation politique (Gibbins, 1980 ; Portengen, 2002); ou encore comme étant une *partie de la culture* politique de l'ouest (Eton et Gibbins, 1979 :83). Cette perspective culturaliste ressort également de ses travaux avec Arrison (Gibbins et Arrison, 1995) et Berdahl (Gibbins et Berdahl, 2003). Pour Wong, il s'agit plutôt d'un « phénomène général qui se situe quelque part entre la conscience régionale et l'agrégation d'une protestation « qui varie selon les Provinces à l'ouest (Wong, 1982, nous traduisons); ce qu'on appelle généralement « aliénation » correspondrait en fait à un ensemble de systèmes de croyances distinctes. Pour McGrane, plus récemment, il s'agit d'une disposition « compatible avec plus d'une position idéologique » (McGrane, 2005). Berdahl, qui a travaillé avec Gibbins et pour la Western Canada Foundation, défend une définition de l'aliénation de l'ouest plus normative, mais qui a l'intérêt de mettre en lumière la concurrence entre des visions *nationales* au sein du Canada, un point également mis de l'avant par Gibbins:

> Le phénomène de l'aliénation de l'Ouest m'est progressivement apparu comme une réaction d'ordre géographique au monopole du récit — un parmi tant d'autres — exercé par le Canada central sur l'histoire nationale. Le mécontentement des Canadiens de l'Ouest exprime des craintes qui débordent le cadre d'enjeux et d'événements politiques ponctuels pour englober une critique plus fondamentale de ce discours dominant. [...] l'aliénation de l'Ouest procède d'un effort de décentralisation nationale. Elle offre une interprétation du pays qui contraste

> avec le point de vue dominant (celui du Canada de 1867). Elle révèle la façon dont le pays privilégie, en théorie comme en pratique, les intérêts et la vision du monde du Canada central. (Berdahl, 2021)

La perspective de Berdahl présente également l'intérêt de faire de l'aliénation de l'ouest un équivalent du mécontement régional *en général*, au Canada. Relevons finalement que d'autres articles se sont interrogés sur les formes prises par le sentiment d'aliénation à l'ouest (Rutan, 1982). Très récemment Thornley (2023) explore le *sujet* de l'aliénation de l'ouest comme une figure « imaginaire » à laquelle les partisans de l'exploitation des combustibles fossiles encouragent les habitants de l'Alberta à s'identifier. En réalisant une analyse des discours publics promouvant les projets d'oléoducs au Canada, l'auteur met à jour les terrains discursifs sur lesquels se jouent les conflits entre l'Alberta et le Canada en matière d'extraction de ressources. Il y aurait d'un côté des lieux de « jouissance » à l'étranger auxquels les canadiens de l'ouest n'ont pas accès (les nouveaux marchés de l'Asie-Pacifique) de l'autre les responsables de l'enclavement du pétrole albertain (le gouvernement du Canada). Pour Thornley, ces fantasmes sociaux permettent à la fois de mobiliser des partisans en faveur de l'extraction, et de dissimuler certains enjeux, notamment climatiques, inhérents à l'exploitation des sables bitumineux.

Les facteurs explicatifs, les déterminants et origines de l'aliénation de l'ouest

Dès les années le milieu des années 1970, Phelan (1976) constate l'émergence de formations séparatistes dans l'ouest canadien; selon lui, ni le degré d'insatisfaction ni les *conditions* qui avaient favorisé le radicalisme des débuts ne sont les mêmes, alors que l'attachement aux partis conventionnels s'est développé dans l'ouest. En conséquence, Phelan estime que l'aliénation actuelle de l'Ouest ne constitue pas une menace pour la politique canadienne par le biais d'une action radicale - par exemple le renversement des institutions, ou une sécession. En 1980 dans *Prairie politics and society: regionalism in decline*, Gibbins (Gibbins, 1980) examine l'intégration des Prairies dans le *mainstream* canadien; l'intégration politique et le déclin du régionalisme politique dans l'ouest, qui lui paraît inéluctable. Il s'interroge sur la mesure dans laquelle les *institutions politiques* et les *modes politiques* spécifiques à l'ouest canadien, ont résisté à l'intégration dans le système politique national. Reprenant en partie la thèse de Morton selon laquelle les Prairies ont à la fois une histoire politique distincte en tant que *région* (« western separateness »), il souligne qu'elles ont été *intégrées* avec succès à la politique nationale canadienne. La thèse de l'intégration institutionnelle et économique explique le déclin du régionalisme de

l'ouest, sur la période courant de 1905 à la fin des années 1970. Dit autrement, le régionalisme serait dépendant de *certaines conditions socioéconomiques*, conditions qui ne sont plus réunies:

> today, the preconditions for both radicalism and regionalized political behavior have largely disintegrated [...] the near absence of regional political institutions in western Canada, coupled with growth of strong provincial governments, has fragmented the prairie region along the lines of provincial boundaries […] the effect of this fragmentation has been to reduce the regionalization of politics in the Canadian wes. (Gibbins, 1980, p. 3)

Par ailleurs, souligne-t-il dans un ouvrage ultérieur avec Arrison (Gibbins et Arrison, 1995), le séparatisme de l'ouest canadien peut s'expliquer par l'incapacité de l'ouest canadien à faire exister son agenda politique sur la scène nationale. Pour les deux auteurs,

> 'western separatism' is frustrated Canadian nationalism, rather than a desire for or commitment to political independence. Its source is the inability of the West to influence national events (for the better, of course), exemplified by the failure to achieve Senate reform (meaning the equality of the provinces) in the face of Ontario intransigence and a more principled resistance by Quebec. (Rea, 1998).

Dans une thèse de maîtrise désormais datée mais aux hypothèses et conclusions fertiles, Wong cherche à comprendre les variations interprovinciales dans l'expression d'une aliénation de l'ouest (Wong, 1982). Wong réalise une étude comparative du mécontentement régional en Colombie-Britannique et en Alberta. Son hypothèse initiale est qu'il existe des différences fondamentales entre les deux provinces en ce qui concerne les corrélats idéologiques, partisans et de classe de la variable dépendante d' »aliénation de l'Ouest ». Son analyse de données d'enquête montre qu'il existe une certaine convergence entre les deux provinces, en ce qui concerne les corrélats partisans de l'aliénation (l' « aliénation » est ainsi fondamentalement un sentiment antilibéral dans les deux provinces). Cependant, lorsque les présupposés idéologiques et de classe sont pris en compte, les deux provinces divergent. En Colombie-Britannique, l'aliénation serait principalement un phénomène ouvrier et « libéral » , tandis qu'en Alberta, l'aliénation est plus étroitement associée au conservatisme idéologique et n'est pas systématiquement liée à une classe sociale particulière. Wong conclut que l'aliénation de l'Ouest n'est pas un phénomène homogène et « pan-régional », mais plutôt un ensemble de systèmes de croyances diverses, qui varient de manière perceptible selon les provinces à l'ouest. On peut en déduire que le sentiment d'aliénation de l'ouest connaît des variations interprovinciales en fonction de variables changeantes par provinces: des variables partisanes et idéologiques (conservatisme ou non) et de classe (classe ouvrière ou non). En utilisant les données de l'Étude sur les élections fédérales de 1997, Henry (Henry, 2005) mesure les niveaux d'«

aliénation de l'ouest » et examine de plus près ce qui motive la protestation politique chez les personnes qui manifestent des niveaux élevés de cette forme d'aliénation. Les résultats de l'étude montrent que des niveaux élevés d'aliénation *apparaissent dans d'autres régions du pays et varient également de manière significative au sein des quatre provinces de l'Ouest*. Ses résultats suggèrent que l'aliénation de l'Ouest n'est pas distincte d'autres formes d'aliénation politique (ce qui contredit la thèse de Gibbins). Elle pourrait être qualifiée de façon plus appropriée *d'aliénation des régions périphériques.* Cette forme d'aliénation régionale resterait ainsi un problème pour l'ensemble du Canada jusqu'à ce qu'il y ait des *changements institutionnels significatifs* conçus pour redresser le déséquilibre du pouvoir inhérent au système politique du Canada (Henry, 2000). Une thèse institutionnelle similaire[100] est en réalité défendue par Berdahl[101], pour qui l'aliénation de l'ouest est une illustration de problématiques régionales plus vastes. Celle-ci, écrit-elle:

> [...] jette un éclairage essentiel sur les enjeux plus vastes de conflit et d'unité à l'échelle du pays. Car nos dissensions ne se limitent pas à la région de l'Ouest, comme le sait quiconque connaît la situation politique du Québec et du Canada atlantique. L'analyse de l'aliénation de l'Ouest aide donc à cerner quelles caractéristiques de la fédération exacerbent les conflits régionaux au sein d'un pays aussi étendu et diversifié que le nôtre. (Berdahl, 2021)

Portengen, également dans une thèse de maîtrise (2002) interroge directement les facteurs à l'origine de l'aliénation de l'ouest. En s'appuyant sur les données d'enquête recueillies dans le cadre de l'Étude

100 Inversement Lawson (Lawson, 2005) ne rejoint pas la thèse du « remède » institutionnel à apporter au sentiment d'aliénation. Après examen des fondements conceptuels de l'« aliénation de l'ouest », il se demande si une réforme institutionnelle (la réforme du Sénat, portée par les séparatistes de l'ouest et le Reform Party avant sa disparition) serait effectivement la solution politique pour faire cesser le sentiment d'aliénation dans l'Ouest du Canada. Pour l'auteur, la conceptualisation de l'aliénation de l'ouest dégagée par Gibbins (et majoritaire dans la littérature académique canadienne) souffre de certaines lacunes. Elle ne reconnaît notamment pas la variation et la complexité de l'aliénation régionale dans l'Ouest (un point soulevé par Wong en 1982). Lawson avance que l'« aliénation politique », qu'il distingue de l'aliénation de l'ouest, a pour origine la participation politique en général, à la prise de décisions associées au gouvernement fédéral. En conséquence, une réforme institutionnelle «régionalisant»les institutions canadiennes nationales aurait un effet limité.

101 En 2010, Berdhal (Berdhal, 2010) analyse pour la Canada West Foundation le mécontentement régional à l'égard du gouvernement fédéral canadien au cours de trois périodes électorales : 2004, 2006 et 2008. Les données indiquent que les attitudes des Canadiens de l'Ouest à l'égard du gouvernement fédéral étaient plus positives en 2008 qu'en 2004 (conclusions qui soutiennent la variabilité du sentiment dans le temps, et sa dépendance au moins partielle à la couleur politique au gouvernement central). Dans une autre publication datée de 2021 cependant, Berdahl suggère des pistes de solutions politiques pour apaiser le sentiment d'aliénation de l'ouest. Elle suggère notamment la mise en place d'un groupe d'experts permanent sur la péréquation et le transfert de bureaux et d'emplois du gouvernement fédéral hors de la région de la capitale nationale. Ces pistes laissent entendre que les facteurs explicatifs institutionnels sont, pour elle, déterminants dans les trajectoires de ce sentiment.

électorale canadienne (EEC) de 1997, Portengen tente de quantifier l'aliénation des régions de l'Ouest et d'en identifier les corrélats. Sans épuiser l'explication, ses recherches montrent que *l'antipathie envers le Québec et les groupes marginaux* s'avèrent être *les prédicteurs les plus importants de l'expression d'une aliénation à l'ouest*, tandis que les attitudes à l'égard entre autres de l'économie, du populisme, des programmes sociaux, de la loi et de l'ordre ont un effet plus faible. McGrane (McGrane, 2005) examine à partir du cas de la Saskatchewan la perception du fédéralisme entretenue d'abord par les premiers mouvements de fermiers dans la province, et jusqu'à la période contemporaine avec le NPD provincial. Selon l'auteur, il existe un lien historique entre « sentiment d'aliénation » d'une part et « démocratie sociale » de l'autre. Cette connexion était particulièrement forte de 1900 à 1944. L'article finit par analyser la relation actuelle entre démocratie sociale et aliénation de l'ouest, au sein du NDP de la province. Finalement, retenons qu'une part importante de travaux sur l'ouest canadien en général, semble retenir l'hypothèse de l'histoire politique comme *corrélat* ou élément explicatif au développement de certaines formes politiques spécifiques.

Synthèse

Pour conclure, la littérature scientifique sur les mouvements régionalistes de l'ouest canadien à partir de 1980, et *a fortiori* à partir des années 2000, est relativement limitée. Historiquement, la littérature sur le régionalisme et le populisme au Canada a été plus modeste que les travaux sur des formes radicales de populismes de droite, aux États-Unis et en Europe. Les régionalismes de l'ouest sont souvent analysés sous l'angle de leur dimension populiste, pour les formations historiques, ou en tant que tiers-partis dans un système électoral « bipartisan et plus » (Bélanger, 2004; Conway, 1978). Il n'y a pas eu de théorisation sur l'aspect *continu* du populisme dans l'ouest canadien et sur les trajectoires idéologiques des régionalismes et populismes de l'ouest canadien après les années 1980. Ce sujet a occupé la première vague de recherche qui s'est intéressée aux mouvements agraires et au Social credit party (trajectoires divergentes en Saskatchewan et en Alberta ou évolutions intra-provinciale de formations populistes, par exemple). Comme le souligne Wesley récemment (Wesley, 2014), la persistance de cultures politiques particulières à l'ouest n'a pas encore été expliquée. La recherche académique sur les séparatismes de l'ouest et le sentiment d'aliénation de l'ouest reste limitée, parfois datée et presque exclusivement anglophone (si l'on exclut les mentions de ces sujets dans des travaux en français). En outre, l'aliénation de l'ouest ne fait pas l'objet d'une conceptualisation homogène. Le sentiment « d'aliénation de l'ouest » n'a pas été conceptualisé ou fait l'objet d'une explication développée. À l'exception de la thèse de Portengen, datée,

les travaux reprennent souvent le logiciel idéologique des régionalistes de l'ouest, sans s'intéresser précisément aux déterminants d'une hausse ou d'une baisse d'un sentiment d'aliénation. Il n'existe pas de recherche académique récente et longitudinale sur les causes et les causes des variations du sentiment collectif d'aliénation de l'ouest. Les travaux opérant une analyse du sentiment d'aliénation de l'ouest et de la volonté de séparation des résidents de l'ouest canadien est plus réduite, malgré un corpus de données d'enquêtes étoffé depuis les années 1980 (Enquête électorale canadienne; et plus récemment, Confederation of Tomorrow). On note finalement une quasi-absence des travaux sur les séparatismes ou formations sécessionnistes dans l'ouest. De manière intéressante, les régionalismes de l'ouest canadien sont rarement qualifiés de régionalistes - ou de nationalistes[102] (la sociologie du nationalisme ne s'y est pas intéressée). Si les régionalistes canadiens contemporains ont bien suscité l'intérêt des chercheurs, c'est davantage dans une perspective axée sur les conservatismes et les droites canadiennes (voir notamment Boily, 2020; Farney et Rayside, 2013). En dehors de l'ouest canadien exclusivement, les variations du populisme canadien en général ont également intéressé la littérature académique très récente. Celle-ci s'est penchée sur la politique provinciale en Ontario (Chouinard, 2021; 2023), les transformations de l'idéologie populiste de droite et du populisme néolibéral au Canada (Farney, 2013; Budd, 2019, 2020, 2021); ou encore l'étude des attitudes des Canadiens à l'égard du populisme (Graves et Smith, 2020) - nous renvoyons au Tableau en annexe qui les présente de manière synthétique.

102 La dimension nationaliste des régionalismes de l'ouest est néanmoins soulignée dans les différents ouvrages de Gibbins. (Elton et Gibbins, 1979; Gibbins, 1980; Gibbins et Arrison, 1995; Gibbins et Berdhal, 2003).

ANNEXE C

[REVUE DE LITTÉRATURE: LES DIFFÉRENTES APPROCHES THÉORIQUES DU POPULISME]

Cette section présente une revue de littérature des théories contemporaines du populisme. On y distingue les principales approches sociopolitiques du populisme et présentons les implications de chaque approche en termes épistémologiques et méthodologiques, en lien avec notre objet de recherche. Là encore, cette section vise à combler un vide dans le corps des articles présentés dans le cadre de cette thèse; elle aurait figuré dans le cadre d'une thèse classique. Afin de dresser un panorama général, quoique non exhaustif des recherches sur le populisme, on organise ce chapitre comme suit. D'abord, une présentation des « vagues » de recherche sur le populisme, chacune portant des objets et une méthodologie particulière, vagues qu'ont suivi les canadianistes. Ensuite, la présentation des principales approches théoriques du populisme dans la littérature académique contemporaine. En annexe, un tableau synthétise les principales conceptualisations du populisme dans la littérature académique (Annexe D).

Les vagues de recherche en sociologie du populisme

Nous reprenons ici les distinctions académiques proposées par Pappas (Pappas, 2016, 2019), qui illustrent les différentes approches et conceptualisations du populisme dans la littérature académique. Les premiers travaux sur le populisme remontent à la fin des années 1960. En 1967 se tient une conférence à la London School of Economics, qui accueille des chercheurs d'horizons disciplinaires variés, avec l'objectif de parvenir à une définition du populisme. Le fruit des échanges tenus dans cette conférence sera traduit dans l'ouvrage classique de Ionescu et Gellner, *Populism: Its Meaning and National Characteristics* (Ionescu et al., 1969) – ouvrage qui rend compte d'une absence d'accord théorique[103] sur ce que le populisme recouvre exactement. Si le populisme comme phénomène social est présumé et pressenti, l'absence d'unité définitionnelle fait obstacle à l'application universelle du concept (a « fishing expedition without adequate nets », Sartori, 1970, p. 1039). Sur le fond, les premières recherches portent sur les Narodniki dans la Russie tsariste, plusieurs régimes non-démocratiques en Amérique latine; mais aussi sur des mouvements anticapitalistes et anticolonialistes ou sur les mouvements des fermiers dans l'ouest

103 Se retrouvent qualifiés comme tels : «a bewildering variety of phenomena»ranging from techniques of direct democracy, such as referenda, to agrarian movements and authoritarian regimes (Canovan, 1981).

américain et canadien. Le monde occidental est alors encore perçu comme « préservé « du populisme (des formes de « protopopulisme » sont, au départ, identifiées dans les jacqueries françaises ou les révoltes des paysans britanniques; MacRae, dans Ionescu et al., 1969). Cette première vague de recherche a l'intérêt de mettre en lumière l'existence, l'importance et la variété des formes de populisme; en revanche, elle exclut de ses intérêts de recherche certains espaces nationaux, tout en ne parvenant pas à s'accorder sur une définition minimale de ce que le phénomène recouvre.

Une deuxième vague de recherches émerge à la fin des années 1970 et court jusque dans les années 1980-1990. Selon Pappas, deux approches majeures marquent cette période. D'un côté la théorie de la modernisation, de l'autre l'approche marxiste structurelle et l'école de la dépendance. Dans le premier cas, le populisme est perçu comme un moyen d'inclure dans la politique les masses nouvelles, dans un contexte où plusieurs pays transitionnent vers la démocratie (qu'il s'agisse de sortie de guerres ou de régimes autocratiques, oligarchiques, etc.). Dans le second cas, le populisme est considéré comme un mouvement politique *multiclasses*, qui offre aux leaders la possibilité de construire des alliances entre les travailleurs urbains, les secteurs intermédiaires, etc. Le populisme est toujours envisagé comme lié à un contexte historique et politique spécifiques, généralement lié à certains pays en voie de développement (le Canada fait ainsi exception). Le populisme est défini en termes *sociaux*; il s'ancre dans des relations de production, des relations économiques et monétaires. Sur le fond, la littérature académique de l'époque se penche surtout sur les populismes d'Amérique latine : Perón (Argentine); Getúlio Vargas (Brésil); Lázaro Cárdenas (Mexique). En conceptualisant le populisme à partir d'une conjoncture économique et sociale et en fonction de ses *potentialités* démocratiques, ces travaux laissent échapper les formes de populisme telles qu'elles se présentent dans d'autres régions du monde (Europe, Amérique du Nord et, dans une large mesure, au Canada). Le potentiel analytique est néanmoins bien réel pour permettre la compréhension des formes autoritaires du populisme. Ces travaux insistent sur le caractère massif, sur l'importance du leadership charismatique dans ces formes de populisme (cette dimension charismatique est soulignée chez Aberhart, mais n'est que peu mise de l'avant pour Preston Manning).

Dans les années 1990, une troisième vague de recherches s'intéresse à ce qui sera nommé le populisme « néolibéral » (*market populism* au Canada, voir Laycock, 1990). L'appellation apparaît en fait après que les leaders d'Amérique latine étudiés par les universitaires dans la précédente vague, aient commencé à implémenter des politiques libérales très dures tout en continuant de bénéficier d'un fort appui populaire (on pense à Fujimori au Pérou; à Menem en Argentine; à Collor de Mello au Brésil). Les nouvelles formes

que prennent les populismes d'Amérique latine se traduisent par une modification de sa base sociale (moins ouvrière qu'urbanisée désormais) et des politiques économiques auxquelles on rattachait jusqu'ici le populisme (mise en œuvre de politiques néolibérales plutôt que grandes nationalisations). À la même époque, le populisme dans sa forme charismatique apparaît dans des contextes libéraux et démocratiques, dans des États-Nations considérés jusqu'ici comme pluralistes et représentatifs. De nouveaux travaux insistent sur la dimension *instrumentale du populisme*. Pour Weyland par exemple, le populisme est « une stratégie politique à travers laquelle un leader personnaliste recherche ou exerce le pouvoir gouvernemental basé sur le soutien direct, sans intermédiaire et non institutionnalisé d'un grand nombre de partisans pour la plupart non organisés « (Weyland, 2021). L'intérêt académique se porte sur les *discours*.

Une quatrième vague de recherches émerge à partir des années 2000 alors que le populisme se diffuse dans les pays occidentaux et que des personnalités populistes accèdent à des fonctions gouvernementales. Les travaux universitaires se multiplient mais la confusion conceptuelle n'est pas levée, alors que le populisme est à la fois utilisé politiquement comme terminologie disqualificatoire, et comme mot « fourre-tout » derrière lequel sont placés autant des personnalités autoritaires (Lepen) que des mouvements sociaux progressistes (Occupy Wall Street). Alors que le populisme est désormais partout , « diffus » (Rosanvallon, 2020), « liquide » (Liogier, 2016), les travaux académiques se concentrent sur la « populisation » du monde politique en analysant le degré de populisme des discours politiques, des programmes de partis, des déclarations publiques (voir par exemple, Hawkins, 2009). Les données d'enquêtes sont mobilisées pour mesurer les *attitudes* populistes dans les masses (Akkerman et al., 2014), l'articulation d'attitudes populistes et pluralistes (Dekeyser et Roose, 2021). Le populisme est plus largement envisagé dans une variété de phénomènes sociaux qui dépassent la personnalité d'un leader charismatique, ou celle d'un parti institutionnalisé. La littérature académique s'intéresse aux mouvements sociaux; aux différentes formes et techniques de communication auxquelles s'attache le populisme (Jagers et Walgrave, 2007), au populisme comme *pratique politique* (Jansen, 2015). D'autres travaux s'intéressent aux *croyances* attachées au populisme, à ses formes discursives, aux stratégies qu'il recouvre.

Les théorisations contemporaines du populisme

Les études contemporaines sur le populisme sont marquées par l'abondance de publications et une conceptualisation du populisme toujours en discussion, si l'on veut l'envisager comme un phénomène

politique comparable d'un régime politique ou d'une culture politique à l'autre (Tarragoni, 2019). Cette difficulté est palpable dans le contexte canadien : les mouvements et partis qui peuvent être qualifiés de populistes en fonction d'une définition souple, seront généralement analysés comme des courants de droite ou conservateurs (c'est le cas de Harper) ou simplement protestataires (Rolph, 1951; Sinclair, 1975; Gillies et al., 2023). Dans ce cas, c'est le contenu programmatique plutôt que la stratégie rhétorique qui fait l'objet d'une attention académique. Les formes historiques (CCF, par exemple) sont tantôt considérées comme socialistes avant d'être populistes (Naylor, 2013); les formes contemporaines du phénomène sont analysées comme des mouvements sociaux de droite (Jones, 2019).

Les caractéristiques du populisme, sur lesquelles la littérature académique s'accorde, tiennent à sa structure générale : une opposition polarisante entre le peuple et les élites; une opposition irréductible et de nature morale entre ce peuple - pur – et des élites – corrompues (Mudde & Kaltwasser, 2018). Sur le fond, le populisme est tantôt caractérisé par son anti-élitisme, son langage simpliste, son style de communication directe, la centralisation sur la figure du chef, la dimension morale du discours, etc. Taggart (Taggart, 2018) insiste sur le fait que les populistes vont envisager la politique comme guerre (stratégie manichéenne, bifurcatoire), impliquant la négligence de certains droits autant qu'une conflictualité omniprésente dans le champ public. La mobilisation stratégique d'un registre religieux est aussi symptomatique: le leadership charismatique; l'accent mis sur la vertu du peuple; la tendance à l'évangélisation (Taggart, 2018). Par souci de clarification, on propose en annexe un aperçu non exhaustif des différentes conceptualisations du populisme.

Le populisme comme idéologie

L'une des premières et principales approches sociopolitiques du populisme le définit comme une idéologie (MacRae dans Ionescu et al., 1969, p. 153-166). C'est aussi l'approche dominante, actuellement, dans le champ d'études du populisme (Moffitt et Tormey, 2014). Pour Shils en 1954, le populisme repose sur une *croyance* selon laquelle le peuple est souverain et au-dessus des lois et sur la notion de connexion directe entre le peuple et son gouvernement. Le populisme se caractérise par une méfiance dans les politiciens et les élites, des frustrations à l'endroit de la bureaucratie, un anti-intellectualisme et une forme de démagogie. Il en fait un équivalent du nazisme et du McCarthysme qui existe dès lors que se manifeste une *idéologie de ressentiment populaire* contre l'ordre imposé à la société par une classe dirigeante différenciée et établie de longue date, censée avoir le monopole du pouvoir (Shils, cité dans Allcock, 1971).

Chez Lipset (Bell, 2017), le populisme est un phénomène extrême fondé sur la xénophobie et l'antisémitisme. Les différents populismes peuvent être identifiés par une « base sociale » commune : les classes libérales déclinants vivant dans des zones en déclin, mobilisés par leur frustration. On retrouve une idée similaire chez Rosanvallon (Rosanvallon, 2020), quoiqu'il ne parle pas explicitement d'idéologie mais plutôt d'une « culture populiste » . Cette dernière tient à une certaine conception du peuple (le « peuple-un ») qui suppose une certaine théorie de la démocratie directe, privilégiant les référendums; le rejet des corps intermédiaires, fonctionnellement ou moralement illégitimes ; la domestication des institutions non élues - qu'il s'agisse des cours constitutionnelles ou des autorités indépendantes de contrôle : on s'oppose ainsi à un gouvernement des juges ou à une « juridictature ». Pour Schroeder (2020) le populisme présente bien des éléments idéologiques distinctifs [104] : le chauvinisme et l'exclusion sociale, le nationalisme économique et une politique étrangère et commerciale mettant de l'avant «la nation»avant tout. La position actuellement dominante dans le champ académique, et qui conceptualise le populisme comme une idéologie, est celle dégagée par Mudde (voir aussi Stanley, 2008). Selon lui, le populisme est:

> [...] une idéologie qui considère la société comme étant séparée en deux groupes homogènes et antagonistes, « le peuple pur » contre « l'élite corrompue », et qui soutient que la politique devrait être une expression de la volonté générale du peuple. (Mudde, 2004, p. 543; voir aussi Rucht, 2018).

La colonne idéelle du populisme tiendrait, pour lui, à l'opposition aux élites; au fait que la souveraineté populaire est conçue comme composante habilitante de la démocratie. Il ne s'agit donc pas d'une idéologie substantielle mais d'une idéologie « fine », («thin-centered»), qui s'oppose aux idéologies « solides » comme le libéralisme, le fascisme, le socialisme par exemple. Autrement dit, le populisme chez Mudde est une idéologie « fine » car les idées particulières qu'il véhicule ont une portée, une complexité et une ambition limitées par rapport aux idéologies « solides » (Mudde, 2004). Cette conceptualisation tire son autorité de l'approche « morphologique » de l'idéologie, dégagée par Michael Freeden (Freeden, 1998).

104 «If the 'thin' idea, whereby populism is only piggybacking on other more substantive and lasting ideologies, were merely a question of concepts and definitions at the level of ideas, it might be fine to leave academic debates to one side. But this academic debate has consequences: if researchers continue to treat populism as 'thin', wondering which 'thick' ideology it attaches itself to, they are bound to miss the main thrust of populism as an independent force, including its causes and how it sustains itself. Put differently, by treating populism as 'thin', there is a risk is of overlooking a new set of beliefs that has influenced the political direction in several countries" (Schroeder, 2020).

> Freeden (1998, p. 750) describes a thin-centered ideology as 'one that arbitrarily severs itself from wider ideational contexts, by the deliberate removal and replacement of concepts', exhibiting 'a restricted core attached to a narrower range of political concepts. (Aslanidis, 2016)

La morphologie du populisme le conduit ainsi à s'attacher nécessairement à d'autres idéologies, jusqu'à s'y confondre. Cette définition sous-tend d'abord la malléabilité du concept, qui permet de saisir la variété de formes de populismes; ensuite la centralité de l'opposition entre appel au peuple d'une part, condamnation de l'élite de l'autre; et enfin l'absence de projet politique solide, de réponse complexe à une situation sociale donnée. En fait:

> […] le populisme apparaît comme *une sorte de carte mentale* au moyen de laquelle des individus analysent et appréhendent la réalité politique. Il s'agit moins d'une tradition idéologique cohérente que d'un ensemble d'idées qui, dans le monde réel, apparaît associé à des idéologies très différentes, et parfois contradictoires. (Mudde et al., 2017, p. 20)

L'intérêt de cette définition minimale tient à son applicabilité quasi universelle, indépendamment des contextes géopolitiques ou socio-économiques dans lesquels on s'inscrit (Stanley, 2008). Cela vaut également dans une perspective sociohistorique comparée. Elle permet aussi de tracer une ligne de démarcation claire entre ce qui relève, et ne relève pas du populisme, ces deux atouts ouvrant la porte aux comparaisons régionales. Minimale et quasi universelle, une telle définition peut aussi permettre de révéler des formes plus discrètes de populisme – non nationalistes par exemple, les deux concepts entretenant des liens de proximité étroits (Haute et al., 2018).

Dans le cas canadien, la définition permet d'intégrer largement à l'analyse des populismes les mouvements des fermiers, les expériences, pratiques et succès électoraux du CCF dans l'Ouest. En revanche, cette conceptualisation tend à catégoriser de manière stricte et binaire les populistes d'un côté, les non-populistes de l'autre, sans nécessairement s'intéresser aux utilisations ponctuelles ou aux représentations collectives qui mobilisent un « imaginaire » populiste (par exemple, la presse régionale dans l'ouest canadien). Finalement, dans le contexte canadien, le populisme se conjugue avec *d'autres* idéologies « solides » desquelles il dépend pour se donner un sens, du socialisme au néolibéralisme. C'est l'analyse du discours dans un contexte donné, auprès d'un public et dans un lieu donné, qui nous informe sur la teneur programmatique de la rhétorique populiste.

Cette définition minimale prévient en fait, semble-t-il, une analyse de la *dépendance du mode populiste, à d'autres formes idéologiques*, activant certaines clôtures sociales et plus ou moins inclusif (Mudde & Kaltwasser, 2013). La critique académique du populisme comme «idéologie fine»met de l'avant plusieurs points utiles à nos travaux. Pour Aslanidis, parler d'idéologie « fine » vient à reconnaître implicitement qu'il manque fondamentalement au populisme une « cohérence » (Aslanidis, 2016).

Arguably, there is not a single policy area where we could not find two populist actors at loggerheads. Hans-Georg Betz (1994, p. 107) testifies that 'populist parties are generally held to lack grand visions or comprehensive ideological projects', and, as has repeatedly been stressed, there is no Populist International, no sacred texts upon which populist disciples can draw inspiration, no universally revered populist icons, and no acknowledged historical continuity among populist manifestations. (Aslanidis, 2016)

L'auteur propose d'abandonner[105] la conceptualisation idéologique du populisme, notamment parce qu'elle entraîne des incohérences méthodologiques importantes et parce qu'elle implique des difficultés en ce qui concerne la classification et la mesure des formes de populisme.

Le populisme comme discours

Dans les théories discursives, le populisme est considéré comme une « propriété graduelle de cas spécifiques d'expression politique » (Gidron & Bonikowski, 2013). Les acteurs ou les mouvements politiques sont plus ou moins populistes, dépendamment du contenu du discours. Pour Hawkins (Hawkins, 2009), le discours doit s'analyser à travers des éléments linguistiques plus discrets et épars (ton, rythme, métaphores, etc.) ce qui le différencie de l'analyse stricte de programmes politiques ou pratiques de gouvernement par exemple. Cette approche permet de dissocier le populisme (discours) et l'idéologie (socialisme, libéralisme, nationalisme). Chez Norris et Inglehart, le populisme est *une forme* de discours. Il est moins un ensemble idéologique concernant la chose publique, qu'un *style* de communication et de langage, autour des deux notions clés de pouvoir populaire et de critique de l'élite (Norris et Ingelhart, 2018). C'est un discours sur la gouvernance et sur la localisation de l'autorité dans la société (Norris et

105 L'auteur se prononce plutôt en faveur d'une conceptualisation du populisme comme cadre discursif. Il soutient que l'analyse des cadres est plus solide méthodologiquement; elle permet notamment de révéler les liens entre les éléments discursifs du populisme, et ses caractéristiques cognitives. (Aslanidis, 2016)

Ingelhart, 2018), qui peut être adopté indépendamment du positionnement idéologique du locuteur et de l'emplacement dans l'espace social.

Chez Laclau, le populisme est *la logique même du politique*. Selon lui (Laclau, 2008), le populisme est considéré comme l'*essence* de la politique, et comme une force d'émancipation. Autrement dit, le populisme peut permettre d'accéder à la démocratie radicale (Laclau et Mouffe, 2001) en réintroduisant le conflit en politique et en encourageant la mobilisation des secteurs exclus de la société dans le but de modifier le *statu quo*. Une perspective similaire est empruntée par Laycock pour analyser de manière critique le programme du Reform Party dans son rapport à la démocratie canadienne (démocratie directe; suppression des contre-pouvoirs et engagement du terrain). L'approche de Laclau permet de penser à la fois le discours populiste comme dimension de la *culture politique de l'ouest canadien,* et d'envisager le potentiel d'*adhésion* du populisme, sa capacité à politiser des individus là où d'autres organisations ne sont pas parvenues à le faire (partis traditionnels, organisations syndicales), et sur des enjeux spécifiques (défense de l'emploi, représentation politique). Plus généralement, l'utilité de la conceptualisation comme discours tient à sa possibilité de déceler le populisme dans ses formes continues, graduelles, plutôt que de le penser comme catégorie fermée. Il permet de penser les mutations du discours (la mobilisation épisodique ou tendancielle du registre populiste), sans tomber dans une nomenclature binaire opposant populistes et non populistes, de manière figée (Moffit, 2016, p. 21). Cette approche permet aussi les comparaisons inter-régionales, et diachroniques au sein d'un même mouvement ou parti (voir Hawkins, 2009), autant qu'elle invite à penser l'articulation discursive entre populismes et d'autres idéologies. Cette approche présente inévitablement certaines lacunes, particulièrement visibles dans le cas canadien. En oblitérant l'économie politique dans laquelle s'inscrit le discours politique, elle ne pense pas, par exemple, les rapports économiques entre rhétorique populiste et formes de l'industrie dans l'ouest (agraire; extractive). Elle fait aussi l'impasse sur la dimension excluante du populisme porté par certains acteurs politiques (sa dimension « illibérale » ou antidémocratique). On pense par exemple au langage codé de certains populistes de droite autour des « valeurs chrétiennes » qui envoie des signaux électoraux à un électorat plus conservateur, voire de l'alt-right. Finalement, cette conceptualisation ne suffit pas, en tant que telle, à analyser le contenu idéologique de la rhétorique populiste ou séparatiste dans l'ouest canadien.

Le populisme comme dimension de la culture politique

L'approche culturelle du populisme (Morgan, 2020) questionne les conceptualisations courantes du populisme en sciences sociales. Alors que le populisme est généralement traité comme une forme *déviante* du politique « normal » ou de la politique conventionnelle, l'approche culturelle postule que le populisme présente des continuités importantes avec cette dernière et avec la culture prise plus largement. Autrement dit, la politique (ancrée dans la culture) est généralement entendue comme productrice de sens (« meaning-making »), comme une pratique qui vise à faciliter la compréhension. Dans cette hypothèse, le populisme *exagère* le processus politique mais ne s'en écarte pas – le populisme n'est spécifique qu'en ce qu'il *accentue* ce processus de réduction de la complexité (nécessaire à la production de sens), ce travail d'organisation du sens autour d'oppositions binaires (une frontière qui est tracée explicitement entre d'une part le peuple et de l'autre l'élite) (Morgan, 2020). Chez Worsley, le populisme est « une dimension de la culture politique en général, et non simplement un type particulier de système idéologique global ou un type d'organisation »; donc, le populisme n'est pas un phénomène propre à une époque ou à une région particulière (Worsley, 1969). Le populisme se réfère au *lien* qui unit les leaders et les masses et aux formes de participation en général – au sens de l'implication des personnes dans l'exercice du pouvoir. Le populisme n'est ni démocratique, ni démocratique en tant que tel (Arditi, 2007). Si l'on comprend le populisme comme un mode formel de production de sens, plutôt que comme une idéologie substantielle, alors c'est la substance signifiée par le populisme qui permet de déterminer ou non son potentiel anti-démocratique ou démocratisant. D'un point de vue analytique, il ne revient plus dès lors au sociopolitiste de *découvrir* le populisme en le distinguant, mais de le reconnaître comme un aspect des cultures et des structures politiques (Moffit, 2016). Suivant cette approche, des comportements politiques vont être considérés comme plus ou moins populistes (il n'y a pas d'opposition binaire entre populistes et non populistes). En considérant le populisme comme un *mode de signification publique* plutôt que comme une idéologie, l'approche culturelle permet de révéler les continuités du populisme avec d'autres formes de politique, par exemple les mouvements conservateurs. Elle permet également d'analyser le populisme comme une « forme de travail culturel, une manière de raconter des 'faits bruts' et de les rendre significatifs » (Morgan, 2020). Dans l'ouest canadien, le populisme est notamment présenté comme un élément de la culture politique par Gibbins (Elton, David and Roger Gibbins, 1979 ; Gibbins et Arrison, 1995 ; Gibbins et Berdahl, 2003). On peut en comprendre que le discours populiste repose principalement sur la mobilisation de normes, de valeurs, de symboles qui sont déjà présentes dans la culture politique dans laquelle il s'inscrit. La qualité du « peuple » invoqué est induite et

peut être comprise sans que le populiste y fasse référence. Par exemple, les « élites » dans l'espace politique de l'ouest canadien au moins contemporain, sont comprises *implicitement* comme étant au gouvernement fédéral. Elles ne se réfèrent pas aux industriels de l'agroalimentaire ou de la pétrochimie, puisque leurs intérêts sont compris comme équivalents à ceux du « peuple ». Ce serait l'objet d'une analyse culturelle que de recueillir les valeurs et les symboles qui sont mobilisés par les populistes de l'ouest.

Le populisme comme stratégie politique

La dimension stratégique se retrouve dans nombre de papiers sur le populisme; en revanche, sa conceptualisation comme une stratégie l'est moins. Weyland (Weyland, 2017, 2021) définit le populisme comme une stratégie politique à travers laquelle un leader cherche ou exerce un pouvoir gouvernemental basé sur l'appui direct, sans intermédiaire et non institutionnalisé d'un grand nombre de soutiens, pour la plupart non organisés. Mudde et Kaltwasser insistent sur l'émergence d'une figure forte et charismatique, concentrant tout le pouvoir et maintenant un lien direct avec les masses (Mudde et Kaltwasser, 2018). La limite analytique de cette conceptualisation tient à la focalisation sur la figure du leader, sans attacher assez d'importance à l'institutionnalisation, aux modes d'organisation des mouvements populistes, aux rapports entretenus avec les représentations collectives d'un espace donné ou aux alliances avec les partis conventionnels (par exemple avec le PCC ou l'UCP, dans le cas canadien). En faisant du populisme une stratégie personnelle de conquête du pouvoir, elle se focalise de manière unidimensionnelle sur l'offre politique (oubliant la demande, les opportunités) et en fait un moment nécessairement très passager, prenant brutalement fin à la mort du dirigeant. Elle participe de la confusion conceptuelle entre populisme et autoritarisme ou exercice personnel du pouvoir. De manière moins personnaliste, d'autres travaux ont qualifié le populisme de « stratégie politique » d'usurpation d'un capital politique (Fitzi, 2019), ce qui semble plus porteur dans le contexte canadien. Une approche qui combine dimension stratégique et analyse textuelle est également envisagée par d'autres auteurs. Bonikoswki parle de stratégie rhétorique, ou de cadre (Bonikowski et Gidron, 2016). Cette conceptualisation est particulièrement porteuse pour saisir les trajectoires des populismes historiques au Canada. Le système institutionnel canadien organise de fait une forme de bipartisianisme, laissant peu de place aux « tiers-parti ». Dans ce contexte, le populisme fonctionne aussi comme un mode d'appropriation de l'espace médiatique, permettant de gagner en visibilité (jusqu'à gagner des sièges). Dans une perspective sociopolitique, l'approche stratégique permet d'envisager le populisme de manière dynamique, en fonction de l'obtention de gains

politiques (ou symboliques, médiatiques) spécifiques à un moment donné de l'histoire politique. Cette approche est féconde dans le contexte canadien, où la rhétorique populiste est généralement mobilisée pour gagner en visibilité électorale, plutôt que dans l'exercice de fonctions de gouvernement (Boily, 2020).

Le populisme comme style

D'autres propositions théoriques préfèrent qualifier le populisme de style (Ekström et al., 2018; Moffitt, 2016, 2020; Moffitt & Tormey, 2014), de style discursif (Aslanidis, 2016), de répertoire stylistique et discursif (Brubaker, 2017), de style de communication politique (Jagers et Walgrave, 2007). Rucht insiste sur le fait que le populisme est marqué par un style de politique *passionné et suggestif* qui se distingue des politiques établies associées à des négociations encombrantes, au langage diplomatique et à la dépendance à l'égard des bureaucrates et des experts (Rucht, 2018). Moffit développe la notion de performance populiste (Moffitt, 2014), pour dépasser les limites de l'approche discursive; le populisme serait un *style politique*, qui repose sur trois caractéristiques : l'appel au peuple contre l'élite; le rejet des conventions *normales* du discours politique (par exemple, le rejet des normes de politesse, du protocole; la mise en avant d'un discours de crise, de rupture, de menaces ou de dangers qui pèsent sur le groupe. Contrairement à l'approche discursive classique, cette conceptualisation intègre des dimensions non verbales, esthétiques. Le style populiste est *médiatique* : il dépend de l'utilisation des médias de masse et des réseaux sociaux, qui structurellement, lui fournissent les canaux pour l'expression d'un style marqué par la polarisation, la simplification, la personnalisation, la mobilisation des affects. Cette conceptualisation a l'intérêt de prendre en compte une partie substantielle des formes contemporaines du populisme, sans s'en tenir à une analyse stricte de textes et sans se limiter à la seule sphère partisane. Elle s'articule de fait avec d'autres conceptualisations du populisme, en n'excluant pas que ce style puisse s'adosser à certaines idéologies, ou qu'il puisse ressortir de la culture politique. Surtout, cette approche permet de saisir finement les *variations* du populisme : une personnalité peut le mobiliser pendant une campagne, puis l'abandonner une fois entrée au gouvernement. Cela permet de capter l'émergence d'une rhétorique populiste au sein de mouvements ou partis qui ne sont pas classifiés comme tels par les politistes; et de capter les mobilisations stratégiques de ce style en fonction d'échéances ou de thématiques précises (sur la question pétrolière ou migratoire par exemple).

Sans développer ce point, qui ne touche pas directement à notre objet, relevons que d'autres travaux théoriques s'intéressent aux rapports du populisme à la démocratie[106]. Le populisme est parfois conçu comme un élément constitutif de la politique démocratique (Mackert, 2019). La démocratie est globalement entendue comme une condition de possibilité des populismes: sans la reconnaissance préalable de la souveraineté du peuple comme fondement du pouvoir politique, seules des formes autoritaires ou oligarchiques d'exercice du pouvoir peuvent se développer. L'impact du populisme est généralement jugé négatif sur la démocratie libérale (Akkerman, 2003; Rummens, 2017). La littérature insiste notamment sur sa nature profondément illibérale (Zakaria, 1997), anti-pluraliste (Galston, 2018; Müller, 2016), ou encore son caractère *anti-politique* (« unpolitics ») (Taggart, 2018). Dans le contexte canadien, les populismes de l'ouest se définissent souvent comme intrinsèquement liés à la démocratisation du Canada, à l'extension des droits civils et politiques dans la Confédération. Le Maverick Party présente ses propositions de réformes comme intrinsèquement démocratiques: utilisation extensive du référendum et des initiatives citoyennes; rééquilibrage des corps fédéraux dans l'Ouest; meilleure représentation politique de l'Ouest. Les théories du populisme qui s'intéressent à ces liens avec la démocratie libérale permettent de saisir l'ambivalence des populismes régionalistes de l'ouest canadien. Ces derniers sont effectivement à la fois liés à l'expansion de droits civiques et sociaux ou à la revendication de réformes institutionnelles en faveur d'un plus grand contrôle des élus politiques; et liés, au moins pour certains d'entre eux, à un rejet du jeu parlementaire, des règles électorales ou du pluralisme politique.

Une partie substantielle de ces recherches a cherché à expliquer l'éclosion ou le développement du populisme dans les démocraties libérales occidentales. Comme il ne s'agit pas de notre problématique de recherche - la thèse ne vient pas expliquer l'adhésion aux populismes au Canada - nous ne les mentionnerons que brièvement ici. Du côté de l'offre, les sociopolitistes se sont intéressés aux stratégies des acteurs politiques; aux stratégies d'évitement, d'exclusion ou d'inclusion de certaines thématiques

106 La discussion académique sur la nature démocratique du populisme tient pour une large part à la polysémie du terme de « peuple », qui désigne à la fois la communauté politique dans son ensemble (le corps politique) mais aussi le corps social défavorisé, les exclus, les défavorisés (la « plèbe »). « C'est ainsi que le « peuple » est en même temps une partie et le tout » (Canovan, 2005). Le populisme peut donc se présenter comme une revendication des exclus à l'intégration dans la communauté politique, une revendication d'égalité dans les droits politiques. L'idée que le populisme soit intrinsèquement lié à la démocratie tient aussi aux origines étymologiques du terme : du mot latin populus, peuple; la souveraineté du peuple étant au cœur des démocraties politiques représentatives et de la modernité politique. Dans cette conception, les frontières entre « politique démocratique » et « politique populiste » sont fluides.

dans le discours dominant par exemple. Du côté de la demande, les théories explicatives ont insisté entre autres sur la demande en *valeurs* (Eatwell et Goodwin, 2018; Norris et Inglehart, 2018); sur la dimension *émotionnelle*, *réactive* des populismes (Dubet, 2019; Fassin, 2017; Resnick, 2000) pour comprendre comment se crée l'adhésion au populisme. D'autres ont finalement tenté d'identifier quelles transformations sociales induisent un *sentiment d'aliénation*, d'exclusion ou de frustration envers les élites politiques et économiques (Dubet, 2019; Fassin, 2017), ou ont insisté sur l'identité politique (fondée sur un profond sentiment anti-establishment) (Meléndez et Rovira Kaltwasser, 2017) dont la construction et la politisation permettent aux populistes de se développer.

ANNEXE D

[TABLEAUX]

Tableau 9 Vagues de régionalisme dans l'ouest canadien (1900-2020)

Période	**Caractéristiques**	**Formations**	**Auteurs clés**
Début du 20ème siècle – années 1950	Forte présence provinciale ; valorisation de mécanismes de coopération ; critique des fondements non démocratiques du système partisan ; dénonciation des élites financières ; formes de conservatisme fiscal voire social, religieux	Progressives United Farmers Commonwealth Cooperation Federation (CCF) Social Credit party (principalement jusqu'à Aberhart)	Conway Lipset Macpherson Morton Naylor Sharp Sinclair Wiseman
Fin des années 1970/début des années 1980 – fin des années 1990-année 2000 (fusion du Reform Party dans la Canadian Alliance)	Volonté explicite de gouvernement au niveau fédéral; revendication de représentation nationale; remise en cause du bipartisianisme ; se présentant comme défiant l'opposition « droite-gauche « ; conservatisme social et fiscal, libertarianisme; proximité avec des groupuscules conservateurs et de droite ; opposition au multiculturalisme ; antibilinguisme, opposition aux « intérêts spéciaux « ; accent mis sur la liberté individuelle et économique; proximité avec les milieux d'affaires et l'industrie extractive; accent mis sur la démocratie directe; demande de réforme institutionnelle (Triple E-Senate ; révocation des élus).	Reform Party Confederation of Regions (CoR)	Archer, Ellis Belkhodja Boily Dobbin Barney Harrison Krahn Laycock

Début des années 1980 – en cours	Mouvements éclatés ; sporadiques ; fortement ancrés à droite voire à l'extrême droite ; tendances séparatistes marquées ; faible potentiel électoral au-delà de l'Alberta et parfois de la Saskatchewan ; conservatisme social (famille, armes à feu, liberté religieuse) ; conservatisme fiscal (baisse de l'imposition sur les sociétés et les revenus) ; action forte de l'État sur certains enjeux (extraction; exploitation des ressources naturelles, politiques de la famille et de la propriété privée).	Western Canada Concept Western Block party Western Independence Party Western Canada Party Maverick Party (Wexity Party) et ses déclinaisons provinciales : Wildrose Indepence Party of Alberta ; Wexit BC ; Buffalo Party of Saskatchewan [People's Party of Canada]	Adkin Boily Caroll Gunster

Tableau 10 Principales conceptualisations du populisme dans la littérature académique

Conceptualisation	**Intérêts heuristiques**	**Limites**	**Auteurs**
Idéologie	Malléabilité du concept; définition « minimale », souple. Possibilité de saisie d'une grande variété géographique, historique de populismes; applicabilité quasi universelle. Catégorisation claire entre ce qui relève ou non du populisme.	Opérer une polarisation entre les populistes et les « non populistes ». Risquer d'absorpber le contenu idéologique « solide » (nationalisme, socialisme, etc.) dans une seule « idéologie populiste » homogénéisante.	MacRae ; Shils ; Lipset ; Mudde, Kaltwasser
Discours	Possibilité de dissocier le discours (populiste) et de l'idéologie (socialiste, conservatrice, etc.). Qualifier et observer une variété de locuteurs « populistes » (journalistes ; artistes ; etc.). Observer les mutations du discours politique dans le temps; possibilité de comparaisons diachroniques (au sein d'un même parti; à partir d'un seul acteur politique).	La seule focalisation sur le discours ne donne pas d'indications sur le contexte (les « code words ») ; le programme idéologique ou le comportement politique des acteurs.	Hawkins ; Norris & Ingelhart ;
Logique du politique	Penser le populisme comme dimension d'une culture politique ; comme normalité politique ; comme potentiel de mobilisation.		Laclau ; Mouffe
Stratégie politique	Envisager les stratégies de captation d'un pouvoir politique, au-delà du cercle partisan, électoral. Concevoir le populisme dans sa dimension dynamique, sporadique, en articulation avec des programmes et des idéologies variées.	Se focaliser sur la figure du *leader*. Faible intérêt pour les structures organisationnelles, institutionnelles, électorales, économiques, qui permettent l'émergence des populismes. Contribuer à confondre populisme et autoritarisme.	Bonikoswki Weyland Fitzi

		Démontrer un intérêt limité pour les rapports entretenus avec les représentations collectives, la culture politique dans laquelle le populisme émerge.	
Style ; style discursif ou performance ; répertoire stylistique et discursif ; style de communication politique	Intégrer des dimensions non verbales, esthétiques, dans l'analyse des populismes (appréhension plus large des capacités de mobilisation). Possibilité d'articuler le populisme avec une variété d'idéologies. Possibilité de saisir les variations du populisme dans le temps.	Insuffisances conceptuelles pour cerner la dimension idéologique, programmatique d'un parti ou d'un mouvement.	Ekström ; Moffitt ; Brubaker ; Jagers & Walgrave
Dimension de la culture politique	Possibilité de révéler les continuités du populisme avec d'autres formes politiques : le populisme se présente comme une exagération du processus politique, lui-même ancré dans la culture (il n'est pas dissocié du politiquement conventionnel; il est un simple mode formel de production de sens). Dissociation de l'analyse critique/normative du populisme, de l'analyse de la substance signifiée par le populisme.	Ne pas opérer de dissociation conceptuelle claire entre les populismes et les politiques conventionnelles, autre que le contenu signifié (oppositions binaires, autour des contenants « peuple/élite «). Dissoudre le populisme dans la politique au sens large; normaliser les populismes.	Worsley ; Morgan
Élément constitutif de la politique démocratique	Appréhender de manière fluide les frontières entre « politique démocratique » et « politique populiste ». Possibilité de comprendre les conditions d'avènement du populisme.	Contribuer à la normalisation politique des populismes;	Mackert
Phénomène antilibéral ; antipluraliste ; antipolitique	Apprécier le populisme à partir de sa confrontation à la démocratie libérale et représentative (corps intermédiaires ; opposition politique ; experts indépendants…). Utilité politique et citoyenne.		Zakaria ; Müller ; Taggart

Tableau 11 Principaux travaux sur les régionalismes de l'ouest[107]

Formations	Auteurs + date	Qualification	Questions de recherche principales
United farmers	Finkel (1993) [voir aussi : Macpherson]	Populisme	Démonstration de ce que les *attitudes* à l'égard de l'égalité des sexes constituent un *moyen* de distinguer les différents types de partis populistes. Comparaison entre UFA et Social credit Party.
Progressive Party	Morton (1978)	Tiers-parti (*third party*)	Analyse historique du contexte et de l'histoire politique du Progressive Party, intégrée à une description de l'économie et de la politique de l'ouest canadien. Qualification du Progressive Party comme étant d'abord une révolte *agraire* contre les politiques économiques et les pratiques politiques du Canada central.
	Gagnon et Tanguay (1996)	Parti mineurs (*minor parties*); qualification retenue pour le Progressive Party; le Social Credit Party; le CCF; le Reform Party; le Bloc Québécois.	Évaluation de l'impact des partis mineurs sur le système politique canadien; proposer un aperçu historique et comparatif des partis politiques qui ont réussi à s'imposer au Canada (racines historiques; comparaisons avec les États-Unis; isolement des facteurs institutionnels, culturels et socio-économiques qui contribuent au succès ou à l'échec des partis mineurs); examiner les explications

107 Note : ce tableau n'inclut pas tous les travaux sur les formations régionalistes de l'ouest. Nous faisons le choix d'inclure les travaux qui nous apparaissent comme centraux sur les régionalismes historiques à l'ouest. Les formes contemporaines du régionalisme et du populisme (UCP; mouvements sociaux pétropopulistes; dans une certaine mesure, Poilievre au niveau fédéral, n'ont pas encore fait l'objet de travaux complets. Les recherches qui s'y rapportent sont mentionnées dans la revue de littérature.

			dominantes du développement des partis mineurs (institutionnelle, culturelle et structurelle).
Cooperative Commonwealth Federation (CCF)	Zakuta (1964)	« protest movement »; parti majoritaire; parti mineur.	Étude du CCF (local, provincial, fédéral), son idéologie, sa structure, son évolution depuis un mouvement social vers un parti mineur. Présentation des éléments distinctifs du parti mineur, en comparaison des mouvements politiques (*political movements*) et des partis majoritaires.
	Lipset (1968)	Socialisme agraire	Analyse sociopolitique du CCF dans son contexte : son idéologie, son programme, ses soutiens, ses leaders, son évolution et ses potentialités en Saskatchewan.
	Young (1969)	Mouvement-parti	Examen du développement du CCF depuis son origine en tant que confédération peu structurée de partis ouvriers et de mouvements de protestation agraire en 1932 jusqu'à son alliance formelle avec le Congrès du travail du Canada en 1961 sous le nom de Nouveau Parti Démocratique. Présentation de la relation entre deux aspects fondamentaux du CCF : sa nature en tant que mouvement et en tant que parti politique.
	Sinclair (1972, 1973, 1975)	Parti populiste	Comparaison du CCF en Saskatchewan et du Social Credit Party en Alberta. Analyse des facteurs explicatifs de l'ascension de formations populistes dans l'ouest canadien (déterminants socioéconomiques du vote populiste). Analyse des trajectoires des formations populistes en Saskatchewan et en Alberta (facteurs conjoncturels; structures d'opportunité politique).

	Conway (1978)	Strictement populiste	Analyse du CCF et du Social Credit party en tant que réactions populistes à la forme qu'a prise le capitalisme industriel au Canada.
	Laycok (1990)	Proposition d'idéaux-types idéologiques selon quatre variantes distinctes de la pensée démocratique : crypto-libéraux (Progressive Party), démocrates radicaux (UFA), sociaux-démocrates (CCF) et plébiscitériens (Social Credit Party).	Revue critique de la littérature académique sur les populismes des Prairies; réinterprétation des objectifs, de l'idéologie et de l'attractivité des populismes dans l'ouest. Thèse : les préoccupations, perspectives et propositions portées par les UFA, le Progressive Party, le CCF, *n'étaient pas exclusivement de nature petite-bourgeoise*, même si les organisations d'où elles ont émergé étaient majoritairement issues de la petite bourgeoisie agraire.
	Naylor (2013; 2016)	Socialisme	Réexamen du CCF et de la politique ouvrière canadienne dans les années 1930; rejet du qualificatif de « populisme ».
	McCracken (2019)	Socialisme/Prairie-born socialism	Analyse de l'influence du CCF sur la politique canadienne (que l'auteur qualifie de libérale réformiste). Explication du contexte d'émergence du CCF dans les Prairies (mode de colonisation des Prairies; mesures prises par le gouvernement fédéral en réponse à la Grande Dépression).

Social Credit Party	MacPherson (1953; 1962)		Examen du système politique distinctif qui a émergé en Alberta dans la première moitié du vingtième siècle, représenté par les gouvernements des United Farmers of Alberta et du Social credit Party, ainsi que les mouvements qui les ont soutenus (« distinctive quasi-party political system »). Qualification de ces formations comme des partis *développés en dehors* de la politique fédérale, et comme ayant produit un type nouveau de gouvernance démocratique au Canada. Interprétation de la montée des UF puis du Social Credit Party en fonction de la nature petite bourgeoise de la société des provinces de l'ouest.
Reform Party	Barney & Laycock (1999)	« Plebiscitary politics »	Expliquer l'attrait des instruments de démocratie directe pour les partis populistes de droite contemporains. Thèse : une approche particulière de la démocratie directe (« plébiscitarisme ») s'articule logiquement à l'engagement idéologique plus large des partis populistes de droite en faveur d'une réduction de l'État-providence et, plus généralement, de la vie publique.
	Sawer, Laycock (2009)	« Market populism » (populisme de marché);	Analyse des évolutions du populisme au Canada, rapport à l'économie de marché et aux élites économiques et financières. Comparaison avec le populisme de droite en Australie.

	Harrison (1995)	Right-Wing populism	Étude des facteurs explicatifs économiques, institutionnels de l'émergence du Reform Party; analyse des racines idéologiques, des liens organisationnels (États-Unis, petites formations séparatistes), du fonctionnement, du programme du parti.
	Macaulay (2022)	Constructed populism	Thèse principale : le Reform Party illustre le passage d'un populisme agraire à un populisme « politique », « construit ». Le Reform « construit » un peuple Canadien de l'ouest, et assimile les intérêts des « gens ordinaires » à ceux de l'industrie extractive.
Reform Party, Parti populaire du Canada	Budd (2021)	« Right-Wing populism »; « Neoliberal populism », « Maple-Glazed populism »	Expliquer la tendance à la modération idéologique des populismes de droite au Canada, comme résultante des structures institutionnelles et des structures d'opportunité à moyen terme inhérentes au système électoral (système électoral uninominal majoritaire) et au système de partis du Canada.
Parti populaire du Canada	Medeiros et Gravelle (2023)	Pandemic populism	Analyse des attitudes des Canadiens; l'opposition aux restrictions en matière de santé publique a été un facteur beaucoup plus important que le populisme dans la formation du soutien au PPC lors de l'élection fédérale de 2021.
United Conservative Party	Carlaw (2018)	Authoritarian populism; neoconservative multiculturalism	Description des racines du Kenneyisme et du multiculturalisme néoconservateur, par rapport à ses prédécesseurs, le Reform Party et la Canadian Alliance. Examen de sa politique en ce qui concerne les musulmans, les réfugiés et les travailleurs étrangers temporaires.

Tableau 12 Premiers Ministres au Gouvernement fédéral, au Canada - de 1905 à 2021

Période	PM	Province de la députation	Parti
2021-...	Justin Trudeau		Parti Libéral
2019-2021	Justin Trudeau		Parti Libéral
2015-2019	Justin Trudeau		Parti Libéral
2006-2015	Stephen Harper		Parti Conservateur
2003-2006	Paul Martin		Parti Libéral
1993-2003	Jean Chrétien		Parti Libéral
1993-1993 (remplacement)	*Kim Campbell*		Parti Progressiste-conservateur; en remplacement de Mulroney suite à sa démission
1988-1993	Brian Mulroney		Parti Progressiste-Conservateur
1984-1988	Brian Mulroney		Parti Progressiste- Conservateur
1984-1984	John Turner		Parti libéral
1980-1984	Pierre-Eliott Trudeau		Parti Libéral
1979-1980	Joe Clark		Parti Progressiste-Conservateur
1968-1979	Pierre-Eliott Trudeau		Parti libéral
1963-1968	Lester B. pearson		Parti Libéral
1957-1963 (élu, 3 mandats)	John Diefenbaker	SK	Parti Progressiste-Conservateur
1948-1957 (désigné puis élu, 3 mandats)	Louis St-Laurent		Parti Libéral
1935-1948 (élu, 3 mandats)	William Lyon Mackenzie King	SK puis ON	Parti Libéral
1930-1935 (élu, 1 mandat)	Richard Bedford Bennett	AB	Parti conservateur
1926-1930	William Lyon Mackenzie King	SK	Parti Libéral
1926-1926	Arthur Meighen	MB	Parti Conservateur
1921-1926 (élu, 2 mandats)	William Lyon Mackenzie King	ON puis SK	Parti Libéral
1920-1921 (désigné, 1 mandat)	Arthur Meighen	MB	Parti national libéral et conservateur
1911-1920 (élu, 2 mandats)	Robert Borden		Parti conservateur puis, Parti Unioniste
1896-1911 (élu, 4 mandats)	Wilfrid Laurier		Parti Libéral
1896-1896	Charles Tupper		Parti conservateur

1894-1896 (désigné, 1 mandat)	MacKenzie Bowell		Parti conservateur
1892-1894 (désigné, 1 mandat)	John Tompson		Parti libéral-conservateur
1891-1892 (désigné, 1 mandat)	John Abott		Parti libéral-conservateur
1878-1891 (4 mandats)	John A. MacDonald	CB puis ON à deux reprises	Parti libéral-conservateur
1873-1878 (2 mandats)	Alexander MacKenzie		Parti libéral
1867-1873 (2 mandats)	John A. MacDonald		Parti libéral-conservateur

Tableau 13 Résultats électoraux du Maverick party – 44ème élections générales – Par province et par circonscription

Alberta	Saskatchewan	Colombie-Britannique	Manitoba
Bow River : 2.7%	Souris—Moose Mountain : 2,5%	North Island—Powell River : 0,5%	Dauphin—Swan River—Neepawa : 0,9%
Calgary Signal Hill : 1%	Yorkton—Melville : 1,7%	Prince George—Peace River—Northern Rockies: 3,2%	
Sturgeon River—Parkland : 1,9%	Sentier Carlton—Eagle Creek : 2,6%		
Banff—Airdrie : 1,9%	Battlefords—Lloydminster : 7%		
Calgary Heritage : 1,3%	Prince Albert : 1,4%		
Battle River—Crowfoot : 4,1%	Cypress Hills—Grasslands : 4,0%		
Red Deer—Lacombe : 1,6%	Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan : 1,6%		
Peace River—Westlock : 5,5%			
Calgary Shepard : 1,2%			
Calgary Midnapore : 1,3%			

Fort McMurray—Cold Lake : 1,1%			
Yellowhead : 3,5%			
Sherwood Park—Fort Saskatchewan : 1,2%			
Grande Prairie—Mackenzie : 4,1%			
Calgary Rocky Ridge : 0,8%			
Medicine Hat—Cardston—Warner : 2,5%			
Lakeland : 3,2%			
Red Deer—Mountain View : 2,6%			
Foothills : 3,6%			

ANNEXE E

[ARTICLE A: Le populisme comme stratégie de reconstruction de l'imaginaire politique[108]]

Il est ordinaire de dire qu'on assiste à un lent mais réel déclin des social-démocraties représentatives et à l'émergence de nouvelles formes de conquête du pouvoir et de gouvernement. Les événements qui ont pris place en janvier 2022, au Canada, en sont l'une des illustrations. Quelques centaines de camions, organisés par des activistes proches de formations issues de la droite alternative (*alt-right*) américaine ou de mouvements séparatistes de droite de l'Ouest canadien, ont occupé pendant plusieurs semaines la capitale canadienne. Lorsque ces pratiques politiques sont celles de gouvernements en place, on les qualifie d'autoritaires, de réactionnaires, d' « illibérales » et très souvent de « populistes ». Derrière cette terminologie fourre-tout qui s'applique autant à Trump, Bolsonaro, Duterte, Orbán, au Mouvement 5 étoiles (en Italie) qu'à Chávez, mais aussi, historiquement au Canada, à Preston Manning et au Parti Crédit social, on retrouve des caractéristiques partagées. D'abord, un rapport spécifique aux institutions qui leur ont donné l'onction électorale, mais aussi un rapport particulier au *peuple* : ces mouvements, partis ou personnalités, se présentent généralement comme anti-*establishment* proche du « vrai peuple » , du « common people » de l'homme ordinaire.

Cela étant dit, la recherche en sociologie politique ne peut manquer de constater l'immense variété des expressions politiques des *populismes*, en même temps qu'une certaine confusion entourant cette terminologie, tant dans la sphère publique que dans les écrits universitaires. « Tout le monde semble savoir ce que signifie le populisme, [sans que] personne ne [puisse] se référer à une définition communément admise » (Tarragoni, 2019). Confuse, passe-partout, la notion a aussi été largement critiquée pour ses faiblesses analytiques (Mény et Surel, 2000, p. 10). La plupart des écrits sur le populisme commencent d'ailleurs par rappeler la littérature croissante à ce sujet, ainsi que le choix difficile d'une *définition* – définition qui conditionne l'analyse de la réalité sociale que l'on prétend observer, autant qu'elle comporte des conséquences pratiques, stratégiques, politiques et épistémologiques… Cette forme politique s'articule aussi à des idéologies particulièrement variées – tantôt progressistes voire socialistes (on pense, au Canada, à la Fédération du Commonwealth coopératif, ou CCF, et aux United Farmers : voir notamment

108 Ce chapitre est basé sur une communication présentée dans le cadre du colloque « Populisme et sciences sociales » , en ligne, organisé par l'Université du Québec à Montréal et l'Université d'Ottawa (2020, 26-27 novembre). Nous y retravaillons également des éléments existants d'un autre article (Mones, 2021).

Laycock, 1990, p. 69, 136), tantôt conservatrices (Parti réformiste du Canada : voir notamment Farney, 2012 ; Harrison, 1995). Successivement envisagé comme stratégie (Weyland, 2017), idéologie (Rosanvallon, 2020), idéaltype (Fitzi, 2019), catégorie analytique (Bezerin, 2019), syndrome politique (Moffit, 2016) ou phénomène historiquement circonscrit, le populisme peine toutefois à être un objet de recherche précisément identifiable. La conceptualisation la plus courante dans la littérature académique contemporaine tend à définir le populisme comme une idéologie (Mudde, 2017), sans que cela ait éteint les débats théoriques. En réalité, l'absence de consensus sur la conceptualisation du populisme n'est pas sans conséquence : elle se traduit par un éclatement intellectuel et des conséquences démocratiques parfois sérieuses (tel le rejet du terme de « peuple » dans la tradition démocratique : voir Taguieff, 2002). Cette approche conduit à des différences importantes pour la recherche sociopolitique – qu'il s'agisse du traitement de sources ou de matériaux spécifiques (arts, publications journalistiques, expres- sions physiques, etc.), d'une possible comparabilité géographique ou historique entre certains phénomènes politiques, ou de l'offre de solutions institutionnelles aux « dérives » ou aux « promesses » du populisme… Derrière l'absence d'unanimité définitionnelle, se cache donc la difficulté d'un travail sérieux tenant compte de la variété *des* populismes, tout en gardant une certaine finesse analytique. Par ailleurs, il est souvent délicat de dissocier l'analyse du phénomène du processus de disqualification systématique qu'entoure la mobilisation de ce terme en politique – peu voire aucun parti ne revendiquant cette étiquette (Fitzi, 2019). Enfin, rajoutons à nos difficultés la porosité de la notion avec d'autres concepts proches : l'autoritarisme, le nationalisme, la droite radicale ; la xénophobie et l'antisémitisme ; le néonazisme… Le transfert de contenu vers des notions voisines conduit à vider d'in- térêt analytique la mobilisation elle-même du terme de populisme. Le « populisme » n'apporte alors rien de plus à la compréhension d'un phénomène donné, que ne le ferait la mobilisation d'autres concepts.

Puis, ce n'est pas parce qu'un terme est employé par le sens commun qu'il doit être repris par la langue universitaire. Alors pourquoi parvenir à une définition du populisme ? D'abord, parce que l'on peut défendre qu'il existe bien une spécificité dans la *manière populiste de faire de la politique*, dans un certain rapport au discours, aux institutions, à la démocratie libérale représentative, qui se décline dans plusieurs pays et adopte des formes semblables. Ce *mode politique* ne se résumerait pas à ses traductions d'extrême droite. Demeure ainsi l'intuition d'une particularité dans le discours, le gouvernement, la façon d'être et de faire la politique que l'on retrouve dans plusieurs États, à plusieurs niveaux, dans des contextes sociaux tout à fait différents (de l'Argentine des années 1960 à l'Inde des années 2020, pour prendre deux illustrations très éloignées). À ce titre, le populisme mériterait d'être catégorisé par la sociologie politique

– sans être automatiquement disqualifié comme discours dominant ou creux intellectuelle- ment. On peut penser que ne sont pas toujours populistes ceux et celles que l'on imagine l'être et que peuvent l'être, à l'inverse, des discours ou des pratiques qu'on ne qualifierait pas communément comme tels. On peut aussi vouloir comprendre pourquoi se développent et perdurent certaines pratiques disruptives du politiquement « normal » – au sens entendu d'état institutionnel le plus généralement répandu dans les démocraties libérales : représentatif et consultatif, accueillant des contre-pouvoirs et des corps intermédiaires. Tout l'enjeu est alors de dégager la *spécificité conceptuelle du populisme*.

Notre point de départ est que le populisme transgresse les caté- gories analytiques habituelles parce qu'il s'inscrit dans les démocraties représentatives libérales (condition de son émergence) autant qu'il les met en danger (déconstruction des fondements tacites ou institution- nalisés de ce qui fonde le « pacte » libéral démocratique moderne). Pour certains, le populisme est d'abord « un imaginaire moral parti- culier de la politique, une façon de percevoir le monde politique qui présente un monde moralement pur et complètement unifié, mais ultimement fictif, contre des élites qui sont présumées corrompues ou d'une certaine manière moralement inférieures » (Fitzi, 2019, p. 19-20). On soutiendra ici que le populisme est moins un « imaginaire » qu'une stratégie de reconstruction *de* l'imaginaire politique dans lequel il éclot[109]. C'est en ce sens une stratégie de cadrage. C'est ce qui expliquerait qu'on le retrouve sur tout l'échiquier politique, à différents niveaux de décision, selon des formes nationales variées. Le populisme pourrait donc être compris comme une *façon d'imaginer la politique,* généralement *dans les États-nations où prédomine le modèle démocratique libéral;* comme une façon de rebattre les cartes institutionnelles et balises politiques et morales conventionnelles (rejet, par exemple, de la « bien-pensance »). C'est ce qui pourrait aussi expliquer sa capacité de réinvention de lui-même quasi indéfinie, et sa capacité à se greffer sur des idéologies éclatées, voire contradictoires.

Dans quelle mesure la nouvelle définition que l'on propose contribue-t-elle à éclairer les enjeux analytiques et politiques rattachés à la compréhension du populisme ? Quelles portes cette définition ouvre-t-elle pour la recherche en sciences sociales ? En nous appuyant sur les travaux contemporains en sociologie du populisme, on insiste ici sur la part stratégique et symbolique du populisme. L'objectif est de gagner en profondeur analytique (pourquoi cela fonctionne, et com- dmiestnitng; uer la stratégie, principalement discursive, du contenu programmatique). Ce chapitre ne prétend pas éteindre toutes les

109 Ce point a été développé dans un article préliminaire (Mones, 2021).

discussions académiques sur la nature des populismes ; il ne prétend pas clarifier définitivement toutes les imprécisions et incohérences qui traversent le champ d'études de la sociologie politique du populisme. Surtout, cet effort de clarification conceptuel s'intègre dans des recherches déjà nombreuses. On présente d'abord la conceptualisation du populisme comme une stratégie discursive, idéologiquement dépendante. On montre ensuite que la stratégie populiste participe d'une reconstruction de l'imaginaire politique, à partir d'une consolidation de certaines clôtures sociales.

Le populisme comme stratégie discursive, idéologiquement dépendante

En nous appuyant sur la littérature académique contemporaine, on retiendra l'approche selon laquelle le populisme se définit comme une stratégie, avant tout discursive, généralement mise en œuvre dans un contexte de délitement social. Remettant en cause l'orthodoxie politique, cette stratégie repose sur une l'opposition binaire peuple-élite, dans une perspective morale (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2018 ; Müller, 2016) – les deux termes étant eux-mêmes des contenants imaginés et codépendants. Orientée vers la captation d'un « capital politique », cette stratégie est par essence dépendante d'autres idéologies qui lui fournissent un contenu idéel. Ces idéologies permettent d'inférer non seulement le choix de marqueurs sociaux spécifiques pour la qualification de ce qui s'apparente à « nous » et à « eux », mais aussi un certain degré de fermeture des clôtures sociales.

Limites de l'approche idéelle du populisme

Contrairement à la notion de *thin ideology* (idéologie fine) dégagée par Mudde et Rovira Kaltwasser, le populisme nous apparaît marqué par une absence de contenu idéel, ce qui le rend entièrement dépendant d'autres idéologies extérieures. Le fait que le populisme implique un certain discours sur l'autorité ou la gouvernance dans l'espace public ne conduit donc pas à un positionnement idéologique : un même rapport contestataire avec les institutions en place, une même volonté affichée d'entendre le peuple, peut se traduire par des programmes politiques très différents.

La politique de l'Ouest canadien en est un exemple criant – à partir d'une même dénonciation de l'*aliénation de l'Ouest* aux intérêts du Canada central, les provinces intéressées ont tantôt vu l'émergence de mouvements agraires socialistes et de partis conservateurs, de droite, proches des intérêts de l'industrie extractive (Parti réformiste, Alliance canadienne, Maverick Party pour n'en citer que quelques-uns). La rhétorique de l'aliénation de l'Ouest, populiste dans son essence, met toujours en opposition un

peuple (moral) et des élites (corrompues). Cependant, la nature des élites et du peuple et les projets politiques soutenus par les locuteurs diffèrent profondément sur une longue période. L'approche idéelle pose ainsi le problème suivant : elle mène, même de manière « fine », à une ressemblance idéologique entre des programmes, attitudes, personnalités, partis politiques, qui vont d'un bout à l'autre de l'échiquier politique. Elle incite au partage de valeurs, d'idées ou d'un programme politique, entre l'UCP (le Parti conser- vateur uni) de Danielle Smith en 2022, et le Manifeste de Regina de la Fédération du Commonwealth coopératif, près d'un siècle plus tôt. Cette approche participe d'une confusion problématique, niant les fractures idéologiques réelles, les différences programmatiques et pratiques, entre des acteurs populistes allant de l'extrême droite à l'extrême gauche. Au-delà de cette confusion gênante (hors Canada, peut-on qualifier de porteurs d'une même « idéologie », même fine, Bolsonaro et Podemos ?), l'approche idéelle contribue à invisibiliser les idéologies *hôtes* des populistes. Ce faisant, elle emprisonne la recherche qui voudrait comparer des mouvements, étudier des varia- tions du populisme au sein d'un parti ou d'un système de partis.

Le véritable enjeu est de capter la pratique politique du popu- lisme (l'armature minimale de Mudde et Rovira Kaltwasser est en cela très éclairante) et, par ailleurs, de saisir le programme idéologique que cette stratégie rend possible, autour de marqueurs sociaux, symboliques, spécifiques en fonction du paysage politique dans lequel elle s'inscrit.

Une stratégie reposant sur un discours spécifique

On rejoint Norris et Inglehart (2019) pour qualifier le populisme de discours spécifique, marqué par une stratégie de conquête ou de conservation du pouvoir politique. En tant que stratégie discursive, le populisme repose principalement sur la mobilisation des affects collectifs autour de la notion de « vrai peuple « soudé contre un ennemi qui lui est par essence extérieur et qui mine son intégrité : élites financières, multiculturelles, environnementalistes ; étrangers, etc. Les organisateurs du « Convoi de la liberté « opposent ainsi nettement, dans leur discours, les « travailleurs ordinaires du secteur du camionnage » aux élites déconnectées du gouvernement central. Peu importe que le discours ait peu à voir avec la réalité de la composition du mouvement social qu'ils organisaient ou qu'il se soit agi de « mots-coquilles », et que le syndicat de la profession ait désavoué le Convoi. L'important était la captation d'un pouvoir politique : se positionner comme la représentation légitime des travailleurs ordinaires.

Penser le populisme comme stratégie suppose aussi d'intégrer une dimension culturelle à l'analyse des populismes : le destinataire de la stratégie populiste doit être conscient de la portée symbolique, pratique des propos qu'on lui tient. Autrement dit, les populistes sont populistes, en rapport avec un contexte et un ou des destinataires identifiés : ce qui est clivant ici ne l'est pas ailleurs ou en un autre temps. Ce qui ressort d'une opposition des valeurs prend une portée plus ou moins dense en fonction de l'espace politique dans lequel le populisme émerge ; ce qui participe de la consolidation d'une clôture sociale ici est peut-être ancré dans la politique conventionnelle ailleurs. C'est la dimension disruptive du discours populiste, qui produit et consolide des oppositions de valeurs, qui nous intéresse.

La dépendance du populisme aux « idéologies hôtes »

Comme l'écrivent avec raison Mudde et Rovira Kaltwasser, « le populisme emprunte immanquablement des concepts à d'autres idéologies, qui sont non seulement plus complexes et stables, mais qui rendent également possible la formation de « sous-types » de populisme » (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2018). La thèse défendue ici est que le populisme se conjugue avec d'autres idéologies, dont il dépend pour se donner un sens. Le seul appel au peuple contre une élite corrompue ne dit rien du contenu idéel ; il revient aux sociologues d'analyser le discours dans un contexte donné, auprès d'un public et dans un lieu donné, pour comprendre la teneur programmatique de la rhétorique populiste. Plutôt que de parler de « deux axes » vertical et horizontal (Brubaker, 2020 ; Fitzi, 2019) on préférera donc parler *d'une dépendance de la stratégie populiste à d'autres formes idéologiques* – activant certaines clôtures sociales dans un monde plus ou moins inclusif (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2013).

L'intérêt est de ne pas se focaliser sur les formes du peuple, civique ou ethnonationaliste, pour déterminer si les populismes sont « de droite ou de gauche », et d'accueillir d'autres dimensions idéelles dans l'appréciation complète du populisme. On regardera, par exemple, le type de politiques sociales, fiscales promues ; les marqueurs symboliques (valeurs, normes) et sociaux que le discours vient activer, et à propos de quelles politiques publiques, de quels groupes sociaux. Les populismes de l'Ouest canadien (Maverick Party ; mais aussi le Parti populaire ou People's Party of Canada), dans la période contemporaine, tendent ainsi à aligner leur cadrage rhétorique sur les intérêts de l'industrie extractive : le gaz et le pétrole sont associés au « bien commun », défendus par des *citoyens* (campagnes pétro-financées « *I love Canadian Oil and Gas* » et « *Canada's Energy Citizens »*) ; l'extraction contribue à la « réconciliation » et à « l'autodétermination » des communautés autochtones pour la Canadian Association of Petroleum

Producers (CAPP) : elle est « morale » , et ses opposants ne le sont pas. On peut ainsi évoquer une forme de pétropopulisme (Mones, 2022). En regardant d'autres dimensions que le peuple-ethnos ou peuple social, on peut faire ressortir des dimensions programmatiques plus subtiles du populisme, notamment celles associées aux questions énergétiques.

Cela doit permettre d'affiner l'analyse de certains partis, sur la base des politiques défendues. Dépendant, le populisme n'est pas nécessairement transitoire ou « transitionnel » (Tarragoni, 2019) ; donc, il ne se transcende pas nécessairement – en fascisme ou tota- litarisme notamment. D'abord, parce qu'il peut être harnaché à une idéologie fasciste dès le départ – et ce sera le travail du sociologue de le déceler, sans se contenter de la qualification de « populiste », qui seule n'explique pas le contenu idéel, programmatique d'un parti ou d'un mouvement. Ensuite, parce que le populisme peut aussi être pensé comme un mode de gouvernement – c'est-à-dire comme une pratique politique stratégique : par exemple, la recherche perma- nente d'une élite (étrangère ou intérieure) prête à tout pour empêcher l'expression de la volonté du peuple, par la voie de son représentant authentique et, qui plus est, élu au gouvernement. Cet « ennemi » de l'intérieur pourra être l'État profond (chez Trump), le *Centrão*, les médias ou l'élite universitaire « marxiste culturelle » (chez Bolsonaro) ; et, dans une certaine mesure pour les conservateurs autonomistes en Alberta, les « environnementalistes » (dénonciation des « *anti-Alberta energy campaigns* »). Dans ces cas-là, le populisme reste une stratégie, dépendante idéologiquement d'une idéologie hôte. Celle-ci, qu'il s'agisse de nationalisme, de fascisme ou d'ultralibéralisme, est arti- culée à une pratique populiste visant le maintien dans des fonctions gouvernementales.

Intérêts analytiques, enjeux méthodologiques

L'intérêt analytique de cette conceptualisation tient à la possibilité de déterminer la part du populisme et la part idéelle d'un mouvement : c'est toujours la combinaison du populisme avec une idéologie dense qui permet l'identification du « peuple » et de « l'élite » en fonction du contexte spécifique » (Guerra, 2019, p. 40-41). Autrement dit, cette approche permet de passer plus facilement de la théorie à l'empirie, en observant le chevauchement entre mode discursif et idées ; et en observant les différences dans les populismes, sans unifier le champ ni tomber dans la classification casuistique. On cherche à *capter* l'idéologie portée par le phénomène populiste que l'on décrit, sans s'arrêter au « style » populiste. Car, en effet, un gouffre peut séparer la « performance « populiste des programmes politiques défendus ou adoptés. L'approche stratégique qui reconnaît la dimen- sion idéelle distincte du populisme permet

d'analyser profondément la nature des mouvements ou partis populistes. Le Reform Party de Preston Manning, par exemple, se présentait publiquement comme s'il transcendait les oppositions partisanes. Une analyse des programmes et pratiques de gestion interne au parti permettait de mettre de l'avant sa dimension de droite conservatrice, plutôt que d'insister sur sa dimension exclusivement populiste (Dobbin, 1991). On pourrait tirer une conclusion similaire à propos du « Convoi de la liberté » , représentant officiel des travailleurs ordinaires du transport, mais organisé sur le plan pratique par des séparatistes de l'Ouest cana- dien et dénoncé comme une usurpation par l'Alliance canadienne du camionnage (2022), le syndicat de la profession. Nous pourrions formuler une observation similaire par rapport au Rassemblement national (RN, parti populiste d'extrême droite français). Ses pratiques du pouvoir (dont le refus systématique de toute hausse du salaire minimum) s'opposent de front à la performance populiste du parti, qui se présente comme le « parti ouvrier de France » . Le discours populiste se référant rarement à l'idéologie qu'il soutient pose également le problème de la compréhension des rapports entre les soutiens, électeurs ou militants d'un mouvement populiste, et le ou les figures de ce mouvement – leur logiciel idéel pouvant différer, mais la rhétorique populiste fonctionnant comme un activateur d'affects, de représentations, de symboles communs. En ce sens, une analyse strictement discursive manquerait son objectif, car elle lais- serait échapper la dimension stratégique du populisme (production d'un discours en vue de la captation d'un pouvoir politique). Penser la dissociation devrait permettre d'éviter la reproduction du discours porté par le sens commun, la qualification de « militant de base » (*grass root*) ou de « populiste » sans analyse de la portée idéelle de la stratégie populiste. En pratique, les outils classiques d'analyse du discours (qualitative et quantitative) doivent permettre de repérer les marqueurs sociaux mis en avant pour la reconstruction des frontières sociales (marqueur ethnique, civique, social, économique, comporte- mental…) tout en inscrivant l'analyse du langage dans un contexte : destinataires ; cadre institutionnel et régime politique existant (présidentiel, parlementaire) – et en confrontant, dans la mesure du possible, le discours à la pratique effective du pouvoir, incluant une analyse des textes législatifs soutenus.

Une stratégie de reconstruction de l'imaginaire politique, à partir des clôtures sociales

Le populisme peut être compris par son pouvoir *de mobilisation de marqueurs symboliques, sociaux,* dans un objectif de *réenchantement politique*. Bezerin semble enclin à penser ainsi à propos des populismes de droite, notant que ces derniers s'approprient le côté *rédempteur* de la politique (passion ou croyance dans les vertus et valeurs démocratiques, élément essentiel de la cohésion politique collective), alors qu'il avait

été abandonné par une politique « pragmatique » (Bezerin, 2019). D'autres travaux insistent sur la dimension évangélique, religieuse, messianique des populismes (chez Preston Manning, voir Dobbin, 1991). En ce sens, le populisme comme stratégie peut se comprendre comme une stratégie de reconstruction de l'imaginaire poli- tique, à partir de la consolidation de clôtures symboliques (Lamont et Molnár, 2002) et sociales (Dufour, 2015). Müller souligne que le populisme est une *façon particulière de comprendre, d'imaginer la politique*, un imaginaire moral particulier de la politique, une façon de percevoir le monde politique qui présente un monde moralement pur et complètement unifié, mais ultimement fictif, contre des élites qui sont présumées corrompues ou d'une certaine manière moralement inférieures » (Müller, 2016, p. 19-20). Rucht insiste lui aussi sur la part imaginaire du populisme comme l'un de ses éléments caractéristiques : l'imagination positive du peuple en tant qu'unité avec des intérêts homogènes et légitimes, opposée aux élites égocentriques, arrogantes, immorales et corrompues (Rucht, 2020). Ce qui semble au cœur du populisme est ainsi la reconstruction de l'imaginaire politique, non pas au sens utopique mais au sens d'une transformation des fondements philosophiques, théoriques et moraux de ce que *devrait* être la politique. La stratégie populiste repose sur une définition de ce que la politique serait profondément : un conflit irrésolu et indépassable entre des camps aux frontières fermées (Laclau, 2008 ; Mouffe, 2013) ; une volonté populaire unique (le « peuple-un », dixit Rosanvallon, 2020) qui ne serait pas mise à mal par des contradictions internes. L'essentiel, c'est qu'il n'y ait pas a priori de proposition idéologique nouvelle dans le dis- cours populiste : l'arsenal idéologique est extérieur au populisme et lui donne une teneur particulière. Le populisme porte en revanche une reformulation des termes du débat politique, de ce que le « jeu politique » veut dire. Et cela signifie ne pas nécessairement respecter les procédures ou les formes de représentation, les contre-pouvoirs (médias, Cour constitutionnelle, parlement), les légitimités issues du scrutin électoral (comme la tentative d'occupation du Parlement du Canada, en janvier 2022, et la promotion, par certains organisateurs, d'un « coup d'État » contre le gouvernement Trudeau). Le populisme redistribue les cartes entre ce qui ressort du légal comme du profondément légitime. On peut ne pas être élu, mais se présenter comme « meilleur » représentant du peuple. Ne sont pas respectées les règles de la bienséance ou du protocole politique, jusqu'à l'*illusio* – croyances fondatrices du champ politique et indiscutées par ses acteurs régu- liers. On se souvient de Bolsonaro n'honorant pas une rencontre avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France pour une « coupe de cheveux » ou refusant initialement de féliciter Alberto Fernández pour son élection en Argentine. On se souvient aussi des propos sexistes ou homophobes violents du même président brésilien, de Trump, de Duterte aux Philippines, ou encore de Ventura au Portugal appelant à l'enfermement des roms dans des camps spécifiques… Là encore, les

récents mouvements protestataires violents au Canada, quoique inscrits dans l'histoire longue de l'Ouest canadien, ont franchi la ligne, ce qui est « anormal » pour la politique conventionnelle. Arsenalisés par l'extrême droite, leurs modes opératoires incluaient une tactique de siège, de l'intimidation, l'armement civil et des menaces de mort à l'endroit des élus.

C'est le rapport à la *normalité* politique telle que comprise par la politique conventionnelle qui est brisé (ce qui peut être dit ou fait en politique). Le populisme repense l'essence de la politique telle qu'elle est et doit être conduite. Taggart remarque que les populistes vont envisager la politique comme une guerre (stratégie manichéenne, de bifurcation), impliquant la négligence de certains droits ; et une conflictualité omniprésente dans le champ public. Qu'on pense à l'exacerbation volontaire des tensions communautaires en Inde (Modi), religieuses en France (le « grand remplacement » exprimé par le Rassemblement national ou Éric Zemmour), ou sociétales (le « lobbysme gay » ou le « lobbysme marxiste culturel contre la famille brésilienne et ses valeurs », chez Bolsonaro). Dans ce cadre, la politique est envisagée comme un conflit en cours, et les défaites permettent de mobiliser davantage les soutiens du mouvement. La mobilisation stratégique d'un registre religieux participe aussi de la réimagination – le leadership charismatique ; l'accent mis sur la vertu du peuple ; la tendance à l'évangélisation (Taggart, 2018) – tout comme la création de nouveaux termes (les « journalopes » pour l'extrême droite française ; « sorosozni » ou le fait de critiquer George Soros pour tous les malheurs vécus par la Hongrie, verbe inventé par Orbán).

Le populisme acquiert ainsi une dimension possiblement radicale:
et porter une proposition de refonte constitutionnelle ou sociale (les populismes progressistes de l'Ouest canadien sont à l'origine du système d'assurance maladie au pays ; d'autres populismes originaires de l'Ouest portent une transformation des règles de fonc- tionnement du Sénat, ou d'une séparation de la Confédération). Il peut aussi simplement s'agir de saper les bases du contrat politique et social relevant de « l'ancienne politique » , ce que la plupart des leaders populistes revendiquent expressément (critiques de la « *velha politica* » pour Bolsonaro et de l' « ancien monde « pour Macron ; et le cri du cœur de l'essai politique *Qu'ils s'en aillent tous !* de Jean-Luc Mélenchon).

En ce sens, le populisme fonctionne comme un formidable mobilisateur des affects collectifs, car il parle d'un besoin de transformation de la manière de *faire* de la politique. Il *répond* et réactive un besoin d'être *entendu*, à partir de *représentations* collectives du bien et du mal. Il peut donc mobiliser les individus qui

se définiront comme des parties du « peuple », si le marqueur social qui détermine l'appartenance au peuple ne les en exclut pas franchement. Par exemple, un populisme d'extrême droite pourra exclure expressément les minorités linguis- tiques, ethniques ou sexuelles de sa compréhension du « vrai peuple ». Dans une perspective wébérienne, la politique peut être entendue comme un processus dynamique de production de sens, de significations socioculturelles dans des contextes culturels particuliers, mobilisant des ressources spécifiques. En sociologie du populisme, cela permet d'envisager *des* populismes, produits dans des contextes socioculturels distincts, mobilisant des ressources qui peuvent devenir *contextuellement pertinentes* pour la production d'un style populiste (la notion d'aliénation, par exemple ; de *fairness* ou d'impartialité). Le populisme se présente comme l'exacerbation du travail de production symbolique ; du marquage de frontières symboliques et de clôtures sociales. On préfère ici le terme de « clôture » à celui de « frontière », pour traduire la notion de *boundary*, de *border*. La notion de « clôtures » semble préférable pour des raisons d'ordre analytique : « la clôture est le résultat d'une activité sociale qui vise intentionnellement à marquer ce qui appartient à un groupe et ce qui en est exclu. La clôture peut parfois être franchie, sur invitation notamment, mais parfois non. Elle peut être déplacée […] nous franchissons tous un grand nombre de clôtures au quotidien, ce qui n'est généralement pas le cas avec les frontières » (Dufour, 2019, p. 29). Cette traduction nous semble égale- ment plus proche de l'idée de processus, de négociation des limites : James Wesley Scott parle en ce sens de « frontiérisation » (*bordering*) plutôt que de « frontières » pour l'analyse des représentations symbo- liques des affinités, de la familiarité et des représentations de l'altérité (Scott, 2012, p. 88).

En tant que stratégie, la reconstruction de l'imaginaire politique par les populistes passe avant tout par une reconstruction des clôtures sociales : qui est dans le « nous » , et qui constitue le « eux » (Mexicains, banquiers, 1 %, « assistés » …). La reconstruction des clôtures sociales se focalise prioritairement sur un peuple imaginé – au sens de Benedict Anderson – et une élite ou un ennemi, imaginés également. Imaginés dans le sens où ces notions auront une consistance pour les individus qui les mobilisent dans la réalité sociale, sans vouloir dire que ces catégories n'existent pas. Imaginés, également, dans le sens où ces catégories sont construites, fluides, sujettes à des modifications – l'élite dénoncée sera tantôt économique, culturelle ou ethnique : elle est financière, bancaire, puis plutôt libérale dans le discours du Parti Crédit social du Canada, en passant d'Aberhart à Ernest et enfin Preston Manning. Elle est fluide dans la langue de Trump et suggère une forme d'alliance entre ces différentes élites, de l'immigré mexicain à l'intellectuel new-yorkais.

Par ailleurs, ces deux catégories ne peuvent pas, dans la stratégie discursive populiste, être comprises l'une sans l'autre. On ne peut pas comprendre l'élite à laquelle se réfèrent Mélenchon ou les partisans d'un « Wexit » (contraction de *West* et *exit*, séparation des provinces de l'ouest du Canada), sans saisir le peuple dont ils entendent exprimer la volonté (élite financière et technocrate européenne d'un côté; élite politique et économique de l'Est de l'autre, dans ces cas précis). Ce qui nous ramène à la nécessité d'analyser le discours non pas isolément, mais dans un contexte et en fonction de ses auteurs, ses récepteurs, etc.

Cette approche permet aussi de comprendre comment s'établissent les identifications politiques aux populismes ; comment certains symboles ou une certaine rhétorique suscitent davantage l'adhésion que d'autres dans un espace donné. Elle permet aussi d'évaluer ce que certains termes ou notions *veulent dire* pour les acteurs politiques qui les évoquent, les reçoivent, etc. : « justice », « démocratie », « nation », « aliénation », etc. Ce faisant, le sens attribué à un discours de clôture, la compréhension du contenu de ces clôtures par les acteurs sociaux, peut fonctionner comme une variable causale dans l'étude des populismes. Cette approche axée sur les pratiques sociales permet de mettre l'accent sur l'intelligibilité des pratiques, plutôt que sur des explications psychologiques – le ressentiment, la colère, les passions tristes des populismes (Dubet, 2019). On s'intéresse à ce qui fait sens pour les individus, plutôt que d'attribuer une explication psychologique à leur comportement poli- tique (déviance, etc.).

Le populisme et le sentiment de communalité

Si la politique peut être comprise comme le lieu de la conflictualité (Laclau, 2008), l'originalité du populisme tient à ce qu'il repense les points de conflit en simplifiant les oppositions entre des « camps » facilement identifiables : le peuple « pur » d'un côté, les « élites » nuisibles de l'autre. Non seulement réinventées, ces clôtures sont rigidifiées : Fitzi insiste sur la « solidification » des frontières sociales comme une conséquence du populisme, qui remodelle de manière restrictive l'appartenance à la société (le peuple étant par exemple constitué uniquement de « Français de souche »). Reconstruction des frontières, le populisme renforce donc nécessairement le sentiment de communalité qui se nourrit de la mobilisation. S'il ne peut y avoir de politique sans frontières, l'activation des gens autour de notions simplifiées et moralisatrices est caractéristique des populismes. Ces stratégies de reconstruction de l'imaginaire et de la conflictualité politique sur des enjeux possiblement dommageables à terme pour la stabilité démocra- tique, vont néanmoins inciter à une plus forte mobilisation populaire dans la chose publique. Occupy Wall

Street aux États-Unis comme le dirigeant syndical Evo Morales en Bolivie ont pu participer à la mobilisation de populations délaissées et désintéressées par les politiques antérieures (qu'il s'agisse des Autochtones ou des 99 %). Le Parti populaire du Canada a aussi réussi, dans les dernières années et avec un certain succès électoral, à imposer une reconfiguration du débat politique autour d'une opposition entre les citoyens attachés à leurs libertés civiles, non vaccinés, et les élites « autoritaires » du gouvernement fédéral. Les mouvements anti- vaccins, qui ont culminé avec le « Convoi de la liberté » en janvier 2022, ont à l'évidence érodé la démocratie canadienne.

Autrement dit, le populisme peut jouer un rôle de mobilisation populaire mais va aussi, souvent, à terme, contribuer au délitement démocratique. Commencer à expliquer la « magie » du populisme, sa capacité d'attraction et de mobilisation, passe ainsi par l'analyse de l'imaginaire qu'il reconstruit et des oppositions qu'il consolide dans l'espace politique et social. Insister sur le « lobbysme gay » et la protection de rôles genrés strictement identifiables, cela participe de la cristallisation de certains rapports privés. Par ailleurs, l'explication passe par l'isolement du logiciel idéologique sur lequel le populisme s'appuie et sans lequel il ne peut pas exister, ne serait-ce que parce qu'il s'inscrit dans des espaces, et qu'il s'adresse à certains publics sur des enjeux spécifiques, jamais neutres axiologiquement.

Conclusion

On a voulu montrer les possibilités offertes par la conceptualisation du populisme comme stratégie de réimagination, de cadrage, et ainsi de *captation* du pouvoir politique. On a cherché à qualifier le populisme de stratégie discursive, c'est-à-dire de forme rhétorique articulée à un objectif politique de conquête ou de conservation du pouvoir. Il s'agissait de s'appuyer sur l'état des connaissances actuelles pour affiner la définition analytique du populisme, en intégrant une dimension symbolique, axiologique – l'imaginaire ; le contenu moral – dans la compréhension de ce qui caractérise les populismes par rapport à la politique conventionnelle. On a ainsi voulu montrer les limites de l'approche idéelle, actuellement dominante en sociologie politique du populisme. Reprenant en revanche les définitions minimales du populisme sur ce point, on a fait reposer cette stratégie sur l'opposition verticale fondamentale entre le « peuple » et les « élites » , notions creuses que le discours populiste réinvestit dans une relation de codépendance. Cette dernière s'explique entre autres par la relation de subordination du discours populiste à d'autres idéologies qui lui donnent une teneur idéelle, sans laquelle il ne saurait exister. La captation des idéologies à l'œuvre dans le discours passe par une analyse holistique de la rhétorique populiste, en tenant compte

des contextes de son expression et des marqueurs sociaux désignés pour déplacer et rigidifier les frontières sociales dans l'espace public.

En conceptualisant le populisme comme une réinvention de l'imaginaire politique, on a voulu montrer que cette stratégie s'appuyait sur une redéfinition des nœuds et lignes de conflictualité, participant (aussi) d'une mobilisation forte de leurs soutiens – et permettant de saisir le pouvoir d'explication du monde et de « réenchantement politique » – sans nier les conséquences potentiellement désastreuses des populismes sur les contre-pouvoirs, la confiance dans la démocratie ou la robustesse des droits civils et sociaux.

Cette conceptualisation doit aussi ouvrir la porte à une analyse des valeurs, des symboles contenus dans la stratégie populiste – comme d'autres l'ont fait pour le fascisme (Paxton, 2011). De larges portes s'ouvrent pour analyser les phénomènes d'adhésion aux populismes (à partir de la demande ou des opportunités symboliques, émotionnelles) ou encore les transferts de votes (entre partis producteurs ou mobilisateurs de valeurs sensiblement proches : ainsi en est-il de l'aliénation de l'Ouest au Canada, mobilisatrice au-delà de l'idéologie supportée). Les populismes « fonctionnent » en partie parce qu'ils s'adressent à ce qui restaure une dignité, un sens du commun, un mode d'explication moral du monde ; parce qu'ils prennent en charge un discours normatif ; une part symbolique du politique. Par là même, les populistes participent de la mobilisation politique, de la reconstruction d'une forme de lien de confiance politique, lien qui était sans doute perdu parmi certaines populations, même si cette confiance s'incarne dans l'adhésion à une personne plutôt qu'à une idéologie bien déterminée. Cette confiance entraîne des positionnements idéologiques souvent dangereux pour la survie des social-démocraties et la cohésion collective. Il devient alors urgent, pour le sociologue et pour le citoyen, de s'y intéresser.

ANNEXE F

[ARTICLE B: Séparatisme et populisme dans l'ouest canadien: la mobilisation stratégique du discours de « l'aliénation de l'Ouest»]

Suivant la réélection de Justin Trudeau au gouvernement fédéral canadien, à l'automne 2019, le mouvement social « *Wexit* » (contraction des termes de « *West* » et « *Exit* ») prend forme. Ses organisateurs demandent la séparation des provinces de l'Ouest du reste du Canada, reprenant explicitement la rhétorique des « Brexiteers ». Le mouvement social s'est ensuite constitué en parti fédéral, le *Maverick Party,* et en partis provinciaux. Plusieurs candidats se présentent aux élections fédérales de 2021, sans grand succès[110], la part du vote « protestataire » étant plutôt accaparée par Maxime Bernier du Parti Populaire du Canada (PPC) et par le candidat conservateur Erin O'Toole (Parti conservateur du Canada, CPC) dans l'Ouest. Début 2022, le *Freedom Convoy* (Convoi de la liberté), organisé directement par les séparatistes du *Maverick Party*, monte vers la Capitale et occupe Ottawa pendant près d'un mois, suscitant de sérieux troubles à l'ordre public[111]. Le mouvement s'inscrit dans la droite ligne d'autres mouvements sociaux récents, s'opposant aux politiques fédérales et se présentant en défenseurs des travailleurs (de l'Ouest), qu'il s'agisse des travailleurs du camionnage ou de l'industrie extractive et ce, avec l'appui financier plus ou moins direct de l'industrie elle-même (*I love Oil and Gas*, *Energy citizens*…)

Que l'on parle de mouvements sociaux, de formations politiques fédérales ou de formations politiques provinciales, tous ont en commun le partage d'un logiciel populiste (le peuple moral, contre les élites déconnectées et corrompues) et, par ailleurs, une prétention régionaliste (la représentation des intérêts de l'Ouest, contre ceux du reste du pays). La rhétorique dite de « l'aliénation de l'Ouest » en opposition aux intérêts de l'Est du pays ou du gouvernement fédéral, apparaît ainsi quasi-systématiquement dans leurs discours[112]. Tous également partagent une aspiration séparatiste plus ou moins explicite. Le Convoi

110 D. MONES, « Canadian Populism Got Shut out This Election — but It's Still a Growing Movement » , *The Conversation*, 28 septembre 2021, [en ligne], URL: http://theconversation.com/canadian-populism-got-shut-out-this-election-but-its-still-a-growing-movement-168133. Consulté le 10 octobre 2022.

111 F.-G. DUFOUR et D. MONES, « Convoi Des Camionneurs : Aux Origines d'un Mouvement En Pleine Dérive » , *The Conversation*, 11 février 2022, [en ligne], URL: http://theconversation.com/convoi-des-camionneurs-aux-origines-dun-mouvement-en-pleine-derive-176833. Consulté le 10 octobre 2022.

112 L. BERDAHL, **«** The Persistence of Western Alienation **« ,** *Centre of Excellence on the Canadian Federation,* mai 2021, [en ligne], URL: https://centre.irpp.org/research-studies/the-persistence-of-western-alienation/. Consulté le 10 octobre 2022.

des camionneurs, dont les organisateurs sont issus des formations séparatistes de l'Ouest, appelait initialement à renverser le gouvernement fédéral, et à reproduire un « 6 janvier » en territoire canadien[113] – une référence explicite à la tentative de coup d'État organisée au Capitole de Washington DC par des partisans de Donald Trump en janvier 2021. Le *Maverick Party* pour sa part, comme le font souvent les formations séparatistes de l'Ouest, joue sur la confusion : la séparation n'adviendrait qu'en cas d'échec dans la représentation des intérêts de l'Ouest ou en cas d'échec dans l'obtention d'une plus grande autonomie politique[114].

Deux problématiques subsistent. D'une part, il n'y a pas de consensus théorique sur la définition de régionalisme[115], et, d'autre part, l'existence même d'une « région » de l'Ouest, distincte du reste du Canada et aux frontières clairement définies est également source de débats[116]. Découpée en dix provinces et trois territoires, la Confédération canadienne est souvent ramenée à cinq grandes régions : l'Atlantique (Nouveau-Brunswick, Nouvelle Ecosse, Île du Prince Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador), le Centre du Canada (Ontario et Québec), les Prairies (Manitoba, Saskatchewan, Alberta), la Province de la Colombie-Britannique et les Territoires du Nord. Dans le cadre de ce chapitre, nous désignerons par « Ouest canadien », les provinces des Prairies ainsi que la Colombie Britannique. Cette région nous semble, pour notre objet, liée par deux points communs notables – une histoire partagée marquée par une arrivée tardive dans la Confédération ainsi qu'un rapport spécifique au gouvernement fédéral, qui peut être résumé par le concept de « politique du ressentiment[117]. « Dès lors, les deux points justifient, lorsque l'on

113 A. BOUTILIER et R. GILMORE, **«** Far-Right Groups Hope Trucker Protest will be Canada's 'January 6th'**»** , *Global News,* 25 janvier 2022, [en ligne], URL: https://globalnews.ca/news/8537433/far-right-groups-trucker-protest-jan-6/. Consulté le 14 janvier 2023.

114 Sur son site internet, le *Maverick Party* ne se présente pas comme un parti séparatiste mais comme un parti représentant les intérêts des provinces de l'Ouest au niveau fédéral. Traduction de l'auteure : « La séparation n'est pas le premier choix du Maverick Party. Notre premier choix est un meilleur accord pour l'Ouest. La séparation de la Confédération est le droit de chaque province et doit être initiée au niveau provincial. Si une province de l'Ouest, avec le soutien de son électorat, souhaite organiser un référendum sur la séparation de la Confédération, les députés du parti Maverick défendront les intérêts de cette province » . Citation originale : « Separation is not the Maverick Party's first choice. Our first choice is a better deal for the West. Separation from Confederation is the right of every province and must be initiated at the provincial level. If a Western province, with the support of its electorate, wants to hold a referendum on separation from Confederation, Maverick MPs will advocate for that province « . [en ligne], URL: https://www.maverickparty.ca/faq. Consulté le 25 mars 2023.

115 E. D. MANSFIELD et E. SOLINGEN, « Regionalism » , *Annual Review of Political Science,* Vol. 13, 2010, p. 145-163.

116 R. GIBBINS, *Prairie Politics and Society: Regionalism in Decline,* Toronto, Butterworth Pub Ltd, 1980.

117 Par « politique du ressentiment « , Resnick se réfère au régionalisme historique qui traverse la politique en Colombie-Britannique. Il explore les racines de son identité régionale et les ressorts de son ressentiment à l'endroit

s'intéresse aux tendances autonomistes et séparatistes canadiennes, d'analyser ces provinces comme un ensemble empreint d'une certaine cohérence. Si l'Ouest n'est pas doté d'institutions représentatives régionales, cela n'empêche pas la « région » d'être mobilisée comme symbole politique pour motiver l'autonomie ou la séparation de ces provinces. L'Ouest existe aussi par le regard extérieur qu'on lui porte en tant qu'espace de peuplement, notamment. Enfin, au-delà des variations électorales, démographiques, socioéconomiques, politiques que l'on trouve entre ces provinces, la région existe comme communauté politique « imaginée[118] » : une majorité des Canadiens de l'Ouest s'identifie à cette région, met en avant une identité régionale spécifique et s'accorde sur le fait que « l'Ouest est une région distincte, différente de multiples manières du reste du Canada[119] ». Ce choix n'éclipse pas les profondes différences qui existent entre les provinces de l'Ouest : la Colombie-Britannique et le Manitoba connaissent des formes beaucoup plus discrètes de séparatisme que la Saskatchewan, et *a fortiori* l'Alberta, quoique le discours sur l'aliénation de l'Ouest y trouve partout un écho (existence de formations politiques séparatistes; similitudes du discours à l'endroit des « élites d'Ottawa » , etc.).

Le présent chapitre vise donc à présenter une analyse des régionalismes séparatistes de l'Ouest, et à expliciter la manière dont est mobilisé le logiciel populiste à des fins stratégiques. Il est organisé en quatre parties. Après avoir présenté le cadre théorique (I), nous examinerons les différentes vagues de régionalisme séparatiste qui existent dans l'Ouest canadien, à partir d'une revue de littérature critique et d'une analyse des sources primaires mobilisées (II). Nous insisterons ensuite sur les articulations qui existent entre populisme et rhétorique d'une « aliénation de l'Ouest » dans le contexte de l'Ouest canadien (III) pour enfin souligner les caractéristiques communes, générales, aux populismes régionalistes de l'Ouest canadien (IV).

I. Cadre théorique

du gouvernement fédéral et du Québec en particulier. P. RESNICK, *The Politics of Resentment: British Columbia Regionalism and Canadian Unity*, Vancouver, UBC Press, 2000.

118 B. ANDERSON, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, New York, Verso, 2006.

119 R. GIBBINS et L. BERDAHL, *Western Visions, Western Futures: Perspectives on the West in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2003, p. 13.

Ce chapitre présente les résultats de recherches réalisées selon une perspective sociohistorique, c'est-à-dire animée par deux convictions :

Selon la première, il y a une valeur ajoutée à étudier ou comparer les phénomènes sociaux sur la longue durée, soit dans des contextes délimités au moyen d'une périodisation contrôlée par la théorie. Selon la seconde, un des piliers d'une démarche rigoureuse en sociologie politique est l'adoption d'une méthode comparative[120].

Les régionalismes de l'Ouest ne sont pas *a priori* des nationalismes : il ne s'agit jamais, ou très marginalement, de promouvoir la culture spécifique de l'Ouest ou la protection d'un groupe ethnique donné, à l'Ouest. Il ne s'agit pas d'un nationalisme « en quête d'un État » ni même d'un nationalisme nationalisant [121]. Au contraire, les velléités régionalistes vont de pair avec un fort sentiment d'appartenance au Canada et la revendication d'une *bonne* ou meilleure représentation des intérêts du Canada. Le régionalisme n'est donc pas considéré ici comme une variation locale d'un nationalisme minoritaire. Quant à la conceptualisation du terme, on entendra ici par régionalisme, de manière assez souple, la défense des intérêts d'une région par des pratiques institutionnalisées (partis, formations, mouvements, *think tanks*, conférences, médias) contre des pouvoirs qui lui sont extérieurs (l'État central ou des puissances étrangères) :

> L'objectif du régionalisme est de poursuivre et de promouvoir des objectifs communs dans un ou plusieurs domaines. Ainsi, il va de la promotion d'un sentiment de conscience ou de communauté régionale (régionalisme doux), en passant par la consolidation de groupes et de réseaux régionaux, à des groupes pan- ou sous-régionaux formalisés par des arrangements et des organisations interétatiques (régionalisme dur).[122]

On concevra alors le régionalisme comme un terme « chapeau » qui prend des formes tantôt séparatistes, tantôt autonomistes, en fonction de configurations et de structures d'opportunité spécifiques. Par

120 F. -G. DUFOUR, « La Sociologie historique: questions de méthode » , *La sociologie historique. Traditions, trajectoires et débats*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2015.

121 Sur les idéaux-types de nationalismes, voir F.-G DUFOUR et F. TANGUAY, « Mobilisations nationalistes, la CAQ, QS et l'élection de 2018 « , *Zeitschrift für Kanada-Studien,* vol. 71, 2021, p. 52-74.

122 Traduction de l'auteure. « The aim of regionalism is to pursue and promote common goals in one or more issue areas. Understood thus, it ranges from promoting a sense of regional awareness or community (soft regionalism), through consolidating regional groups and networks, to pan- or subregional groups formalized by interstate arrangements and organizations (hard regionalism) « , dans L. FAWCETT, « Exploring Regional Domains: A Comparative History of Regionalism » , *International Affairs, v*ol. 80, 2004, p. 433.

« mouvements séparatistes », on entend les partis politiques ou groupes qui ont revendiqué ou revendiquent la séparation des provinces de l'Ouest, du reste du Canada. Cette sécession au sens constitutionnel du terme, prendrait la forme d'une autonomie à l'endroit du Canada (formation d'un nouvel État indépendant, à partir d'une seule ou de plusieurs autres provinces de l'Ouest) ou d'une revendication d'auto-détermination comme l'un des États américains. Sur un *continuum* que nous établissons, les séparatismes suggèrent un régionalisme dur, par rapport aux autonomismes qui défendent un régionalisme doux (demande d'une redistribution des compétences, des pouvoirs, entre les niveaux de gouvernement – ici au bénéfice des Provinces), les deux différant des formations ouvertement fédéralistes, marquées par la reconnaissance du gouvernement fédéral et national dans l'exercice d'un nombre déterminé de pouvoirs.

Finalement, au Canada, le régionalisme tel qu'entendu ici est d'abord promu par des formations populistes. Dans le contexte de l'Ouest canadien, nous retiendrons une approche hybride du populisme, fondée sur les approches discursives et stratégiques du terme. Le populisme sera ici défini comme une stratégie discursive [123] , généralement mise en oeuvre en réponse à une situation de délitement social subjectivement perçue. Remettant en cause l'orthodoxie politique (par exemple, l'existence du fédéralisme, les politiques de santé publique ou environnementales), le populisme repose sur une opposition binaire peuple/élite – les deux termes étant eux-mêmes des contenants imaginés et codépendants. Le populisme participe en ce sens d'une reconstruction de l'imaginaire politique, autour de lignes de fracture politique et d'opposition nouvelles[124]: par exemple, une fracture entre travailleurs du secteur extractif et «environnementalistes».

La recherche francophone ignore majoritairement les formations séparatistes et populistes dans l'Ouest; elle se concentre avant tout sur les séparatismes dans le contexte québécois. La littérature sur le sujet demeure donc principalement anglophone. Elle s'est intéressée aux régionalismes de l'Ouest canadien, notamment ceux survenus dans la première moitié du XX^{e} siècle, qu'elle a tantôt qualifiés de « contestataires », de « protestataires », de populistes, ou de radicales, notamment dans des travaux

123 P. KENNY, « The Strategic Approach to Populism « , in D. B. SUBEDI, A. SCOTT, H. BRASTED, and K. VON STROKIRCH (dir.) *Routledge Handbook of Populism in the Asia Pacific*, Londres, Routledge, 2021. ; K. WEYLAND, « Populism: A Political-Strategic Approach » , *The Oxford Handbook of Populism,* Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 50.

124 D. MONES, « Le Populisme comme stratégie de reconstruction de l'imaginaire politique « , in F.-G. Dufour and E. Peker (dir.), *Le Populisme et les sciences sociales, Ottawa,* Presses de l'Université d'Ottawa. [À paraître].

portant sur le *Co-operative Commonwealth Federation* (CCF) et les *United Farmers* [125], sur le *Progressive Party*[126] et le *Social Credit Party*[127]. Au-delà de la qualification retenue, la littérature historique fait ainsi ressortir l'existence de formations régionalistes dans l'Ouest, contestataires de la légitimité du gouvernement fédéral à agir sur les territoires de l'Ouest et contestataires de ses politiques (jugées préjudiciables à l'Ouest canadien) et ce, depuis les débuts de la Confédération canadienne. Ainsi, moins de dix ans après l'établissement de cette dernière, des protestations contre les politiques nationales essaimaient déjà à travers le pays : des rebellions de 1870 et 1885 (qui culminent avec l'exécution de Louis Riel[128]) aux succès électoraux du *Progressive Party* en 1921 (lié aux mouvements des fermiers et opposé aux politiques tarifaires du fédéral en matière agricole). À la fin des années 1980 et au début des années 1990, les recherches se concentrent sur le *Reform Party* [129] jusqu'à ce qu'il se fonde dans l'Alliance Canadienne[130]. Puis celle-ci fusionne à son tour avec le Parti conservateur du Canada tel qu'on le connaît désormais. Sur la même période, les petites formations régionalistes séparatistes, qui se développent

125 J. F. CONWAY, « Populism in the United States, Russia, and Canada: Explaining the Roots of Canada's Third Parties » , *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de Science Politique, v*ol. 11, n° 1, mars 1978, p. 99-124; D. J. MCCRACKEN, « The CCF and Canada's Socialist Streak » , *Federalism-E*, vol. 20, n° 1, avril 2019, p. 66-74 ; J. NAYLOR, « The British Columbia CCF's Working-Class Moment: Socialism Not Populism » , *Labour / Le Travail*, vol. 71, 2013, p. 101-21 ; P. F. SHARP, *The Agrarian Revolt in Western Canada,* Minneapolis, University of Minnesota Press, 1948 ; P. R.. SINCLAIR, « The Saskatchewan CCF: Ascent to Power and the Decline of Socialism » , *Canadian Historical Review, v*ol. 54, n° 4, décembre 1973, p. 419-433 ; W. D. YOUNG, *The Anatomy of a Party the National CCF, 1932-1961*, Toronto, University of Toronto Press, 1969.

126 W. L. MORTON, *Progressive Party in Canada,* Toronto, University of Toronto Press, 1978.

127 C. B MACPHERSON, *Democracy in Alberta: Social Credit and the Party System,* Toronto, University of Toronto Press, 1962.

128 Louis Riel est exécuté en 1885 à Regina (Saskatchewan), suite à son implication dans la Rébellion des Territoires du Nord-Ouest, contre le gouvernement canadien. Les évènements opposaient des Métis, des Premières Nations et des colons à l'Ouest, au gouvernement du Dominion (ce qui allait devenir le gouvernement fédéral du Canada). L'opposition se jouait autour d'une série de problématiques sociales et économiques (tracé de la ligne de chemin de fer, faibles récoltes et insécurité alimentaire et socioéconomique, insécurités également grandissantes liées à la propriété et au commerce de fourrure…). Suite aux évènements, la loi canadienne s'impose durablement dans les territoires de l'Ouest, qui deviendront, ensuite, les provinces de l'Ouest.

129 D. D. BARNEY et D. LAYCOCK, « Right-Populists and Plebiscitary Politics in Canada » , *Party Politics*, vol. 5, n° 3, 1er juillet 1999, p. 317-39 ; M. DOBBIN, *Preston Manning and the Reform Party*, Toronto, J. Lorimer, 1991 ; J. FARNEY, « Social Conservatives and the Unified Canadian Right » , in *Social Conservatives and Party Politics in Canada and the United States*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 114-129 ; D. LAYCOCK, « Reforming Canadian Democracy? Institutions and Ideology in the Reform Party Project » , *Canadian Journal of Political Science*, vol. 27, n° 2, juin 1994, p. 213-247 ; D. LAYCOCK, *The New Right and Democracy in Canada: Understanding Reform and the Canadian Alliance,* Don Mills (Ontario), New York, Oxford University Press, 2002.

130 L'Alliance Canadienne (*Canadian Alliance*, 2000-2003) était un parti politique conservateur, créé à la suite d'une initiative lancée par le *Reform Party* et d'autres formations conservatrices, pour fusionner avec l'ancien Parti progressiste conservateur du Canada. En 2003, l'Alliance Canadienne et le Parti progressiste conservateur fusionnent pour devenir l'actuel Parti Conservateur du Canada (PCC).

surtout à compter des années 1980 et jusqu'à la période récente, ne font pas l'objet d'un intérêt académique marqué. On trouve en revanche une quantité notable de travaux non-académiques, qu'il s'agisse d'articles parus sur la CBC[131], auprès de Global News[132] ou de C2C Journal (conservateur)[133], mais peu de travaux en sciences politiques ou en sociologie politique*, a fortiori* en français. Finalement, si les mouvements populistes canadiens contemporains ont bien suscité l'intérêt des chercheurs, c'est davantage dans une perspective axée sur les conservatismes et les droites canadiennes[134], la politique provinciale en Ontario[135], les transformations de l'idéologie populiste de droite et du populisme néolibéral au Canada[136] ou encore l'étude des attitudes des Canadiens à l'égard du populisme[137]. Autrement dit, la littérature récente ne s'est pas intéressée aux formes régionales contemporaines de populisme au Canada, et rarement aux formations séparatistes – encore moins dans une perspective sociohistorique. Lorsqu'elle le fait, c'est davantage dans le cadre de recherches sur les nouveaux mouvements sociaux, ou sur les

131 D. ANDERSON, « Anger, Anxiety and the «Deep Story»Behind Wexit» , *CBC News,* 16 novembre 2019, [en ligne], URL: https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/analysis-alberta-wexit-democracy-1.5359857. Consulté le 14 octobre 2022 ; D. ANDERSON, « Alberta Separation Makes no Sense, says Kenney, but Leverage does « , *CBC News,* 10 octobre 2019, [en ligne], URL: https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/jason-kenney-federalism-separation-1.5316082. Consulté le 14 octobre 2022.

132 K. BARTKO, « The West Wants Out: Alberta Separatist Group Wexit Canada Seeking Federal Political Party Status « , *Global News,* 5 novembre 2019. [en ligne] URL: https://globalnews.ca/news/6129640/wexit-canada-separatist-group-elections-canada/. Consulté le 14 octobre 2022 ; A. BENCH, « «We're Looking for our Own Country»: Wexit Supporters Brave Cold in Edmonton for Referendum Protest Saturday» , *Global News,* 11 janvier 2020, [en ligne] URL: https://globalnews.ca/news/6399314/wexit-referendum-edmonton-protest/. Consulté le 14 octobre 2022.

133 B. COOPER, « Forget Wexit – How About A Bloc Québécois For The West? « , *C2C Journal,* 10 novembre 2019, [en ligne], URL: https://c2cjournal.ca/2019/11/forget-wexit-how-about-a-bloc-quebecois-for-the-west/. Consulté le 14 octobre 2022.

134 F. BOILY, *Droitisation et populisme: Canada, Québec, États-Unis*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2020.

135 S. CHOUINARD, « Le Populisme « à la canadienne » et les Franco-Ontariens : Le choc des représentations « , in F.-G. DUFOUR et E. PEKER (dir.), *Le Populisme et les sciences sociales*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, à paraître.

136 B. BUDD, « The Populist Radical Right Goes Canadian: An Analysis of Kellie Leitch's Failed 2016–2017 Conservative Party of Canada Leadership Campaign « , in F.A. STENGEL, D.B. MACDONALD, and D. NABERS (dir.), *Populism and World Politics*, Cham, Springer International Publishing, 2019.

B. BUDD, « The People's Champ: Doug Ford and Neoliberal Right-Wing Populism in the 2018 Ontario Provincial Election « , *Politics and Governance,* vol. 8, n°1, 2020, p. 171-181.

B. BUDD, « Maple-Glazed Populism: Political Opportunity Structures and Right-Wing Populist Ideology in Canada» , *Journal of Canadian Studies,* vol. 55, n°1, 2021, p. 152-176.

137 F. GRAVES et J. SMITH, *Northern Populism: Causes and Consequences of the New Ordered Outlook*, *The School of public policy publication*, 2020, [en ligne],URL : https://ssrn.com/abstract=3641823. Consulté le 14 octobre 2022.

formes du capitalisme fossile au Canada[138]. Cela peut en partie s'expliquer par la faible capacité électorale des formations qui les portent.

Toutefois, les séparatismes régionalistes de l'Ouest, en dépit de résultats électoraux limités, présentent un intérêt académique pour au moins deux raisons. D'abord, ils se caractérisent par une certaine continuité dans l'histoire canadienne – du projet politique de province de Buffalo dès le début du XX^{e} siècle, aux ambitions séparatistes qui émergent au sein du *Social Credit Party* (jamais soutenus par leurs leaders néanmoins), jusqu'aux formations politiques ouvertement séparatistes depuis 1980[139]. Ensuite, tout l'intérêt tient au fait que ces formations disposent d'une capacité à affecter les partis conventionnels, donc à « détourner » le jeu politique « normal ». Ainsi Jason Kenney (*United Conservative Party*, UCP) a organisé la tenue d'un « Fair Deal panel » en Alberta[140], satisfaisant les pressions provenant de petites formations séparatistes et autonomistes. De la même façon, le fameux Convoi des camionneurs de 2022[141], a eu un retentissement international et des impacts politiques et économiques, importants : Pierre Poilièvre, proche des convoyeurs et favori des autonomistes de l'Ouest canadien, fut largement élu chef du Parti Conservateur du Canada à l'automne 2022. On peut aussi évoquer la très récente élection de Danielle Smith, originaire du *Wildrose Party*, à la tête du UCP Alberta en octobre 2022. Celle-ci devient

138 L. ADKIN, *First World Petro-Politics: The Political Ecology and Governance of Alberta*, Toronto, University of Toronto Press, 2018 ; W. K. CARROLL, « Fossil Capitalism, Climate Capitalism, Energy Democracy: The Struggle for Hegemony in an Era of Climate Crisis » , *Socialist Studies*, vol. 14, n^{o} 1, 2020 ; W. K. CARROLL (dir.), *Regime of Obstruction: How Corporate Power Blocks Energy Democracy*, Edmonton, Athabasca University Press, 2021.

139 L. PRATT et G. STEVENSON, *Western Separatism: The Myths, Realities & Dangers*, Edmonton, Hurtig, 1981.

140 Le « Fair Deal Panel » (Panel pour un Accord équitable, traduction de l'auteure) consistait dans la consultation par le biais de réunions publiques en personne, d'un sondage en ligne et d'entretiens avec les citoyens albertains, afin d'obtenir leur avis sur la meilleure façon de définir et de garantir un accord équitable pour l'Alberta au sein de la Confédération. Le panel a remis son rapport final au gouvernement de l'Alberta, en mai 2020. Les recommandations ont porté, notamment, sur la réforme de la représentation de l'Alberta à la Chambre des communes et la mise en place d'un régime de retraite et d'un service de police propres à l'Alberta: FAIR DEAL PANEL, *Report to Government*, mai 2020, URL: https://open.alberta.ca/publications/fair-deal-panel-report-to-government. Consulté le 14 janvier 2023.

141 L'autodénommé « Freedom Convoy » [Convoi de la liberté], également qualifié de « Convoi des camionneurs » par la presse, se réfère au mouvement social qui, en janvier 2022, a tenté d'obstruer la circulation dans la capitale du pays, Ottawa. Exigeant initialement une levée des mesures sanitaires, ce mouvement social hétéroclite s'est également illustré par des tendances séparatistes voire ultra-nationalistes marquées et l'appel à un renversement du gouvernement de Justin Trudeau.

ainsi Première ministre albertaine sur un programme de rétablissement de la « souveraineté » de l'Alberta[142].

Sont ici partiellement présentés les résultats d'une recherche doctorale en cours, en nous focalisant sur l'analyse contextualisée du contenu des programmes de plusieurs formations politiques régionalistes entre 1980-2021. Plus particulièrement, nous nous intéressons aux programmes de quelques formations provinciales (*Western Canada Concept*) et fédérales (*Reform Party*, *Maverick Party*), jugées symptomatiques du régionalisme à tendance séparatiste, dans l'Ouest. La trame choisie est avant tout celle de la continuité d'un discours (l'aliénation de l'Ouest) dans une région donnée (l'Ouest canadien), indépendamment de leur portée électorale. Ces trois formations politiques ont la spécificité d'être particulièrement ancrée dans l'Ouest – voire de se présenter comme défendant exclusivement les intérêts de l'Ouest, sur le modèle du Bloc québécois pour le Québec. Les ressources mobilisées sont les programmes politiques, qui ont l'intérêt d'avoir une forme relativement similaire dans le temps long – en termes de division thématique – ce qui facilite la comparaison historique. Contrairement aux discours de congrès, ou aux propos rapportés, les programmes électoraux s'adressent à tout un électorat potentiel – et pas seulement aux militants convaincus. Ils visent à convaincre, à persuader, plutôt qu'à mobiliser un groupe restreint d'individus pour l'action politique. Les programmes du *Reform Party* ont été extraits de la base de données *POLTEXT Electronic Manifestos* de l'Université Laval[143]. Le Parti Maverick étant une formation qui a été fondée récemment, il ne dispose que d'une documentation officielle limitée : nous nous référons à leur programme politique disponible en ligne, comme pour le *Western Canada Concept*. On procèdera ainsi à une analyse de contenu configurationnelle, en insistant sur les clôtures sociales (*boundaries*)[144] présentes dans les programmes politiques de ces formations régionalistes, selon plusieurs configurations politiques spécifiques (pouvoir fédéral et provincial en place, politiques publiques conduites). Les résultats de l'analyse de ce corpus permettent d'insister sur les trajectoires que suivent les régionalismes dans l'Ouest, sur les variations discursives que l'on peut observer dans la mobilisation d'un

142 C. TAITE, « Danielle Smith made sovereignty act her signature policy but appears increasingly reluctant to use it » , *Globe and Mail,* 23 janvier 2023, [en ligne], URL : https://www.theglobeandmail.com/canada/alberta/article-danielle-smith-sovereignty-act-legislation/

143 POLTEXT est un dépôt électronique de documents de politiques de tous les principaux partis fédéraux canadiens de 1972 à aujourd'hui.

144 Voir M. LAMONT et M. FOURNIER, *Cultivating differences: symbolic boundaries and the making of inequality,* Chicago, University of Chicago Press, 1992.

populisme stratégique ainsi que sur les variations idéologiques de leurs itérations séparatistes dans le temps long (ici, la période de 1980 à 2021).

II. Les différentes vagues de régionalismes séparatistes de l'Ouest canadien

Nous avons identifié en introduction le fait que les régionalismes se traduisaient par des revendications tantôt autonomistes, tantôt séparatistes. Dans l'Ouest canadien, nous avons identifié trois grandes vagues de régionalisme, dépendant de configurations sociopolitiques spécifiques – notamment des politiques nationales mises en place, et de la couleur politique du gouvernement fédéral à la tête du pays. Le régionalisme séparatiste, sous une forme partisane, n'apparaît qu'à compter de la seconde vague de régionalisme à l'Ouest, dans les années 1980.

La première vague de régionalisme prend racine dès les débuts de la Confédération canadienne – le rachat des « Terres de Rupert », puis l'intégration des territoires de l'Ouest à la Confédération naissante. Elle voit émerger des formations régionalistes contestataires, voire socialistes : d'abord les mouvements de fermiers (CCF, UF, *Progressive Party*), puis des formations provinciales qui mettent en cause à leur tour le bi-partisanisme (le *Social Credit Party* en Alberta principalement). Il s'agit moins de sortir de la Confédération que d'exiger une redistribution équitable des ressources en son sein. À compter de la moitié du XX^{e} siècle, le *Social Credit Party*, qui se résumait plus ou moins à la figure d'Ernest Manning, se confond avec la politique conservatrice albertaine et perd sans doute de sa nature régionaliste et contestataire[145]. Durant cette première vague, la proposition d'une séparation du reste du Canada est bien formulée – c'est ce que suggère le projet de création d'une Province de Buffalo[146]. Toutefois, le séparatisme dans sa forme partisane n'existe pas.

145 D. J. MCCRACKEN, « The CCF and Canada's Socialist Streak» , *Federalism-E,* vol. 20, n^{o} 1, 2019, p. 66–74 ; J. NAYLOR, « The British Columbia CCF's Working-Class Moment: Socialism Not Populism» , *Labour / Le Travail, v*ol. 71, 2013, p. 101–121 ; P.F. SHARP, *op. cit.*; P.R. SINCLAIR, « The Saskatchewan CCF: Ascent to Power and the Decline of Socialism « , *Canadian Historical Review*, vol. 54, n^{o} 4, 1973, p. 419-433 ; W.D. YOUNG, *The Anatomy of a Party the National CCF, 1932-1961*, Toronto, University of Toronto Press, 1969 ; W.L. MORTON, *Progressive Party in Canada,* Toronto, University of Toronto Press, 1978 ; A.R. MCCORMACK, *Reformers, Rebels, and Revolutionaries,* Toronto, University of Toronto Press, 1991 ; C.B. MACPHERSON, *Democracy in Alberta: social credit and the party system,* Toronto, University of Toronto Press, 1962.

146 Le projet de Province de Buffalo visait à la création d'une nouvelle Province au Canada, au début du 20ème siècle. La proposition était portée par Sir Frederick Haultain, le Premier ministre des Territoires du Nord-Ouest ; elle visait à

La seconde vague de régionalismes dans l'Ouest émerge à la fin des années 1970, et plus nettement au début des années 1980, sous le gouvernement fédéral libéral de Pierre Eliott Trudeau. À cette période, le gouvernement promeut un Programme Énergétique National (*National Energy Program*, NEP), en réponse à une augmentation importante du prix mondial du pétrole. Le programme vise à encourager la canadianisation de l'industrie pétrolière et à redistribuer les revenus entre les producteurs, les provinces concernées et le gouvernement fédéral. Cela doit passer, entre autres, par une limitation du prix du pétrole. Sans surprise, l'opposition au NEP est très forte dans les Prairies, qui sont structurellement dépendantes de l'industrie extractive depuis la découverte des premiers gisements dans l'Ouest, en 1947. Le NEP est perçu comme une tentative délibérée du gouvernement libéral d'empêcher le développement économique des provinces de l'Ouest :

> [...] en février 1980, Pierre Trudeau remporte un gouvernement majoritaire avec deux sièges dans l'Ouest canadien et aucun à l'ouest du Manitoba. Un an plus tard, les Libéraux de Trudeau dévoilent le tristement célèbre Programme énergétique national (PEN). C'est ainsi que commence l'ère moderne de l'aliénation de l'Alberta. Aujourd'hui encore, le PEN conserve un statut mythique en Alberta, en tant qu'exemple d'un projet central canadien contraire aux intérêts économiques de l'Alberta.[147]

En dépit de la victoire du Conservateur, Brian Mulroney, aux élections fédérales de 1984, le ressentiment de l'Ouest ne va pas sensiblement décroître pendant cette période (1984-1993). Le gouvernement fédéral déçoit dans le cadre des discussions qu'il tient autour du statut du Québec. Le *Reform Party* va fermement s'opposer au « statut spécial »[148] présenté comme une rupture d'égalité entre Canadiens et entre

réunir l'Alberta et la Saskatchewan en une seule province. Voir T. GAYLE, « By the West, for the West: and the Struggle for Provincial Rights in Alberta « , *Alberta History*, vol. 59, n°1, hiver 2011, p. 2.

147 Traduction de l'auteure. Citation originale: « […] in February 1980, Pierre Trudeau won a majority government with two seats in western Canada and none west of Manitoba. A year later the Trudeau Liberals unveiled the infamous National Energy Program (NEP). Thus began the modern era of Alberta alienation. To this day the NEP retains mythic status in Alberta as *the* example of a central Canadian project inimical to Alberta's economic interests » . E. LANG, « The Trudeaus and Western Alienation » , *Policy Options*, vol. 1, novembre 2019, [en ligne], URL: https://policyoptions.irpp.org/magazines/november-2019/the-trudeaus-and-western-alienation/. Consulté le 14 octobre 2022.

148 Le « statut spécial » se réfère à la négociation d'un statut particulier pour le Québec, au sein de la Confédération. Le *Reform Party* s'y est toujours opposé. Ainsi, dans son programme de 1991: « Les réformistes croient que le nouveau Canada doit être formé d'une fédération de provinces et non pas d'une fédération de races fondatrices ou de groupes ethniques. Les réformistes croient que le nouveau Canada doit être formé d'une fédération équilibrée et non pas d'une fédération déséquilibrée selon laquelle une province jouit d'une situation spéciale ou d'un traitement spécial […] » (Bâtir un nouveau Canada. Principes et Politiques. Livre Bleu. Programme du Parti Réformiste, 1991, V).

Provinces ainsi qu'aux « intérêts spéciaux [149] ». Il s'accroît surtout, à la suite de l'octroi par le gouvernement fédéral d'un contrat de maintenance aérospatiale à une compagnie montréalaise, plutôt qu'à une entreprise manitobaine (jugée moins coûteuse et jugée plus expérimentée dans l'Ouest)[150].

C'est dans ce contexte que l'on assiste d'abord à l'émergence de micro-formations séparatistes dans l'Ouest. C'est le cas, par exemple, du *Western Canada Concept* en 1980, qui se présente comme la première forme partisane d'un séparatisme proche des milieux d'extrême-droite ou ultra-conservateurs151. À sa suite, le *Western Independence Party* (1987-2018) et le *Western Canada Party* (contemporain), revendiquent, au niveau fédéral, la séparation des provinces et territoires de l'Ouest du Canada. Les trois partis recensent un nombre limité de membres (excédant rarement quelques milliers) et une audience électorale modeste (jamais plus de 7% des suffrages exprimés)[152], en même temps qu'ils partagent un programme politique très similaire. Par ailleurs, deux partis fédéraux vont aspirer à défendre une autre vision nationale à partir des régions canadiennes. Il s'agit du *Confederation of Regions Party* (qui dépasse l'Ouest canadien) et surtout, en ce qui nous concerne, du *Reform Party* pour l'Ouest canadien, qui tentera aussi de dépasser, d'agréger et de normaliser les petites formations satellites (séparatistes) qui gravitent autour de lui. Le *Reform Party* ne se présente pas comme séparatiste (son programme visera explicitement à « punir » une forme d'indépendantisme québécois et à protéger les intérêts du Canada153, tout en jouant sur des sifflets à chiens qui mobilisent les sympathisants séparatistes à l'Ouest.

Dans ce cadre-là, le contenu discursif des formations politiques séparatistes varie peu. Il est principalement :

- Populiste (dimension dramatique, guerrière, religieuse… La question de la survie du Canada est mise en cause[154]) ;

149 D. LAYCOCK, *The New Right and Democracy in Canada: Understanding Reform and the Canadian Alliance*, *op. cit.*

150 M. DOBBIN, *Preston Manning and the Reform Party,* Toronto, Lorimier, 1991.

151 PRATT et STEVENSON, *Western Separatism*, Edmonton, Hurtig, 1981.

152 Les résultats électoraux aux élections générales canadiennes sont disponibles en ligne. URL : https://www.elections.ca/content.aspx?section=ele&dir=pas&document=index&lang=e. Consulté le 20 mars 2023.

153 REFORM PARTY, *A Fresh Start for Canadians. Blue Book. 1996-1997 Principles & Policies of The Reform Party of Canada*, 1996.

154 « Sans indépendance pour l'Ouest, la désintégration culturelle et économique du Canada est inévitable ». Traduction de l'auteure. Citation originale : « Without independence for the West, the cultural and economic

- Libertarien[155];
- Protectionniste sur certains enjeux (extraction, foresterie[156]);
- Protecteur d'un héritage culturel européen (anti-immigration);
- Conservateur sur les questions sociales (armes à feu, avortement…).

La troisième et présente vague de régionalismes dans l'Ouest couve dès les années 2000, au cours desquelles les formations ouvertement séparatistes déjà présentes perdurent sur la scène fédérale, sans toutefois gagner le moindre siège. Comme nous l'avons souligné en introduction, la littérature académique ne s'y est intéressée que marginalement[157]. C'est véritablement à compter de 2015, à la fin du mandat de Stephen Harper (2006-2015) que ces formations séparatistes ressurgissent : elles se font de plus en plus entendre et se multiplient (voir tableau en annexe). Cette vague se déploie dans un contexte où les prix du pétrole augmentent tout comme les coûts d'extraction (notamment ceux liés aux sables bitumineux). C'est également à ce moment-là que les projets extractifs font l'objet d'une mais aussi d'une moindre acceptabilité sociale et environnementale. Justin Trudeau, fils de Pierre-Eliott Trudeau et leader du Parti libéral du Canada, succède à Harper en 2015. Par son nom, son héritage et sa famille politique, sa personne concentre une part substantielle de la détestation dans l'Ouest[158]. Dans ce contexte, des formations séparatistes émergent de nouveau, aux niveaux provincial et fédéral. Le *Maverick party* (ex-*Wexit Party*) en est la dernière incarnation. Fondé à la suite de la réélection de Justin Trudeau à la tête du gouvernement fédéral en 2019, il met au cœur de son programme le rejet du gouvernement libéral, de ses décisions en matière énergétique et environnementale, du multiculturalisme et du bilinguisme, tout en insistant sur la

---

disintegration of Canada is inevitable ». WESTERN CANADA CONCEPT, *Principles and Goals*, [en ligne], URL: https://www.westcan.org/principles_and_goals. Consulté le 9 octobre 2022.

155 Traduction de l'auteure : « Fondamentalement, nous pensons que la liberté est synonyme d'absence de gouvernement ». Citation originale: « Basically our view is that freedom means freedom from government » (*Ibid*.)

156 Traduction de l'auteure : « Nous croyons à une période de service public obligatoire, visant la recherche et le sauvetage, la reforestation, la lutte contre les feux de forêts et d'autres services publics essentiels, *organisés par le gouvernement* ». Citation originale : « We believe in a period of compulsory public service to be accomplished by training in search and rescue, reforestation, forest fire fighting and other essential public works, *organized by government* ». (nous soulignons) (*Ibid*.)

157 Le matériel utilisé est composé principalement d'articles de presse; des programmes politiques des formations régionalistes contemporaines; des déclarations publiques éventuellement de ses leaders.

158 Voir l'opposition à la « Trudeau National Carbon Tax » , aux projets de loi C48 et C-69 rebaptisés « Trudeau North Pacific oil tanker ban » et au « Trudeau No-New pipelines Act » , par exemple dans MAVERICK PARTY, *Draft Policy Platform* , 12 mai 2021, [en ligne] URL: https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/maverickparty/pages/16/attachments/original/1621557388/Maverick_Party_Policy_Platform_May_12.2021_posted_on_web.pdf?1621557388. Consulté le 5 novembre 2022.

reprise de « contrôle » en matière de gestion des ressources, notamment les ressources extractives. Sur le plan économique, le parti revendique explicitement une stratégie néolibérale sur la question extractive (suppressions des barrières provinciales, soutien à la libre circulation des personnes et des biens au sein de l'Ouest canadien[159]. Parallèlement, la formation défend un État Provincial fort sur les questions sociales ou régaliennes (polices, pensions)[160]. Les discours de ces formations jouent sur la confusion entre un autonomisme revendiqué et un séparatisme présenté comme une conclusion inéluctable, en cas de non-satisfaction de leurs demandes de contrôle, de souveraineté ou d'autonomie. Dans le cas du *Maverick Party*, le changement programmatique a suivi le changement de direction – passée en 2020 de Peter Downey à Jay Hill, ancien membre du Parti conservateur. Depuis 2020, le parti est passé d'un programme orienté prioritairement vers la tenue d'un référendum pour la séparation, à un objectif d'élection de députés pour représenter l'Ouest au niveau fédéral[161].

Le séparatisme est ainsi surtout utilisé comme une ressource stratégique. Sur le fond, le *Maverick Party* défend un programme très proche de l'esprit de la *FireWall Letter*[162] de 2011[163] et du programme de l'ancienne *Canadian Alliance et du Reform Party* sur les enjeux économiques. Dans son programme, le parti revendique une plus grande autonomie provinciale sur les pensions, les politiques migratoires, l'exercice des forces de police, l'imposition et il souhaite l'annulation de la péréquation et des taxes carbones ou encore le recours au référendum – une demande récurrente de la part des partis contestataires et populistes de l'Ouest[164].

159 MAVERICK PARTY, *Provincial Jurisdiction, Trade and Infrastructure*, 2021, [en ligne], URL: https://www.maverickparty.ca/provincial. Consulté le 5 novembre 2022.

160 MAVERICK PARTY, *Draft Policy Platform*, *op. cit.*

161 D. MONES, *« Canadian Populism Got Shut out This Election — but It's Still a Growing Movement » , op. cit.*.

162 La « FireWall Letter » , « Un agenda pour l'Alberta » en français, se réfère à la lettre ouverte rédigée en janvier 2001 par plusieurs personnalités conservatrices du Canada, dont Stephen Harper. Adressée au Premier ministre albertain de l'époque, Ralph Klein, elle formulait une série de propositions pour défendre la position de la province contre les supposées intrusions du gouvernement fédéral dans les affaires provinciales.

163 S. HARPER, T. FLANAGAN, T. MORTON, R. KNOPFF, A. CROOKS, and K. BOESSENKOOL, « Programme Pour l'Alberta » , *Policy Options*, 1 avril 2001, [en ligne] URL: https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/western-alienation/the-alberta-agenda/. Consulté le 9 octobre 2022.

164 MAVERICK PARTY, *Draft Policy Platform*, *op.cit.*

De manière plus marquée que dans la précédente vague, on retrouve une forte dimension nationaliste, l'affirmation d'une fierté d'être canadien mais aussi l'évocation de sifflets à chiens[165], qui permettent à ces formations de capter l'attention de petites formations d'extrême droite. Ce contenu fait également écho aux transformations internes au Parti conservateur du Canada, déjà amorcées sous Harper (dont on se souvient qu'il provenait de la *Canadian Alliance*[166], elle-même issue du *Reform Party*)[167]. En 2022, ce même type de contenu est mobilisé par Pierre Poilièvre, leader du PCC porté, notamment, par les nombreux mouvements complotistes, séparatistes et extrémistes qui financent directement le parti.

III. Articulations entre populisme et « aliénation de l'ouest » comme expression d'un mécontentement régional

Le populisme apparaît dès les débuts de la Confédération canadienne (1867). Il permet à des Partis tiers d'émerger sur la scène politique dans un système bipartisan opposant les Libéraux aux Conservateurs. Il leur permet également de capter un certain capital politique et symbolique, notamment dans l'Ouest canadien : c'est le cas du *Social Credit Party* en Alberta, mais aussi du *Progressive Party* sur la scène fédérale. Il fait partie intégrante de la politique historique des Prairies168. Plus précisément, quelle que soit la période et la formation régionaliste considérée, ces populismes mettent en avant un discours spécifique : celui sur « l'aliénation de l'Ouest ».

Le premier sondage d'opinion sur l'aliénation des Canadiens de l'Ouest, mené auprès des Albertains en 1969, révélait que près de 60 % d'entre eux étaient d'accord avec l'opinion selon laquelle le gouvernement fédéral négligeait l'Ouest canadien et favorisait le Canada « central » (l'Ontario et le Québec), souvent aux

165 Il s'agit d'une traduction de l'expression anglaise *dog whistle*, soit l'utilisation d'un langage « codé » dans un cadre politique, permettant d'obtenir le soutien d'une partie de l'électorat sans pour autant susciter une controverse explicite aux yeux de la majorité.

166 La *Canadian Alliance* (2000-2003) est issue de l'initiative *United Alternative*, soutenue par le *Reform Party* du Canada et plusieurs partis conservateurs provinciaux. L'objectif initial était de fusionner avec le *Progressive-Conservative Party*, un autre parti fédéral. La *Canadian Alliance* se positionne comme un parti politique fédéral de droite canadien. Comme son prédécesseur, le *Reform Party*, la *Canadian Alliance* soutenait des politiques conservatrices fiscalement et socialement. C'est finalement en 2003 que la *Canadian Alliance* et le *Progressive-Conservative Party* votent pour fusionner au sein du *Conservative Party of Canada* (qui existe encore en 2022).

167 Pour comprendre le virage idéologique opéré par le Parti Conservateur du Canada sous Stephen Harper, voir notamment : F. BOILY, *Stephen Harper. La fracture idéologique d'une vision du Canada*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2016.

168 D. LAYCOCK, *Populism and Democratic Thought in the Canadian Prairies, 1910-45*, 1990.

dépens des habitants de l'Ouest[169]. Ce sentiment n'a pas fondamentalement reculé au fil des années. En mars 2021, 64 % des Albertains estimaient que leur province recevait « moins que sa juste part des dépenses fédérales » et 68 % étaient d'accord avec l'affirmation selon laquelle « le nombre de personnes insatisfaites à propos de la façon dont Ottawa traite ma province est en augmentation[170] ». Selon l'enquête de la *Confederation of Tomorrow* de 2021, deux habitants de l'Ouest sur cinq, toutes provinces confondues, sont d'avis que leur région tire si peu d'avantages de son appartenance au Canada qu'elle pourrait tout aussi bien faire cavalier seul. Cette proportion a largement augmenté depuis 2010, pour atteindre un pic à 48% en 2018 – alors même que le gouvernement fédéral était entre les mains des Conservateurs[171].

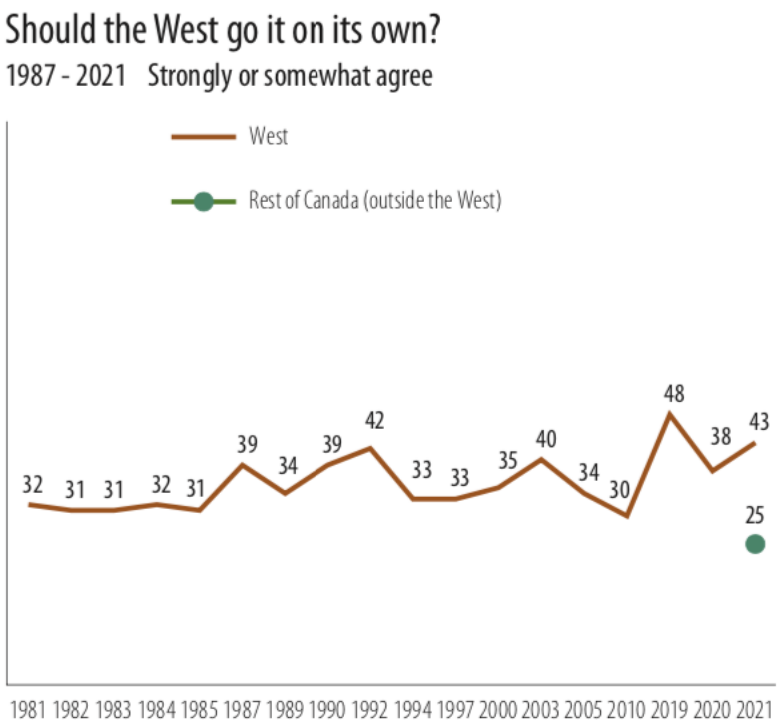
Figure 1. *Respect, influence and fairness in the Confederation - Confederation of Tomorrow 2021 Survey of Canadians*[172]

169 D. KILGOUR, *Uneasy patriots: Western Canadians in Confederation*, Edmonton, Lone Pine Pub., 1988, p. 35.

170 J. WESLEY, L. BERDAHL et K. SAMSON, « Western Alienation in Alberta & Saskatchewan « *, Common Ground Politics*, [en ligne] URL: https://www.commongroundpolitics.ca/western-alienation. Consulté le 5 novembre 2022. Citation exacte, dans le texte : « The number of people who are angry about Ottawa's treatment of my province is Increasing » .

171 CONFEDERATION OF TOMORROW, *Respect, influence and fairness in the Confederation - Confederation of Tomorrow 2021 Survey of Canadians, 2021*.

172 *Ibid.*



Q.22a
Agree/Disagree: Western Canada gets so few benefits from being part of Canada that they might as well go it on their own

De fait, l'expression « aliénation de l'ouest « est fréquemment mobilisée dans les discours politiques et dans les enquêtes nationales, sondages d'opinions et dans la presse. Elle est souvent reprise telle quelle dans la littérature sur les régionalismes et sur les populismes canadiens. Elle est présentée comme un « sentiment » collectif, comme une partie de l'imaginaire, de la culture politique de l'Ouest canadien.

Le phénomène a surtout fait l'objet de travaux dans les années 1980 et 1990, notamment de quelques thèses[173]. Toutefois, dans la période contemporaine on ne trouve que très peu d'articles s'y intéressant[174].

173 M. B. PORTENGEN, Regional *Alienation: Understanding Political Culture, Regionalism and Discontent in Western Canada*, thèse de doctorat, Vancouver, University of British Columbia, 2002 ; D. WONG, *Western Alienation and Intra-Regional Variation: A Comparative Study of Regional Discontent in British Columbia and Alberta*, thèse de doctorat, Vancouver, University of British Columbia, 1982.

174 L. BERDAHL, « Whither Western Alienation? Shifting Patterns of Western Canadian Discontent with the Federal Government » , *Canada West Foundation*, octobre 2010, [en ligne], URL: https://cwf.ca/research/publications/whither-western-alienation-shifting-patterns-of-western-canadian-discontent-with-the-federal-government/. Consulté le 7 novembre 2022) ; L. BERDAHL, « The Persistence of Western

Cette idée d'aliénation se traduit par l'évocation d'un « mythe » de la victimisation, de la dépossession originelle de l'Ouest par l'Est. Pour Gibbins, l'aliénation des Canadiens de l'Ouest fait référence à :

> Un ensemble de croyances interdépendantes partagées par la société, avec un certain degré d'incarnation dans la culture et un certain degré d'articulation intellectuelle, avec une histoire et un contenu spécifiques et avec des porte-paroles et des soutiens reconnus. L'aliénation de l'Ouest canadien englobe un sentiment d'éloignement politique, économique et, dans une moindre mesure, culturel du cœur du Canada[175].

Certains auteurs ont conceptualisé l'aliénation des Canadiens de l'Ouest comme une idéologie[176], différente de l'aliénation politique[177] ou comme une disposition « compatible avec plus d'une position idéologique[178] ». Plus largement, il s'agirait d'une partie de la culture politique de l'Ouest[179], ou pour Wong, d'un phénomène général qui se situe quelque part entre la conscience régionale et l'agrégation d'une protestation[180]. Certains y voient un ensemble cohérent de croyances[181] et d'autres insistent sur ses variations intra-régionales[182]. Finalement, l'expression ne fait pas l'objet d'une conceptualisation homogène : très peu de travaux viennent la quantifier ou identifier les corrélations ou les facteurs

---

Alienation » , *Centre of Excellence on the Canadian Federation*, mai 2021, [en ligne], URL: https://centre.irpp.org/research-studies/the-persistence-of-western-alienation/. Consulté le 7 novembre 2022 ; R. J. LAWSON, « Understanding Alienation in Western Canada: Is «Western Alienation»the Problem? Is Senate Reform the Cure? » , *Journal of Canadian Studies,* vol. 39, n° 2, 1 février 2005, p. 127-155 ; D. MCGRANE, « Western Alienation or Mere Critique of Federal Government Policies?: Saskatchewan Social Democrats' View of Federalism from 1900 to Present » , *International Journal of Canadian Studies/Revue Internationale d'études Canadiennes,* vol. 32, 2005.

175 Traduction de l'auteure. Citation originale: « a set of interrelated beliefs shared by society, with some degree of cultural embodiment and intellectual articulation, with a recognized history and constituency, and with recognized spokespersons and creed bearers. Western Canadian alienation encompasses a sense of political, economic and, to a lesser extent, cultural estrangement from the heartland of Canada ». R. GIBBINS, *op. cit.*, p. 169.

176 *Ibid*.

177 *Ibid. ;* M.B. PORTENGEN, *Regional Alienation: Understanding Political Culture, Regionalism and Discontent in Western Canada,* thèse de doctorat, Toronto, York University, 2002.

178 D. MCGRANE, « Western Alienation or Mere Critique of Federal Government Policies?: Saskatchewan Social Democrats' View of Federalism from 1900 to Present », *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes,* vol. 32, 2005.

179 D. ELTON et R. GIBBINS. 1979. « Western Alienation and Political Culture », *The Canadian Political Process,* Toronto, Holt Rinehart and Winston of Canada, p. 83.

180 D. WONG, *Western Alienation and Intra-Regional Variation: a Comparative Study of Regional Discontent in British Columbia and Alberta*, thèse de doctorat, Vancouver, University of British Columbia, 1982.

181 R. GIBBINS, *op. cit*.

182 D. WONG, *op. cit.*

aggravants de cette aliénation de l'Ouest (en tant que sentiment collectif exprimé, en tant que discours mobilisé). L'expression est en revanche souvent utilisée comme une variable explicative des régionalismes à l'Ouest : le problème est alors que l'on induit que l'Ouest est bel et bien « aliéné » .

L'aliénation de l'Ouest, à des fins heuristiques, sera donc ici comprise comme une équivalence de l'insatisfaction ou du mécontentement régional à l'endroit du gouvernement fédéral et du fonctionnement de la Confédération. Cela nous permet d'insister autant sur la dimension « anti-État » que sur la frustration qui existe à l'égard de l'État fédéral[183] mêlée à la dimension libertarienne de la rhétorique, et sur la propension séparatiste de ses porte-paroles. On la conçoit comme un mode pratique d'expression politique d'un sentiment collectif. Moins qu'une variable explicative, l'aliénation de l'Ouest est mobilisée comme un indicateur de la contestation d'une distribution du pouvoir au sein de la Confédération canadienne. Dans son contenu, l'aliénation de l'Ouest ne diffère pas de l'expression d'un mécontentement régional ailleurs au Canada et dans le monde. Ce qui la différencie tient au contenu du discours exprimé (par rapport à d'autres provinces notamment) et aux locuteurs visés (l'État fédéral mais aussi les minorités, particulièrement ethniques et linguistiques). Retenir une équivalence entre aliénation de l'Ouest et mécontentement régional présente l'avantage de recouper les questions des grandes enquêtes nationales auprès des Canadiens. On ne recherchera donc pas explicitement l'expression « aliénation de l'Ouest » dans les programmes politiques à l'étude. On recherchera plutôt l'expression des affects ou des velléités suivantes : le sentiment d'être respecté/ignoré dans la Confédération, le sentiment que sa province/région est entendue ou non, la satisfaction/dissatisfaction à l'endroit du fonctionnement des institutions canadiennes, la satisfaction/dissatisfaction à l'endroit du gouvernement fédéral en place, et la volonté de séparation des provinces de l'Ouest.

Cette insatisfaction régionale prend des formes politiques (remise en cause du système de représentation, de la légitimité du Sénat et de l'allégeance des élus), économiques (systèmes de taxes, péréquation) et culturelles (rejet du multiculturalisme). Il s'agit globalement d'un sentiment collectif de ne pas avoir de contrôle sur la destinée économique et politique nationale » [184]. L'Ouest est associé à une « colonie », « soumise » et « dépossédée » par un « pouvoir impérial ». Les Canadiens de l'Ouest sont « attaqués « ,

183 L. BERDAHL, « La Persistance de l'aliénation de l'Ouest » , *Centre of Excellence on the Canadian Federation*, 27 mai 2021, [en ligne], URL: https://centre.irpp.org/fr/research-studies/la-persistance-de-lalienation-de-louest/. Consulté le 14 octobre 2022.

184 R. GIBBINS, *op. cit*.

« exploités[185] ». Dans tous les cas, l'aliénation de l'Ouest canadien englobe les frustrations liées aux différences culturelles, économiques et politiques avec le gouvernement fédéral, et plus particulièrement avec les provinces de l'Est (Ontario et Québec) qui sont censées détenir le pouvoir sur les provinces de l'Ouest. Elle se traduit par un profond mécontentement régional qui s'exprime à l'égard du gouvernement fédéral et, pour les formations séparatistes, des « élites libérales ». Le discours s'exprime sur la scène provinciale, malgré les tentatives d'unifier le mécontentement régional au sein d'un parti fédéral unifiant les voix des Canadiens de l'Ouest (*Reform Party* ou *Maverick Party*).

De manière notable, l'aliénation de l'Ouest s'attache à des objets politiques diversifiés. Ce qui était historiquement entendu comme un profond mécontentement politique à l'égard du gouvernement fédéral (concernant les taxes sur les chemins de fer ou le transport de marchandises) s'est étendu à de nouveaux domaines politiques, notamment les politiques énergétiques et environnementales[186] ainsi que la réforme Triple-E[187]) ou plus récemment avec l'opposition à toute forme de taxe sur le carbone[188] ou la remise en cause des paiements provinciaux, dans le cadre du système de péréquation[189]. Finalement, ce profond ressentiment envers le Canada central et le Québec s'est aussi traduit par le rejet du bilinguisme officiel ou la mise en place du système métrique, parfois dans des discours plus radicaux envers les

185 WESTERN CANADA CONCEPT, *Why Western Independence?* [en ligne], URL: https://www.westcan.org/why_western_independence.htm. Consulté le 9 octobre 2022.

186 F.-G. DUFOUR and D. MONES, « Populismes, nationalismes et économie politique du pétrole au Canada « , *Zeitschrift für Kanada-Studien* , vol. 43, 2023, p. 8-31.

187 La proposition de réforme « Sénat Triple E » , que l'on doit initialement au journaliste conservateur Ted Byfield, se réfère à une proposition de réforme du Sénat Canadien. Celle-ci passerait par la réforme du mode d'élection des sénateurs (avec une représentation égale par Provinces). Actuellement, les sénateurs sont nommés par le ou la Gouverneur.e générale, sur les conseils du Premier Ministre. La réforme du Sénat a été largement reprise par les formations séparatistes et autonomistes de l'Ouest canadien dans les années 1980-1990, notamment par le *Reform Party*.

188 Qu'il s'agisse de la pétition « Scrap the carbon tax » ou de l'adoption du « Carbon tax Repeal act » en 2019, en Alberta, ou encore de la promesse formulée par le leader conservateur Poilièvre de lever toute forme de taxation sur les émissions carbone. Voir par exemple : A. QUON, « Pierre Poilievre promises to scrap 'anti-energy laws' during CPC leadership campaign stop in Sask » , *CBC News*, 4 mars 2022, [en ligne], URL : https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/sask-visit-pierre-poilievre-1.6373266. Consulté le 9 octobre 2022.

189 Sur l'opposition au système de péréquation, voir par exemple O. JACQUES, D. BÉLAND ET A. LECOURS, « Identité et ressentiment : expliquer le soutien au programme fédéral de péréquation « , *Centre of Excellence on the Canadian Federation*, 13 octobre 2021, [en ligne], URL : https://centre.irpp.org/fr/research-studies/identite-et-ressentiment-expliquer-le-soutien-au-programme-federal-de-perequation/. Consulté le 9 octobre 2022.

minorités francophones. Depuis les années 1980 en particulier, le Québec, en tant qu'objet politique, est apparu comme une cible continue dans l'expression de l'aliénation des Canadiens de l'Ouest[190].

Le populisme, conçu comme une stratégie discursive opposant de manière binaire le peuple moral et l'élite corrompue[191], repose sur une architecture polarisante et en valeurs. La même structure générale fonde la rhétorique de l'aliénation de l'Ouest : il y aurait d'un côté les Canadiens (moraux, travailleurs, dépossédés) et, de l'autre, le gouvernement central, les élites (libérales, financières…) corrompues. L'articulation de cette rhétorique à une stratégie populiste se fait ainsi aisément.

IV. Populismes et régionalismes dans l'Ouest : caractéristiques générales des populismes régionalistes

L'identification des populismes régionalistes, soit l'articulation d'une velléité de représentation des intérêts régionaux à l'Ouest, à un logiciel populiste, ne repose pas sur les catégories de pratique (aucune formation ne se présente comme régionaliste ou ouvertement populiste). Il s'agit donc surtout d'une catégorie d'analyse, qui permet de contenir un ensemble hétéroclite idéologiquement, mais consistant dans le temps, de formations aspirant à représenter l'Ouest contre le reste du pays. Par ailleurs, cette caractérisation nous semble assez souple pour contenir la grande majorité des formations politiques que l'on peut (ou que la littérature va) identifier comme populismes de l'Ouest canadien, sans pour autant que ces deux catégories se confondent exactement.

Ces formations opèrent sur la scène fédérale ou provinciale et partagent certaines caractéristiques. La première tient à la mobilisation, dans le discours, d'une opposition d'ordre moral entre un peuple bon et aliéné (à l'Ouest) et des élites corrompues, viles et oppressives (à l'Est). Il s'agit d'un populisme à base géographique, plutôt qu'ethnique. Le *Western Canada Concept* (WCC) oppose ainsi le « pouvoir politique »

190 D. MONES, « Representations of Quebec in the Political Imaginary of Western Canadian Politics « , *Journal of Eastern Township,* vol. 50, 2022, p. 91-114 ; B. PROULX, « Le Québec, toile de fond du référendum en Alberta sur la péréquation » , *Le Devoir,* 16 octobre 2021, [en ligne], URL : https://www.ledevoir.com/politique/canada/640746/alberta-le-quebec-toile-de-fond-du-referendum-en-alberta-sur-la-perequation. Consulté le 13 octobre 2022.

191 Sur l'approche idéationnelle du populisme, voir C. MUDDE and R. KALTWASSER, « Qu'est-ce que le populisme ? « , in *Brève introduction au populisme,* Paris, Editions de l'Aube, 2018. Sur l'approche discursive du populisme, voir notamment K.A. HAWKINS, « Is Chávez Populist?: Measuring Populist Discourse in Comparative Perspective « , *Comparative Political Studies,* vol. 42, n°8, 2009, p. 1040-1067.

concentré entre les « mains du Québec et de l'Ontario » à l'Ouest canadien, qui n'aurait de choix qu'entre la « soumission » et la « séparation[192] ».

L'opposition ne se traduit pas généralement par une exclusion selon des critères ethniques ou nativistes. Cependant, depuis les années 1980, les formations séparatistes vont fréquemment mobiliser un registre excluant les minorités linguistiques et culturelles (notamment francophones) – les « réfugiés[193] » – ce qui participe de la normalisation de diverses discriminations. Comme code politique, cette revendication permet aussi de capter l'attention de formations politique marginales, généralement à l'extrême-droite de l'échiquier politique, et de faire la promotion d'une forme d'identité anglophone, blanche et chrétienne (défendue en son temps par *Heritage Front*[194] et encore aujourd'hui par des formations comme le *Christian Heritage Party*[195]). Ainsi, si la dimension nativiste est globalement absente du discours public des formations régionalistes, une série de « sifflets à chiens » vont mettre l'accent sur la « culture « en tant qu' « essence de la nation » ou encore sur la volonté de protéger un héritage européo-chrétien plutôt que spécifique à l'Ouest canadien (voir ainsi cette phrase, dans le programme du WCC : « le visage démographique du Canada a été radicalement transformé. Nous observons un génocide planifié de la culture chrétienne européenne[196] »).

Quelle que soit la formation observée, le peuple de l'Ouest n'est pas clairement identifié. Cela permet aux formations qui mobilisent l'expression d' » aliénation de l'Ouest » de conserver un flou sur les contours du peuple défendu. S'agit-il de tous les Canadiens de l'Ouest? Des résidents de l'Ouest canadien ? Des « vrais » Canadiens, indépendamment de leur localisation géographique ? Dans les discours généralement, il s'agit tantôt du peuple des Prairies, des « vrais Canadiens » (« real Canadians » ou « old stock

192 WESTERN CANADA CONCEPT, *Why western independence ?*, *op. cit.*

193 MAVERICK PARTY, *Draft Policy Platform*, *op. cit.*

194 *Heritage Front* était une organisation d'extrême-droite, néo-nazie, qui gravitait autour du Reform Party dans les années 1980-1990. Elle a été dissoute en 2005.

195 Le *Christian Heritage Party* est un parti fédéral fondé en 1987. La majorité de ses membres provenaient initialement du *Social Credit Party*. Conservateur, le parti vise à la promotion des principes judéo-chrétiens dans la politique canadienne.

196 Traduction de l'auteure. « The demographic make up of Canada has been radically shifted. We are witnessing the planned genocide of European christian culture » WESTERN CANADA CONCEPT, *Why western independence?, op. cit.*.

Canadians », expressions mobiliseés par Harper[197]), des travailleurs (« ordinary workers » , « common man », « workers », expressions mobilisées par les premiers régionalistes progressistes, à l'instar de la *Cooperative Commonwealth Federation* [198]). Les Canadiens de l'Ouest peuvent s'identifier comme destinataires du message politique, soit parce qu'ils sont directement visés (« western Canadians »), soit parce que le signifiant « Canadiens/Canadians » n'aurait simplement pas le même effet mobilisateur dans un autre contexte – au Québec par exemple. L'insistance sur l'appartenance « nationale » (au Canada) fonctionne d'autant plus que ce sont bien les Canadiens de l'Ouest qui insistent sur une primo-identité nationale, plutôt que sur leur identité provinciale.

La qualification de l'élite varie également en fonction du conflit politique en cours, du locuteur et de la désignation du peuple : c'est alternativement celle des Laurentides, l'élite financière et banquière, les environnementalistes[199], les Libéraux, les « bureaucrates », les « intérêts spéciaux » dans le discours et les programmes successifs du *Reform Party*[200], c'est-à-dire les corps intermédiaires, les minorités racisées et de genre ainsi que les syndicats [201] . Pour le *Maverick Party*, il s'agit principalement d'opposer les « Canadiens de l'Ouest » à « Trudeau », aux « Libéraux » et à sa « bureaucratie[202] », là où le WCC évoque l'Ontario, le Québec et les forces impériales du Canada[203].

Ces formations politiques invoquent une opposition d'ordre géographique (Est/Ouest), politique (Conservateurs contre Libéraux et partisans du multiculturalisme, démocrates contre gouvernement « autoritaire », peuple ou travailleurs contre capitalistes et financiers corrompus) et finalement économique, entre un cœur de pays travaillant (provinces de l'Ouest fournissant des ressources stratégiques) et certaines élites du centre et de l'Est du Canada (qui subtilisent ou contrôlent ces

197 M. GOLLOM, « Stephen Harper's 'Old-Stock Canadians': Politics of Division or Simple Slip? « , *CBC News*, 19 septembre 2015, [en ligne], URL: https://www.cbc.ca/news/politics/old-stock-canadians-stephen-harper-identity-politics-1.3234386. Consulté le 10 octobre 2022.

198 CO-OPERATIVE COMMONWEALTH FEDERATION, *Regina Manifesto*, Regina (Saskatchewan), juillet 1933.

199 J. APPEL, « Jason Kenney's Anti-Environmentalist Campaign Is Winning » , *Passage* (blog), 5 août 2021, https://readpassage.com/jason-kenneys-anti-environmentalist-campaign-is-winning/. Consulé le 10 octobre 2022.

200 REFORM PARTY, *56 Reasons why you should support the Reform Party of Canada,* 1992.

201 D. R. BARNEY et D. LAYCOCK, « Right-Populists and Plebiscitary Politics in Canada » , *Party Politics, vol*. 5, n°3, 1999, p. 317-333.

202 MAVERICK PARTY, *op. cit.*

203 WESTERN CANADA CONCEPT, *op. cit.*

ressources). Une thématique économique récurrente a trait à la promotion du libre-échange et à l'opposition aux barrières tarifaires. Ainsi, les mouvements des fermiers en Saskatchewan au début du XX^{e} siècle mettent en opposition « ceux qui produisent et ne possèdent rien, et ceux qui possèdent et ne produisent pas[204]». Dans son programme, le *Western Canada Concept* oppose aux provinces de l'Ouest « le chaos multiculturel, bilingue et en faillite que représente Ottawa avec ses nominations par patronage d'opportunistes politiques médiocres et ses lois brutales de censure, de contrôle politique et de démocratie ingérable[205] ». Toujours dans son programme politique[206], le *Maverick Party* met en opposition les « provinces prospères » (« prosperous provinces ») de l'Ouest et celles qui n'ont rien (« have-not provinces «) de l'Est, en demandant l'intégration des énergies renouvelables (Hydro Québec) dans le calcul du revenu provincial pour la formule de péréquation.

Toutes ces formations politiques populistes et régionalistes insistent sur la dimension démocratique de leur projet. La longue histoire des liens entre populisme et démocratie directe (« peuple-un », selon la formule de Rosanvallon[207]) est centrale. Elle l'est depuis le populisme des mouvement fermiers[208] jusqu'au *Maverick Party*. Pour le *Western Canada Concept*, elle se traduit dans la demande de réforme du Sénat (« Triple-E Senate ») et le rejet des médias (CBC), « partenaires silencieux de cette conspiration[209] » contre les formations régionalistes. Le *Reform Party* insiste sur la « garantie » qui donne le pouvoir de « licencier ses députés » s'ils ne respectent pas leurs promesses électorales[210]. Pour le *Maverick Party*, cela se traduit par l'accent mis sur la démocratie « directe », notamment à travers le soutien aux initiatives

204 Traduction de l'auteure. « Those who produce and do not possess and those who possess and do not produce » . Elle se réfère aux mouvements des fermiers, années 30, Saskatchewan, cité dans D. MCGRANE, « Western Alienation or Mere Critique of Federal Government Policies?: Saskatchewan Social Democrats' View of Federalism from 1900 to Present « , *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes,* vol. 32, 2005, p. 212.

205 Traduction de l'auteure : « the bankrupt, multicultural, bilingual chaos which Ottawa represents with its patronage apointments of mediocre political opportunists and brutal laws of censorships, political control and unworkable democracy » (*Why Western Independence ?, op. cit.*).

206 MAVERICK PARTY, *Draft Policy Platform*, 12 mai 2021, *op. cit.*

207 P. ROSANVALLON, *Le siècle du populisme: histoire, théorie, critique*, Paris, Seuil, Les Livres du nouveau monde, 2020.

208 D. LAYCOCK, *Populism and Democratic Thought in the Canadian Prairies, 1910 to 1945,* Toronto, University of Toronto Press, 1990.

209 Citation originale: « The major media of Canada are silent partners in this conspiracy » (WESTERN CANADA CONCEPT, *Why Western Independence ?, op. cit.*).

210 REFORM PARTY, *A Fresh Start for Canadians. A 6 Point Plan to Build a Brighter Future Together*, janvier 1997.

citoyennes et aux referendums, par l'inversion de la hiérarchie des normes en faveur des juridictions provinciales, sur les juridictions fédérales et par la décentralisation des bureaux fédéraux vers l'Ouest canadien[211]. Cela passe aussi par l'éthicisation de la vie publique, que ce soit dans la promotion des amendes et dans l'expulsion de la Chambre des communes des élus responsables de « violations éthiques » ou de « conflits d'intérêt » (*Maverick Party*) ou le rejet des leaders politiques « achetés par le système » , « en politique pour des raisons égoïstes « (*Western Canada Concept*)[212].

Enfin, la question du contrôle retrouvé sur certaines ressources était et est toujours centrale, que celles-ci soient de nature agricole (pêche, blé, gaz et pétrole[213]), fiscale (opposition à certaines taxes, aux droits de douane, au système d'imposition) ou extractive[214]. Ce contrôle sur les ressources se traduit dans des programmes tantôt socialistes[215], tantôt conservateurs ou libertariens[216]. Le programme politique du *Maverick Party*[217] insiste ainsi sur la défense d'une autonomie politique concernant certains champs de compétence, pour les provinces de l'Ouest : taxation, pensions de chômage, immigration, police, éducation, environnement, petite enfance, santé [218]. Surtout, le Parti associe les intérêts des Canadiens aux intérêts de l'industrie extractive[219]).

---

211 Maverick Party, *Democratic and constitutional reform.* URL: https://www.maverickparty.ca/reform. Consulté le 23 mars 2023.

212 Traduction de l'auteure. Citation originale : « Many Western political leaders have become « bought off» by the system […] More people are in politics for purely selfish reasons than most people realize » (WESTERN CANADA CONCEPT, *Why Western independence ?, op. cit.*).

213 Voir par exemple H.E. BRONSON, « Louis Aubrey Wood, A History of Farmers' Movements in Canada: The Origins and Development of Agrarian Protest, 1872-1924 « , *Histoire sociale / Social History,* vol. 9, n°17, 1976, p. 210-211.

214 S. GUNSTER, « Extractive populism and the future of Canada » , *Policy Alternatives*, 2 juillet 2019, [en ligne] URL: https://policyalternatives.ca/publications/monitor/extractive-populism-and-future-canada. Consulté le 14 octobre 2022.

215 Co-operative Commonwealth Federation, « Regina Manifesto. Programme of the Co-operative Commonwealth Federation » , Regina (Saskatchewan), juillet 1933.

216 WESTERN CANADA CONCEPT, *Why Western Independence?*, *op. cit.*

217 MAVERICK PARTY, *Draft Policy Platform*, *op. cit.*

218 Traduction de l'auteure : « The Maverick Party supports increased autonomy of western provinces (BC, Alberta, Saskatchewan, and Manitoba) in the areas of taxation, pension, healthcare, childcare, employment insurance (EI), immigration, energy, environment etc. » (*ibid*.).

219 Traduction de l'auteure : « The Maverick Party supports participation in negotiating and implementing international agreements affecting the West's interests. We will push for the western provincial representatives to be at the negotiating table and to participate in any international agreements that affect the interests of western Canadians and in particular, our natural resource industries » (*ibid*.).

Dans tous les cas, le populisme est mobilisé comme une stratégie[220]. Il permet à des partis tiers d'émerger sur la scène politique provinciale et fédérale[221], dans un système largement bipartisan[222], opposant Conservateurs et Libéraux.

Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de présenter une analyse sociohistorique des régionalismes de l'Ouest canadien, en insistant sur les articulations qui existent entre séparatisme et populisme, stratégie portée par la rhétorique de l'aliénation de l'Ouest. À partir des programmes politiques des formations régionalistes de l'Ouest, nous avons voulu souligner les trajectoires et les continuités de ces régionalismes présents dans l'Ouest et insister sur les formes séparatistes de ces mouvements – comblant ainsi un « vide » dans la littérature portant sur le sujet. Il existe donc, dans l'Ouest canadien, des régionalismes tantôt autonomistes, tantôt séparatistes, qui ont pris une forme continue dans l'histoire de la Confédération. Les autonomismes (celui du *Reform Party* et des droites provinciales) sont influencés par les séparatismes et la confusion est parfois entretenue par les formations elles-mêmes quant à leurs objectifs politiques. Le fil continu entre ces formations tient à la mobilisation d'une rhétorique spécifique, de facture populiste : l'aliénation des Canadiens de l'Ouest (moraux) aux intérêts de l'élite de l'Est (corrompue). Si les critères exactement ethniques ne sont pas explicitement présents (les Américains par exemple sont au contraire souvent présentés comme un « exemple » par les séparatistes sur les questions institutionnelles, sur les prérogatives accordées aux États de l'Union, en matière de règlementations entourant le port d'armes à feux ou de liberté d'expression), la dimension ethnoculturelle n'est pas absente, mais elle joue plutôt contre les minorités (culturelles, linguistiques) et contre les politiques nationales du gouvernement fédéral (multiculturalisme) que contre un groupe ethnique étranger spécifique.

Pour conclure, plusieurs hypothèses peuvent être formulées. Les enquêtes récentes auprès des Canadiens font ressortir le fait que l'Alberta, tout comme le Québec, présente le plus grand nombre d'insatisfaits à l'endroit du fonctionnement des institutions canadiennes, et le plus grand nombre de répondants

220 K. WEYLAND, « Populism: A Political-Strategic Approach », *The Oxford Handbook of Populism,* Oxford, Oxford University Press, 2017.

221 F. BOILY, *Droitisation et populisme: Canada, Québec, États-Unis,* Québec, Presses de l'Université Laval, 2020.

222 E. BÉLANGER, « Third Party Success in Canada », *Canadian Parties in Transition,* Toronto, University of Toronto Press, 2007, p. 83-110.

favorables à une séparation de la Confédération. Le paradoxe tient à ce que c'est aussi en Alberta qu'une plus grande partie des répondants ont tendance à s'identifier comme « Canadiens » avant tout (plutôt qu'à s'identidier à une identité provinciale)[223]. Le régionalisme (et parfois le séparatisme) se confond ainsi avec un sentiment national, une fierté d'être Canadien. En ce sens, la rhétorique régionaliste autour de l'aliénation de l'Ouest se confond fréquemment avec un discours proprement nationaliste – évocation du « Grand Nord Blanc » (« Great White North »)[224] ou des « Fiers Canadiens » (« Proud Canadians »)[225] – et avec la défense de l'unité d'une nation canadienne perçue comme « assiégée », menacée par des minorités ou des élites qui la minent de l'intérieur. La dimension nativiste et la défense de l'anglo-identité britannique canadienne « sacrifiée » par les politiques multiculturelles « socialistes » , de l'identité canadienne « marchant lentement vers un précipice » , ressort des discours des formations séparatistes depuis les années 1980. Gibbins parlait des régionalismes en général comme d'une « autre vision nationale » , d'un « nationalisme frustré » [226]. Cette double dimension régionaliste et nationaliste n'est pas contradictoire : on la retrouve aussi dans d'autres formations européennes, par exemple la Ligue du nord en Italie[227]. La situation de l'Ouest canadien est néanmoins unique, puisqu'il s'agit d'un nationalisme qui prétend concurrencer le nationalisme majoritaire, celui de l'État d'appartenance, et pas uniquement d'un régionalisme ou nationalisme à géométrie variable, en fonction des opportunités politiques en place. Dans un contexte de règne libéral marqué par la promotion d'un multiculturalisme ou d'un État post-national canadien par le Parti libéral du Canada, les séparatismes régionalistes de l'Ouest se présenteraient alors comme un nationalisme prétendant prendre la place laissée vacante par l'absence de nationalisme canadien majoritaire.

223 E. BRIE et F. MATHIEU, *Un Pays divisé : identité, fédéralisme et régionalisme au Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2021.

224 Voir notamment les publications du media en ligne « True North » (https://tnc.news/), prisé de l'ancien leader conservateur Andrew Scheer.

225 Nous renvoyons spécifiquement ici au réseau canadien « Canada Strong and Proud » (Canada fort et fier), financé notamment par le Manning Center, fondé en 2005 par Preston Manning : https://canadastrongandfree.network/. Consulté le 13 octobre 2022.

226 R. GIBBINS et S. ARRISON, *Western visions: perspectives on the West in Canada,* Peterborough, Ontario ; Orchard Park, NY, Broadview Press, 1995.

227 O. MAZZOLENI et C. RUZZA, « Claiming regionalism and nationalism at the same time « , *The People and the Nation,* n°64, 2019, p. 64.

Annexes

Tableau 1. Partis régionalistes séparatistes fédéraux

Western Canada Concept	Gordon Kesley Jack Ramsay (issu du Reform Party) Doug Christie	Devenu : Western Independance Party (scission)	1980-2013
Western Block Party	Doug Christie	Radié	2005-2014
Western Independence Party	Fred Marshall (issu du Western Canada Concept)	Devenu : Western Canada Party (changement de nom en 2005)	1987-1988 / ravivé en 2005 (changement de nom) et 2018 (changement de nom)
Western Canada Party	Tyron Blakney	Issu du : Western Independance Party	2005-…

Tableau 2. Partis séparatistes provinciaux - Alberta (troisième vague)

Separation Party of Alberta	Bruce Hutton Bart Hampton Glen Dundas Bob Lefurgey	Redevenu : Alberta First Party (lors d'un changement de nom en 2013) Devenu : the Western Freedom Party (lors d'un changement de nom en 2018) Devenu : the Freedom Conservative Party (en 2018)	2004-2018
Alberta Independence Party	Cory Morgan	Devenu : Independance Party of Alberta	2001-2019
Independance Party of Alberta	Dave Campbell	Issu de : Alberta Independence Party	2019- …
Alberta Freedom Alliance	Sharon Maclise (ex-Reform Party)		2019 ? (non enregistré)
Wexit Party Alberta	Peter Downing	Fusion dans : Wildrose independance party of Alberta	**Mars-juillet 2020**

ANNEXE G

[ARTICLE C: Right-Wing Populist Parties and Movements]

Introduction

In 2015, two scholars of right-wing populism argued that Canada was immune to the kind of far-right mobilizations or extreme right political par- ties that one could observe in other parts of the Western world. According to Ambrose and Mudde,

> The failure of the Canadian far right is primarily the result of the country's unique multiculturalism policy, which is based on a combination of selective immigration policy, comprehensive integration policy, and strong state repression of dissent on these policies.This distinctive blend of policies has led to a relatively low level of opposition to multiculturalism and has left little legal and political space for far-right politics. (Ambrose and Mudde 2015, 214)

Ambrose and Mudde's diagnosis did point to an important dimension of Canadian society and politics: multiculturalism has indeed been official policy in the country since 1971.

This policy involves, among other things, the federal government's promotion of cultural groups beyond the two peoples usually recognized, along with the Indigenous peoples, as the founders of Canada, the British and the French. The institutionalization of this policy, and its implementation, could lead one to believe that the country was thus immune to the extreme right, or to infer that the absence of an organized radical right could be explained by multicultural policies.

Yet the «immunity»thesis has been challenged in many ways by recent political developments in Canada. First, since the mid-1980s, populisms in Canada, notably in the west, « have been moving to the right of the political spectrum. They are now classified as conservative (Farney 2018), neo-liberal (Sawer and Laycock 2009), authoritarian (Carlaw 2017) or far-right (Budd 2019, 2020, 2021; Neville and Langlois 2021) » (Dufour and Mones 2023). Second, in the Canadian federal election of 2021, the votes of the anti-vax movement and of those opposed to the lockdown were disproportionately captured by Maxime Bernier's right-wing populist People's Party of Canada (PPC), which won 4.94 percent of the popular vote but failed to elect a single member of Parliament. In Quebec's provincial election of 2022, this same constituency of voters flocked to Éric Duhaime's Parti Conservateur du Québec, which took 12.91 percent of the popular

vote—but, like the PPC, did not win a single seat. Both of these parties were undeniably mobilizing a libertarian brand of right-wing populism. Finally, in 2022, the « Freedom Convoy», largely organized by right-wing separatists from western Canada (Dufour and Mones 2022), occupied Ottawa for weeks. Although the participants in the convoy and the occupation of Ottawa constituted a very heterodox crowd, the movement was supported by a significant part of the conservative electorate (Bricker 2022) as well as by the Conservative Party of Canada's new leader, Pierre Poilièvre.

Since 2017, the academic literature on populism has experienced significant growth around the world. Canada is not an exception. If Brexit and the election of Donald Trump were largely responsible for the rise in interest in populism, right-wing mobilizations during the COVID-19 pandemic have drawn scholars' attention to the phenomenon. In Canada, we have witnessed an important re- examination of the recent transformations of conservatism and right-wing politics (Belkhodja 2002; Boily 2020; Budd 2019, 2020, 2021; Chouinard 2023).

This chapter examines right-wing populism and the radical right in Canada and Quebec. Although a significant portion of the chapter deals with populism as a political ideology and with right-wing political parties, we also address far-right organizations and movements outside the realm of formal parties. The chapter is divided into three sections. The first surveys some characteristics of right-wing populism in Canada and distinguishes populist dynamics in the west, especially Alberta. It also introduces the idea of «petropopulism», a very useful concept in the Canadian context, particularly in light of recent agitation for western separatism (« Wexit »). The second section explores Canadian populism by adopting a historical perspective. Populism, whether right or left, has a longer history in the Canadian context than is sometimes acknowledged in the international comparative literature on right-wing populism and the radical right. The final section discusses contemporary right-wing populism and its evolving relations with the radical right, at both federal and provincial levels.

Defining Right-Wing Populism in Canada

Populism as a Concept

It is generally agreed that populism envisions society as « ultimately separated into two homogeneous and antagonistic camps, 'the pure people' and 'the corrupt elite,' and argues that politics should be the expression of the general will of the people » (Mudde and Kaltwasser 2017, 6; see also Dufour 2021). Many

modern political philosophers ground political legitimacy in the « will of the people » but populists are distinct in their opposition to a pluralistic or liberal conception of power which seeks to counterbalance, check, or impose restraint on the use of the executive power.

There is an extensive and growing literature on the concept of populism and the confusions associated with it. As a broad concept, it seems to refer variously to a style, a repertoire, a strategy (Weyland 2021; Mones 2023), a pathology, and for most scholars, specific ideological content Rosanvallon 2020). This level of generality often leads some to confuse populism with other familiar concepts, whether nationalism (Dufour 2019), the radical right, or the far right. Doing so, one often loses perspective on the specificity of populism itself and its articulation into right-wing political programs. We will elaborate on our understanding of the relations between populism and the radical right in the next section.

Like many concepts in political science, populism needs to be defined analytically in order to distinguish it from vernacular or practical uses of the term. To be a precise analytical tool, the concept of populism must be dif- ferentiated from electoralism or electioneering. Populism is often associated with clientelism, or the attempt by a political party to attract or monopolize the vote of specific groups (ethnic, professional, regional, and so on) through the implicit promise to confer material benefits on them. However, this phe- nomenon is simply too common in modern electoral systems to be equated with populism. Populism should also be distinguished from demagogy. Although populist leaders can use demagogical arguments, they do not have a monopoly on these sorts of appeals. Populism needs to be distinguished from the radical right, as some radical right movements and parties do not mobilize support through populist appeals. In short, populism was and still is articulated with a wide range of political ideas, from left to right, although the focus of this chapter will be on right-wing expressions of the ideology.

Most contemporary researchers understand populism either as a *style* or as an *ideology*, or a combination of both. As a *style*, populism is closely associated with inflammatory rhetoric, the rejection of political correctness, the rejection of the political mainstream's « dress code », and a fabricated attempt to connect with the « ordinary people ». Along these lines, researchers of populism are interested in the use of social media by populist leaders, to cite one fruitful line of inquiry. They emphasize that social media provide politi- cians with a tool to connect directly with their followers without mediation from the press or the « traditional » media. Researchers also document what populist leaders are publishing on social media, to which audiences, for what purposes, and how specific discursive strategies—the use of « dog whistles »

for instance—help them reach specific audiences. Along these lines, they often emphasize the attempt of populist leaders to portray themselves as ordi- nary people—wearing a baseball cap, for instance, and doing ordinary activities like cooking, or eating local food, or drinking beer (Rankine 2023)—as long as it is clearly associated with a political strategy.

Researchers describing populism as an ideology usually stress that it frames the political spectrum in terms of the division between the «people»and the « elite ». This, however, is not a sufficient characterization of the specificities of populism. First, many modern political ideologies articulate a notion of the « people » from revolutionary nationalism to classical liberalism. Many social theorists construct their intellectual frameworks around the concept of an elite, from Vilfredo Pareto to C. Wright Mills. This does not make them populists. Two things distinguish populism from other ideo- logical appeals in its use of the notions of the people and the elite. First, in populist discourses, these notions are *empty signifiers*. That is, the content of the terms tends to vary as a function of the situation or the context. As a rule, elites are associated with « mainstream politicians », « mainstream media », « celebrities », « gatekeepers », bureaucrats, members of the judicial system, teachers, researchers and scientists, etc. The people, on the other hand, are usually conceived of as an organic unity of ordinary people. Second, it is often argued that the main criterion used by populists to distinguish the people from the elites is morality—not socioeconomic status, for instance. More precisely, the elites are conceived as immoral and corrupt, while the people are seen as moral, organic, and pure.

Some researchers argue that other features should be associated with pop- ulism as an ideology—the rejection of pluralism, anti-liberalism, and the defence of a strong executive power without institutional restraints or inter- mediaries, to name a few. Populism, accordingly, is perceived as an ideology in tension with liberal democracy, opposed to liberal democracy, and/or dangerous for liberal democratic institutions and the division of powers between the executive, the legislative, the judiciary, and the public sphere.

Populism and the Radical Right

What is the relation of populism to the radical right? According to Mudde and Kaltwasser, populism should not be conceived as synonymous with the radical right, the far right, or the extreme right. Populism should rather be understood as one of the three main components of the contemporary radical/far/extreme right. The other two are the belief in authoritarianism or authoritarian solutions and a nativist conception

of social solidarity or social groups. By nativism, we refer to a worldview different than nationalism or racism (though it can have some interconnections in practice, and often does). It is the political claim that the citizens who have been living in a state for a longer period of time are more entitled to rule and/or to benefit from the state than recent citizens, or newcomers. While nativism, anti-pluralism, and authoritarianism are common components of the traditional extreme or radical right, they are not *necessarily* features of contemporary populism in Canada. Aside from Maxime Bernier, leader of the People's Party of Canada, most federal party leaders do not come out with a frontal condemnation of immigration. This does not mean that the party's rank and file is always open to immigration or does not manifest nativist attitudes. Since the middle of 2023, for instance, there are more open criticisms of Canada's immigration policy, and immigrants are often blamed for the lack of access to affordable housing, for instance (as is the case by the CAQ in Quebec). Contemporary populist politicians tend to reject the anti-parliamentarism of the extreme right. They are also reluctant to embrace the conservative defence of «natu- ral»elites and of the necessity of socioeconomic inequalities.

Right-wing populism, therefore, is not synonymous with the radical right or the extreme right (for an overview of the far right in Canada, see Perry 2021; Parent and Ellis 2014; Perry and Scrivens 2016). Contemporary right-wing populism is one *expression* of the extreme right. This is especially important in the Canadian context. In contemporary Canada, political for- mations on the populist right of the political spectrum can share many of the attributes of the radical right, but they are often more libertarian than statist (Ayn Rand, the libertarian philosopher, is a strong inspiration behind Poilievre and Duhaime's programs). And while there is an increasing num- ber of nativist social movements and organizations across Canada (see, for example, Lauder 2002), right-wing political formations and politicians are often somewhat reluctant to express an openly nativistic or anti-immigration agenda. It does not mean that nativism is absent from the networks they depend on, or from their discourse at large: it simply isn't at the core of their program, perhaps with the exception of Maxime Bernier, who criticized the « cult of diversity »in 2018–2019.[1] But since 2021, the success of populist politicians like Maxime Bernier, Éric Duhaime, Danielle Smith, and Pierre Poilievre has had more to do with a libertarian opposition to lock-down measures and environmental policies than with a strong nativist agenda (although see Abu-Laban's chapter in this volume for further analysis of the relationship between populism and anti-immigration sentiment).

While numerous political parties on the radical right espoused a neo- liberal economic agenda during the 1980s and 1990s, many of them have also engineered a rhetorical shift against « globalism » in recent years. Here, « globalism » seems to be a rebranding of what the extreme right used to call « cosmopolitanism », often a conspiratorial and anti-immigrant dog whistle for far-right voters. It often has little to do with the analysis of the impact of globalization on a particular nation-state's policies or with the denunciation of the impact of neoliberal economic policies on national inequalities; it is more focused on the restoration of cultural homogeneity against « globalized elites ».

Petropopulism: A Valuable Concept in the Canadian Context

In the Canadian context, populism has been articulated with both right-wing and left-wing ideologies (Bronson 1976; Brym 1978; McCormack 1991; Naylor 2016; Sharp 1948). We argue that populism, and specifically in Canada, should be understood as « a political strategy, generally, but not necessarily implemented in response to a situation of social disintegration, objective or perceived. As a strategy, populism in its discourses is based on a binary opposition between the people and the elite. The two terms being imagined and co-dependent » (Mones 2023).

The notion of *petropopulism* adds a useful dimension to our understanding of contemporary right-wing populism in Canada, a country largely based on the exploitation of natural resources (Natural Resources Canada 2014). It refers to a form of right-wing populism embedded in the political economy of extractive resources (Dufour and Mones 2023). In the Canadian context, it associates the « people » with strong support for Canadian oil, and the « elites » with environmental policy and foreign oil, usually Saudi oil (Gunster et al. 2021, n.p.). The emphasis on the ethical and nationalist dimension of oil and gas resources is particularly notable in the campaigns of groups like Canada Action (see, for instance, the Facebook pages Oil Sands Action and Oil Respect). By reconfiguring the environmental object, petropopulism frames the debate within a given political space and disqualifies those opposed to fossil fuel development as enemies of the political community (Peyton and Franks 2016). One contemporary example occurred in Alberta: when he was premier of the province, Jason Kenney championed a number of petropopulist schemes, such as the « energy war room » whose remit was to fight « misinformation » about the province's oil and gas industry. This outfit funded a campaign against an animated children's film called *Bigfoot*, which the Energy Centre claimed «told lies»about the oil industry (Baig 2021).

In Canada, petropopulism tends to frame the extractive sector as under threat or even under attack from political actors outside the national body or regional heartland. It links any obstacles to the industry with forces from abroad aimed at undermining the Canadian national interest. Finally, this populism promotes the idea that collective political mobilization is nec- essary to defend national interests. This is reflected in the mobilization of so-called grassroots movements funded by the extractive industry. This is the case with Energy Citizens, directly financed by the Canadian Association of Petroleum Producers (CAPP), and with Canada Action, whose sources of financing are not made public.

Interestingly, petropopulism in Canada largely relies on a regionalist agenda. By regionalism, we refer to the general « defense of a region's interests in discourse and through institutionalized practices (parties, formations, movements, think tanks, conferences, media) against powers [presented as] outside of it (these may be the central state or foreign powers) » (Dufour and Mones, 2023, our translation). Put another way, the petropopulist rhetoric in contemporary Canadian politics also relies on the defence of regional interests, perceived as homogeneous and just, but also under attack, against powers that are hostile to the region: environmentalists, liberals, the federal government. In this way, the opposition to the environmental policies promoted by the federal (Liberal) government takes on a «petropopulist»form, while claiming to defend first and foremost the interests of one region— western Canada, or at least its provincial components. Several Facebook plat- forms such as Canada Proud and *Québec fier* are often diffusing petropopulist rhetoric with a strong masculinist subtext, where masculinity is associated with driving non-electric pickup trucks and vans or where environmental activist Greta Thunberg is the target of derision. So, while petropulism is closely associated with the interests of the oil industry, it is also an important component of masculinist discourses across Canada.

Canadian Populism: Embedded in the History of the Canadian Federation

Western Canadian Populism: A Long History

Canadian populism is embedded in the internal power dynamic of the federation itself. Very early in the twentieth century, several formations (CCF, Progressive Party) mobilized a rhetoric that could be considered populist in its structure (anti-elite, emphasizing the morality of the people). Those political formations leaned to the left of the political spectrum. Populism has thus been an important component

of prairie politics, at both the provincial and federal level, for a long time (Boily 2020; Gibbins 1980; Gibbins and Berdahl 2003; Laycock 1990).

It is sometimes difficult to draw a clear line in western Canadian politics between a strong sense of regionalism or substate nationalism, on the one hand, and right-wing populism on the other. All of these political orientations share a similar defence of « true », « old stock » or « hard-working Canadians », against what are deemed to be « self-interested »minorities or « disconnected elites ».

There are several reasons why right-wing populists in Canada are frequently minimized in the international comparative literature. First, populist leaders in Canada, although they share a pessimistic view of mainstream institutions and the «elites,»do not always voice a negative view of immigration. Doug Ford's «Ford Nation,»for instance, is an anti-elitist movement that is not only open to immigration but has actively cultivated relationships with immigrant voters in the Greater Toronto Area in order to get elected (Kiss, Perrella, and Spicer 2019; Silver, Taylor, and Calderón-Figueroa 2020). A second reason is that, historically speaking, right-wing populists in Canada do not fit the ideological profile and repertoire of radical or extreme-right wing parties in western Europe. Some authors refer to « market populism » (Laycock 1990) to characterize a type of populism that is embedded in free market ideology and less focused on identitarian content than some of its European counterparts— although we will argue below that proponents of market populism can surf on identitarian ideas as well. A third reason for the relative neglect of right-wing Canadian populism in the international comparative literature is that this lit- erature tends to emphasize federal or national political parties; doing so may overlook or de-emphasize the greater ideological diversity of populist parties and movements that have emerged at the regional or provincial level.

Western Alienation and Populism in Western Canadian Politics

The feeling of « western alienation » is rooted in a moral opposition movement between a seemingly just people from the west and corrupt elites from central Canada (Berdahl 2010; Henry 2000; Lawson 2005; McGrane 2005; Portengen 2002; Resnick 1990; Wong 1982). The term « western alienation » structures a narrative of dispossession of the west by the east. For Gibbins, it refers to a set of interrelated beliefs shared by society, with some degree of cultural embodiment and intellectual articulation, with a recognized history and constituency, and with recognized spokespersons and creed bearers. Western

Canadian alienation encompasses a sense of political, economic and, to a lesser extent, cultural estrangement from the heartland of Canada (Gibbins 1980, 169).

Some conceptualize western Canadian alienation as an ideology (Gibbins 1980) different from political apathy, or as a disposition « compatible with more than one ideological position » (McGrane 2005). It may be a part of Western political culture (Elton and Gibbins 1979), or a general phenomenon that falls somewhere between regional consciousness and protest aggregation (Wong 1982). Some see it as a coherent set of beliefs (Gibbins 1980) and others insist on its intra-regional variations (Wong 1982). Above all, the expression is not the object of a homogeneous conceptualization: very few works quantify it or identify the correlates or aggravating factors of western alienation (as an expressed collective feeling or as a mobilized discourse). The expression is often used as an explanatory variable for regionalisms in the west; it does not question the idea that the « west » homogenized, is « alienated ».

The element of discontent with the federal government helps emphasize the anti-statist dimension of western populism. Half a century ago, libertarianism could still be interpreted as a distinguishing feature of American conservatism, and it was less present in Canadian Toryism (Horowitz 1966). In his analysis of Canadian conservatism in the 1960s, Horowitz argued that Canadian conservatism was more favourable to a strong state and state inter- vention than American conservatism. Today, however, the libertarian wing in the Canadian Conservative Party seems to be much stronger than it was even a few decades ago. It channels the dissatisfaction with the distribution of powers in the Canadian federal system and a petropopulist hostility to the state regulation of the economy and environmental policies. This dissatisfaction translates into a questioning of the political functioning of the federation (the system of representation, the legitimacy of the Senate, the allegiance of elected officials), the economic rules applied within the federation (tax systems, equalization) and its cultural policies (rejection of multiculturalism).

The narrative surrounding the feeling of western alienation is malleable. What was historically understood as deep political dissatisfaction with the federal government over taxes on railways and freight transportation has spread during recent decades to new policy areas, especially those concerning energy and the environment (Dufour and Mones 2023). Finally, this deep resentment towards central Canada and Quebec has also translated into the rejection of official bilingualism and the implementation of the metric sys- tem, sometimes in more hostile attitudes and rhetoric towards francophone minorities (Confederation of Tomorrow 2023). Since the 1980s, Quebec and francophone minority rights have

emerged as a constant target for the expression of western Canadian alienation (Mones 2022). Western griev- ances have often centred on the « unfairness » of the equalization program, which is seen as draining money from the productive provinces (Alberta, Saskatchewan) and directing it to undeserving, profligate, or simply para- sitical provinces—Quebec, in particular, but the Atlantic region as well. In October 2021, the United Conservative Party (UCP) government in Alberta held a province-wide referendum asking voters whether they agreed that the principle of making equalization payments should be removed from the Constitution (see A.B. Tanguay's chapter in this volume).

While former waves of populism have had left-wing components (McCracken 2019), recent manifestations have positioned themselves to the right of the political spectrum. Only since the mid-1980s has western Cana- dian populism moved systematically to the right of the political field, though feelings of western Canadian alienation go beyond their right-wing populist expression (Berdahl 2010). Under Preston Manning's Reform Party, this shift to the right was also accompanied by a rejection of Quebec's political claims and francophobic rhetoric (Dobbin 1991; Harrison 1995; Laycock 2002). Minority groups of varying kinds, including French-speaking minorities, also came under increasing attack and were delegitimized (Barney and Laycock 1999; Laycock 2002). Belkhodja has observed similar trends in the rhetoric of the Confederation of Regions Party in the province of New Brunswick (Belkhodja 2002).

The National Question and Populism in Quebec

The case of Quebec provides an opportunity to distinguish right-wing populism from several types of nationalism. In historical perspective, the Parti Créditiste was an important populist political party in Quebec that developed ties at the federal level with Social Credit. Although it had most features of a populist political movement and party, the Parti Créditiste during the 1960s was not a state-seeking nationalist party. It is indeed interesting to note that from Réal Caouette's Parti Créditiste in the 1960s to Éric Duhaime's Parti Conservateur du Québec today, successful populist parties in Quebec have been federalist.

The type of nationalism at the core of the Parti Québécois political project, which has structured Québec's politics from at least 1970 to 2008, is a *state-seeking nationalism*—that is, a nationalism that seeks the formation of a new national state after secession from another state. Populism, as defined in this chapter, has not been a core component of state-seeking nationalism in Quebec. It was an important component

of the brand of ethno-religious nationalism of the Parti Créditiste in the 1950s and 1960s, however. Populism, at least in the form of a stronger skepticism toward pluralism and immigration, has been a more important feature of the political discourse of the Action démocratique du Québec (ADQ), along with the CAQ dur- ing its first mandate. The CAQ has been associated with a more conservative form of nationalism by some scholars, with a more republican form of nationalism by others, and with an insubstantial and electoralist form of populism by still others. Although the CAQ does not profess a commitment to Quebec's sovereignty, it is very skeptical of Canada's multiculturalist policies, which it associates with relativism, group reification, and a threat to Quebec's national identity.

More than any other Canadian province, Quebec tends to favour a notion of secularism closer to the French republican tradition than the American liberal conception. Strong debates between proponents of these different traditions were at the core of important discussions over Quebec's integration policies during the last decades (Turgeon and Bilodeau 2019). Unlike many right-wing formations, the CAQ did not embrace a libertarian or conspiratorial rhetoric during the COVID-19 epidemic. It was a smaller entity, the Parti conservateur du Québec, associated with the Conservative Party of Canada and led by Éric Duhaime, that spearheaded the movement against lockdown measures in Quebec, enabling it to capture almost 13 percent of the vote in the provincial election of 2021. Under the PCQ's former leader, Adrien D. Pouliot, the party attracted a very small portion of the vote: 1.46 percent was its best showing in 2018. Duhaime had the advantage of being a well-known radio host in Quebec City long before he took over leadership of the party. He was also the only political leader to strongly oppose the lockdown measures in 2022. The party's slogan in 2022, *Libres chez nous*, had a double meaning. On one level, the party was appealing to voters with autonomist political convictions on the provincial-federal axis; at another level, it was attempting to attract voters with more libertarian con- victions, especially concerning vaccination, masking, and lockdown measures. Duhaime's provincial political party was much more in line with the kind of conservative agenda promoted by Pierre Poilievre at the federal level than with the orientation of the Coalition Avenir Québec. More recently, Duhaime tried to import from the United States the culture war crusade against drag queens, but this theme was not as successful as the opposition to the lockdown during the COVID-19 pandemic.

It is important to stress that the decline of state-seeking nationalism in Quebec tends to go hand in hand with the rise of a more majoritarian brand of homogenizing nationalism. Both need to be analytically

distinguished in order to understand empirical manifestations of the transformations of Que- bec's political spectrum (Tanguay 2022).

Right-Wing Populism Today: A Roadmap

Articulation with Western Regionalisms (UCP; Saskatchewan Party)

Since the 1980s, right-wing populism in Canada has grown as a feature of regionalist parties in western Canada, whether autonomist or separatist. Unlike separatists, who aim at the complete political sovereignty of a given region or province, autonomists seek more power or sovereignty in specific areas: immigration, health care, public order, and so on. The latter is intrinsically connected to expressions of western Canadian alienation, seeking to counter a perceived class alliance, comprising francophone minorities and the so-called Laurentian elites, against the interests of « the west ». Western populists seek fairness and recognition for the « west » along with its « producerist » work ethic.

Currently, the leader of the United Conservative Party in Alberta, Danielle Smith, and that of the Saskatchewan Party, Scott Moe, incarnate a form of regional populism, channelling sentiments of alienation from and resent- ment toward the liberal elites of central Canada. A key distinction between these provincial formations and the European radical right is the lack of a systematic anti-immigration rhetoric in the former. We have already seen that this comparatively benign view of immigration and immigrants is a distinguishing feature of one of Canada's most distinctive right-wing populist movements, « Ford Nation ». This does not mean, however, that there are no white nationalist movements in these provinces, nor necessarily that these political parties are not mobilizing support around ethnonationalist demands.

PPC and CPC: Building on the Reform Party's Heritage

At the federal level, the new leader of the Conservative Party, Pierre Poilievre, espouses the kind of inflammatory rhetoric and style that has char- acterized the international radical right since the election of Donald Trump in 2016. This style is in sharp contrast to that of former party leaders like Brian Mulroney and Erin O'Toole. Poilievre distinguished himself dur- ing the leadership race for the Conservative Party of Canada (CPC) by his mobilization of the contemporary populist repertoire. He did not hesitate to reach out to anti-vax, anti-establishment, anti–political correctness, and mas- culinist groups in his contest against

Jean Charest (Graves and Maher 2022). Poilievre's success in moving the Conservative Party further to the right of the political spectrum was facilitated in part by the recent emergence on the Canadian political scene of separatist social and political movements, often with close ties to the extractive industry.

Separatism and Populism

After the defeat of Stephen Harper and the CPC in 2015, a host of right- wing separatist organizations emerged in the west at both the provincial and federal levels. Articulating a welter of populist grievances, these groups multiplied as the Liberal Party's stay in power was extended. They were aggressively hostile to Prime Minister Justin Trudeau, often targeting him for personal abuse on the campaign trail.

Separatist social movements and parties subsumed under the «Wexit»label (a contraction of « west » and « exit », reminiscent of « Grexit » and « Brexit ») are the most recent manifestation of right-wing populism in Canada's west. This ideological current is represented at the federal level by the Maverick Party, formerly known as Wexit Canada, which was founded by Alberta separatist Peter Downing in 2020. Currently led by former Conservative MP Jay Hill, the Maverick Party draws on a long history of separatism in the west, embodied in parties like the Western Canada Concept, the Western Block Party, and the Western Independence Party. The Maverick Party's official goal is to provide political representation for western Canada, and the current leader has explicitly stated that his party seeks to emulate the approach of the Bloc Québécois in order to do so (Graveland 2021). Founded after the 2019 re-election of Justin Trudeau as head of the federal government, the party centres its program around the rejection of the Liberal government and its decisions on energy and the environment. It also spurns multiculturalism and official bilingualism and demands that the west regain «control»over the management of the resources of these provinces, especially extractive resources. On the economic front, the party explicitly calls for a liberal economic strategy vis-à-vis the extractive sector, principally through the removal of provincial barriers to trade and support for the free movement of people and goods within western Canada. It also advocates for « greater provincial autonomy in the areas of taxation, EI insurance, pensions, immigration, policing, education, environment, childcare, and healthcare by renegotiating federal provincial agreements and restoring the rights ceded to Ottawa or which Ottawa has encroached upon » (Maverick Party 2023).

Although the party did not enjoy meaningful electoral success in the 2021 federal election—it won only 35,278 votes, mainly in Alberta (25,718) and Saskatchewan (7,250)—it played an important role in the organization of the « Freedom Convoy » that occupied Parliament Hill and part of downtown Ottawa for almost two months in early 2023. This protest was supported by numerous sympathizers from different socioeconomic and sociopolitical backgrounds. On February 14, the government in Ottawa declared the Emergencies Act to use extraordinary means to remove the protesters and occupiers. Perhaps because it ended without the use of disproportionate force, this episode in Canadian politics did not have the same shockwave effect of similar protests, such as the US Capitol riot of January 6, 2021, the insurrection of Bolsonaro's supporters in Brazil in January 2023, or the aborted coup attempt against the German government by German far-right actors in December 2022.

Yet the political significance of the Ottawa occupation should not be underestimated for what it reveals both about the low level of preparedness of government and law enforcement to deal with such threats and about the state of political mores and the evolving repertoire of action that can be used by actors of the Canadian radical right. These protests, blockades, and riots have all unfolded according to a similar modus operandi: actors who consider an elected government illegitimate are prepared to take extraordinary means, including the use of violence, to install an alternative government. Social networks have been mobilized to reach demonstrators and coordinate their actions, maintain official communications, and organize a campaign to finance the convoy.

Although participants in the Ottawa siege for the most part refrained from violence, they did participate in a political action in which organizers had verbalized their intention to overthrow the elected government—using force if necessary. For this reason, the invocation of the Emergencies Act (1985) was considered legitimate under the Canadian Security Intelligence Service Act according to Commissioner Rouleau (Dufour and Auger-Caron 2023).[2] This Act includes as threats to the security of Canada:

> (c) activities within or relating to Canada directed toward or in support of the threat or use of acts of serious violence against persons or property for the purpose of achieving a political, religious or ideological objective within Canada or a foreign state, and
>
> (d) activities directed toward undermining by covert unlawful acts, or directed toward or intended ultimately to lead to the destruction or overthrow by violence of, the constitutionally established system of government in Canada. (Minister of Justice 1985, Section 2)

What is important to remember from this episode is that, given a set of specific circumstances, organized political actors have the ability to mobilize citizens far beyond a narrow circle of supporters. Occupation of downtown Ottawa was not the only means used by the movement to oppose COVID-19 lockdown measures. In Windsor, Ontario, and Coutts, Alberta, participants in the movement also took part in blockades of bridges to the United States. These blockades had significant economic and political consequences. However, in the case of the Coutts blockade, it also led the Royal Canadian Mounted Police to seize firearms from protesters whose communications suggested that they were aiming to kill police officers (Rouleau 2023). Insignia from neo-Nazi group Diagolon were also seized as part of the police operation (Girard-Bossé 2022).

The Rouleau Commission, whose mandate was to inquire into the cir- cumstances that led to the declaration of the Emergencies Act in February 2022, clearly identified the rise of populism in Canada since the early 2010s as one of the multiple variables to be taken into account in the analysis of the causes of the January-February 2022 crisis (Public Safety Canada 2018 and 2020). Populism is admittedly a complex phenomenon, shaped by many variables, but its growth is strongly correlated with the decline of trust in political, media, cultural, and scientific institutions. This loss of trust is much more generalized in the Canadian population than one might infer from the voting support for populist political parties in federal and provincial elections. This helps to explain the fact that intermittent mobilizations channelling and galvanizing this decline in trust in a political direction can have important repercussions beyond the most politically active circles and organizations.

Smaller separatist groups in the west have mobilized right-wing populist rhetoric in the past. This was the case, for example, with the Western Canada Concept in 1980 (Pratt and Stevenson 1981). The Western Independence Party (1987–2018) and the Western Canada Party (contemporary) also demanded the separation of Canada's western provinces and territories in the name, among other things, of regaining control over natural resources. Two federal parties aspired to defend another national vision based on the Canadian regions. These were the Confederation of Regions Party (which went beyond western Canada) and the Reform Party. Reform's leader, Preston Manning, borrowed a great deal from the populism of his father Ernest Manning, who had served as the leader of the Alberta Social Credit Party and provincial premier for several decades.

Petropopulism and « New » Social Movements

New organizations and movements mobilizing right-wing populist rhetoric have become more visible during the last decade. Before the « Freedom Convoy », organizations defending the extractive industry, such as « United We Roll » had already mobilized convoys as one of their tactics (Dufour and Mones 2022). Other pro-oil and anti-immigration movements sought to emulate the « yellow vest » type of protests that had convulsed France in 2019 (Hames 2019), such as Energy Citizens and I ❤️ Oil, a campaign launched by Canada Action (Enoch 2022).

Articulating a kind of right-wing, petropopulist rhetoric, these new social movements, of which the truckers' convoy has been a prominent part, have sought to destabilize the conventional political game (see Table 17.1 for additional examples), defending oil extraction as a symbol of Cana- dian freedom (Centre on Hate, Bias and Extremism 2023). They did so with some success during the occupation of Ottawa in the first months of 2022. In short, Canadian right-wing populisms are embodied in federal and provincial parties, but also in new kinds of online social movements, which can be *weaponized* by political entrepreneurs in the appropriate politi- cal contexts.

Table 17.1 Petropopulist social movements and organizations

United We Roll, 2019

Energy Citizens, current

Freedom Convoy, 2022

Ottawa Rolling Thunder, 2022, 2023 Canada Proud, current

Canada Action, current

This current « populist moment » is unfolding in a context of higher oil prices and higher extraction costs— especially those related to the tar sands— but also lower social acceptance of the environmental costs of extractive projects. Experts working in the Canadian security and intelligence sector have observed that it is not always easy to distinguish current social mobilizations on the traditional far-left/far-right ideological

spectrum. The radical right's new hostility toward the World Economic Forum, an important theme in Alberta premier Danielle Smith's rhetoric, could also appeal to elements of the traditionally left anti-globalization movement. The « yellow vest » movement, as another example, contained elements of the far right in France. In western Canada, a similar yellow vests movement emerged, but one that more openly embraced anti-immigration rhetoric than its French counterpart. Some scholars refer to this ideological blending as a « great confusion » (Corcuff 2021), while others wonder if protest movements have « shifted to the right » (Stephanoni 2022). The convoy movements in Ottawa, Windsor, Coutts, and Quebec City in 2022 also mobilized people far beyond the narrowly defined traditional far right. They reached out to countercultural movements, an alternative « health care » scene, libertarian social workers, and some evangelical networks. Conspiratorial beliefs seem to be floating easily from the narrowly defined far right to what might be described as hippie or New Age milieux.

Therefore, the Freedom Convoy could be described as a *movement of movements and networks*. Like other western Canadian formations before it, the movement mobilizes a series of references to the American alt-right, from the Confederate flag, through its opposition to the « central » government, to the call for a Canadian « January 6 » referring to the invasion of the Capitol in Washington by Donald Trump's militant supporters. The convoy was also supported by part of the American conservative right, some of whose members are likely to have participated in the movement:

The concern about American involvement and potential participation in the protests was reasonable. Many of the border blockades involved protests taking place on both sides of the port of entry. Calls originating from the United States had flooded emergency 911 call centres in Ottawa. More than CAD$6 million in funding for the Freedom Convoy had been sent from the United States.The links between the United States and what was happening in Canada were significant enough that Prime Minister Justin Trudeau raised this in his call with US President Joe Biden, who acknowledged that the situation was a shared problem. In this light, it was reasonable to consider that individuals would come to Canada to physically join the protests, and it was appropriate to take measures to prevent this. (Public Order Emergency Commission 2023 [Vol. 1.], 236–7; see also Arthur 2023)

Although part of the leadership came from organized political entrepreneurs, the movement managed to mobilize many networks both in civil society and online. Some within the movement employed violent rhetoric, white supremacism, and accelerationism, going as far as an incitement to armed violence in open

defiance of the rule of law (Public Order Emergency Commission 2023). What is fundamentally new for Canadian right-wing populisms is the escalation of the means mobilized (disruptive, violent), the weaponization of the Canadian and American alt-right movements, and the movement's capacity for tactical innovation (online campaigns, sieges, and blockades).

Petropopulism and *petromasculinity* are important components of recent nar- ratives of right-wing populists in Canada (Gunster 2019; Matsen, Natvik, and Torvik 2016). During the last decade, the western « yellow vests » promoted the tar sands; the « United We Roll » convoys voiced opposition to the carbon tax; and the « Freedom Convoy » was linked to political entrepreneurs in favour of the Canadian oil and gas industry. All three movements share organizers, an ideological agenda and, for the convoys, are close to the separatist movements in western Canada. Petropopulism consolidates a war-like opposition to «envi- ronmentalists»and environmental policies, suspected, among other things, of being opposed to the interests of western Canada. Its proponents reject the scientific consensus about climate change in North America. They oppose the phase-out of fossil fuels and instead advocate for the protection of jobs in this sector. Although they belong to a nebulous right wing, these movements should not be reduced to an expression of white supremacism or fascism pro- moting a full-fledged, extreme right-wing, violent ideology.

Scholars documenting far-right and extreme-right organizations in Canada argue that there has been a significant increase in the number of these organizations since 2015 (Nadeau et al. 2021; Perry and Scrivens 2016). Some of these organizations are considered terrorist organizations by the Canadian authorities. Many far-right organizations have chapters in Canada and belong to larger international and transnational movements.

Conclusion

Although populism has deep roots in Canadian history, its more recent manifestations, such as the « Freedom Convoy », are much more in line with radical right political formations across the west. Right-wing populism, along with its polarizing rhetoric, has a resonance in an already « divided country » (Braid 2019; Brie and Mathieu 2021; Environics Institute for Survey Research 2019). The COVID-19 crisis and the lockdown measures have created a specific conjuncture that favours right-wing populists and the radi- cal right worldwide. It has been shown that in some critical junctures these movements can hijack the

conventional political institutions and norms. Populist discourse and conspiracy theories have resonated with citizens who feel excluded from or marginalized by mainstream institutions like Parlia- ment or the established political parties. This somewhat paranoid rhetoric, however, might also alienate citizens on the centre-right of the political spectrum, as well as fiscal conservatives closer to the Liberals on moral issues.

What is more worrisome, however, is when political entrepreneurs mobilize grievances through intimidation campaigns, conspiracy theories, and the systematic undermining of democratic institutions, including elected officials, media representatives, and scientists. Contemporary petropopulism paves the way for social movements with outside funding, problematic tactics (siege, occupation), and an infatuation with violence. In the name of defending oil extraction, these groups are undermining Canadian democracy.

Notes

1 That being said, Bernier's discourse seems to have much more to do with the classical, historical opposition to multiculturalism in western Canada (« multicultiphobia ») than with openly nativist schemes. See Ryan 2010.

2 However, it is important to note that in late January 2024, after this chapter had been written, Federal Court Justice Richard Moser, adjudicating a case brought by the Canadian Civil Liberties Association and the Canadian Constitution Fondation, as well as two people whose bank accounts had been frozen during the blockade, determined that there « was no national emergency justifying the invocation of the Emergencies Act » (cited in Tunney 2024).

ANNEXE H

[ARTICLE D: Representations of Quebec in the political imaginary of Western Canadian politics]

Abstract

This contribution examines how Quebec is perceived and mobilized as a political object in the political imaginary of the Western Canadian provinces, and how it is particularly mobilized by and reflected in populist discourse.

Supported by recent data from the Environics Institute, Ipsos and Angus Reid (2019, 2021) and existing literature on Western Canadian alienation, this essay explores the idea that Quebec is perceived both as a rejected model from a moral point of view (a poorer province, allied to the liberal eastern « elite » and beneficiating from equalization payments); but also as a political model (« distinct society » under the leadership of the Bloc Québécois, and recently copied by the Maverick Party). Thus, the mobilization of Quebec in the political discourse feeds a protest type of regional populism, consolidating an opposition between resources-based provinces of Western Canada to dependant but environmentally «judgemental»ones of Eastern Canada.

The academic objective is to dive into the political divide between Eastern and Western Canada, and, more importantly, to understand the sociopolitical roots leading some contemporary political movements to demand a secession from the Canadian confederation.

Résumé

La communication présente les façons dont le Québec est perçu et mobilisé comme objet politique, dans l'imaginaire politique de l'Ouest canadien, particulièrement par le discours populiste.

À partir de données récentes extraites des enquêtes de la Confédération de demain (2019, 2021) et de la littérature existante sur l'aliénation de l'ouest, la communication explore l'idée selon laquelle le Québec

est perçu à la fois comme un modèle rejeté d'un point de vue moral (une province plus pauvre, alliée aux élites libérales de l'Est et bénéficiant des règles de péréquation); mais aussi comme un modèle politique (une « société distincte », dont les intérêts sont défendus au niveau fédéral par le Bloc québécois, comme souhaite le faire le Maverick Party, à l'ouest). La mobilisation du Québec dans le discours politique sert ainsi à nourrir un populisme régional de type protestataire, consolidant une opposition entre les Provinces riches en ressources de l'Ouest ; aux Provinces « dépendantes » mais porteuses d'un discours moral et environnemental, dans l'Est.

L'objectif académique est d'approfondir notre connaissance du fossé politique entre l'Est et l'Ouest au Canada et, plus important encore, de comprendre les racines sociopolitiques de certains mouvements politiques contemporains exigeant une sécession de l'Ouest, de la confédération canadienne.

«Anger in the Prairies»or «Western Canadian alienation»can be traced back to the very origins of the Canadian confederation, at the end of the 19th century and the beginning of the 20th century. In recent years, Western Canadian alienation led to the resurgence of separatist movements in Western Canada, mobilizing a populist discourse. Following the re-election of Justin Trudeau in 2019, Canadian politics saw the creation of « Wexit » parties in Western Canadian provinces (the name refers to the contraction of « West » and « Exit ») and to the creation of a federal Wexit Party in 2019 (subsequently renamed the « Maverick Party »).

For Gibbins, one of the major historical voices on the subject, Western Canadian alienation refers to «a set of interrelated beliefs shared by society, with some degree of cultural embodiment and intellectual articulation, with a recognized history and constituency, and with recognized spokespersons and creed bearers. Western Canadian alienation encompasses a sense of political, economic and, to a lesser extent, cultural estrangement from the heartland of Canada » (Gibbins, 1980:169). Some authors conceptualize Western Canadian alienation as an ideology (Gibbins, 1980), somewhat different from political alienation (Gibbins, 1980; Portengen, 2002) or as a disposition « that is compatible with more than one ideological position » (McGrane, 2005). Some see it as a coherent set of beliefs (Gibbins, 1980) and others insist on its intra-regional variations (Wong, 1982).

In all cases and in broad terms, Western Canadian alienation encompasses frustrations regarding cultural, economic, and political differences with the federal government, and most specifically the eastern

provinces (Ontario and Quebec) which supposedly hold power over the western provinces. It is fueled by a deep regional dissatisfaction which is expressed toward the federal government and the liberal elites. It is expressed primarily on the provincial scene (Ralph Klein, Conservative Premier of Alberta from 1993 to 2005; contemporary Wexit Parties and Buffalo Party in Saskatchewan), despite attempts to unify the regional discontent under one federal, partisan party (the Reform Party).

The first public opinion poll on Western Canadian alienation, conducted among Albertans in 1969, indicated that almost 60% of Albertans agreed with the view that the federal government neglects Western Canada and benefits Central Canada, often at the expenses of Westerners (Kilgour, 1988, p. 35). The feeling hasn't fundamentally diminished over the years. It does vary depending, notably, on the national policies implemented and the political color of the federal government. As of March 2021, 64% of Albertans felt that their province received «less than its fair share of federal spending»; 68% agreed that «the number of people who are angry about Ottawa's treatment of my province is increasing»(Wesley et al., 2021).

Over time, what was historically understood as a profound political dissatisfaction towards the Federal government (regarding the railway or freight taxes) expanded to new political areas, including energy and environmental policies (see Dufour and Mones, to be published), as seen with debates regarding the composition of the Senate (Triple-E Senate) or more recently with the carbon tax or equalization payments.

Deep resentment towards Central Canada and Quebec, translated in the rejection of official bilingualism or the implementation of the metric system, and sometimes in more radical discourses towards French-speaking minorities. Since the eighties specifically, Quebec, as a political object, appeared as a continuous target in the expression of Western Canadian alienation. This could be explained by the importance of Quebec's politics in the national landscape (its search for sovereignty, and a different division of powers in the federation), coupled with its number of voters on federal general elections (which gives Quebecers a de facto determining role in the Canadian political landscape).

One can then ask what drives Western Canadian alienation? How can we explain that some provinces mobilize around the idea of alienation towards their own federal government, and other provinces? In academic literature, two dominant approaches (Henry, 2000) focused on regional discontent in Western

Canada. The political economy approach sees « western alienation as a social by-product of the larger disorder known as regional dependence; while the 'political behaviour' approach, assumes that western alienation is an attitudinal phenomenon » (Henry, 2000, p. 2), and that « explains alienation in terms of its relationships with other attitudinal variables. Regional discontent in the western provinces is found to be endemic among those who support the federal Progressive Conservative party, among those who dislike Pierre Trudeau, and among those who are not favourably disposed to French Canadians » (Henry, 2000, p. 2). In this sense, a few decades ago, Portengen relied upon survey data collected in the 1997 Canadian Election Study (CES) to substantively quantify Western Canadian regional alienation and identify its correlates. His findings showed that «antipathy towards Quebec and Outgroups are shown to be the most important predictors or regional alienation [in Western Canada]—while attitudes concerning the economy, populism, social programs, law and order and continentalism have a weaker effect » (Portengen, 2002).

Rather than opposing the two perspectives, an explanatory approach based on values shared by social actors, in a Weberian perspective, would not exclude more structural explanations—institutional and economical. Rather, they should be understood in combination, in a comprehensive manner.

Therefore, our key question is: how can a sociopolitical Weberian approach inform us about the content and focus of contemporary alienation in Western Canada? Our hypothesis is that the feeling of Western Canadian alienation, driving populism and regionalist movements today would benefit from understanding the perceptions of Western Canadians towards Eastern Canadians, and Quebec specifically. As previously stated, the focus on perceptions does not exclude a more global understanding of the sociopolitical and economic context in those provinces. This article, following a presentation at the «Quebec Past and Present»colloquium at Bishop's University, aims at presenting the ways Quebec is perceived and mobilized as a political object, in the political imaginary of Western Canada, and later to show how it's articulated with a populist discourse in western Canadian politics. Using Quebec as a read thread, the academic objective of such an article is to understand the sociopolitical roots of Western Canadian populism and regionalist movements.

To do so, the article explores the idea that Quebec is used as a rejected model from a moral point of view; but also used as a political model when it comes to institutional reforms. The article doesn't refer to original empirical research material; it mobilizes previous data and work in the field. To support my

hypothesis, I will use the data mostly outlined in the 2019 and 2021, «Surveys of Canadians»by the Environics Institute; the 2019 study led by IPSOS on separation support in Canada (entitled: «Canadians Across All Regions Feel Country More Divided than Ever; Election Outcome Increases Support for Separation in Alberta and Saskatchewan»), and the 2019 survey led by the Angus Reid Institute, exploring and measuring the nature and dynamics of Western Canadian identity (« Fractured federation: Amid competing priorities, which provinces believe they give and get more from Canada? »). The data was selected as reliable sources to get a broad and contemporary portray of the political imaginary of Western Canadians. We will also refer to press articles and discourses from regionalist populist parties for illustration. By doing so, the article makes a few hypotheses and a theoretical framework to understand contemporary forms of Canadian populism.

This article will first define some important concepts: region, political imaginary and populism. We then dive into the moral rejection of Quebec, before showing how it is also used as a political model when it comes to regional autonomy from the federal government. Finally, we conclude with how the mobilization of Quebec in the public discourse fuels a very distinct type of sub-national Canadian populism.

CONCEPTUAL FRAMEWORK: THE WEST AS A REGION WITH A SPECIFIC POLITICAL IMAGINARY; POPULISM AS A POLARIZING STRATEGY

WESTERN CANADA AS A COHERENT REGION

Divided into ten provinces and three territories, the Canadian federation is often reduced to five or six major regions: Atlantic, Central Canada (Ontario and Quebec), Prairies, British Columbia and the Northern Territories. For the purposes of this article, we will refer to Western Canada as the Prairies coupled with eastern British Columbia. A shared history (a late arrival in the federation) and a specific relationship to the federal government (what some call « politics of resentment » (Resnick, 2000), beyond their varied geography, justify, when looking at Canadian autonomist and separatist tendencies, to see in the provinces a certain coherence. Beyond the electoral, demographic, socio-economic and political variations between these provinces, the region also exists as an « imagined » political community (Anderson 2006). Most Western Canadians self-identify with this regional identity and agree that « the West is a distinct region, different in many ways from the rest of Canada » (Gibbins and Berdahl 2003:13). Furthermore, as recent data show (Angus Reid, 2019), when asked which of the provinces they feel are particularly friendly toward

their own province, residents of the Prairies will mostly point at each other—establishing somewhat of a regional solidarity, at least in their imagination. 77% of Albertans would consider Saskatchewan to be close and 75% of Saskatchewanians would say the same of Alberta. In comparison, Quebec is considered close by only 1 to 3 percent of all the Prairie Province respondents, largely under the 12% of respondents in Ontario who would say the same—indicating a regional bias when it comes to how Quebec is perceived in Western Canada. Western Canada also exists through the external gaze cast upon it. At the beginning of the 20th century, wasn't the region the object of settlement campaigns aimed indiscriminately at these four provinces (« The last best West », proclaimed the advertising campaigns)? Finally, the Western Canadian region is usually mobilized as a whole, as a complete political referent to motivate more autonomy or separation for these provinces (see Pratt & Stevenson, 1981, on the first wave of Western Canadian separatism).

THE « POLITICAL IMAGINARY » OF WESTERN CANADA

Much research on farmers' movements, radicalism in the Prairie, and Western Canadian populism, involve the idea that western provinces have a shared identity (Gibbins, 1980). Morton « marks the Riel rebellions as the beginning of a distinctive regional bias to prairie politics, a bias built around regional agrarian protest to the policies and at times the institutions of the federal government » (Gibbins, 1980, p. 5). The same idea translates into other works (Simeon & Elkins, 1974), including recent ones (Brie & Mathieu, 2021). Western Canadian alienation is strongly articulated to the idea of a shared identity between the provinces. We understand it here as a political expression of regional discontent, notably, towards the federal state and its policies, as much as it is embedded in the political imaginary of Western Canada. We'll follow the conceptualization given by Bottici, according to which political imaginary refers to «the idea that there exists a more or less subconscious set of meanings, symbols, values, narratives, and representations of the world that influence the way in which people experience their political world»(Bottici 2010, 686). Or, as Taylor puts it, « the social imaginary is not a set of ideas; rather it is what enables, through making sense of, the practices of society » (Taylor, 2002, 2004). In that sense, Western Canadian alienation will be understood as part of the political imaginary of Western Canada; Its collective political representations and more precisely, the intellectual constructions that give meaning to the actions and discourses of Westerners.

POPULISM AS A POLITICAL STRATEGY

Drawing on previous works led in the field (Moffit, 2016; Mudde et al., 2017; Mudde & Rovira Kaltwasser, 2017; Müller, 2016), I refer here to populism as a political strategy, generally, but not necessarily implemented in response to a situation of social disintegration, objective or perceived. As a strategy, populism in its discourses is based on a binary opposition between the people and the elite. The two terms being imagined and co-dependent (Mones, 2021a). Oriented towards the capture of political capital (therefore towards obtaining mandates or positions, but more broadly the acquisition of visibility in the politico-media space), populism as a political strategy is essentially dependent on other political ideologies, providing an ideal content for it; thus, inducing not only the choice of specific social markers for the qualification of « us/them », but also a certain degree of closure of social boundaries (Dufour, 2019). In this sense, populism can be understood as a work of solidification of social « fences », around « moral » criteria—who is « good » and who « is not ». In any cases, populism, as generally agreed upon, is based on a conception of society as « ultimately separated into two homogeneous and antagonistic camps, 'the pure people' and 'the corrupt elite', and argues that politics should be the expression of the general will of the people » (Mudde and Rovira Kaltwasser, 2017, p. 6; Dufour, 2021). In this sense, populism and the political expression of «Western Canadian alienation», as evoked in the introduction, appear as largely codependent. Both express a polarized vision of the world, between a moral ingroup and corrupt elite.

THE MORAL REJECTION OF QUEBEC

The research led by Michèle Lamont in cultural sociology (Lamont, 2002; Lamont & Fournier, 1992), conceptualizing workers' resistance as the result of their attempts to protect their dignity and gain respect from other social groups, support our analysis. According to Lamont, « moral standards » can allow social actors to define who they are and who they are not; they allow us to draw the border which delimits an imagined community of « people like us»who share the same sacred values; but they also allow us to express who is defying moral standards; thus, is outside our community. We will also base our analysis on the « 4D theory » as proposed by Eatwell and Goodwin (Eatwell & Goodwin, 2018) as a first explanatory model of populism, focused on political demand. We are using it mainly to understand the feelings of deprivation (the subjective feeling that the economic position of a home group is deteriorating relative to that of other groups) and distrust (regarding the liberal elites) expressed by Western Canadians.

The concept is that we can understand the roots of Quebec rejection in Western Canadian politics from a moral perspective: Quebec can be perceived as breaking some moral standards and therefore, standing in opposition to Westerner's interests. In previous works and recent polls (Angus Reid, 2019; Confederation of Tomorrow, 2021; Environics Institute for Survey Research, 2019; IPSOS, 2019), we identified that Westerners expressed three main core «values»perceived as being infringed upon by Quebec. The first one relates to recognition, political representation, and visibility, leading to the feeling of being ignored, not being heard, not being listened to. The second one relates to justice, more specifically social justice, and fair retribution inside the Confederation. It involves an emotion of loss, deprivation—not getting a fair deal while Quebec gets privileges. The last one relates to national pride, attachment to unity; therefore, any perceived violation to unity (e.g., an environmental policy constraining the future development of the oil industry) can be understood as a moral violation of deeper nationalist and regionalist values.

TRANSGRESSION OF RECOGNITION: BEING IGNORED

The feeling of being subordinated to the interests of Eastern Canada, and of Quebec in particular, is frequently referred to by Westerners. In 2021, 74% of Albertans thought the Federal government favours one province over the others. When asked « Which province is favoured over others? » Quebec was the first answer for respondents in Saskatchewan (53%), Alberta (56%), and Manitoba (51%). The percentage has varied over the years, but has risen generally, since 1987, to over 30% of all Canadian respondents considering Quebec to be the most favoured province (with two « lows » in 2000 and 2012, that would require further research for a full explanation) (Brie & Mathieu, 2021, p. 133). In March 1981, 79% of Westerners agreed with the following statement: « The West usually gets ignored in national politics because the political parties depend upon Quebec and Ontario for most of their votes » (Kilgour, 1988, p. 107, our emphasis). As of today, Quebec is systematically perceived in relation to a broader feeling of being unvoiced, ignored in national politics. In other words, Quebec gets better «deals»but also, dominates the federal agenda—resulting in the West staying « quiet », being « silenced » (Resnick, 2000). As stated by a participant to a panel in 1995 in British Columbia:

> «[…] it's time to abandon the game that's been played in this country for some time. Everybody is supposed to be quiet and support the federal government because of this Quebec presence, and not deal with any other concerns of this country»(Resnick, 2000, p. 25).

In this context, Quebec is perceived as holding too much power, often controlling the federal government (the fact that 22.56% of all Canadians are Quebecers does give it a de facto a major political role). Quebec is described as requesting a special status, offering nothing «in return»to Westerners (sense of unfairness, inequality), and leading to the Western Canada's political need for political reform, being silenced. That idea is congruent with Westerners' alienation expressed in regional media:

> Alberta is nothing but a doormat for federal politicians campaigning for votes in Ontario and Quebec and every federal election is a stark reminder of our weak position (Andrus, 2021)

The moral rejection of Quebec's perceived power at the federal level gets intertwined with institutional dissatisfaction regarding representation, feeding the idea that Quebec and Ontario elites «allied»against Western Canada—the alliance of minorities and the elites being a recurring theme in populist discourses. The resentment, based on the feeling of being treated like « second-class status » provinces, within Confederation, reaches high levels in the Prairies. In 2019, only 18% of Albertans agreed with the statement: « I think the views of my province are adequately represented in Ottawa » (against 44% for Ontario and 36% for Quebec). More than 82% of Albertans, 85% of Saskatchewanians felt Western Canada is ignored in Canadian politics (versus 80% of Albertans in 1989, and more than 85% of Saskatchewanians at the same time). The continuity of that feeling, along with its connection to Quebec status in particular, is noticeable when looking at peaks and lows in those feelings of being ignored (Brie & Mathieu, 2021, p. 136). It peaked under the Mulroney government, responsible for the CF-18 maintenance contract and for negotiating the Lake Meech Accord, recognizing Quebec as a distinct society. On the contrary, it radically declines under the Harper government (2006-2015), a conservative Westerner. The centrality of Quebec in the political imaginary of Western Canada, and more precisely in the expression of Westerner alienation, can also explain the generational divide, in Western Canada, when it comes to say «who»is favoured in the federation.

As the Confederation of Tomorrow's report points out:

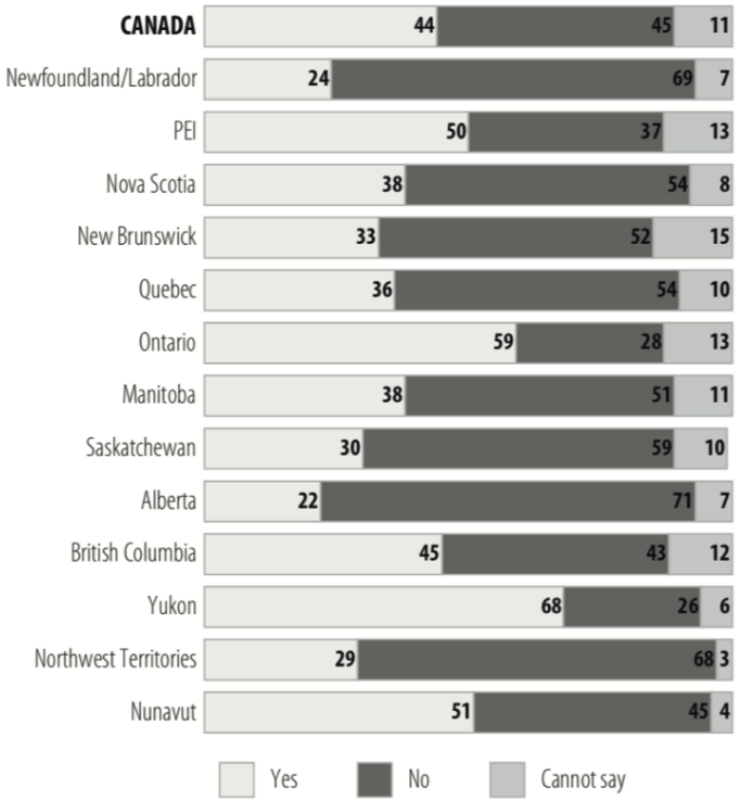
> […] older Canadians (roughly those age 50 and older) are much more likely to say that Quebec is favoured. It is possible that this pattern is a lingering effect of the Constitutional debates of the 1980s and 1990s, marked in part by the first and second Quebec referendums on sovereignty in 1980 and 1995, respectively. Canadians who were either not born, or who were children at the time of the 1995 referendum, are more likely to say that Ontario is favoured. Canadians who were adults at the time of the 1995 referendum, and at least teenagers at the time of the 1980 referendum, are more likely to say that Quebec is favoured. The focus on

> Quebec's constitutional status in these earlier decades may have created a lasting impression in the minds of those old enough to remember (Confederation of Tomorrow, 2021).

Being silenced, muted, accompanies a deeper feeling of feeling disrespected. When asked if they believe their province or territory is treated with the respect it deserves, the results are noticeably low in Western Canada (in 2019, 71% of Albertans respond negatively). In Manitoba, the same proportion in 2021 (49%) as in 2001 (50%) say the province is not treated with respect. The same goes for Saskatchewanians (53% estimate their province is not treated with the respect it deserves). In 2021, Albertans are the most likely to agree with that statement with 62% holding this view (Confederation of Tomorrow, 2021, p. 7).

Table 1. Is your province/territory treated with the respect it deserves? 2019

Table 1.
Is your province/territory treated with the respect it deserves? 2019



Source: Environics Institute for Survey Research. (2019). *2019 Survey of Canadians—Canada: Pulling Together or Drifting Apart?*

Source: Environics Institute for Survey Research. (2019). 2019 Survey of Canadians—Canada: Pulling Together or Drifting Apart?

TRANSGRESSION OF EQUALITY: NOT GETTING A « FAIR SHARE » IN OPPOSITION TO QUEBEC'S « PRIVILEGES »

The Western Canadian political imaginary also refers to Quebec in terms of broken equality: Quebec gets « privileges » and Western Canadians do not get their « fair share ». In 2019 (Environics Institute for Survey Research, 2019), 65% of Albertans and 62% of residents from Saskatchewan agreed with the statement: «my province doesn't get its fair share», when national average was at 35% (34% for Quebec). In the same time, Westerners also largely see the eastern provinces as gaining an unfair advantage over other regions. Historically, it was particularly noticeable over the CF-18 episode in 1986 (a commercial contract was awarded to a Montreal company rather than to one based in Winnipeg). The episode fueled the idea of a profound inequality and privileges granted to Eastern Canada. At that time, « an opinion poll conducted shortly after the CF-18 contract (…) demonstrated that fully 84% of Western Canadians believed the Mulroney Government plays regional favourites» (Kilgour, 1988, p. 35, our emphasis). In 2019, Quebec was systematically pointed out by other provinces as the province with the least positive sentiment coming from outside its own borders. Significantly, Quebec is perceived as « unfriendly » by 81% of Albertans and 74% of the residents of Saskatchewan (a proportion much higher than for other provinces) (Angus Reid, 2019).

Quebec is also portrayed as a poorer province benefitting from Western Canadian resources through equalization payments. In 2020, in response to the question, « which provinces receive more benefits than their contributions to Canada? » 83% of Albertans thought that Quebec received more than what it brings, as did 73% of Saskatchewanians, 62% of Manitobans, and 60% of British Columbians. Not only that, but Western provinces often refer say that they do not get out of Canada as much as they put into it (for more on the equalization formula, see Béland et al., 2018; Lecours & Béland, 2013). It is also perceptible in regional media (Hristova, 2019). Therefore, resources-based Western Canadian provinces can portray themselves as what Goodwin and Eatwell referred to as a « majority minority »: they feel like as an economic majority, but a political minority (Eatwell & Goodwin, 2018). The feeling of being treated unfairly also goes with a strong sense of deprivation, one of the «four D's»driving populist's surges according to Eatwell and Goodwin's explanatory model. For example, and as largely informed by the academic literature, the National energy program was largely perceived in Western Canada as a way to prevent Western Canadian economies from growing and a means to rob them of their resources by under-selling them (see Gibbins & Arrison, 1995; Gibbins & Berdahl, 2003). Separatists parties and federal regional

parties formed in its aftermath. The sense of deprivation helps to understand the rejection of environmentalist politics today (about the deep stories of Albertans in relation to energy programs, see Afanasyeva, 2018); see also the literature on populism and rejection of climate policies, Aasen et Sælen, 2022; Huber, Greussing, Eberl, 2021).

In the last few decades, it evolved in political discourses around a certain perception of what is fair, and what justice should be: a redistribution of political and economic power between provinces and between levels of government. Justice also refers to freedom to produce and sell (free market). Mainly, it refers to freeing Western Canadian economies from the federal burden and the perceived costly Eastern provinces. Fairness refers to an impartial federal state (or a reduced welfare state as well, see Laycock, 2002) that would not interfere in provincial affairs, and thus repair social inequality.

TRANSGRESSION OF CANADIAN PRIDE AND NATIONAL UNITY: OPPOSITION TO A « DISTINCT SOCIETY »

The attachment to Canadian unity over identity recognition gives us another indication regarding Quebec's position in the political imaginary of Western Canada. The opposition to any privileges, or special status for Quebec can be understood from a moral perspective: Canada should be united, and it involves equality between the provinces as much as it should involve a pride to be Canadian, against a perceived will to « undo » the constitutional bounds between provinces. Or, as Reformers put it, it should also involve equality between individuals and no privileges for any « special interests ». Previous works led in British Columbia (Resnick, 2000) show a strong emphasis on equality of rights and provinces. It's in the name of justice that Western Canadians can oppose any kind of special rights for Quebecers, « all Canadians must be equal » (citizen of British Columbia quoted in Resnick, 2000, p. 24); they should stand against « special privileges » (Ibid, p. 80); we « don't want special deals or special treatment for Quebec » since we're « very egalitarian » (Ibid, p. 43). In fact, as Henry noted,

> a strong sense of western alienation need not imply disengagement from the political nationality. Elkins notes […] that alienation and subjective attachments to 'Canada' as a national entity are unrelated, and indeed David Elton and Roger Gibbins carry this observation one step further with their assertion that « At heart, the western Canadian political culture is federalist », that it «...represents a demand for greater inclusion in, rather than withdrawal from, the broader Canadian society. (Henry, 2000, p. 7).

Paradoxically, « western alienation is a source of both potential disunity and integration » (Henry, 2000, p. 7). The apparent paradox translates into surveys. When most Western Canadians self-identify with their

regional identity, they are also less likely to say they are strongly attached to their province or territory than to say they are strongly attached to Canada (The Confederation of Tomorrow, 2021). The attachment to the Canadian nation, and the expression of a sense of Western Canadian alienation from central Canada, helps understanding regional forms of sub-nationalism in Western Canada. The defence of the Canadian unity, the pride to be Canadian, goes with a rejection of Quebec sovereigntist sentiments. It also helps understanding the more right-wing forms of regional populism in Western Canada as a sense of « unity » and an attachment to «equality», which can be linked to an opposition to the multicultural national model (hence the platform of the Reform Party in the eighties and nineties), both perceived and politically constructed as a breach of equality between all.

EQUALLY INDEPENDENT: QUEBEC AS A POLITICAL INSPIRATION

Quebec is also used in collective representations as a political model when it comes to political representation and institutional reforms. Both the Bloc Québécois and Reform Party represent faces of regional discontent in Canadian politics. We will here mostly mobilize grey literature and political discourses of Western Canadian parties, to exemplify our ideas.

DISSATISFACTION REGARDING THE FEDERAL LEVEL OF GOVERNANCE: BEING DISTINCTED AS WELL

First, dissatisfaction regarding the federal government fuels a desire to be distincted as well as Quebec. Quebec's demands for specific status regarding provincial rights resonated in with Western Canadian demands for decentralization and less power coming from the federal government. That way, « Quebec » is mirrored, used as a political inspiration for more independence from Ottawa: « British Columbia and Quebec have much in common. Quebec wants many of the same things as BC, namely greater freedom to manage its economy and no more federal encroachment in the provincial sphere » (quoted in Resnick, 2000, p. 26). The regionalist conservative newspaper C2C Journal recently referred to promoting a « Bloc Québécois for the West » (Connolly, 2020; Cooper, 2019), and calling for a return of the « Firewall Letter » (officially, the Alberta Agenda) (Flanagan, 2019). Alberta and Quebec both shared in recent years a quite large number of residents demanding secession. In 2019, close to half of residents in western Canada strongly (19%) or somewhat (29%) agreed that « Western Canada gets so few benefits from being part of Canada that they might as well go it on their own » (Environics Institute for Survey Research, 2019) In both Alberta and Quebec, almost one in two citizens believe that their province should exercise some of the

powers currently held by the federal government. The centrality of the energy sector in the political economy of each provinces (oil-extraction on one hand; hydro-electricity on the other) led to a discussion of a potential political alliance between the two provinces (Brie et al., 2019). As quoted by the authors (we translate), « Albertans (42%) and Quebecers (36%) are the most likely to say they have more confidence in their provincial government to make good decisions about energy resource management, and the least likely (12% in Saskatchewan, 7% in Alberta, 17% in Quebec) to have confidence in the federal government in this area. Citizens in the three provinces are also the most likely to feel that each province and territory should be able to set its own energy policy ».

The «push»for provincial autonomy (Cloutier & Montigny, 2019) reached a new high in October 2021, when a referendum was held in Alberta on the equalization principle (one that fuels Western alienation, and demands for more autonomy). The question was the following: « Should section 36(2) of the Constitution Act, 1982—Parliament and the government of Canada's commitment to the principle of making equalization payments— be removed from the constitution? ». Electors could vote « yes » or « no » on the question and 62% voted in favour. Still in Alberta, Kenney evoked achieving independence for his province « if Ottawa moves forward with implementation of Bill C-69, which changes the way Canada assesses the impact of major national energy and transportation projects » (Cloutier & Montigny, 2019). In 2021, Saskatchewan's Prime Minister Scott Moe asked to become a « nation within a nation »: « [w]hen the federal government implements policies that are detrimental to our province, our government will continue to stand up for Saskatchewan people »; without referring to separation, he mentioned, « being a Saskatchewan cultural identity within the nation of Canada » (Hunter, 2021). Resources—whether agricultural, fiscal, or energetic (carbon tax) are central to most of the debate.

> The same federal government who alienated our oil and gas industry is now putting global food security at risk by attacking the hard-working agriculture producers across western Canada with the arbitrary goal to reduce fertilizer usage. Saskatchewan producers use some of the most sustainable agriculture practices anywhere in the world and we need to be sharing that story instead of targeting producers' ability to put food on the table for families at home and abroad (Scott Moe's Twitter account, 25th of July 2022).

Noticeable here on the one hand are the binary, moralized, populist opposition is constructed between « environmentalism » or the « federal government », and on the other hand, « hard-working agriculture producers » with « the most sustainable practices » who « put food on the table for families at home and abroad », when the first ones « alienate », « put at risk », « target » with « arbitrary » goals. In Alberta,

Danielle Smith, competing to be the next UCP leader in the Province (after Jason's Kenney dismissal), is first in her voting intentions at the date of writing the communication (Bell, 2022). One of her main demands regards an «Alberta Sovereignty Act, authorizing our provincial government to refuse to enforce any federal law or policy that attacks Alberta's interest or our provincial rights » (Dawson, 2022). In all cases, western provinces used secessionism in a strategic way, as a bargaining tool to gain more autonomy in certain areas. The surging demands for autonomy, implicitly or explicitly refer to Quebec's constitutional status in the federation, parallels contemporary demands for secession for Western Canadian provinces.

« THE WEST WANTS OUT »: CONTEMPORARY DEMANDS FOR SECESSION

Today, Albertans are twice as likely to be dissatisfied with the state of Canada as Quebecers. Data also shows that Saskatchewan and Alberta hold more people favouring independence than Quebec does, especially since the re-election of the Liberal Party with Justin Trudeau in 2019. Previous research, notably in BC, has also shown how Quebec's politics, have had an influence on some forms of regionalism or separatism, questioning the diffusion of political ideas inside the nation-state. Quebec's politics brought the question of nationalism and sovereignty in the federal landscape (from the Quiet revolution in the 60's to the two referenda in 1980 and 1995), and this had an impact on how Westerners define, frame their own region, balancing between secessionism and regionalism, between «the West wants In»of Preston Manning, to «the West wants Out»of the contemporary Maverick Party. This calls for further research on political networks and resonance phenomenon and diffusion of emotions when it comes to separatist requests. As phrased by Albertan deputy David Kilgour in 1988: « Western Canada now occupies […] a psychological place in the nation similar to that of Quebec during the mid-1960's. Quebecers over two decades fought and won respect from the rest of the country. Westerners […] must now in turn do the same thing » (Kilgour, 1988, p. 17). This invites us to think not only about the different kinds of Canadian separatism, but also about the transfers, emotion diffusions, between notably the Bloc Québécois and the Reform party, and more recently with the Maverick Party (Connolly, 2020).

FUELING WESTERN CANADIAN REGIONAL POPULISM

As outlined in introduction, the expression of regional discontent in Western Canada, and to a larger and deeper extent the expression of Western Canadian alienation, relies on a binary and moral divide between « good » and hard-working, resourceful provinces, and « bad » (corrupt, or transgressing Canadian unity)

provinces associated with the « elite ». The basic structure of the discourse reproduces the populist version. It was historically embedded in a populist rhetoric in Western Canadian politics

(1). Over the last decades, the mobilization of Quebec in the political, collective representations of Western Canada, fed a unique type of regional populism, giving it an «adversary»and a secessionist model to follow (2).

POPULISM IN WESTERN CANADIAN POLITICS

Historical forms of populism in Western Canada, mobilizing the idea of alienation, are well-covered in the literature as a part of Western Canadian politics. The cultural and historical dimension of populism in Western Canada is frequently emphasized (Boily, 2020; Gibbins and Berdahl, 2003). They range from agrarian protest movements and the Progressive Party (Bronson, 1976; Brym, 1978; Lipset, 1968; McCormack, 1991; Morton, 1978; Sharp, 1948) to the Reform Party (Belkhodja, 2002; Bright, 2002; Dobbin, 1991; Farney, 2012; Laycock, 2002), including the study of the Cooperative Commonwealth Federation (McCracken, 2019; Naylor, 2013; Sinclair, 1973; Young, 1969; Zakuta, 1964), or the Social credit Party in Alberta (Macpherson, 1962). Articulated with incredibly varied political ideologies, populism in Western Canada supported socialist and cooperative ideals during agrarian protests, as much as neoconservative discourses against the Welfare State and « special interests » (including French-speaking minorities). « Central Canada », or « Eastern Canada », was the object of political resentment in Western Canada during the first decades of regional protest. That meant mostly Ontario, or the federal government. Quebec was not specifically pointed in any discourse or political program until the eighties.

«QUEBEC»AS A FUEL FOR CONTEMPORARY REGIONAL POPULISM

Only since the mid-eighties has Western Canadian populism moved systematically to the right of the political field (though feelings of Western Canadian alienation go beyond their right-wing populist expression: see Berdahl, 2010), and subsequently, has also focused on the rejection of Quebec and its politics more specifically. The conjunction of Quebec nationalism on the federal stage; the implementation of national policies perceived as benefitting Eastern Canada at the expense of Westerners (National Energy Program for example, in the 1980's) and the consolidation of conservative politics in Western Canada (with the decline of the Liberal party in the Prairies), have fueled a more identity-based populism, from fringe separatist groups (Pratt & Stevenson, 1981) to the conservative regionalism of Preston Manning. Opposed

to new rights for minorities, including French-speaking ones, it also rejected «special rights»for Quebec, the implementation of the metric system or the promotion of official bilingualism (Barney & Laycock, 1999; Laycock, 2002, 2005).

Contemporary Canadian populism has received some attention from scholars, whether interested in conservatism and right-wing politics (Boily, 2020), provincial politics in Ontario (Chouinard, to be published), transformations of right-wing populist ideology, neoliberal populism in Canada (Budd, 2019, 2020, 2021) or in the study of Canadians attitudes regarding populism («northern populism», see Graves & Smith, 2020). Still, academic literature did not focus on contemporary forms of regional populism in Western Canada, since the decline of the Reform Party, despite the resurgence of separatists and autonomists demands in Western Canada, or its relationship with the oil industry.

Regional populism in Western Canada is intrinsically connected to the expression of Western Canadian alienation (a political expression of regional discontent, mostly towards the federal state and its policies). It takes autonomist and separatist forms, demanding a reallocation of powers inside the Canadian federation. In its contemporary forms, it nourishes the idea of a «class alliance»against the interests of «the West», understood as having homogeneous interests. That class alliance would be the one between the francophone minorities in the east, and the liberal elites (based in Toronto, or Ottawa). It does contain a moral dimension, as shown in the article, evolving around the idea of justice; fairness; recognition. Implicitly, regional populism also contends a producerist dimension, opposing hard-working and resource-based provinces, against the others benefitting from it on a closed market (opposing the welfare state and other liberal elites « from the East », see Laycock, 2002). In its more recent forms, it is strongly linked to oil industry interests against «environmentalism»from the East (on « petropopulism » and petro-nationalism, see Mones, 2022; Gunster et al., 2021). It then enters in opposition with Quebec's « moral » hydroelectricity and opposition to tar sands. As a protest type of populism (Boily, 2020), contemporary Western Canadian populism appears as one where the question of nation, race or ethnicity, is not central. Contrary to European national-populist parties, the cultural or ethnical conflict is at best discreet in Western Canada. The opposition exists much more on a political and geographical divide, opposing a heartland (Taggart, 2018) of resources-based provinces against the East, including Quebec.

However, the regionalist rhetoric is frequently confused with a nationalist discourse—evocation of « true Canadians », the « true white north », « proud Canadians », defence of a nation « under siege », by

minorities or elites who undermine it from within the nativist dimension. The defence of British Canadian identity, has been somewhat implicit in the discourse of fringe separatist groups since the 1980's (Pratt & Stevenson, 1981), notably, through the use of code words. It is also clear that satellite formations of the extreme right and religious conservatives gravitate around these separatist movements. It is notable that in recent major surveys of Canadians, Alberta and Quebec both share the largest number of dissatisfied with the functioning of Canadian institutions, and in favour of separation. At the same time, it is also in Alberta that a larger proportion of respondents tend to self-identify as « Canadian » first and foremost (rather than in terms of a provincial identity). Regionalism (and sometimes separatism) is confused with a sense of nationhood; a pride taken in being Canadian (Gibbins referred to regionalisms in general as « another national vision », a « frustrated nationalism »). As previously evoked, this dual regionalist and nationalist dimension is not contradictory; it can also be found in other European formations (the Northern League comes to mind, for example). Nevertheless, this situation is unique, leading to sub-state nationalisms in western Canada, claiming to compete with the main nationalism, carried by the parent State; or reclaiming a place « left vacant » by the absence of «Canadian nationalism » (that of a « post-national state » imagined by Trudeau).

In this way, the imaginary of Quebec, its nationalism and its moral's transgressions as perceived in the West is particularly fascinating since it feeds a unique type of populism; a regional or «sub-state national-populism», organized not only against the Liberal elites, but against the perceived beneficiaries of the advantages Western Canada never seems to get.

CONCLUSION

As shown in recent surveys of Canadians, the image of « Quebec » in Western Canada's political imaginary makes it both a model to follow when it comes to getting « respect » from the Confederation, and a rejected one when it comes to unity, equality and getting a « fair share » in the national landscape. The moral divide, the social boundary it consolidates, feeds an historical feeling of Western Canadian alienation towards « Central Canada », « the East », and its « elites ». In this article, we explored the hypothesis according to which the collective representations of « Quebec » in Western Canadian politics, fuels a unique type of regional populism, whose recent iterations tried to parallel the electoral successes of the Bloc Québécois, demanding more autonomy—sometimes separation—for Western provinces. We have seen that rejection of «Quebec»as a political object takes it roots in historical patterns, expressing

«Western alienation»towards a distant elite. As underlined in this paper, the discursive structure of Western Canadian alienation resembles the one of populist discourses. Indeed, both are intertwined in the political history of the Canadian provinces; as both rely on the same premises: a moral and irreducible divide between two camps, with opposed interests. Used both as a rejected model and a political horizon from a moral perspective, « Quebec » enables the drawing of political boundaries between who is «in»and who is irremediably « out » of Westerners' interests: the elite (Liberals, environmentalists, the Federal government), and the disadvantaged Canadians allied to the central elites and Quebecers. Otherwise stated, the perception of Western Canadians of being treated « unfairly », or getting « less than their fair share », of contributing more than other provinces to the national project, parallels separatists and right-wing discourses opposing good and hard-working Westerners, and profit-making Easterners, and «assisted»Quebecers. If not all Western Canadians would vote to separate from Canada, and if the feeling that Western Canada is being ignored in Canadian politics tends to (very slightly) vary over time, more and more Westerners consider that Western Canada gets so few benefits from the Confederation, it might as well separate. In 2021,

> two in five Westerners agree that their region gets so few benefits from being part of Canada that they might as well go it on their own—a proportion that has edged upwards since last year. Agreement has increased in each of the four western provinces: almost one in two in Alberta and Saskatchewan currently agree. In each of the Prairie provinces (Alberta, Saskatchewan and Manitoba), agreement in 2021 that «Western Canada gets so few benefits from being part of Canada that they might as well go it on their own»is much higher than in 2010, when the federal government was led by a prime minister from Western Canada (Confederation of Tomorrow, 2021, p. 3).

The existence of a perceived moral divide between Eastern and Western Canadians then fuels more substantive regional discontent towards the economy (carbon taxes, equalization payments), cultural politics and the institutions (democracy, institutions), and the overall functioning of the Canadian confederation (Brie & Mathieu, 2021). It translates into separatists and autonomists demands.

This article raises numerous questions for political scientists. From an electoral point of view, why did the moral divide become exclusively mobilized and represented by right-wing populism in Western Canada? Since the core of Western Canadian alienation appear to be moral questions of « fairness », and « equality », how come the regional left didn't benefit from feelings of Westerner alienation? Recent trends in Western Canadians attitudes question more broadly regional integration and contemporary contestations of federalism and its future of in the country. It raises a deeper theoretical question: the one of morality

and values as a drive for populist movements and consolidation of collective identities in contemporary politics. Finally, despite limited electoral results, separatist parties always fluctuate between 0 and 7% of the votes per district, over the years (Mones, 2021b), mobilizing an anti-elites, populist, and anti-Quebec discourse show a remarkable continuity in the last several decades of Canadian politics. Their ability to disrupt the political debate (see the « Freedom Convoy », organized by Western separatists and mobilizing a populist rhetoric (F.-G. Dufour & Mones, 2022); to get some major gains (see the support of Wexiters for Poilièvre in the recent leadership race for the Conservative party) make them central to understand conservative and provincial politics in Western Canada.

RÉFÉRENCES

Mones, D. (2022). Representations of Quebec in the political imaginary of Western Canadian politics. *Journal of Eastern Townships Studies*, (50), 91-114.

Mones, D. (2023). Le populisme comme stratégie de reconstruction de l'imaginaire politique. Dans F.-G. Dufour et E. Peker (dir.), *Le populisme et les sciences sociales* (pp. 67-85). Presses de l'Université d'Ottawa.

Mones, D. (2023). Séparatisme et populisme dans l'ouest canadien : la mobilisation stratégique du discours sur l'aliénation de l'ouest. Dans *Les nationalismes au tournant du XXIè siècle* (pp. 345-378). Presses de l'Université Toulouse Capitole.

Mones, D. et Dufour, F.-G (2024). Right-wing populism and political movements. Dans Gagnon, A.-G. et Tanguay, B. (dir.). *Canadian Parties in Transition, Fifth Edition* (pp. 382-405). University of Toronto Press.

Autre référence utile :

Dufour, F.-G. et Mones, D. (2023). Populismes, nationalismes et économie politique du pétrole au Canada. *Zeitschrift für Kanada-Studien*, (43), 8-31.

BIBLIOGRAPHIE

Aasen, M. et Sælen, H. (2022). Right-wing populism and climate policies: Explaining opposition to road tolls in Norway. *Transportation Research Part D: Transport and Environment*, *105*, 103222. https://doi.org/10.1016/j.trd.2022.103222.

Shrivastava, M. et Stefanick, L. (2015). *Alberta Oil and the Decline of Democracy in Canada*. Athabasca University Press. https://doi.org/10.15215/aupress/9781771990295.01

Adams, F. (2020). Review of Resource radicals: From petro-nationalism to post-extractivism in Ecuador. *European Review of Latin American and Caribbean Studies / Revista Europea de Estudios Latinoamericanos* y del Caribe, (110). http://www.jstor.org/stable/26979881

Adams, M. (2017). Could it happen here?: Canada in the age of Trump and Brexit. Simon & Schuster. https://www.simonandschuster.ca/books/Could-It-Happen-Here/Michael-Adams/9781982124069

Adkin, L. (2018). *First World Petro-Politics: The Political Ecology and Governance of Alberta*. University of Toronto Press. https://doi.org/10.3138/9781442699410

Afanasyeva, A. (2018). *Environmentalism, Anti-environmentalism and Deep Stories about Wind Energy Development in Rural Alberta*. [Mémoire de maîtrise, Université d'Alberta] https://doi.org/10.7939/R31N7Z37P

Akkerman, T. (2003). Populism and Democracy: Challenge or Pathology? *Acta Politica*, *38*(2), 147-159. https://doi.org/10.1057/palgrave.ap.5500021

Akkerman, A., Mudde, C. et Zaslove, A. (2014). How Populist Are the People? Measuring Populist Attitudes in Voters. *Comparative Political Studies*, *47*(9), 1324-1353. https://doi.org/10.1177/0010414013512600

Allardyce, J. (1988). W. L. Morton's « Bias of Prairie politics » as an analytical approach to the study of western Canadian political history : a historiographical critique. [Mémoire de maîtrise, University of Manitoba]. FGS. Electornic Thesis and Practica. http://hdl.handle.net/1993/23166

Allcock, J. B. (1971). `Populism': A Brief Biography. *Sociology*, *5*(3), 371-387. https://doi.org/10.1177/003803857100500305

Altinors, G. et Chryssogelos, A. (2024). Beyond populism and into the state: The political economy of national-conservatism. *The British Journal of Politics and International Relations*, 13691481241246538. https://doi.org/10.1177/13691481241246538

Ambrose, E. et Mudde, C. (2015). Canadian Multiculturalism and the Absence of the Far Right. *Nationalism and Ethnic Politics*, *21*. https://doi.org/10.1080/13537113.2015.1032033

Anderson, B. (2006). *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*. Verso. https://www.versobooks.com/en-ca/products/1126-imagined-communities

Anderson, D. (2019a, 10 octobre). Alberta separation makes no sense, says Kenney, but leverage does. *CBC News*. https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/jason-kenney-federalism-separation-1.5316082

Anderson, D. (2019b, 16 novembre). ANALYSIS | Anger, anxiety and the « deep story » behind Wexit | CBC News. *CBC News*. https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/analysis-alberta-wexit-democracy-1.5359857

Andrus, J. (2021, 19 septembre). The election that forgot the West. *The Western Standard*. https://westernstandardonline.com/2021/09/andrus-the-election-that-forgot-the-west/

Angus Reid Institute. (2019, 30 janvier). What unites & defines the «West»? In a complicated confederation, less than one might think. *Angus Reid Institute*. https://angusreid.org/new-west-western-identity/

Angus Reid Institute. (2024, 9 mai). Canada's national party leaders have never been less popular, and 50 years of data demonstrates that. *Angus Reid Institute*. https://angusreid.org/canada-party-leaders-historically-unpopular/

Archer, K. et Ellis, F. (1994). Opinion Structure of Party Activists: The Reform Party of Canada. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, *27*(2), 277-308. https://doi.org/10.1017/S0008423900017364

Arditi, B. (2007). *Politics on the Edges of Liberalism: Difference, Populism, Revolution, Agitation*. Edinburgh University Press. https://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/10.3366/j.ctt1r23f2

Arditi, B. (2015). The People as Re-presentation and Event. Dans C. de la Torre (dir.), *The Promise and Perils of Populism* (p. 91-112). University Press of Kentucky. https://doi.org/10.2307/j.ctt12880g5.6

Aslan, S. (undefined/ed). Public Tears: Populism and the Politics of Emotion in AKP's Turkey. *International Journal of Middle East Studies*, 1-17. https://doi.org/10.1017/S0020743820000859

Aslanidis, P. (2016). Is Populism an Ideology? A Refutation and a New Perspective: *Political Studies*, *64*, 88-104.

Balthazar, L. (2018). La portée du conservatisme américain au Canada. Dans L. Cardinal et J.-M. Lacroix (dir.), *Le conservatisme : Le Canada et le Québec en contexte* (p. 89-98). Presses Sorbonne Nouvelle. http://books.openedition.org/psn/7761

Banack, C. (2013). American Protestantism and the Roots of «Populist Conservatism»in Alberta. Dans Farney, J. et Rayside, D. (dir.), *Conservatism in Canada* (p. 231-248). University of Toronto Press. http://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctt5hjvkc.17

Barney, D. D. et Laycock, D. (1999). Right-Populists and Plebiscitary Politics in Canada. *Party Politics*, *5*(3), 317-339. https://doi.org/10.1177/1354068899005003004

Laycock, D. et Weldon, S. (2019). Right-Wing Populism, Conservative Governance, and Multiculturalism in Canada. Dans *Right-Wing Populism, Conservative Governance, and Multiculturalism in Canada* (p. 61-90). University of British Columbia Press. https://doi.org/10.59962/9780774861335-005

Bartko, K. (2019). The West Wants Out: Alberta separatist group Wexit Canada seeking federal political party status. *Global News*. https://globalnews.ca/news/6129640/wexit-canada-separatist-group-elections-canada/

Bean, L., Kaufman, J. et Gonzalez, M. (2008). Why Doesn't Canada Have an American-Style Christian Right? A Comparative Framework for Analyzing the Political Effects of Evangelical Subcultural Identity. *The Canadian Journal of Sociology*, *33*. https://doi.org/10.29173/cjs570

Beer-Beauchamp, E. (2020). *«The Elite vs. The People's Party of Canada: Maxime Bernier and the Manifestation of Populism in Canada»*. http://hdl.handle.net/10393/40488

Béland, D. (2017). Recensions / Reviews: What is Populism? *Canadian Journal of Political Science*, *50*(2), 633-634. https://doi.org/DOI: https://doi.org/10.1017/S0008423917000324

Béland, D. et Lecours, A. (2006). Sub-state nationalism and the welfare state: Québec and Canadian federalism. *Nations and Nationalism*, *12*(1), 77-96. https://doi.org/10.1111/j.1469-8129.2006.00231.x

Béland, D. et Lecours, A. (2023). Nationalism, Regionalism, and Strategic Learning in Federal Systems: Drawing on the Quebec Model in Alberta. *American Review of Canadian Studies*, *53*(2), 156-171. https://doi.org/10.1080/02722011.2023.2195259

Béland, D., Lecours, A., P. Marchildon, G., Mou, H. et Olfert, R. (2018, 18 juillet). The challenge in Canada's equalization program. *Policy Options*. https://policyoptions.irpp.org/magazines/july-2018/challenge-canadas-equalization-program/

Béland, D., Lecours, A. et Tombe, T. (2022). The Federal Equalization Program as a Controversial and Contested Policy Success (p. 225-244). https://doi.org/10.1093/oso/9780192897046.003.0012

Bélanger, É. (2004). The Rise of Third Parties in the 1993 Canadian Federal Election: Pinard Revisited. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, *37*(3), 581-594. https://doi.org/10.1017/S0008423904020554

Bélanger, É. (2007). Third Party Success in Canada Dans Gagnon, A.-G. Tanguay, et A. B. (dir.), *Canadian Parties in Transition, Third Edition* (p. 83-110). University of Toronto Press. http://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctt2tth9q.8

Belele, A. (2021). Understanding Populism and its Growth in Canada and the United States. *ResPublica: Undergraduate Journal of Political Science*, *5*(2), 9-18.

Belkhodja, C. (1996). *Un nouvel acteur politique populiste de droite : le parti Confederation of regions (COR) au Nouveau-Brunswick (Canada), de 1984 à 1995* [Thèse de doctorat, Université Bordeaux IV]. Thèses. https://www.theses.fr/1996BOR40032

Belkhodja, C. (1999). La dimension populiste de l'émergence et du succès électoral du Parti Confederation of Regions au Nouveau-Brunswick. Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique, 32(2), 293-315.

Belkhodja, C. (2002). Populism and Community: The Cases of Reform and the Confederation of Regions Party in New Brunswick. Dans Cross, W. (ed.) Political Parties, Representation, and electoral Democracy in Canada. Oxford University Press.

Bell, D. (2017). *The radical right* (3e éd.). Routlege.

Bell, R. (2023, 18 janvier). Bell: Smith to Trudeau — « Back off » on your just transition attack. *Calgary Sun*. https://calgarysun.com/opinion/columnists/bell-smith-to-trudeau-back-off-on-your-just-transition-attack

Bench, A. (2020, 11 janvier). 'We're looking for our own country': Wexit supporters brave cold in Edmonton for referendum protest Saturday. *Global News*. https://globalnews.ca/news/6399314/wexit-referendum-edmonton-protest/

Bercuson, D. J. (1980). Regionalism and «Unlimited Identity»in Western Canada. *Journal of Canadian Studies*, *15*(2), 121-126. https://doi.org/10.3138/jcs.15.2.121

Berdahl, L. (2010, octobre). *Whither Western Alienation? Shifting Patterns of Western Canadian Discontent with the Federal Government*. Canada West Foundation. https://cwf.ca/research/publications/whither-western-alienation-shifting-patterns-of-western-canadian-discontent-with-the-federal-government/

Berdahl, L. (2021, 27 mai). La persistance de l'aliénation de l'Ouest. *Centre of Excellence on the Canadian Federation*. https://centre.irpp.org/fr/research-studies/la-persistance-de-lalienation-de-louest/

Berlin, I., Hofstadter, R., MacRae, D., Schapiro, L., Seton-Watson, H., Touraine, A., Venturi, F., Walicki, A. et Worsley, P. (1968). To define populism. *Government and Opposition*, *3*(2), 137-179.

Betz, H.-G. et Immerfall, S. (1998). *The new politics of the right: neo-populist parties and movements in established democracies*. Macmillan.

Beylier, P.-A., Louvet, M.-V., Martinez, M. et Molinari, V. (dir.). (2023). *Les nationalismes au tournant du XXIème siècle*. Presses de l'Université Toulouse Capitole.

Bezerin, M. (2019). Fascism and Populism: Are They Useful Categories for Comparative Sociological Analysis? *Annual Review of Sociology*, *45*(1), 345-361. https://doi.org/10.1146/annurev-soc-073018-022351

Blanchet, A. et Medeiros, M. (2019). The secessionist spectre: the influence of authoritarianism, nativism and populism on support for Quebec independence. *Nations and Nationalism*, *25*(3), 803-821. https://doi.org/10.1111/nana.12506

Bøås, M., Marchand, M. H. et Shaw, T. M. (2003). The Weave-World: The Regional Interweaving of Economies, Ideas and Identities. Dans F. Söderbaum et T. M. Shaw (dir.), *Theories of New Regionalism: A Palgrave Reader* (p. 197-210). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9781403938794_11

Boily, F. (2021). (2021). Les droites provinciales en évolution (2015-2020): Conservatisme, populisme et radicalisme. Les Presses de l'Université Laval. https://doi.org/10.2307/j.ctv23khmz0

Boily, F. (2021b). Les droites provinciales en comparaison: Dans Boily, F. (dir.), *Les droites provinciales en évolution (2015-2020)* (p. 7-28). Les Presses de l'Université Laval. https://doi.org/10.2307/j.ctv23khmz0.5

Boily, F. (2020). *Droitisation et populisme: Canada, Québec, États-Unis*. Presses de l'Université Laval.

Boily, F. (2019a). La Canada West Foundation et le Manning Centre for Building Democracy : deux think tanks à la défense de l'Ouest canadien et de la droite. *Bulletin d'histoire politique*, *28*(1), 166-184. https://doi.org/10.7202/1068564ar

Boily, F. (2019b, 31 octobre). L'Alberta et la fièvre référendaire. *Policy Options*. https://policyoptions.irpp.org/magazines/october-2019/lalberta-et-la-fievre-referendaire/

Boily, F. (2018). *Stephen Harper : La fracture idéologique d'une vision du Canada*. Presses de l'Université Laval.

Boily, F. (2016). *Stephen Harper. La fracture idéologique d'une vision du Canada*. Presses de l'Université Laval.

Boily, F. (2015). Les provinces de l'Ouest : toujours conservatrices mais avec un retour des libéraux. *IdeAs. Idées d'Amériques*, (6). https://doi.org/10.4000/ideas.1255

Boily, F. (2014). *Stephen Harper: de l'École de Calgary au Parti conservateur : les nouveaux visages du conservatisme canadien*. http://site.ebrary.com/id/10874011

Boily, F. (2013). *La droite en Alberta. D'Ernest Manning à Stephen Harper*. Presses de l'Université Laval.

Boily, F. (2011). L'ouest est « in »: finalement. *Policy Options/Options politiques*, *32*(6), 97-100.

Boily, F. (2010). Qu'est-ce que le Canada ? : la réponse des intellectuels albertains. *Bulletin d'histoire politique*, *18*(3), 197-207. https://doi.org/10.7202/1054839ar

Boily, F. (2008). *Mario Dumont et l'Action démocratique du Québec entre populisme et démocratie*. https://www.pulaval.com/produit/mario-dumont-et-l-action-democratique-du-quebec-entre-populisme-et-democratie

Boily, F. et van den Brink, T. (2022). Le retour du régionalisme en Alberta et dans l'Ouest. *Études canadiennes / Canadian Studies. Revue interdisciplinaire des études canadiennes en France*, (92), 101-124. https://doi.org/10.4000/eccs.5585

Bonikowski, B. et Gidron, N. (2016). Multiple Traditions in Populism Research: Toward a Theoretical Synthesis. *APSA Comparative Politics Newsletter*, *26*(2), 7-14.

Börzel, T. A. et Risse, T. (2016). *The Oxford Handbook of Comparative Regionalism*. Oxford University Press.

Braud, P. (1996). *L'émotion en politique*. Presses de Sciences Po.

Breuilly, J. (1994). *Nationalism and the State*. University of Chicago Press.

Brie, E. et Mathieu, F. (2021). *Un pays divisé : identité, fédéralisme et régionalisme au Canada*. Presses de l'Université Laval.

Brie, E., Mathieu, F., Parkin, A. et 2019. (2019, 5 juillet). Une alliance entre l'Alberta et le Québec est-elle possible ? *Policy Options*. https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/july-2019/une-alliance-entre-lalberta-et-le-quebec-est-elle-possible/

Bright, D. (2002). The West Wants in: Regionalism, Class, and Labour/Le Travail, 1976-2002. *Labour / Le Travail*, *50*, 149-161. https://doi.org/10.2307/25149273

Bronson, H. E. (1976). Louis Aubrey Wood, A History of Farmers' Movements in Canada: The Origins and Development of Agrarian Protest, 1872-1924. *Histoire sociale / Social History*, *9*(17). https://hssh.journals.yorku.ca/index.php/hssh/article/view/40865

Brubaker. (2009). Ethnicity, Race, and Nationalism. *Annual Review of Sociology*, *35*, 21-42.

Brubaker, R. (1996). *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*. Cambridge University Press. https://doi.org/10.1017/CBO9780511558764

Brubaker, R. (2002). Ethnicity without groups. *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie / Europäisches Archiv für Soziologie*, *43*(2), 163-189.

Brubaker, R. (2017). Why populism? *Theory and Society*, *46*(5), 357-385.

Brubaker, R. (2020). Populism and nationalism. *Nations and Nationalism*, *26*(1), 44-66. https://doi.org/10.1111/nana.12522

Bruhns, H. (1996). Max Weber, l'économie et l'histoire. *Annales*, *51*(6), 1259-1287. https://doi.org/10.3406/ahess.1996.410920

Bryant, J. M. (1994). Evidence and Explanation in History and Sociology: Critical Reflections on Goldthorpe's Critique of Historical Sociology. *The British Journal of Sociology*, *45*(1), 3-19.

Brym, R. J. (1978). Regional social structure and agrarian radicalism in Canada: Alberta, Saskatchewan, and New Brunswick*. *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, *15*(3), 339-351. https://doi.org/10.1111/j.1755-618X.1978.tb00677.x

Budd, B. (2019). The Populist Radical Right Goes Canadian: An Analysis of Kellie Leitch's Failed 2016–2017 Conservative Party of Canada Leadership Campaign. Dans F. A. Stengel, D. B. MacDonald et D. Nabers (dir.), *Populism and World Politics* (p. 137-163). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-04621-7_6

Budd, B. (2020). The People's Champ: Doug Ford and Neoliberal Right-Wing Populism in the 2018 Ontario Provincial Election. *Politics and Governance*, *8*(1), 171-181. https://doi.org/10.17645/pag.v8i1.2468

Budd, B. (2021). Maple-Glazed Populism: Political Opportunity Structures and Right-Wing Populist Ideology in Canada. *Journal of Canadian Studies*, *55*(1), 152-176. https://doi.org/10.3138/jcs.2019-0046

Buzzetti, H. (2019, 2 février). Du populisme au Canada? Où ça? *Le Devoir*. https://www.ledevoir.com/politique/canada/546958/le-populisme-au-canada-plus-conservateur-et-inclusif-qu-ailleurs-dans-le-monde

Caiani, M. et Padoan, E. (2023). Between Music and Politics: The Reception of ('Populist') Music by Fans and Citizens. Dans M. Caiani et E. Padoan (dir.), *Populism and (Pop) Music* (p. 177-206). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-031-18579-3_6

Canada, S. publique. Extrémisme violent à caractère idéologique. https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/brfng-mtrls/prlmntry-bndrs/20210325/025/index-fr.aspx 12 mars 2021.

Canada West Foundation. (2010, octobre) Whither Western Alienation ? Shifting patterns of western Canadian discontent with the federal government. CWF. https://cwf.ca/research/publications/whither-western-alienation-shifting-patterns-of-western-canadian-discontent-with-the-federal-government/

Canizares, A. et Fauré, L. (2023). La thèse sur publications : une autre démarche de validation des résultats. Dans *Faire résultat(s) dans les recherches en éducation. Pourquoi ? Avec qui ? Comment ?* Université de Toulouse Jean-Jaurès and ENSFEA. https://hal.science/hal-04125097

Canovan, M. (2005). *The people*. Polity.

Canovan, M. (1981). *Populism*. Junction Books.

CAPP. (s. d.). What is Reconciliation & How Can We Support Reconciliation in Canada| CAPP. *CAPP | A Unified Voice for Canada's Upstream Oil and Gas Industry*. https://www.capp.ca/explore/reconciliation-with-indigenous-peoples/

Carlaw, J. (2017). Authoritarian Populism and Canada's Conservative Decade (2006–2015) in Citizenship and Immigration: The Politics and Practices of Kenneyism and Neo-conservative Multiculturalism - ProQuest. *Journal of Canadian Studies*, *51*(3), 782.

Carlson, D. (2021). Emerging Unconventionally; The Mavericks: An Analysis on the Development of Western Canadian Political Parties through Canada's Newest Federal Party – The Maverick Party of Canada. *MA Major Research Papers*. https://ir.lib.uwo.ca/politicalscience_maresearchpapers/11

Carrigan, D. O. (1968). Co-operative Commonwealth Federation. « Security For All ». Dans *Canadian Party Platforms 1867-1968* (p. 168-178). The Copp Clark Publishing Company.

Carroll, W. K. (2020). Fossil capitalism, climate capitalism, energy democracy: the struggle for hegemony in an era of climate crisis. *Socialist Studies/Études Socialistes*, *14*(1). https://doi.org/10.18740/ss27275

Carroll, W. K. (2021). *Regime of obstruction: how corporate power blocks energy democracy*.

CBC News. (2019, 18 octobre). Albertans deeply frustrated with Ottawa, but not enough to actually leave: survey. *CBC*. https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/alberta-separatism-ottawa-poll-1.5326314

CBC News. (2020, 30 juin). Wexit Alberta and Freedom Conservative Party vote to merge as Wildrose Independence Party of Alberta | *CBC News*. https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/wexit-alberta-wildrose-independence-party-merger-freedom-conservative-vote-1.5633172

Centre on Hate, Bias and Extremism. (2023, 9 octobre). *Fueling Extractive Populism in Canada w / Shane Gunster, Robert Neubauer and Darren Fleet - YouTube*. https://www.youtube.com/watch?v=btp_YjV9mQg

Cervera-Marzal, M. (2021). The (anti)-democratic spirit of populism. *Contemporary Political Theory*. https://doi.org/10.1057/s41296-021-00485-x

Chen, S. (2021). The Reproduction of «Petro-Nationalism»in Ethnic Media: A Case Study of WeChat Public Accounts' Coverage of the Trans Mountain Pipeline Controversy. *Frontiers in Environmental Science*, *9*. https://www.frontiersin.org/article/10.3389/fenvs.2021.802757

Chesman, D. D. (2016). *Whither Leviathan : Canadian federalism and Alberta* [University of British Columbia]. https://doi.org/10.14288/1.0340644

Chouinard, S. (2021). « For the people »: . JSTOR. Dans F. BOILY (dir.), *Les droites provinciales en évolution (2015-2020)* (p. 51-66). Les Presses de l'Université Laval. https://doi.org/10.2307/j.ctv23khmz0.7

Chouinard, S. (2023). Le populisme « à la canadienne » et les Franco-Ontariens : Le choc des représentations. Dans *Le populisme et les sciences sociales* (p. 223-233). Presses de l'Université d'Ottawa.

Chouinard, S. et Miville, S. (2018, 17 novembre). Les temps sont durs en francophonie canadienne. *Le Devoir*. https://www.ledevoir.com/opinion/idees/541577/les-temps-sont-durs-en-francophonie-canadienne

Chwalisz, C. (2015). The prairie populist: How Stephen Harper transformed Canada. *Juncture*, *22*(3), 225-229. https://doi.org/10.1111/j.2050-5876.2015.00865.x

Clark, S. D. (1959). Movements of Political Protest in Canada 1640-1840. University of Toronto Press.

Climate Action Network – Réseau action climat (CAN-Rac) Canada and Blue Green Canada, L. L. D. L. (2021, 14 octobre). *Facing Fossil Fuels' Future: Challenges and Opportunities for Workers in Canada's Energy and Labour Transitions*. https://usw.ca/can-bgcanada-facing-fossil-fuels-report-oct2021/

Cloutier, par A., octobre 9, E. M. O. publié sur le site W. d'Options politiques et 2019. (s. d.). As the push for provincial autonomy spreads, where will it lead? *Policy Options*. https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/october-2019/as-the-push-for-provincial-autonomy-spreads-where-will-it-lead/

Coletto, B. A., David. (2019, 19 novembre). Does Alberta want in or out and how does the rest of the country feel? *Abacus Data*. https://abacusdata.ca/alberta-wexit-separation-poll-abacus-data/

Coletto, D. (2021, 28 octobre). What do Canadians think about climate change and climate action? *Abacus Data*. https://abacusdata.ca/climate-change-cop26-canada/

Coletto, D. (2024, 30 janvier). Understanding Canadian Perceptions of the Climate Action Incentive Payment and the Carbon Tax: An In-Depth Poll Analysis. *Abacus Data*. https://abacusdata.ca/carbon-tax-pollution-pricing-carbon-action-incentive-payment-abacus-data-polling/

Colliot-Thélène, C. (2014). *La sociologie de Max Weber*. La Découverte.

Colliot-Thélène, C. (2018). Populism as a Conceptuel Problem. Dans *Populism and the Crisis of Democracy. Volume 1: Concepts and Theory* (p. 17-26). Routledge.

Collomb, J.-D. (2023). Le populisme énergétique droitier aux États-Unis : quelles perspectives pour l'action climatique dans la démocratie états-unienne ? *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, *19*(1), 319-355.

Conde, J. C. y et Gagnon, A.-G. (2019). *Fédéralisme et Sécession*. Peter Lang. https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&scope=site&db=nlebk&db=nlabk&AN=2203960

Confederation of Tomorrow. (2023). *Confidence in Leaders*. Environics Institute. https://www.environicsinstitute.org/projects/project-details/confidence-in-leaders

Confederation of Tomorrow. (2022, mai). The Evolution of Prairie Discontent. Environics Institute. https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/default-document-library/cot-report-4_prairies-may-13-final.pdf?sfvrsn=6ec880c_0

Confederation of Tomorrow (2021a, juin). *Addressing climate change in the Canadian federation. 2021 Survey of Canadians*. Environics Institute. https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/default-document-library/cot2021-report3-final_jun-181d7e9055e3c443668912297b22824f82.pdf?sfvrsn=d7bad3b1_0

Confederation of Tomorrow. (2021b, juin). *Attachment and Advantages: How Canadians View their Country, their Province and their Neighbour. 2021 Survey of Canadians*. Environics Institute. https://www.environicsinstitute.org/projects/project-details/attachment-and-advantages-how-canadians-view-their-country-their-province-and-their-neighbour

Confederation of Tomorrow. (2021c, juin). *The Role of Governments and the Division of Powers: Federalism in the context of a Pandemic. 2021 Survey of Canadians*. Environics Institute. https://www.environicsinstitute.org/projects/project-details/the-role-of-governments-and-the-division-of-powers-federalism-in-the-context-of-a-pandemic

Confederation of Tomorrow. (2021d). *Respect, influence and fairness in the Confederation. Confederation of Tomorrow 2021 Survey of Canadians*. Environics Institute. https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/default-document-library/cot2021-report-6-final-sept-27dca5b28a483d4d7aa62531c2cc2f8d35.pdf?sfvrsn=a598ffc5_0

Confederation of Tomorrow. *2020 Survey of Canadians (Rapports 1 et 2).* Environics Institute. https://www.environicsinstitute.org/projects/project-details/confederation-of-tomorrow-2020-survey-of-canadians-regional-perspectives-on-the-economy-and-climate-change

Confederation of Tomorrow (2019). *2019 Survey of Canadians - Canada: pulling together or drafting apart ?* Environics Institute. https://www.environicsinstitute.org/projects/project-details/confederation-of-tomorrow---2018

Connolly, A. (2020, 28 juin). New Wexit party needs to do for the West for the Bloc did for Quebec: interim leader. *Global News*. https://globalnews.ca/news/7113877/wexit-canada-separatism-jay-hill/

Conservative Party of Canada (2023, 9 septembre). *Policy Declaration*. https://cpcassets.conservative.ca/wp-content/uploads/2023/11/23175001/990863517f7a575.pdf

Converse, Philip, Meisel, John, Pinard, Maurice, Regenstreif, Peter, and Schwartz, Mildred. Canadian National Election Study, 1965. [distributor], 1992-02-16. https://doi.org/10.3886/ICPSR07225.v1

Conversi, D. (2002). Conceptualizing Nationalism. An introduction to Walker Connor's Work. Dans Ethnonationalism in the Contemporary World. Walker Connor and the Study of Nationalism. Routledge Advances in International *Relations and Global Politics*. Routledge.

Conway, J. F. (1978). Populism in the United States, Russia, and Canada: Explaining the Roots of Canada's Third Parties*. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, *11*(1), 99-124. https://doi.org/10.1017/S0008423900038774

Cooper, B. (2019, 10 novembre). Forget Wexit – How About A Bloc Québécois For The West? *C2C Journal*. https://c2cjournal.ca/2019/11/forget-wexit-how-about-a-bloc-quebecois-for-the-west/

Co-operative Commonwealth Federation (1949). Co-operative Commonwealth Federation Platform of 1949

Co-operative Commonwealth Federation (1933, juillet). Regina Manifesto. Program of the Co-operative Commonwealth Federation, adopted a First National Convention held at Regina, Saskatchewan, July, 1933.

Cornellier, M. (2019, 26 octobre). Reform Party 2.0? *Le Devoir*. https://www.ledevoir.com/politique/canada/565697/reform-party-2-0

Cornish, S. (2019, 4 janvier). Le populisme d'extrême droite est un danger pour la planète. *Le Devoir*. https://www.ledevoir.com/opinion/idees/544797/le-populisme-d-extreme-droite-est-un-danger-pour-la-planete

Cox, K. R. (1969). On The Utility and Definition of Regions in Comparative Political Sociology. *Comparative Political Studies*, *2*(1), 68-98. https://doi.org/10.1177/001041406900200104

Cunha, D., Cassimiro, P. H. P., Cunha, D. et Cassimiro, P. H. P. (2022). Le populisme comme modèle de «démocratie polarisée» : la théorie du populisme de Pierre Rosanvallon à l'aune du débat contemporain. *Sociologias*, (AHEAD). https://doi.org/10.1590/15174522-106783fr

Dawson, T. (2021, 18 octobre). Why Alberta is holding a referendum on equalization — and what it could mean for other provinces. *National Post*. https://nationalpost.com/news/politics/why-alberta-is-holding-a-referendum-on-equalization-and-what-it-could-mean-for-other-provinces

De Cleen, B. (2020). Getting the Problem Definition Right: The Radical Right, Populism, Nativism and Public Health. Comment on « A Scoping Review of Populist Radical Right Parties; Influence on Welfare Policy and its Implications for Population Health in Europe ». *International Journal of Health Policy and Management*, 1-5.

De Wilde, J. (1983). Review of Western Separatism: The Myths, Realities and Dangers. *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, *16*(1), 172-174.

De Cleen, B. et Stavrakakis, Y. (2017). Distinctions and Articulations: A Discourse Theoretical Framework for the Study of Populism and Nationalism. *Javnost - The Public*, *24*(4), 301-319. https://doi.org/10.1080/13183222.2017.1330083

Déchaux, J.-H. (2015). Intégrer l'émotion à l'analyse sociologique de l'action. *Terrains/Théories*, (2). https://doi.org/10.4000/teth.208

Dekeyser, D. et Roose, H. (2021). Unpacking Populism: Using Correlational Class Analysis to Understand How People Interrelate Populist, Pluralist, and Elitist Attitudes. *Swiss Political Science Review*, *27*(2), 476-495. https://doi.org/10.1111/spsr.12463

Deller, R. (2017, 20 novembre). Book Review: The Global Rise of Populism: Performance, Political Style and Representation by Benjamin Moffitt. *LSE Review of Books*. https://blogs.lse.ac.uk/lsereviewofbooks/2017/11/20/book-review-the-global-rise-of-populism-performance-political-style-and-representation-by-benjamin-moffitt/

Deluermoz, Q., Fureix, E., Mazurel, H. et Oualdi, M. (2013). Écrire l'histoire des émotions : de l'objet à la catégorie d'analyse. *Revue d'histoire du XIXe siècle. Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle*, (47), 155-189. https://doi.org/10.4000/rh19.4573

Demertzis, N. (2006a). Emotions and Populism. Dans S. Clarke, P. Hoggett et S. Thompson (dir.), *Emotion, Politics and Society* (p. 103-122). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9780230627895_7

Demertzis, N. (2006b). Emotions and Populism. Dans S. Clarke, P. Hoggett et S. Thompson (dir.), *Emotion, Politics and Society* (p. 103-122). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9780230627895_7

Dézé, A. (2004). Le populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents. *Revue Francaise de Science Politique*, *54*(1), 179-190. https://doi.org/10.3917/rfsp.541.0179

Dietrich, P., Loison, M. et Roupnel, M. (2012). *10 – Articuler les approches quantitative et qualitative*. *L'enquête sociologique* (p. 207-222). Presses Universitaires de France. http://www.cairn.info/l-enquete-sociologique--9782130608738-page-207.htm

Dion, S. (1993). The Quebec Challenge to Canadian Unity. *PS: Political Science and Politics*, *26*(1), 38-43. https://doi.org/10.2307/419502

Dionne, X. et Gagnon, A.-G. (2017). *L'évolution des relations fédérales-provinciales au Canada*. Dans Gagnon A.-G. et Sanschagrin D. (dir.), *La politique québécoise et canadienne, 2e édition* (2e éd., p. 241-262). Presses de l'Université du Québec. https://doi.org/10.2307/j.ctv10qqxqk.18

Dirksmeier, P. (2021). The impact of regionalism on anti-immigrant attitudes: a multilevel international comparative study. *Territory, Politics, Governance*. https://doi.org/10.1080/21622671.2021.1931424

Dobbin, M. (1991). *Preston Manning and the Reform Party*. J. Lorimer.

Doren, E. E. (2019). *Secessionist Movements: To Secede or Not to Secede* [Thèse de Maîtrise, Johns Hopkins University]. https://dspace-prod.mse.jhu.edu/handle/1774.2/62326

Drummond, R. (2008). In Search of Canadian Political Culture, Nelson Wiseman, Vancouver and Toronto: UBC Press, 2007, pp. vii, 346. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, *41*(3), 784-785. https://doi.org/10.1017/S000842390808089X

Dubet, F. (2019). *Le temps des passions tristes: inégalités et populisme*. Seuil.

Duchesne, R. (2018). *Canada in decay: mass immigration, diversity, and the ethnocide of Euro-Canadians*. Black House Publishing.

Dufour, F.-G. et Peker, E (dir.), *Le populisme et les sciences sociales*. Presses de l'Université d'Ottawa.

Dufour, F. G. (2015). La sociologie historique: questions de méthode. Dans *La sociologie historique* (1re éd., p. 39-86). Presses de l'Université du Québec. https://doi.org/10.2307/j.ctt1k3s914.7

Dufour, F. G. (2019). *La sociologie du nationalisme* (1re éd.). Presses de l'Université du Québec. https://www.jstor.org/stable/j.ctvq4bxpw.6

Dufour, F. G. (2021). Entre peuple et élite, le populisme de droite. Presses de l'Université de Montréal. https://www.pum.umontreal.ca/catalogue/entre_peuple_et_elite_le_populisme_de_droite

Dufour, F.-G. et Mones, D. (2022, 11 février). Convoi des camionneurs : aux origines d'un mouvement en pleine dérive. The Conversation. http://theconversation.com/convoi-des-camionneurs-aux-origines-dun-mouvement-en-pleine-derive-176833

Dufour, F.-G. et Mones, D. (2023). Populismes, nationalismes et économie politique du pétrole au Canada. Zeitschrift für Kanada-Studien, (43), 8-31.

Dumitrescu, R. G. (2022). Tell Me Who Your Enemies Are and I Will Tell You Who You Are': Populism and The Creation of The Political Self. Journal of Governance, 7(1). https://doi.org/10.31506/jog.v6i3.13499

Dyck, R. (2016). Review of Transforming Provincial Politics: The Political Economy of Canada's Provinces and Territories in the Neoliberal Era. Labour / *Le Travail*, *77*, 288-290.

Earle, H. et Gunster, S. (2021). Fire and Climate: Connecting the Dots in British Columbia News Media. *Canadian Journal of Communication*, *46*(4), 22 pp-22 pp. https://doi.org/10.22230/cjc.2021v46n4a3845

Eaton, E. (2017a). Oil, Democracy, and Political Ecology in Alberta's Tar Sands. *Journal of Canadian Studies*, *50*(3), 756-765. https://doi.org/10.3138/jcs.50.3.756

Eaton, E. (2017b). Oil, Democracy, and Political Ecology in Alberta's Tar Sands. *Journal of Canadian Studies*, *50*(3), 756-765. https://doi.org/10.3138/jcs.50.3.756

Eatwell, R. et Goodwin, M. J. (2018). *National populism: the revolt against liberal democracy*. Pelican.

Eberle, D. (2003). Looking Back: The Emergence of Right-Wing Populist Parties in the Canadian West and their Performance in Government. Dans Schultze, R.-O., Sturm, R. et Eberle D. (dir.), *Conservative Parties and Right-Wing Politics in North America: Reaping the Benefits of an Ideological Victory?* (p. 101-126). VS Verlag für Sozialwissenschaften. https://doi.org/10.1007/978-3-663-09508-8_5

Eisler, D. (2022, 22 avril). Opinion: Once the birthplace of Canadian socialism, Saskatchewan has become the centre of Canadian conservatism. *The Globe and Mail*. https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-saskatchewan-canadian-conservatism-socialism/

Ekström, M., Patrona, M. et Thornborrow, J. (2018). Right-wing populism and the dynamics of style: a discourse-analytic perspective on mediated political performances. *Palgrave Communications*, *4*(1), 1-11. https://doi.org/10.1057/s41599-018-0132-6

Élections Canada. (2020, 6 avril). *Résultats officiels du scrutin. Quarante-troisième élection générale*. Récupéré le le 18 avril 2024 de https://www.elections.ca/res/rep/off/ovr2019app/accueil.html

Elton, D. et Gibbins, R. (1979). Western Alienation and Political Culture. Dans Kruhlak, and John C. Terry (dir.), The Canadian Political Process. Third Edition (p. 82-97).

Emery, J. C. H. et Kneebone, R. D. (2008). Socialists, Populists, Resources, and the Divergent Development of Alberta and Saskatchewan. Canadian Public Policy / Analyse de Politiques, 34(4), 419-440.

Engler, S. et Weisstanner, D. (2021). The threat of social decline: income inequality and radical right support. Journal of European Public Policy, 28(2), 153-173. https://doi.org/10.1080/13501763.2020.1733636

Erl, C. (2021). The People and The Nation: The «Thick»and the «Thin»of Right-Wing Populism in Canada. *Social Science Quarterly*, *102*(1), 107-124. https://doi.org/10.1111/ssqu.12889

Evans, B. M., et Smith, C. W. (Eds.). (2015). Transforming Provincial Politics: The Political Economy of Canada's Provinces and Territories in the Neoliberal Era. (2015). University of Toronto Press. http://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctt14bthd4

Fair Deal Panel. (2020, mai). *Report to government* [Rapport au Gouvernement de l'Alberta]. https://open.alberta.ca/publications/fair-deal-panel-report-to-government

Falk, R. (2003). Regionalism and World Order: The Changing Global Setting. Dans F. Söderbaum et T. M. Shaw (dir.), *Theories of New Regionalism: A Palgrave Reader* (p. 63-80). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9781403938794_4

Farney, J. (2013). Canadian Populism in the Era of the United Right. Dans J. Farney et D. Rayside (dir.), *Conservatism in Canada* (p. 43-58). University of Toronto Press. http://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctt5hjvkc.8

Farney, J. (2012). Social Conservatives and the Reform Party of Canada. Dans *Social Conservatives and Party Politics in Canada and the United States* (p. 98-113). University of Toronto Press. http://www.jstor.org/stable/10.3138/9781442699618.10

Fassin, É. (2017). *Populisme: le grand ressentiment*. Textuel.

Faure, A. et Négrier, E. (s. d.). *La politique à l'épreuve des émotions*. Presses Universitaires de Rennes.

Favret-Saada, J. (1994). Weber, les émotions et la religion. *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, (22), 93-108. https://doi.org/10.4000/terrain.3088

Fawcett, L. (2004). Exploring Regional Domains: A Comparative History of Regionalism. *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, *80*(3), 429-446.

Ferres, J. H. (2009). The Literary roots of Western Canadian separatism. *American Review of Canadian Studies*, world. https://doi.org/10.1080/02722018309480770

Filsinger, M., Wamsler, S., Erhardt, J. et Freitag, M. (s. d.). National identity and populism: The relationship between conceptions of nationhood and populist attitudes. *Nations and Nationalism*, *n/a*(n/a). https://doi.org/10.1111/nana.12689

Finkel, A. (1984). Populism and the Proletariat: Social Credit and the Alberta Workin Class. *Studies in Political Economy*, *13*(1), 109-135. https://doi.org/10.1080/19187033.1984.11675643

Finkel, A. (1993). Populism and Gender: The UFA and Social Credit Experiences. *Journal of Canadian Studies*, *27*(4), 76-97. https://doi.org/10.3138/jcs.27.4.76

Fitzi, G. (2019). Populism: An Ideal-Type Assessment. Dans *Populism and the Crisis of Democracy. Volume 1: Concepts and Theory* (p. 47-61). Routlegde.

Flanagan, T. (2019, 23 novembre). The Return of the Alberta Agenda. *C2C Journal*. https://c2cjournal.ca/2019/11/fbp-the-return-of-the-alberta-agenda/

Flanagan, T. (2021). *First Nations and the Petroleum Industry--From Conflict to Cooperation*. Fraser Institute.

Fleury, M. (2022). Les droites provinciales en évolution (2015–2020). Conservatisme, populisme et radicalisme, Frédéric Boily (dir.), Québec: Les Presses de l'Université Laval, coll. CÉFIR, 2021, pp. 176. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 1-2. https://doi.org/10.1017/S0008423922000555

Florenne, Y. (1988, 1er septembre). La fin du Canada ? *Le Monde diplomatique*. https://www.monde-diplomatique.fr/1988/09/FLORENNE/41135

Francophobia is donning new populist clothes in Canada. (s. d.). https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-francophobia-is-donning-new-populist-clothes-in-canada/

Frank, T. (2000). *One market under God: extreme capitalism, market populism, and the end of economic democracy*. Doubleday.

Frantziou, E. (2022). Was Brexit a Form of Secession? *Global Policy*, *13*(S2), 69-78. https://doi.org/10.1111/1758-5899.13062

Fraser, A. B. (1991). A Canadian Flag for Canada. *Journal of Canadian Studies*, *25*(4), 64-80. https://doi.org/10.3138/jcs.25.4.64

Freeden, M. (1998). Is Nationalism a Distinct Ideology? *Political Studies*, *46*(4), 748-765. https://doi.org/10.1111/1467-9248.00165

Friesen, K. R. (2021). Reimagining Populism to Reveal Canada's Right-Wing Populist Zeitgeist. *Inquiries Journal*, *13*(01). http://www.inquiriesjournal.com/articles/1860/reimagining-populism-to-reveal-canadas-right-wing-populist-zeitgeist

Fuglestad, E. M., Figueiredo, E. et Pospěch, P. (2021). Rural authenticity between commodification and populism. Dans *Politics and Policies of Rural Authenticity*. Routledge.

Gagnon, A. G. et Tanguay, B. (2017). *Canadian parties in transition: discourse, organization, and representation*. University of Toronto Press.

Gagnon, A.-G. et Tanguay, B. (1996). Minor Parties in the Canadian Political System: Origins, Functions, Impact (p. 106-135).

Galston, W. A. (2018). The Populist Challenge to Liberal Democracy. *Journal of Democracy*, *29*(2), 5-19. https://doi.org/10.1353/jod.2018.0020

Gaye, P. G. (2019, 10 mai). Frédéric Boily sur les Gilets jaunes : « Le retour de la Western alienation ». *Le Franco*. https://lefranco.ab.ca/calgary/frederic-boily-sur-les-gilets-jaunes-le-retour-de-la-western-alienation/

Geddes, J. (2018, 7 octobre). Stephen Harper has some ideas about conservative populism. *Macleans.ca*. https://www.macleans.ca/politics/ottawa/stephen-harper-has-some-ideas-about-conservative-populism/

Gerson, J. (2012, 15 septembre). A legacy rich as oil: Ex-Alberta premier Peter Lougheed's ideas imprinted on party still in power 41 years later. *National Post*. https://nationalpost.com/news/canada/a-

legacy-rich-as-oil-ex-alberta-premier-peter-lougheeds-ideas-imprinted-on-party-still-in-power-41-years-later

Ghania, Y. (2022, 23 juillet). Premier Scott Moe pushes provincial autonomy for Sask. at Maple Creek town hall | CBC News. *CBC*. https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/sask-premier-scott-moe-pushes-provincial-autonomy-at-maple-creek-town-hall-1.6528996

Gibbins, R. (1997*). Quebec and the West*. Quebec Studies, 24, 34-45. https://doi.org/10.3828/qs.24.1.34

Gibbins, R. et Arrison, S. (1995). *Western visions: perspectives on the West in Canada*. Broadview Press.

Gibbins, R. (1980). *Prairie politics and society: regionalism in decline*. Butterworth Pub Ltd.

Gibbins, R. et Berdahl, L. (2003). *Western visions, western futures: perspectives on the West in Canada*. University of Toronto Press.

Gidengil, E., Blais, A., Nevitte, N. et Nadeau, R. (2001). The Correlates and Consequences of Anti-Partyism in the 1997 Canadian Election. *Party Politics*, *7*(4), 491-513. https://doi.org/10.1177/1354068801007004005

Gidron, N. et Bonikowski, B. (2013). Varieties of Populism: Literature Review and Research Agenda. *Weatherhead Working Paper Series*, (13-0004), 39.

Gidron, N. et Hall, P. A. (2017). The politics of social status: economic and cultural roots of the populist right. The British Journal of Sociology, 68(S1), S57-S84. https://doi.org/10.1111/1468-4446.12319

Gillies, J., Raynauld, V. et Wisniewski, A. (2023). Canada is No Exception: The 2022 Freedom Convoy, Political Entanglement, and Identity-Driven Protest. American Behavioral Scientist, 00027642231166885. https://doi.org/10.1177/00027642231166885

Gilsdorf, R. R. (1979). Western Alienation, Political Alienation, and the Federal System: Subjective Perceptions. Society and Politics in Alberta.

Gingras, F.-P. (1975). *L'idéologie Indépendantiste Au Québec: De La Revendication Nationale Au Projet Social*. Cahiers Internationaux de Sociologie, 59, 273-284.

Giordano, A. (s. d.). Us and Them: The Logic of Othering from Pink Floyd to Populists. Us' vs. 'Them': The rhetoric of 'othering' from Aristotle to Frank Westerman, 14(2). https://www.academia.edu/39885280/Us_and_Them_The_Logic_of_Othering_from_Pink_Floyd_to_Populists

Godin, C. (2012). Qu'est-ce que le populisme ? *Cites*, *n° 49*(1), 11-25.

Goldthorpe, J. H. (1991). The Uses of History in Sociology: Reflections on Some Recent Tendencies. *The British Journal of Sociology*, *42*(2), 211-230. https://doi.org/10.2307/590368

Gordon, J., Jeram, S. et van der Linden, C. (2020). The two solitudes of Canadian nativism: Explaining the absence of a competitive anti-immigration party in Canada. *Nations and Nationalism*, *26*(4), 902-922. https://doi.org/10.1111/nana.12570

Gouvernement du Canada, S. C. (2021). *Caractéristiques des emplois dans le secteur du pétrole et du gaz*. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2021063-fra.htm

Government of Saskatchewan. (2023, 16 mars). *Province Passes Saskatchewan First Act*. Government of Saskatchewan. https://www.saskatchewan.ca/government/news-and-media/2023/march/16/province-passes-saskatchewan-first-act-adds-house-amendments

Grantham, R. (1942). *Some aspects of the socialist movement in British Columbia, 1898-1933* [Mémoire de Maîtrise, University of British Columbia]. https://doi.org/10.14288/1.0098672

Graves, F. et Smith, J. (2020, 30 juin). *Northern Populism: Causes and Consequences of the New Ordered Outlook*. Social Science Research Network. https://papers.ssrn.com/abstract=3641823

Griffin, J. M. (2015). Petro-Nationalism: The Futile Search for Oil Security. *The Energy Journal*, *36*, 25-42.

Groupe d'études géopolitiques. (2019). *Le style populiste*. Amsterdam.

Guerra, T. (2019). Définir le populisme. *La Vie des idées*. https://laviedesidees.fr/Definir-le-populisme.html

Gunster, S. (2019, 2 juillet). Extractive populism and the future of Canada. *Canadian Center for Policy Alternatives*. https://policyalternatives.ca/publications/monitor/extractive-populism-and-future-canada

Gunster, S., Fleet, D. et Neubauer, R. (2021). Challenging Petro-Nationalism: Another Canada Is Possible? *Journal of Canadian Studies*, *55*(1), 57-87. https://doi.org/10.3138/jcs.2019-0033

Gunster, S., Neubauer, R., Bermingham, J. et Massie, A. (2021). Chapitre 7. «Our Oil»: Extractive Populism in Canadian Social Media. Dans *Regime of Obstruction: How corporate power blocks energy democracy* (p. 197-224). Athabasca University Press. https://read.aupress.ca/read/regime-of-obstruction/section/4037be5a-9c09-49e1-8957-7923c7851408

Gunter, L. (2001, 1er avril). What the West Wants. *Policy Options*. https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/western-alienation/what-the-west-wants/

Hak, G. (2004). Populism and the 1952 Social Credit Breakthrough in British Columbia. *Canadian Historical Review*, *85*(2), 277-296. https://doi.org/10.3138/CHR.85.2.277

Hansen, R. (2017). Why Both the Left and the Right Are Wrong: Immigration and Multiculturalism in Canada. *PS: Political Science & Politics*, *50*(03), 712-716. https://doi.org/10.1017/S1049096517000476

Harper, par S., Flanagan, T., Morton, T., Knopff, R., Crooks, A. et Boessenkool, K. (2001, 1er avril). Programme pour l'Alberta. *Policy Options*. https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/western-alienation/the-alberta-agenda/

Harrison, T. (1995). *Of passionate intensity: right-wing populism and the Reform Party of Canada*. University of Toronto Press.

Harrison, T. et Krahn, H. (1995). Populism and the Rise of the Reform Party in Alberta*. *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, *32*(2), 127-150. https://doi.org/10.1111/j.1755-618X.1995.tb00765.x

Haute, E. van, Pauwels, T. et Sinardet, D. (2018). Sub-state nationalism and populism: the cases of Vlaams Belang, New Flemish Alliance and DéFI in Belgium. *Comparative European Politics*, *16*(6), 954.

Hauwaert, S. M. V., Schimpf, C. H. et Dandoy, R. (2019). Populist demand, economic development and regional identity across nine European countries: exploring regional patterns of variance. *European Societies*, *21*(2), 303.

Hawkins, K. A. (2009). Is Chávez Populist?: Measuring Populist Discourse in Comparative Perspective. *Comparative Political Studies*, *42*(8), 1040-1067, Sage CA: Los Angeles, CA. https://doi.org/10.1177/0010414009331721

Hayday, M. (2010). Fireworks, Folk-dancing, and Fostering a National Identity: The Politics of Canada Day. *Canadian Historical Review*, *91*(2), 287-314. https://doi.org/10.3138/chr.91.2.287

Heinich, N. (2010). II. Une sociologie des affects (p. 27-54). La Découverte. http://www.cairn.info/la-sociologie-de-norbert-elias--9782707138309-page-27.htm

Heinich, N. (2018). *Des valeurs: une approche sociologique*. Gallimard.

Henry, S. (2000). *Revisiting western alienation: towards a better understanding of political alienation and political behaviour in western Canada* [Thèse de doctorat, University of Calgary]. doi:10.11575/PRISM/15319

Hepburn, E. (2009). Introduction: Re-conceptualizing Sub-state Mobilization. *Regional & Federal Studies*, *19*(4-5), 477.

Hermet, G. (2001). *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique (XIXe-XXe siècle)*. Fayard.

Hettne, B. (2003). The New Regionalism Revisited. Dans F. Söderbaum et T. M. Shaw (dir.), *Theories of New Regionalism: A Palgrave Reader* (p. 22-42). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9781403938794_2

Hicks, J. D. (1981). *The Populist revolt: a history of the Farmers' Alliance and the People's Party*. Greenwood Press.

Hochschild, A. R. (2018). *Strangers in their own land: anger and mourning on the American right*. New Press.

Hoffman, A. (2014). The Canadian West as an Imagined Region. *Journal of the West*, *53*(4), 80-83.

Hofstadter, R. et History E-Book Project. (1960). *The age of reform: from Bryan to F.D.R.* American Council of Learned Societies.

Homolar, A. et Löfflmann, G. (2022). Weaponizing Masculinity: Populism and Gendered Stories of Victimhood. *Journal for the Study of Radicalism*, *16*(2), 131-148.

Homolar, A. et Löfflmann, G. (2021). Populism and the Affective Politics of Humiliation Narratives. *Global Studies Quarterly*, *1*(1). https://doi.org/10.1093/isagsq/ksab002

Hristova, B. (2019, 15 novembre). How Alberta pays Quebec's bills: Four charts that show Alberta picks up the tab. *National Post*. https://nationalpost.com/news/canada/how-alberta-pays-quebecs-bills-four-charts-that-show-alberta-picks-up-the-tab

Huber, R. A., Greussing, E. et Eberl, J.-M. (2021). From populism to climate scepticism: the role of institutional trust and attitudes towards science. *Environmental Politics*, *0*(0), 1-24. https://doi.org/10.1080/09644016.2021.1978200

Huber, R., Greussing, E. et Eberl, J.-M. (2020). *Populist Attitudes and Climate Scepticism: It's all about Science and Political Institutions*. https://doi.org/10.31235/osf.io/m82kg

Hunter, A. (2021, 10 novembre). Premier Moe wants Saskatchewan to be a « nation within a nation » by increasing autonomy | CBC News. *CBC*. https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/sask-moe-autonomy-1.6242880

Hussey, I. (2020, mars). *The Future of Alberta's Oil Sands Industry: More Production, Less Capital, Fewer Jobs*. Parkland Institute. https://www.parklandinstitute.ca/the_future_of_albertas_oil_sands_industry

Ionescu, G. et Gellner, E. (dir.). (1969). *Populism; its meaning and national characteristics.* Macmillan.

IPSOS. (2019, novembre). Canadians Across All Regions Feel Country More Divided than Ever. https://www.ipsos.com/en-ca/news-polls/Canadians-Across-Regions-Feel-Country-More-Divided-than-Ever

IPSOS. (2018). *Western alienation on the rise ? Not so much*. IPSOS. https://www.ipsos.com/en-ca/news-polls/western-alienation-on-rise-not-so-much

Iradukunda, P. M. (2023). *Le Wild Rose Country sur la scène internationale : l'influence de l'aliénation de l'Ouest sur la paradiplomatie albertaine*. [Mémoire de Maîtrise, Université d'Ottawa]. ruor.uottawa.ca. https://ruor.uottawa.ca/items/c8a707e9-d4f7-4877-be24-9e9cb78521b8

Ivaldi, G. et Mazzoleni, O. (2019). Economic Populism and Producerism: European Right-Wing Populist Parties in a Transatlantic Perspective. *Populism*, *2*(1), 1-28.

Jacques, P. (2021). Environmental populism: the politics of survival in the anthropocene. *Critical Policy Studies*, world. http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/19460171.2021.1924212

Jagers, J. et Walgrave, S. (2007). Populism as political communication style: An empirical study of political parties' discourse in Belgium. *European Journal of Political Research*, *46*(3), 319-345. https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.2006.00690.x

Jansen, R. S. (2015). Populist Mobilization: A New Theoretical Approach to Populism. Dans C. de la Torre (dir.), *The Promise and Perils of Populism* (p. 159-188). University Press of Kentucky. https://doi.org/10.2307/j.ctt12880g5.9

Jansma, J. (s. d.). Culture in the Name of the People? Towards a typology of populism and culture. *Debats. Revista de cultura, poder i societat*, *4*, 119.

Jessop, B. et Oosterlynck, S. (2008). Cultural Political Economy: On Making the Cultural Turn without Falling into Soft Economic Sociology. *Geoforum*, *39*, 1155-1169. https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2006.12.008

Johnston, Richard, Blais, Andre, Brady, Henry E., Gidengil, Elisabeth, and Nevitte, Neil. Canadian Election Study, 1993: Incorporating the 1992 Referendum Survey on the Charlottetown Accord. Inter-university Consortium for Political and Social Research [distributor], 1995-10-12. https://doi.org/10.3886/ICPSR06571.v1

Jones, A. (2019, 2 décembre). Wexit and the Alternative Right. Active History. http://activehistory.ca/2019/12/wexit-and-the-alternative-right/

Joppke, C. (2021). Populism and the double liberalism: exploring the links. Theory and Society. https://doi.org/10.1007/s11186-021-09435-3

Kalberg, S. (2010). Les idées, les valeurs et les intérêts: introduction à la sociologie de Max Weber. La Découverte.

Kalberg, S. (2002). La sociologie historique comparative de Max Weber. La Découverte.

Kaltwasser, C. R. (2015). Explaining the Emergence of Populism in Europe and the Americas . JSTOR. Dans C. de la Torre (dir.), The Promise *and Perils of Populism* (p. 189-228). University Press of Kentucky. https://doi.org/10.2307/j.ctt12880g5.10

Katsambekis, G. et Stavrakakis, Y. (2020, juin). *Populism and the Pandemic A Collaborative Report*.

Kenny, P. (2021). The strategic approach to populism. Dans *Routledge Handbook of Populism in the Asia Pacific*. Palgrave Macmillan.

Kilgour, D. (1988). *Uneasy patriots: Western Canadians in Confederation*. Lone Pine Pub.

King, A. D. K. (2020). Right-wing populism, organized labor, and white workers in Sudbury, Ontario: A cautionary tale from the 2018 Ontario election. *Journal of Labor and Society*, *23*(4), 485-501. https://doi.org/10.1111/wusa.12489

Kipfer, S. et Saberi, P. (2014). From «Revolution»To Farce? Hard-Right Populism in the Making of Toronto. *Studies in Political Economy*, *93*(1), 127-152. https://doi.org/10.1080/19187033.2014.11674967

Kirkham, D. (1994). *The reform Party of Canada; a discourse on race, ethnicity, and equality.* [Mémoire de Maîtrise, Carleton University]. https://curve.carleton.ca/9869bc32-6b16-4627-bb9f-367b861ea070

Kitschelt, Herbert. et McGann, A. J. (1995). *The radical right in Western Europe: a comparative analysis*. University of Michigan Press. https://catalog.hathitrust.org/Record/003067173

Klinger, U. et Koc-Michalska, K. (2022). Le populisme comme phénomène de communication : une comparaison transversale et longitudinale des campagnes politiques sur Facebook. *Mots. Les langages du politique*, (128), 177-199. https://doi.org/10.4000/mots.29645

Koch, N. et Perreault, T. (2019). Resource nationalism. *Progress in Human Geography*, *43*(4), 611-631. https://doi.org/10.1177/0309132518781497

Korzinski, D. (2021, 21 juin). Diversity and Racism in Canada: Competing views deeply divide country along gender, generational lines. *Angus Reid Institute*. https://angusreid.org/diversity-racism-canada/

Koutnik, G. (2021). Ecological Populism: Politics in Defense of Home. *New Political Science*, *0*(0), 1-21. https://doi.org/10.1080/07393148.2021.1880702

Kraushaar-Friesen, N. et Busch, H. (2020). Of pipe dreams and fossil fools: Advancing Canadian fossil fuel hegemony through the Trans Mountain pipeline. *Energy Research & Social Science*, *69*, 101695. https://doi.org/10.1016/j.erss.2020.101695

Kwak, L. J. (2020). Problematizing Canadian exceptionalism: A study of right-populism, white nationalism and Conservative political parties. Oñati Socio-Legal Series, 10(6), 1166-1192.

Laclau, E. (2008). La raison populiste. Seuil.

Laclau, E. et Mouffe, C. (2001). Hegemony and Socialist Strategy: Towards A Radical Democratic Politics (2e éd.). Version.

Lambert, Ronald D., Brown, Steven D., Curtis, James E., Kay, Barry J., and Wilson, John M. Canadian National Election Study, 1984. Inter-university Consortium for Political and Social Research [distributor], 1992-02-16. https://doi.org/10.3886/ICPSR08544.v1

Lamont, M. (2002). *La dignité des travailleurs*. Presses de Sciences Po.

Lamont, M. (2018). *Getting respect: Responding to stigma and discrimination in the United States, Brazil, and Israel*. Princeton University Press.

Lamont, M. et Fournier, M. (1992). *Cultivating differences: symbolic boundaries and the making of inequality*. University of Chicago Press.

Lamont, M., Schmalzbauer, J., Waller, M. et Weber, D. (1996). Cultural and moral boundaries in the United States: Structural position, geographic location, and lifestyle explanations. *Poetics*, *24*(1), 31-56. https://doi.org/10.1016/0304-422X(96)00005-8

Lamoureux, D. B. and M. (2016, 29 février). The Last Best West: Meet Alberta's New Separatists. *Vice*. https://www.vice.com/en/article/yvx8jy/the-last-best-west-meet-albertas-new-separatists

Landry, J. (2021). Le Centre Manning et la création des idées conservatrices: Dans Boily, F. (dir.), *Les droites provinciales en évolution (2015-2020)* (p. 29-50). Les Presses de l'Université Laval. https://doi.org/10.2307/j.ctv23khmz0.6

Lang, E. (2019, 1er novembre). The Trudeaus and western alienation. *Policy Options*. https://policyoptions.irpp.org/magazines/november-2019/the-trudeaus-and-western-alienation/

Langlois, G., Elmer, G., Coulter, N. et McKelvey, F. (2021). Special Section: Alt-Rights in Canada: Introduction. *Canadian Journal of Communication*, *46*(4), 5 pp-5 pp. https://doi.org/10.22230/cjc.2021v46n4a4245

Lawrynuik, S., Energy et November 6th 2019, P. |. (2019, 6 novembre). Oil and gas in western Canada divides Indigenous communities. *Canada's National Observer*, News. https://www.nationalobserver.com/2019/11/06/features/when-it-comes-oil-and-gas-western-canada-it-divides-indigenous-communities-too

Lawson, R. J. (2005). Understanding Alienation in Western Canada: Is «Western Alienation»the Problem? Is Senate Reform the Cure? *Journal of Canadian Studies*, *39*(2), 127-155. https://doi.org/10.3138/jcs.39.2.127

Laycock, D. (2005). Visions of popular sovereignty: Mapping the contested terrain of contemporary western populisms. *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, *8*, 125-144. https://doi.org/10.1080/13698230500108827

Laycock, D. (2002). *The New Right and Democracy in Canada: Understanding Reform and the Canadian Alliance*. Oxford University Press.

Laycock, D. (1994). Reforming Canadian Democracy? Institutions and Ideology in the Reform Party Project*. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, *27*(2), 213-247. https://doi.org/10.1017/S0008423900017340

Laycock, D. (1990). *Populism and democratic thought in the Canadian prairies, 1910 to 1945*. University of Toronto Press.

Laycock, D. (1985). *Prairie populists and the idea of co-operation, 1910-1945*. Centre for the Study of Co-operatives, Diefenbaker Centre, University of Saskatchewan.

L'Encyclopédie Canadienne. (2018, 14 septembre). Confédération, 1867. https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/confederation-1867

Le Bart, C. (2018a). La représentation politique comme lien émotionnel. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, *14*(1), 203-227. https://doi.org/10.7202/1056436ar

Le Bart, C. (2018b). *Les émotions du pouvoir. Larmes, rires, colères des politiques*. Armand Colin. https://www.cairn.info/les-emotions-du-pouvoir--9782200621940.htm

Lecours, A. (2022). The Symbolic State: Minority Recognition, Majority Backlash, and Secession in Multinational Countries, by Karlo Basta, Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 2021, 272pp., $130.00 (cloth), ISBN 9780228008057, $37.95 (paperback), ISBN 978-0228008064. *Nationalities Papers*, *51*, 1-2. https://doi.org/10.1017/nps.2022.105

Lecours, A. (2021). *Nationalism, Secessionism, and Autonomy*. Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oso/9780192846754.001.0001

Lecours, A. (2020). Nationalism and the strength of secessionism in Western Europe: Static and dynamic autonomy. *International Political Science Review*, 0192512120964902. https://doi.org/10.1177/0192512120964902

Lecours, A. et Béland, D. (2022). Federalism and the politics of oil and gas pipelines in Canada (Alberta) and the United States (Texas). *Politics & Policy*, *50*. https://doi.org/10.1111/polp.12468

Lecours, A. et Béland, D. (2019). From secessionism to regionalism: The changing nature of territorial politics in Western Australia. *Regional & Federal Studies*, *29*(1), 25-44. https://doi.org/10.1080/13597566.2018.1443918

Lemieux, C. (2012). *2 – Problématiser*. *L'enquête sociologique* (p. 27-51). Presses Universitaires de France. http://www.cairn.info/l-enquete-sociologique--9782130608738-page-27.htm

Levitsky, S. et Ziblatt, D. (2019). La mort des démocraties. Calmann-Lévy.

Lewis, D. et Scott, F. R. (1943). Make this your Canada; a review of C.C.F. history and policy. Central Canada Pub. Co.

Linnitt, C. (2020, 24 juin). 'Grassroots' oil and gas advocacy group Canada Action received $100,000 from ARC Resources. *The Narwhal*. https://thenarwhal.ca/canada-action-received-100-thousand-from-arc-resources/

Liogier, R. (2016). *Chapitre 4. L'infiltration du populisme liquide*. *Vers la guerre des identités ?* (p. 78-88). La Découverte. http://www.cairn.info/vers-la-guerre-des-identites--9782707188120-page-78.htm

Lipset, S. M. (1990). *Continental divide: the values and institutions of the United States and Canada*. Canadian-American Committee.

Lordon, F. (2015). *Imperium: structures et affects des corps politiques*. La Fabrique éditions.

Lordon, F. (2018). *Les affects de la politique*. Seuil.

Lumsden, I. (1977). *Close the 49th parallel, etc: the americanization of Canada*. University of Toronto Press.

Lustick, I. S., Miodownik, D. et Eidelson, R. J. (2004). Secessionism in Multicultural States: Does Sharing Power Prevent or Encourage It? *American Political Science Review*, *98*(2), 209-229. https://doi.org/10.1017/S0003055404001108

Mackert, J. (2019). We the people': Liberal and organic populism, and the politics of social closure. Dans *Populism and the Crisis of Democracy. Volume 1: Concepts and Theory* (p. 91-108). Routledge.

MacLeod, M. R. (2019). Could It Happen Here? Canada in the Age of Trump and Brexit Michael Adams Toronto: Simon & Schuster, 2017, 178 pages. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, *52*(2), 407-408. https://doi.org/10.1017/S0008423918000823

MacNeil, R. (2014). Canadian environmental policy under Conservative majority rule. *Environmental Politics*, *23*(1), 174-178. https://doi.org/10.1080/09644016.2013.854968

Macpherson, C. B. (1962). *Democracy in Alberta: social credit and the party system*. University of Toronto Press.

Mahoney, J. (2003, 29 mars). Forget Alberta separation, Klein tells Tories. *The Globe and Mail*. https://www.theglobeandmail.com/news/national/forget-alberta-separation-klein-tells-tories/article1159471/

Malloy, J. (2013). The Relationship between the Conservative Party of Canada and Evangelicals and Social Conservatives. Dans FARNEY J. et RAYSIDE D. (dir.), *Conservatism in Canada* (p. 184-206). University of Toronto Press. http://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctt5hjvkc.15

Mansfield, E. D. et Milner, H. V. (1999). The New Wave of Regionalism. *International Organization*, *53*(3), 589-627. https://doi.org/10.1162/002081899551002

Mansfield, E. D. et Solingen, E. (2010). Regionalism. *Annual Review of Political Science*, *13*, 145-163.

Markovich, R. (2021). *Moving with the Tide? A Content Analysis of the Relative Prominence of Left and Right-Wing Populism in Recent Canadian Federal Electoral Manifestos* [Université d'Ottawa / University of Ottawa]. http://hdl.handle.net/10393/42866

Markusoff, J. (2019, 9 décembre). The future of 'Saskberta'. *Macleans.ca*. https://www.macleans.ca/economy/the-future-of-saskberta/

Markusoff, J. (2019, 15 juillet). The rise of Alberta's unapologetic petro-patriots. *Macleans.ca*. https://macleans.ca/news/canada/the-rise-of-albertas-unapologetic-petro-patriots/

Marquardt, J. (2024). Populism and Climate Policy. Dans *Elgar Encyclopedia of Climate Policy* (p. 64-68). Edward Elgar Publishing. https://www.elgaronline.com/display/book/9781802209204/ch12.xml

Marquis, M. (2021, 22 août). La Presse en Alberta: Les grandes ambitions du « Bloc québécois de l'Ouest ». *La Presse*, Élections fédérales. https://www.lapresse.ca/elections-federales/2021-08-22/la-presse-en-alberta/les-grandes-ambitions-du-bloc-quebecois-de-l-ouest.php

Martin, L. (2019, 11 décembre). Faut-il prendre le Wexit au sérieux? *Radio-Canada*. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1427757/wexit-separation-alberta-serieux-ouest

Massetti, E. et Schakel, A. H. (2017). Decentralisation Reforms and Regionalist Parties' Strength: Accommodation, Empowerment or Both? *Political Studies*, *65*(2), 432-451. https://doi.org/10.1177/0032321716644612

Mathieu, F. (2021, 24 novembre). Canada 360°: Une nouvelle nation au Canada ? *La Presse*, Opinions. https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2021-11-24/canada-360/une-nouvelle-nation-au-canada.php

Matsen, E., Natvik, G. J. et Torvik, R. (2016). Petro populism. *Journal of Development Economics*, *118*, 1-12. https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2015.08.010

Maverick Party (s.d). *Platform*.

Maverick Party (s.d). *Programme politique du Maverick Party*

Maverick Party (s.d). *Maverick Party Mission Statement*

Maverick Party (s.d). *Maverick Party Twin Track Approach.*

May, P. (2022). Canada: the standard bearer of multiculturalism in the world? An analysis of the Canadian public debate on multiculturalism (2010–2020). *Ethnic and Racial Studies*, *45*(10), 1939-1960. https://doi.org/10.1080/01419870.2021.1977366

Mayer, L. C., Kaymak, E. et Justice, J. W. (2000). Populism and the triumph of the politics of identity: The transformation of the Canadian party system. *Nationalism and Ethnic Politics*, *6*(1), 72-102. https://doi.org/10.1080/13537110008428588

Mazzoleni, O., Mueller, S. (eds.) (2016). *Regionalist Parties in Western Europe: Dimensions of Success*. Routlegde.

Mazzoleni, O. et Ruzza, C. (2019). Claiming regionalism and nationalism at the same time. *The People and the Nation*, 64.

McCormack, A. R. (1991). *Reformers, Rebels, and Revolutionaries*. University of Toronto Press. https://utorontopress.com/9780802076823/reformers-rebels-and-revolutionaries

McCracken, D. J. (2019). The CCF and Canada's Socialist Streak. *Federalism-E*, *20*(1), 66-74. https://doi.org/10.24908/fede.v20i1.13154

McDonnell, D. (2006). A Weekend in Padania: Regionalist Populism and the Lega Nord. *Politics*, *26*(2), 126-132. https://doi.org/10.1111/j.1467-9256.2006.00259.x

McGrane, D. (2005). Western Alienation or Mere Critique of Federal Government Policies?: Saskatchewan Social Democrats' View of Federalism from 1900 to Present. *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, *32*.

McMath, R. C. (1995). Populism in Two Countries: Agrarian Protest in the Great Plains and Prairie Provinces. *Agricultural History*, *69*(4), 517-546.

McRoberts, K. (1995). *Beyond Quebec: taking stock of Canada*. McGill-Queen's University Press.

Mears, E. (s. d.). Fossil-Power Top 50 – Corporate Mapping Project. https://www.corporatemapping.ca/database/fossil-power-top-50/

Medeiros, M. et Gravelle, T. B. (2023). Pandemic Populism: Explaining Support for the People's Party of Canada in the 2021 Federal Election. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, *56*(2), 413-434. https://doi.org/10.1017/S000842392300015X

Meléndez, C. et Rovira Kaltwasser, C. (2017). Political identities: The missing link in the study of populism. *Party Politics*, *25 (4)*, 520-533. https://doi.org/10.1177/1354068817741287

Melnyk, G. (1994). Riel to reform: a history of protest in Western Canada // Review (vol. 19, p. 264-266). University of Alberta Library.

Meny, Y. et Surel, Y. (2002). Democracies and the Populist Challenge. Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9781403920072

Mertz, E. (2020, 27 avril). FCP and Wexit members to vote on merging into Wildrose Independence Party of Alberta. Global News. https://globalnews.ca/news/6873839/alberta-politics-fcp-wexit-vote-unite/

Millette, C.-A. (2018). Stephen Harper. La fracture idéologique d'une vision du Canada, de Frédéric Boily, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Agora canadienne », 2016, 148 p. Politique et Sociétés, 37(3), 176-178. https://doi.org/10.7202/1053499ar

MISC McGill. (2022, 9 mars). Nationalism, Secessionism, and Autonomy. Youtube. https://www.youtube.com/watch?v=sljSdRJIi7Y

Mistry, P. S. (2003). New Regionalism and Economic Development. Dans F. Söderbaum et T. M. Shaw (dir.), Theories of New Regionalism: A Palgrave Reader (p. 117-139). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9781403938794_7

Moffitt, B. (2020). Populism. Polity Press.

Moffitt, B. (2016). The global rise of populism: performance, political style, and representation (1re éd.). Stanford University Press. https://doi.org/10.2307/j.ctvqsdsd8.6

Moffitt, B. et Tormey, S. (2014). Rethinking Populism: Politics, Mediatisation and Political Style. Political Studies, 62(2), 381-397. https://doi.org/10.1111/1467-9248.12032

Momani, B. et Deschamps, R. (2021). Canada's Right-Wing Extremists: Mapping their Ties, Location, and Ideas. Journal of Hate Studies, 17(2), 36-46, Online interaction among right-wing extremists. https://doi.org/10.33972/jhs.174

Mondon, A. et Glynos, J. (2016). *The political logic of populist hype: the case of right wing populism's 'meteoric rise' and its relation to the status quo*. https://researchportal.bath.ac.uk/en/publications/the-political-logic-of-populist-hype-the-case-of-right-wing-popul

Mones, D. (2022a, 9 mai). *« Aliénation de l'ouest » : comprendre les transformations des résistances politiques à l'intégration régionale, dans l'ouest canadien*.

https://www.acfas.ca/evenements/congres/89/contribution/alienation-ouest-comprendre-transformations-resistances

Mones, D. (2022b). Un pays divisé. Identité, fédéralisme et régionalisme au Canada d'Evelyne Brie et Félix Mathieu, Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, 204 p. *Politique et Sociétés*, *41*, 261. https://doi.org/10.7202/1092353ar

Mones, D. (2022c, 15 mars). Le pétropopulisme freine la transition énergétique. *The Conversation*. http://theconversation.com/le-petropopulisme-freine-la-transition-energetique-178765

Mones, D. (2023). Le populisme comme stratégie de reconstruction de l'imaginaire politique. Dans F.-G. Dufour et E. Peker (dir.), *Le populisme et les sciences sociales*. Presses de l'Université d'Ottawa.

Montigny, E. (2022). Nouvelle phase du nationalisme québécois: un PLQ coincé. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, *55*(4), 978-988. https://doi.org/10.1017/S0008423922000683

Montigny, E. et Margineanu-Plante, A. (2022). D'indépendantiste à autonomiste : une évolution du nationalisme québécois. *Recherches sociographiques*, *63*(1-2), 57-84. https://doi.org/10.7202/1092382ar

Morgan, M. (2020). A Cultural Sociology of Populism. *International Journal of Politics, Culture, and Society*. https://doi.org/10.1007/s10767-020-09366-4

Morton, W. L. (1978). *Progressive party in Canada*. University of Toronto Press.

Morton, W. L., Cook, R. et Berger, C. (1976). *The West and the nation: essays in honour of W.L. Morton*. McClelland and Stewart.

Mouffe, C. (2016). *L'illusion du consensus*. Albin Michel.

Mouffe, C. (2020). *The return of the political*. Verso Books.

Mouffe, C., Fitzgibbon, J., Wodak, R., Stavrakakis, Y. et Zsolt, E. (2017, 24 juillet). Five views: Is populism really a threat to democracy? *EUROPP*. https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2017/07/24/is-populism-really-a-threat-to-democracy/

Mudde, C. (2017). Populism : A Ideational Approach. Dans *The Oxford Handbook of Populism* (p. 27-47). Oxford University Press.

Mudde, C. (2010). The Populist Radical Right: A Pathological Normalcy. *West European Politics*, *33*(6), 1167-1186. https://doi.org/10.1080/01402382.2010.508901

Mudde, C. (2004). The Populist Zeitgeist. *Government and Opposition*, *39*(4), 541-563. https://doi.org/10.1111/j.1477-7053.2004.00135.x

Mudde, C. et Kaltwasser, R. (2018). Qu'est-ce que le populisme ? Dans *Brève introduction au populisme* (Editions de l'Aube, p. 13-36).

Mudde, C. et Kaltwasser, C. (2017). *Populism: A Very Short Introduction*. Oxford University Press.

Mudde, C. et Kaltwasser, C. (2013). Exclusionary vs. Inclusionary Populism: Comparing Contemporary Europe and Latin America. *Government and Opposition*, *4848*(2), 147-174. https://doi.org/10.1017/gov.2012.11

Mueller, S. (2022). Nationalism, Secessionism, and Autonomy André Lecours, Oxford: Oxford University Press, pp. 256. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, *55*(1), 255-256. https://doi.org/10.1017/S0008423922000142

Mukoyama, N. (2024). *Fueling Sovereignty. Colonial Oil and the Creation of Unlikely States*. Cambridge University Press.

Müller, J.-W. (2016). *What Is Populism?*. University of Pennsylvania Press.

Müller, J.-W. (2017). « Que font les populistes, les populistes au pouvoir ». Dans *Qu'est-ce que le populisme?* (p. 208). Gallimard.

Naylor, J. (2013). The British Columbia CCF's Working-Class Moment: Socialism Not Populism. *Labour / Le Travail*, *71*, 101-121.

Naylor, J. (2016). *The fate of labour socialism: the Co-operative Commonwealth Federation and the dream of a working-class future*. University of Toronto Press.

Neubauer, R. et Graham, N. (2021a). Fuelling the Subsidized Public: Mapping the Flow of Extractivist Content on Facebook. *Canadian Journal of Communication*, *46*(4), 34 pp-34 pp. https://doi.org/10.22230/cjc.2021v46n4a4019

Neubauer, R. et Graham, N. (2021b). Fuelling the Subsidized Public: Mapping the Flow of Extractivist Content on Facebook. *Canadian Journal of Communication*, *46*(4), 34 pp-34 pp. https://doi.org/10.22230/cjc.2021v46n4a4019

Neubauer, R. et Gunster, S. (2019). Enemies at the Gateway: Regional Populist Discourse and the Fight Against Oil Pipelines on Canada's West Coast. *Frontiers in Communication*, *4*. https://doi.org/10.3389/fcomm.2019.00061

Neubauer, R. J. (2018). Moving beyond the petrostate: northern gateway, extractivism, and the Canadian petrobloc. *Studies in Political Economy*, *99*(3), 246-267. https://doi.org/10.1080/07078552.2018.1536369

Neville, S. J. et Langlois, G. (2021a). Enemy Imaginaries: A Case Study of the Far Right in Canada. *Canadian Journal of Communication*, *46*(4), 25 pp-25 pp. https://doi.org/10.22230/cjc.2021v46n4a3929

Neville, S. J. et Langlois, G. (2021b). Enemy Imaginaries: A Case Study of the Far Right in Canada. *Canadian Journal of Communication*, *46*(4), 25 pp-25 pp. https://doi.org/10.22230/cjc.2021v46n4a3929

Newth, G. (2019). The roots of the Lega Nord's populist regionalism. *Patterns of Prejudice*, *53*(4), 384-406. https://doi.org/10.1080/0031322X.2019.1615784

Nordensvard, J. et Ketola, M. (2021). Populism as an act of storytelling: analyzing the climate change narratives of Donald Trump and Greta Thunberg as populist truth-tellers. *Environmental Politics*, *0*(0), 1-22. https://doi.org/10.1080/09644016.2021.1996818

Norman, W. (2006). 6 A Federalist Theory of Secession. Dans W. Norman (dir.), *Negotiating Nationalism: Nation-Building, Federalism, and Secession in the Multinational State* (p. 0). Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/0198293356.003.0006

Norris, P. et Inglehart, R. (2018). *Cultural backlash: Trump, Brexit, and authoritarian populism*. Cambridge University Press.

Ostiguy, P., Panizza, F. et Moffitt, B. (2021). *Populism in global perspective: a performative and discursive approach*.

Ott, B. L. et Dickinson, G. (2019). The Politics of White Rage. Dans *The Twitter Presidency* (p. 28-58). Routledge. https://doi.org/10.4324/9780429054259-2

Oxford Analytica (2022), "Provincial resentment of Ottawa may be growing", Expert Briefings. https://doi.org/10.1108/OXAN-DB271751

Palmater, P. (2021, 21 septembre). The PPC got more than 800,000 votes, and that should worry all of us. Macleans.ca. https://www.macleans.ca/opinion/the-ppc-got-more-than-800000-votes-and-that-should-worry-all-of-us/

Pappas, T. S. (2016). Modern Populism: Research Advances, Conceptual and Methodological Pitfalls, and the Minimal Definition. *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.17

Pappas, Takis Spyros. (2019). *Populism and liberal democracy: a comparative and theoretical analysis*. Oxford University Press.

Patten, S. (2007). The evolution of the Canadian party system. Dans Gagnon, A. G. et Brian, A. B., *Canadian Parties in Transition*, *3*, 55-82.

Paxton, R. O. (2011). *The anatomy of fascism*. Vintage.

Peker, E. et Winter, E. (2024). Confronting or incorporating middle-class nation-building? Right-wing responses in the pan-Canadian context. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, *0*(0), 1-22. https://doi.org/10.1080/1369183X.2024.2315351

Peyton, J. et Franks, A. (2016). The New Nature of Things? Canada's Conservative Government and the Design of the New Environmental Subject. *Antipode*, *48*(2), 453-473. https://doi.org/10.1111/anti.12179

Phelan, W. (1976). *Radical politics and Western alienation: the political transformation of the Canadian praries*. https://doi.org/10.11575/PRISM/17088

Poitras, J. (2019). *Pipe dreams: the fight for Canada's energy future*. Penguin Random House Canada.

Policy Options. (2001, 1er avril). Western Alienation: A This Morning Roundtable. *Policy Options*. https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/western-alienation/a-this-morning-roundtable/

Pollack, N. (1976). *The Populist response to industrial America: Midwestern Populist thought*. Harvard University Press.

Portengen, M. B. (2002). *Regional alienation: understanding political culture, regionalism and discontent in Western Canada* [Mémoire de Maîtrise, York University].

Pospěch, P., Fuglestad, E. M. et Figueiredo, E. (dir.). (2021). *Politics and Policies of Rural Authenticity*. Routledge. https://doi.org/10.4324/9781003091714

Postel, C. (2019). Populism as a Concept and the Challenge of U.S. History. *IdeAs. Idées d'Amériques*, (14). https://doi.org/10.4000/ideas.6472

Pratt, L. et Stevenson, G. (1981). *Western separatism: the myths, realities & dangers*. Hurtig.

Pressprogress. (2021, 21 octobre). Jason Kenney's Anti-Alberta Inquiry Finds No Illegal Activity, Little Foreign Funding To Environmental Activists. *PressProgress*. https://pressprogress.ca/jason-kenneys-anti-alberta-inquiry-finds-no-illegal-activity-little-foreign-funding-to-environmental-activists/

Pruysers, S. (2021). A psychological predisposition towards populism? Evidence from Canada. *Contemporary Politics*, *27*(1), 105-124. https://doi.org/10.1080/13569775.2020.1851930

Rae, J. E. et Gagan, D. P. (1970). The Roots of Prairie Society. Dans *Prairie Perspectives* (p. 46).

Rankine, A., Tominc, A. et Irwin, M. (2023). One of the Boys: Beer and Populism in Contemporary British Politics. Springer. https://eresearch.qmu.ac.uk/handle/20.500.12289/13191

Recherches-Ressources. (2020, 2 octobre). L'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta : entre sécurité énergétique et impératifs environnementaux et sociaux [Billet]. *Recherches-Ressources*. https://doi.org/10.58079/toc1

Reform Party. (1997, Janvier). A Fresh Start for Canadians. A 6 point plan to build a brighter future together.

Reform Party (1991). Principles and policies, the Blue book.

Reform Party. (1988). *Platform Statement of Principles.*

Requejo, F. et Sanjaume-Calvet, M. (2021). Explaining Secessionism: What Do We Really Know About It? *Politics and Governance*, *9*(4), 371-375. https://doi.org/10.17645/pag.v9i4.4959

Research Co. (2022, 1er juillet). Separation from Canada Enthralls Some Albertans and Quebecers. https://researchco.ca/2022/07/01/unity-canada-2/

Resnick, P. (2000). *The politics of resentment: British Columbia regionalism and Canadian unity*. UBC Press.

Rod, S. (1989). Histoire politique de l'Alberta. *Revue Parlementaire Canadienne*, 12(2), 7-11.

Rolph, W. K. (1951). Agrarian Protest in Canada. *The Journal of Economic History*, 11(1), 69-70. https://doi.org/10.1017/S0022050700062501

Rooduijn, M. et Pauwels, T. (2011). Measuring Populism: Comparing Two Methods of Content Analysis. *West European Politics*, 34(6), 1272-1283. https://doi.org/10.1080/01402382.2011.616665

Rosanvallon, P. (2020). *Le siècle du populisme: histoire, théorie, critique*. Seuil.

Ross, A. L. (2022, 6 octobre). Opinion: Danielle Smith's sovereignty act could flex new federalism muscle. The Globe and Mail. https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-danielle-smiths-sovereignty-act-could-flex-new-federalism-muscle/

Rovira Kaltwasser, C., Taggart, P. A., Ochoa Espejo, P. et Ostiguy, P. (2017). The Oxford handbook of populism. Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198803560.001.0001

Rucht, D. (2018). Right-wing populism in context: A historical and systematic perspective. Dans Gregor Fitzi, G., Mackert, J. et Turner., Bryan S., *Populism and the Crisis of Democracy. Volume 2: Politics, Social Movements and Extremism* (p. 67-83). Routledge.

Rummens, S. (2017). Populism as a Threat to Liberal Democracy. Dans C. R. Kaltwasser, P. Taggart, P. O. Espejo et P. Ostiguy (dir.), *The Oxford Handbook of Populism* (p. 0). Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198803560.013.27

Rutan, G. F. (1982). Western Canada: The Winds of Alienation. *American Review of Canadian Studies*, *12*(1), 74-97. https://doi.org/10.1080/02722018209480738

Ryan, P. (2010). *Multicultiphobia*. University of Toronto Press.

Sangster, J. (1984). Canadian Women in Radical Politics and Labour, 1920-1950 [Thèse de Doctorat, McMaster University]. https://macsphere.mcmaster.ca/handle/11375/15579

Sartori, G. (1970). Concept misformation in comparative politics. *American Political Science Review*, 64(4), 1033–1053.

Satrianingsih, B. et Pratama, A. (2024). Populism in sport, leisure, and popular culture. *Leisure Studies*, 0(0), 1-2. https://doi.org/10.1080/02614367.2024.2338936

Savoie, D. J. (1999). Governing from the Centre: The Concentration of Power in Canadian Politics. University of Toronto Press. https://www.jstor.org/stable/10.3138/9781442675445

Sawer, M. et Laycock, D. (2009). Down with Elites and Up with Inequality: Market Populism in Australia and Canada. *Commonwealth and Comparative Politics*, *47*. https://doi.org/10.1080/14662040902842836

Scheuch, Erwin K. and Hans D. Klingemann (1967) «Theorie des Rechtsradikalismus in westlichen Industriegesellschaften», *Hamburger Jahrbuch für Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik*, 12, 11-29.

Schroeder, R. (2020). The Dangerous Myth of Populism as a Thin Ideology. *Populism*, *3*(1), 13-28. https://doi.org/10.1163/25888072-02021042

Seymour, M. (2000). Quebec and Canada at the Crossroads: A Nation within a Nation. *Nations and Nationalism*, *6*(2), 227-255. https://doi.org/10.1111/j.1354-5078.2000.00227.x

Sharkansky, I. (1970). *Regionalism in American Politics*. Bobbs-Merrill.

Sharp, P. F. (1948a). The Last Best West. Dans *The Agrarian Revolt in Western Canada* (NED-New edition, p. 1-20). University of Minnesota Press. http://www.jstor.org/stable/10.5749/j.ctttv3d9.3

Sharp, P. F. (1948b). VIII Revolt on the Prairies. Dans *The Agrarian Revolt in Western Canada: a survey showing american parallels* (NED-New edition, p. 128-151). University of Minnesota Press. http://www.jstor.org/stable/10.5749/j.ctttv3d9.10

Sharp, P. F. (1997). *The agrarian revolt in western Canada: a survey showing American parallels*. Canadian Plains Research Center, University of Regina.

Shikova, N. (2023). The Phenomenon of Secession. Dans N. Shikova (dir.), *Self-Determination and Secession: In Between the Law, Theory and Practice* (p. 91-108). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-031-34322-3_5

Simeon, R. et Elkins, D. J. (1974). Regional Political Cultures in Canada. *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, *VII*(3), 397.

Sinclair, P. R. (1989). Social Credit and Social Class: A Comment on « The Petite Bourgeoisie and Social Credit: A Reconsideration ». *The Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, *14*(3), 390-392. https://doi.org/10.2307/3340614

Sinclair, P. R. (1975). Class Structure and Populist Protest: The Case of Western Canada. *The Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, *1*(1), 1-17. https://doi.org/10.2307/3340007

Sinclair, P. R. (1973). The Saskatchewan CCF: Ascent to Power and the Decline of Socialism. *Canadian Historical Review*, *54*(4), 419-433. https://doi.org/10.3138/CHR-054-04-03

Sinclair, P. R. (1972). *Populism in Alberta and Saskatchewan: a comparative analysis of Social Credit and the Cooperative Commonwealth Federation* [Thèse de Doctorat, University of Edinburgh].

Siroky, D. S. et Cuffe, J. (2015). Lost Autonomy, Nationalism and Separatism. *Comparative Political Studies*, *48*(1), 3-34. https://doi.org/10.1177/0010414013516927

Smeekes, A., Wildschut, T. et Sedikides, C. (2021). Longing for the «good old days»of our country: National nostalgia as a new master-frame of populist radical right parties. *Journal of Theoretical Social Psychology*, *5*(2), 90-102. https://doi.org/10.1002/jts5.78

Smith, D. E. (2013). *Across the Aisle*. University of Toronto Press.

Snegovaya, M. (2024). What Happens when Left Moves Right? Dans M. Snegovaya (dir.), *When Left Moves Right: The Decline of the Left and the Rise of the Populist Right in Postcommunist Europe* (p. 0). Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oso/9780197699027.003.0001

Snow, D. et Moffitt, B. (2012). Straddling the divide: mainstream populism and conservatism in Howard's Australia and Harper's Canada. *Commonwealth & Comparative Politics*, *50*(3), 271-292. https://doi.org/10.1080/14662043.2012.692922

Social Credit Association (1950). *The Manifesto.*

Söderbaum, F. et Shaw, T. M. (dir.). (2003). *Theories of New Regionalism*. Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9781403938794

Sorens, J. (2008). Regionalists Against Secession: The Political Economy of Territory in Advanced Democracies. *Nationalism and Ethnic Politics*, world. https://doi.org/10.1080/13537110802289670

Sorens, J. (2012). *Secessionism. Identity, Interest, and Strategy*. McGill-Queen's University Press.

St, W. et ard. (2021, 1er novembre). Wildrose says Ottawa has declared war on Alberta oil and gas. *The Western Standard*. https://westernstandardonline.com/2021/11/wildrose-says-ottawa-has-declared-war-on-alberta-oil-and-gas/

Stanley, B. (2008). The thin ideology of populism. *Journal of Political Ideologies*, *13*(1), 95-110. https://doi.org/10.1080/13569310701822289

Stanley, G. F. G. (1936). *The Birth of Western Canada: A History of the Riel Rebellions*. University of Toronto Press.

Stephenson, Laura B; Harell, Allison; Rubenson, Daniel; Loewen, Peter John, 2020, «2019 Canadian Election Study – Online Survey», https://doi.org/10.7910/DVN/DUS88V, Harvard Dataverse, V1

Stevenson, G. (2009). *Unfulfilled Union*. McGill-Queen's University Press.

Stokes, A., December 14, T. L. et 2021. (2021, 14 décembre). Canada's Saskatchewan, and the difficulties of defining a nation. *The Loop*. https://theloop.ecpr.eu/canadas-saskatchewan-and-the-difficulties-of-defining-a-nation/

Taft, K. (2018). *Oil's deep state: how the petroleum industry undermines democracy and stops action on global warming - in Alberta, and in Ottawa*.

Taggart, P. (2004). Populism and representative politics in contemporary Europe. *Journal of Political Ideologies*, *9*(3), 269-288. https://doi.org/10.1080/1356931042000263528

Taggart, P. (2018). Populism and 'unpolitics'. Dans *Populism and the Crisis of Democracy. Volume 1: Concepts and Theory,* (p. 79-88). Routledge.

Taguieff, P.-A. (1997). Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, (56), 4-33. https://doi.org/10.2307/3770596

Taguieff, P.-A. (2002). *L'illusion populiste: de l'archaïque au médiatique* (Berg international). Berg international.

Tait, C. (2023, 23 janvier). Danielle Smith made sovereignty act her signature policy but appears increasingly reluctant to use it. *The Globe and Mail*. https://www.theglobeandmail.com/canada/alberta/article-danielle-smith-sovereignty-act-legislation/

Tarragoni, F. (2019). *L'esprit démocratique du populisme: une nouvelle analyse sociologique*. La Découverte.

Taylor, C. (2002). Modern Social Imaginaries. *Public Culture*, *14*(1), 91-124. https://doi.org/10.1215/08992363-14-1-91

Teeple, G. (2019). *Capitalism and the National Question in Canada*. University of Toronto Press. https://doi.org/10.3138/9781487583897

Tewksbury, D. (2021a). Petro-Nostalgia and the Politics of Yellow Vests Canada. *Canadian Journal of Communication*, *46*(4), 21 pp-21 pp. https://doi.org/10.22230/cjc.2021v46n4a3779

Tewksbury, D. (2021b). Petro-Nostalgia and the Politics of Yellow Vests Canada. *Canadian Journal of Communication*, *46*(4), 21 pp-21 pp. https://doi.org/10.22230/cjc.2021v46n4a3779

Tilly, C. (2005). *Identities, boundaries, and social ties*. Paradigm Publishers.

Tilly, C. (2008a). *Credit and blame*. Princeton University Press.

Tilly, C. (2008b). *Why?* Princeton University Press.

Toner, G. et Doern, G. B. (1986). The Two Energy Crises and Canadian Oil and Gas Interest Groups: A Re-Examination of Berry's Propositions. *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, *19*(3), 467-493.

Törnell, M. (2023). *«Freedom not Fear, truckers not Trudeau» : Antagonism as Populism: Against the Liberal Consensus in Canada*. [Mémoire de Maîtrise, Stockholm University]. su.diva-portal.org. https://urn.kb.se/resolve?urn=urn:nbn:se:su:diva-217908

Tucker, J. (2018, 12 septembre). Ford Nation: populism done right. C2C Journal. https://c2cjournal.ca/2018/09/ford-nation-populism-done-right/

Tufts, S. et Thomas, M. P. (2014). Populist Unionism Confronts Austerity in Canada. Labor Studies Journal, 39(1), 60-82. https://doi.org/10.1177/0160449X14530705

Valois, I. (2016, 1er octobre). La confiance envers les institutions au Canada est-elle en diminution? Une analyse longitudinale. https://doi.org/10.13140/RG.2.2.34161.07527

Vance, R. B. (1968). Region. Dans International Encyclopedia of the Social Sciences (vol. 13), p. 377-378.

van Den Brink, T. et Boily, F. (2021). Retour sur le populisme en Alberta. . JSTOR. Dans Boily, F. (dir.), *Les droites provinciales en évolution (2015-2020)* (p. 83-104). Les Presses de l'Université Laval. https://doi.org/10.2307/j.ctv23khmz0.9

van Haute, E. et Pilet, J.-B. (2006). Regionalist Parties in Belgium (VU, RW, FDF) : victims of their own success ? *Regional & federal studies*, *16*, 297-313. https://doi.org/10.1080/13597560600852474

Villani, M. (2019). Kenney meeting Trudeau in Ottawa to fight for 'fair deal' for Alberta. CTVNewsCalgary.ca.https://calgary.ctvnews.ca/kenney-meeting-trudeau-in-ottawa-to-fight-for-fair-deal-for-alberta-1.4721389?cache=%3FautoPlay%3Dtrue%3FclipId%3D1766506).

Vivoda, V. (2009). Resource Nationalism, Bargaining and International Oil Companies: Challenges and Change in the New Millennium. *New Political Economy*, *14*(4), 517-534. https://doi.org/10.1080/13563460903287322

Wagner, M. (2009). *Alberta: separatism then and now.* Freedom press Canada.

Weber, M. (2019). *Economy and Society* (K. Tribe, trad.). Harvard University Press.

Weiner, M. et LaPalombara, J. (dir.). (1966). *Political parties and political development*. Princeton University Press.

Wesley, J., Berdahl, L. et Samson, K. (2021, 3 mai). *Western Alienation in Alberta and Saskatchewan*. Common Ground Project. https://www.commongroundpolitics.ca/western-alienation

Wesley, J. J. (2014). *Code Politics*. University of British Columbia Press. https://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=3412669

Western Canada Concept (s.d). *Why Western Independence is necessary.* Westcan. https://www.westcan.org/why_western_independence.htm

Western Canada Concept (s.d). *101 reasons for independence (an ongoing project).* Westcan. https://www.westcan.org/101_reasons.htm

Western Canada Concept (s.d). *Western Canada Concept Principles and Goals.* Westcan. https://www.westcan.org/principles_and_goals.htm

Weyland, K. (2017). Populism: A Political-Strategic Approach. Dans *The Oxford Handbook of Populism,* (p. 50). Oxford University Press.

Weyland, K. (2021). Populism as a Political Strategy: An Approach's Enduring — and Increasing — Advantages. *Political Studies*, *69*(2), 185-189. https://doi.org/10.1177/00323217211002669

Weyland, K. (2024). Populism as a political strategy. Dans *Research Handbook on Populism* (p. 154-165). Edward Elgar Publishing. https://www.elgaronline.com/edcollchap/book/9781800379695/book-part-9781800379695-23.xml

White, J. et Grantham Research Institute. (s. d.). *What makes climate change a populist issue?* Récupéré le 26 février 2024 de https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/publication/what-makes-climate-change-a-populist-issue/

Wiseman, N. (2007). *In Search of Canadian Political Culture*. UBC Press.

Wiseman, N. (2015). Reading Prairie Politics: Morton, Lipset, Macpherson. *International Journal of Canadian Studies*, *51*, 7-26. https://doi.org/10.3138/ijcs.51.7

Wong, D. (1982). *Western alienation and intra-regional variation : a comparative study of regional discontent in British Columbia and Alberta* [University of British Columbia]. https://doi.org/10.14288/1.0095127

Wood, L. A. (1975). *A history of farmers' movements in Canada*. University of Toronto Press.

Wood, P. B. et Rossiter, D. A. (2017). The politics of refusal: Aboriginal sovereignty and the Northern Gateway pipeline. *Canadian Geographies / Géographies canadiennes*, *61*(2), 165-177. https://doi.org/10.1111/cag.12325

Worsley, P. (1969). The concept of populism. Dans *Populism: Its Meaning and National Characteristics* (p. 245). Macmillan.

Yager, D. (2022, 25 février). Yager: Will Ukraine's crisis finally force Canada to rethink its energy policies? *Canadian Energy Centre*. https://www.canadianenergycentre.ca/yager-will-ukraines-crisis-finally-force-canada-to-rethink-its-energy-policies/

Young, L., December 14, L. B. O. published on P. O. et 2022. (s. d.). Standing up to Ottawa: Western alienation shifts into Prairie constitutional challenges. *Policy Options*. https://policyoptions.irpp.org/magazines/december-2022/western-alienation-constitutional-challenges/

Young, L. et Wesley, J. (2022, 8 juillet). Albertan Orientations Toward Confederation. *Common Ground*. https://www.commongroundpolitics.ca/albertan-orientations-toward-confederation

Young, W. D. (1969). *The anatomy of a party the national CCF, 1932-1961*. University of Toronto Press. http://catalog.hathitrust.org/api/volumes/oclc/66611.html

Yousif, N. (2020, 11 février). « Alberta has been cheated »: Wexit supporters on what drives them. *Macleans.ca*, Economy. https://www.macleans.ca/politics/wexit-supporters-alberta/

Zakaria, F. (1997). The Rise of Illiberal Democracy. Foreign Affairs, 76, 22-43. https://doi.org/10.2307/20048274

Zakuta, L. (1964). A Protest Movement Becalmed. A study of change in the CCF. University of Toronto Press. http://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctvfrxgkq